

fBouteilles à la mer

Gilets jaunes : chronologie

17 novembre 2018 : acte 1. Place de la Concorde.

24 novembre 2018 : acte 2 . Les Champs Elysées.

1er décembre 2019 : acte 3 . L'avenue Foch et l'arc de Triomphe. Avenue Kleber.

Vendredi 7 décembre : les Champs le soir.

8 décembre 2019 : acte 4. Saint Augustin, Miromesnil, Arts et Métiers, Rond-Point des Champs Elysées.

Lundi 11 décembre : diversion attentat de Strasbourg.

15 décembre 2019 : acte 5. Pluie. Grippe.

22 décembre 2019 : acte 6. Pseudo-Versailles. Montmartre. Descente de la butte.

29 décembre 2019 : acte 7. La zone verte, Etoile, froid.

5 janvier 2019 : acte 8. Hôtel de Ville, Orsay, Passerelle, Arc de Triomphe nuit.

12 janvier 2019 : acte 9. Bercy. Etoile. Blindés, motocyclistes, Indien.

19 janvier 2019 : acte 10. Bastille, errance. Pas trouvé manif, Montparnasse, Place d'Italie.

26 janvier 2019 : acte 11. République. Ampoules. Les Halles. Rodrigues.

2 février 2019 : acte 12. Hommage aux blessés. Daumesnil. République.

Jeudi 7 février 2019 : rétromobile.

9 février 2019 : acte 13. descente des Champs Elysées, avenue Montaigne, gazage. Palais Bourbon.

16 février 2019 : acte 14. République. Rue d'Aubervilliers. Saint-Michel, Invalides. Diversion Finkielkraut.

Dimanche 17 février 2019 : Champ de Mars. Frédérique.

23 février 2019 : acte 15. Pas trouvé manif. Trocadéro.

(Le cas du boxeur Dettinger lors de la manifestation Hôtel de Ville – Musée d'Orsay des Gilets-jaunes le 5 janvier 2019)

Je voudrais vous faire part de mon témoignage sur l'épisode du gilet jaune boxeur sur la passerelle samedi 5 : je n'y ai pas assisté et je n'ai même pas vu qu'elle avait lieu, mais j'étais en face, sur le quai qui longe les Tuileries, peu avant ou peu après et probablement aussi pendant, et il était facile de comprendre la situation qui y a conduit. La police avait canalisé la manifestation depuis l'hôtel de ville par le pont de la Cité, puis le long de la Seine, en passant devant le pont Saint-Michel, et le pont du Louvre. A partir de là, les CRS ont suivi la queue de manif en force, avec leurs véhicules. Pendant ce temps, les gardes mobiles ont fait le tour par le boulevard Saint-Germain pour bloquer la rue de l'Université au niveau du parvis du Musée d'Orsay. Pour la manif, il n'y avait plus d'échappatoire et elle est arrivée inévitablement à ce point. Les manifestants ont alors constaté que les flics arrivaient aussi en face, en force et avec leurs véhicules depuis le pont de la Concorde. Ils étaient encerclés. Quand la foule a été bien compacte, les flics ont commencé à les gazer pour les empêcher de bouger. Pour les manifestants il n'y avait plus que la Seine et la passerelle. Certains sont descendus sur le quai en contrebas. J'ai alors constaté qu'un feu s'était déclaré dans une péniche amarrée à ce niveau. Les flics ont continué à gazer les gens. C'est probablement aux alentours de ce moment que s'est produite la bagarre, lorsque d'autres manifestants ont résolu de s'échapper en force par la passerelle. On voit sur une certaine vidéo que les manifestants viennent bien de la rive gauche. Sur la rive droite, tout est calme et il y a pas mal de police, mais qui a l'ordre de ne laisser passer personne dans aucun sens. On voit que les gens qui affrontent les flics sont nombreux. Ce sont des gens aux abois qui cherchent seulement à se réfugier hors de la nappe de gaz lacrymogènes et de la pluie de grenades explosives. Le boxeur qui excite tant les journalistes n'agresse pas la police gratuitement. Il agit dans un contexte de brutalité policière extrême. On peut se demander à quelle nécessité, autre que de punir les manifestants pour avoir manifesté, répondait l'ordre de bloquer la passerelle. La police était si consciente de la situation qu'elle avait créée et qu'elle entretenait qu'elle avait fait venir des plongeurs pour récupérer les désespérés qui auraient pu se jeter à l'eau. M. Castaner ne peut pas dire qu'il était essentiel de ne pas laisser passer les manifestants sur la rive droite, car c'est finalement ce qu'il a laissé faire : d'où la poursuite des incidents sur le Champs Elysées en soirée, avec d'autres cas de violence policière gratuite autour de l'Etoile. Voilà ce que j'ai vu Samedi. J'entends ce matin M. Louis Alliot, du Front National, sur Sud Radio. Il dit qu'il serait intéressant de connaître la teneur des ordres donnés à la police. Il a raison. Si les flics avaient le sens de leur intérêt ils devraient appuyer cette demande, mais cela n'a aucune chance d'arriver, car cela montrerait qui est responsable des violences dans les manifestations des gilets jaunes.

(Une fresque apparaît sur le mur qui longe la rue d'Aubervilliers)

L'histoire a de ces rencontres ! La famille de mon oncle Pierre Georges, le colonel Fabien, a habité dans cette rue d'Aubervilliers. C'est dans ce quartier populaire qu'est née la toute première résistance militaire à l'occupation allemande en 1941, à l'instigation du parti communiste. Mon

oncle fut, dans sa carrière de résistant - mais à l'époque les analogues de nos élites d'aujourd'hui disaient 'terroriste' - en butte à la répression policière de l'Etat qui servait le nazisme. Les policiers et gendarmes français l'ont à diverses reprises arrêté, torturé, livré aux allemands. Certains faisaient ce travail avec zèle et plaisir. Le plaisir de la chasse que l'on voit aussi dans les vidéos de certaines arrestations ou certains tirs de flashball contre les gilets jaunes. La police, dans sa nature ne changera jamais : au service du pouvoir quel qu'il soit, et obéissante aux ordres quels qu'ils soient. Soyez prévenus !

(Réaction à une présentation de Jean-Marc Jancovici où il donne 600 kg pour le poids d'une moto)

JMC donne 600 kg pour le poids d'une grosse moto, en l'occurrence une Honda Gold Wing. La Gold Wing est une très très grosse moto, un record, en réalité (six cylindres, carénage, sacoques multiples, marche arrière, sièges chauffants, hi-fi, toutes sortes d'accessoires etc...). Mais même comme cela, elle ne pèse pas 600 kg. Plutôt quelque chose autour de 350 kg selon les équipements. 600 kg doivent correspondre au poids maximal autorisé en charge, c'est à dire en comptant le poids des passagers et des bagages. La grosse moto sportive de base pèse plutôt autour de 200 kg. Ceci dit, il est exact que le bilan consommation des motos est désastreux, pour deux raisons principales. L'une d'entre elles est physique, l'autre réglementaire. Physique : l'aérodynamisme des motos est très mauvais, par construction. Réglementaire : les normes de dépollution et de bruit ont énormément bridé les moteurs au niveau des systèmes d'échappement (il suffit de regarder leur volume). Pour maintenir et augmenter la puissance, argument de vente principal, les constructeurs ont augmenté les cylindrées et surtout les vitesses de rotation des moteurs. D'où des pertes considérables par frottement. Ma Yamaha XSR 900 tourne à 11500 tours/mn pour développer 115 CV, puissance que je n'utilise jamais. Mais du coup, je roule la plupart du temps aux alentours de 4-5000 t/mn, mais avec une consommation qui dépasse toujours 5 litres aux cent km. Ma moto précédente, une Ducati, poussée dans ses derniers retranchements, passait allègrement les 10 l/100 km.

(Réaction à une réaction sur mon commentaire, élargissant la question de l'écologisme des motos)

Réponse au commentaire de Guillaume Nani. Les vidéos de JM Jancovici vont bien au delà de la question moto, qu'il n'aborde que très incidemment. On ne peut pas s'occuper de tout, même quand on est comme lui une véritable encyclopédie sur patte sur le sujet carbone... Mais si Guillaume est spécialement intéressé par le sujet 'la moto est-elle écologique, et sinon, peut-elle le devenir ?', il y a sans doute quelques constatations de base faciles à faire. Primo : la moto à l'européenne n'est sûrement pas écologique. C'est, au moins pour une partie importante du marché, un jouet pour riches pas assez riches pour les Ferraris et les hors-bords. Mais l'état d'esprit est le même. Je

conseille à ce sujet la lecture de n'importe quelle revue de moto, avec personnellement une préférence marquée pour l'anglaise 'Bike Magazine', dont je tire l'essentiel de mon information, mises à part les observations personnelles, ou la considération de mon propre cas ! Si l'on reprend toute la collection, on y trouve quelques articles très francs et très bien informés sur le sujet. Il est exact que la moto est, historiquement, une marche d'accès économique à la motorisation routière : mais cela disparaît chez nous avec la démocratisation de la voiture. Il y a le grand creux des années 50-60, où il semble que la moto va disparaître. La renaissance des années 70 se fait sur d'autres bases. La situation dans les pays pauvres est évidemment différente : c'est tout simplement une image de notre passé : et ce ne sont donc pas non plus les mêmes motos que les nôtres aujourd'hui. Représentative et témoin quasi muséal de ce passé et de cet exotisme dans le marché européen : la Royal Enfield 500 cc , qui est une importation indienne d'une copie d'un modèle britannique d'avant-guerre ! Grosse cylindrée en Angleterre à l'époque, mais une vingtaine de chevaux et une consommation effectivement contenue, en dépit de l'archaïsme, par rapport à nos monstres actuels. Pour comparaison, 20 CV est chez nous la puissance d'un scooter moyen, en général réservé à l'usage urbain, tandis que nos plus grosses motos atteignent les 200 CV. Si maintenant on parle de pollution en général, il ne faut pas oublier la question des pneumatiques : avec les accélérations permises, et étant donné le fait que l'adhérence en virage suppose des gommes différentes et moins durables que celles des voitures, un pneu de moto dépasse rarement les 5000 ou 6000 km ! Bonjour les particules fines et les problèmes de recyclage ! Tout ceci une fois dit, les motos actuelles sont des réalisations merveilleuses de l'ingénierie et des machines à plaisir fantastiques : d'où leur succès et la passion dont elles sont l'objet, en dépit du risque !

(Suite du même, un intervenant ayant élargi à la prospective)

Pour revenir aux classiques, je veux dire JM Jancovici, si j'ai bien compris ce qu'il explique, l'idée qu'un véhicule électrique est nécessairement plus CO2-efficace que le véhicule thermique qu'on lui substitue est une généralisation hâtive. Il faut faire le bilan carbone au cas par cas. JMC cite le cas de ces trams dont les maires sont si fiers, ainsi que des éoliennes, alors qu'un petit service bien banal de bus, même roulant au gazole, aurait eu un meilleur bilan carbone. Le noyau dur de mon intervention consistait à dire que les motos actuelles ne sont pas écologiques, mais en suggérant que d'autres motos pourraient l'être davantage. J'ajoute donc : même en restant équipées de moteurs thermiques. Il faut voir. Le système production-d'électricité-centralisée-réseau-filaire--batterie-moteur-électrique-embarqué n'est pas la solution absolue. Quant à l'idée de remplacer les voitures par des deux roues : bien sûr, c'est possible : puisqu'on a fait le chemin inverse. Cela nous ramènerait simplement au système des années 1900 à 1950, où il y avait davantage de deux roues motorisés que d'automobiles sur les routes. Mais en énormément plus dense et pour remplir énormément plus de fonctions. Et du coup la substituabilité est douteuse. Avez-vous déjà essayé de faire vos courses hebdomadaires chez Auchan, au mois de février, en vélosolex, tout au bout de la voie rapide parcourue de poids-lourds pressés ? Ou d'emmener votre vieille mère chez le kiné en autobus, avec deux changements et une heure d'attente sous la pluie ? Pendant ce temps là, nos élites, pour elles-mêmes, choisissent de plus en plus la voie des airs. S'il faut parler de la question de la mobilité avec du recul, je suis en ce moment (semaine du G7) en villégiature au Pays Basque,

à proximité de Bayonne-Biarritz-Anglet-Saint-Jean de Luz-Hendaye, plusieurs centaines de milliers d'habitants soumis à un quasi couvre-feu de quatre jours imposé par une force armée de 17000 hommes, c'est à dire deux divisions. L'occupation allemande dans la région n'était pas plus pesante. La vérité, c'est que nous retournons au moyen-âge et que la question écologique est fondamentalement politique. De plus en plus, les riches s'étalent et circulent, tandis que les pauvres se serrent et se terrent, quand ils ne sont pas au contraire réduits au vagabondage.

(Sur l'élasticité prix-volume du pétrole)

On ne se lasse pas d'écouter JM Jancovici. Le point le plus stimulant pour une réflexion ultérieure est son observation sur l'inélasticité du rapport prix/volume pour le pétrole. Je dois dire que sur ce seul point il ne donne à mon avis pas la réponse à la question qu'il soulève. C'est cela qui est stimulant. J'aurais une thèse à ce sujet : c'est que le prix du pétrole n'est pas un prix de marché, mais un prix administré. Le pétrole comme ressource est si important qu'il a fait l'objet d'une mainmise militairement appuyée par quelques Etats, les Etats-Unis en premier bien sûr, qui distribuent la ressource ne fonction de leurs visées géostratégiques. Il s'agit donc d'une denrée rationnée administrativement. Cela donne une idée de ce qui va se passer lorsqu'il n'y aura plus de homard pour tout le monde. Comme souvent dans les réflexions contemporaines, même conduites par des esprits supérieurs, la dimension déficiente est la connaissance historique. Dans le cas présent, il est mal connu ou pris en considération à quel point la seconde guerre mondiale est une guerre pour les ressources pétrolières. La victoire américaine, ouvrant sur une expansion, et la défensive réussie de l'Union soviétique, alors que les pays d'Europe, y compris l'Angleterre , étaient abaissés, a fixé les rapports de puissance et d'accès à la ressource.

(Suite du même)

Le prix du pétrole n'est pas un prix de marché, ni parfait ni imparfait, ni asservi dans le sens expliqué par JM Jancovici. C'est un prix administré au niveau mondial par les compagnies américaines cartellisées qui, en collusion permanente et absolue avec le gouvernement US, qui n'est qu'une émanation du business américain, l'utilisent à des fins géostratégiques. C'est la raison de leur attitude envers des pays comme l'Iran, le Vénézuéla ou la Russie qui ont un gros défaut en commun : détenir des ressources pétrolières mobilisables indépendamment des décisions américaines. En 1973, prenant prétexte de la guerre du Kippour, les compagnies US ont triplé le prix du brut du jour au lendemain. Elles avaient cru masquer leur manoeuvre en faisant croire qu'il s'agissait d'une pression politique des pays arabes pour contrer la puissance militaire israélienne, et se présenter comme des victimes de la décision qu'elles avaient prise elles-mêmes pour augmenter

leur profitabilité. Mais la vérité avait été perçue et dite à l'époque. On était moins cons, il faut croire, ou la presse moins bien muselée. Plus souvent que de faire pression à la hausse, les compagnies américaines et le gouvernement US poussent les prix à la baisse pour nuire aux pays pétroliers non cartellisés. Il s'agit de toutes façons toujours d'actes politiques, et plus précisément d'actes de guerre économique. Quant aux effets économiques purs, puis écologiques que décrit JM Jancovici, qui résultent de ce comportement américain, je n'ai rien à redire.

(Dans le cadre d'une conférence de JM Jancovici, un étudiant passe sur le terrain politique)

L'intervenant qui soulève la question d'une révolution à raison, puisque le problème écologique, tout en étant en effet une question de physique et de chiffres, ne peut que déboucher sur des effets et une résolution politiques. La réponse de JM Jancovici est très décevante, puisqu'elle reflète sans approfondissement une conviction collective qui a grandi à partir des années post-soixante-huit, disons les années Soljénitsine, qui nous ont fait entrer dans une période globalement réactionnaire : l'idée que les révolutions ne servent à rien. Il faut mesurer à quel point une telle proposition aurait stupéfié tous les grands esprits du dix-neuvième et du vingtième siècle, et je ne parle pas seulement des progressistes les plus allants, mais de gens aussi divers que Napoléon, Goethe et Byron, Stendhal et Victor Hugo, Jaurès et Clemenceau. Quant à l'histoire d'Angleterre et à la façon dont se sont imposées les pratiques actuelles, croire qu'elle fut paisible relève d'une énorme ignorance. L'histoire de l'Angleterre, de ses guerres féodales, religieuses et sociales est une des plus sanglantes de tous les pays européens, et l'état actuellement atteint est tout sauf le renoncement de l'aristocratie à son pouvoir. C'est seulement un renoncement, la plupart du temps, aux méthodes violentes : mais en Angleterre comme ailleurs, c'est précisément sur le souvenir des guerres civiles passées que repose l'attachement à des usages de discussion et recherche du consensus. L'équivalent français, ce sont les principes républicains issus de la Grande révolution. Si nous y renonçons, nous aurons à nouveau les guerres féodales, la fronde et les guerres de religion, beaucoup plus longues, sanglantes et sans issue que les révolutions populaires et progressistes du dix-neuvième siècle.

(Jean-Marc Jancovici semble ne pas craindre une réaction autoritaire et ne rien espérer d'une perspective révolutionnaire. Son horizon d'espoir relève plutôt d'une technocratie libertaire, alors qu'il est très pessimiste sur les institutions courantes)

Sur la guerre à venir, la réponse de JM Jancovici est étonnante. Ce qu'il décrit comme difficilement imaginable : un pays dans lequel les élites en place sont remplacées brutalement par d'autres plus bellicistes qui déclenchent des guerres étrangères est pourtant exactement ce qui s'est passé en

Europe il y a un peu moins d'un siècle ! Encore faut-il préciser qu'un remplacement assez marginal de personnel peut suffire à un changement radical de politique. Dans les années trente en Italie, puis en Allemagne, puis partout ailleurs eut lieu un renversement brutal des institutions préexistantes par les dirigeants politiques et économiques en place qui se sont rangés derrière les plus extrémistes d'entre eux, après élimination brutale de quelques éléments résistants. Cela s'est fait dans tous les pays européens, à la fois comme une guerre sociale intérieure, mais avec influence étrangère puis des interventions militaires d'un pays à l'autre. La seconde guerre mondiale était la coalescence de plusieurs guerres civiles qui se sont internationalisées, les camps étant délimités idéologiquement mais aussi en termes de classes. C'était une guerre sociale mondiale. Il n'y a donc aucune contradiction à penser une situation de conflit de classe entre le haut et le bas de la société dans chaque pays débouchant sur des opérations militaires transfrontières. C'est en réalité ce qui se passe toujours parce qu'une classe sociale menacée recourt naturellement à l'appui de ses homologues étrangères, et c'est particulièrement vrai des classes dominantes, qui communiquent et s'allient internationalement plus étroitement que les classes dominées.

(JM Jancovici touche tangentiellement à la question des influences corruptrices)

Sur la question du 'délit d'initié', JM Jancovici me semble faire preuve d'une certaine naïveté politique. Sa démonstration est recevable quand il dit que des profits boursiers peuvent résulter d'une asymétrie d'information, mais toutes les asymétries d'information ne sont pas de même nature. Ce qui est en cause c'est le cas où la profitabilité d'un placement résulte d'une décision administrative du profiteur lui-même. Par exemple, lorsqu'un maire fait acheter par son beau-frère un terrain non constructible, puis le fait passer constructible. Des équivalents, à beaucoup plus grande échelle, sont possibles en finance boursière et en particulier dans le grand jeu international des concentrations de capital industriel. Les grands dirigeants politiques se gavent de cette façon, et c'est la raison pour laquelle ils ressortent tous millionnaires de carrières où les revenus officiels sont en théorie modestes. Le pire dans ce cas n'est même pas qu'ils s'enrichissent sur le dos des épargnants, c'est surtout que l'objectif d'enrichissement personnel conduit la décision au lieu que ce soit le souci de l'intérêt général. Pour exemple, un reportage sur la chaîne parlementaire il y a quelques mois expliquait comment Madame Valls, grosse investisseuse, avait vu son patrimoine substantiellement accru par l'opération de vente à la découpe d'Alstom décidée par Monsieur Valls, premier ministre.

(Après une conférence de JM Jancovici)

Poser les questions en termes de 'problème' et de 'solution' est une démarche séduisante par son côté rationnel. C'est typiquement une démarche d'ingénieur. C'est une attitude foncièrement optimiste puisque tout problème d'ingénieur a une solution. En mathématiques, prouver qu'un problème n'a pas de solution est une solution du problème. JM Jancovici dépasse ce cadre de pensée. Il part d'une zone de sécurité qui est la physique, où tout est mesure précise et calculs certains, pour envisager ce qu'on appelle par simple habitude et facilité langagière le 'problème' climatique, qui n'est pas un problème d'ingénieur. Dans les affaires humaines, qui se déploient historiquement, il n'y a que des hasards, des conflits et des contradictions. Les Grecs, grands rationalistes par ailleurs, ont aussi inventé la 'tragédie' : exposition d'un conflit dans lequel ce qui est nécessaire est en même temps impossible. Nous ne sommes pas devant un problème climatique, mais devant une tragédie de l'homme technique, pris entre ses moyens fondés sur le savoir, et ses besoins biologiques élémentaires, en violente et insurmontable contradiction.

(Après une conférence de JM Jancovici)

JM Jancovici fait remarquer que la contrainte écologique se traduit nécessairement en contrainte politique. Il anticipe une objection fondée sur l'existence supposée de démocraties antiques, comme Rome et la Grèce et y répond par l'existence de l'esclavage. Il a sans doute raison, mais il pourrait aussi arguer que ces « démocraties » ne l'étaient pas dans le sens qui nous importe le plus et qui fait problème par rapport aux exigences écologiques : elles ne connaissaient pas du tout les libertés individuelles. Rome aussi bien que les cités grecques comme Athènes étaient des systèmes disciplinaires impitoyables. Ce que l'on appelle démocratie dans leur cas est le fait qu'il y avait des procédures de délibération collective, mais c'est tout. Les décisions prises en commun, et il s'agissait essentiellement de la question de la paix et de la guerre, étaient ensuite contraignantes pour tous. Un auteur dit, concernant Athènes, que c'était « la démocratie des Hoplites ». Autrement dit : le droit de vote était la prérogative de ceux qui auraient à assumer les décisions engageant la vie et la mort. C'était cela qu'ils appelaient « liberté », et non une marge d'autonomie par rapport au destin collectif. Aucun rapport avec notre douce France, où nous avons, cas extrême de dissociation entre pouvoir et responsabilité, des « députés des Français de l'étranger », c'est-à-dire que l'impôt et la guerre sont pour partie décidés par des « citoyens » qui ne paient pas l'impôt et ne subiront pas la guerre. Avec de tels principes, qui ne sont que la poussée à l'extrême de l'irresponsabilité capitaliste (fondée sur la « société à responsabilité limitée »), aucune contrainte écologique ne peut être respectée, aucune survie collective n'est organisable.

(Après une conférence de JM Jancovici)

"La guerre régule la population essentiellement comme accélérateur de la famine et de la maladie" . Très vrai. Lire à ce propos le livre d'Adam Tooze "the wages of destruction". La plupart des Allemands morts en Russie pendant la seconde guerre mondiale sont morts gelés. La plupart des Russes morts (27 millions tout de même) sont des civils ou des prisonniers morts de faim. La grippe espagnole que cite JMJ, qui a tué davantage que la guerre de 14-18, en est la conséquence létale principale car elle résulte des déplacements de population que sont aussi les opérations militaires. En regard de ces chiffres, la quantité d'énergie et de matières premières nécessaires pour tuer un homme par les moyens strictement militaires est phénoménale. Après vérification, je trouve que le nombre d'obus tirés pendant la guerre de 14-18 se monte à un milliard, pour 9.5 millions de morts, dont la plupart ne sont pas morts de ça, ce qui fait quelque chose comme 100 à 1000 obus pour tuer un homme. L'empreinte écologique de cette activité est proprement hallucinante. On pourrait presque aller jusqu'à dire que ce qui est le plus dangereux à la guerre, c'est le camping, et ensuite les retombées sanitaires et économiques globales.

(Après une conférence de JM Jancovici)

Sur 1945 comme une des deux années du siècle où les émissions carbone ont diminué. JMJ l'interprète comme un effet de la mise hors service des appareils industriels allemand et japonais. Sans doute, mais si c'est 1945 qui montre un creux notable plutôt qu'une des deux ou trois années antérieures, alors que les puissances autoritaires avaient déjà pas mal morflé, c'est sans doute aussi parce que la guerre cesse en mai à l'ouest et en août à l'est, ce qui fait plusieurs mois sans guerre pour 1945. Il serait intéressant de regarder quelle est l'empreinte écologique spécifique de l'activité guerrière, et aussi de sa préparation quand on connaît le poids des dépenses militaires dans l'économie des puissances impérialistes. JMJ pourrait-il donner la statistique mois par mois ?

(Après une conférence de JM Jancovici)

Les questions soulevées par JM Jancovici sont très riches. Sur l'esclavage : il n'a jamais vraiment disparu. Quelle est la logique de l'esclavage ? Dans l'antiquité grecque, c'était l'alternative douce au massacre des populations vaincues, parfois intégral. A Rome, c'était un mouvement d'ascension sociale assez comparable à notre immigration, et résultant de la dynamique de conquête impériale continue et irrésistible. Des logiques différentes, donc, car tantôt sous-tendues par l'abondance des hommes superflus, tantôt par le besoin de travailleurs. L'esclave d'un romain, d'abord domestique, devenait citoyen romain. Les Grecs au contraire avaient des sociétés de castes, en fait. Rigides et primitives. La citoyenneté était de naissance, définitive, et enserrait toute la vie. Socrate avait été hoplite comme tout le monde. Esope était et est resté esclave. Avenir de l'esclavage ? A noter que les

pays comme l'Arabie séoudite sont à la fois pétroliers et esclavagistes. Il doit y avoir quelque chose qui échappe au déterministe que dessine JMJ, ce qui n'exclut pas qu'il ait raison sur les grandes masses : l'industrialisation détruit le paysan sédentaire et soumis et crée l'ouvrier mobile et politiquement actif. Pour l'avenir, c'est l'homme superflu qui s'impose. Expression d'Hannah Arendt. L'homme est menacé d'être réduit à la condition d'une fourmi. Expression d'Ernst Jünger. Pour Trump, les autres peuples ne sont déjà en effet qu'une vermine à contrôler. Une association pollution-pénurie-tyrannie-technologie-surveillance semble en effet un avenir probable. En pointe : la Chine bien sûr, mais aussi, plus immédiat pour nous, les USA avec la NSA et ses drones. Ne pas oublier l'axe Israël-Brésil-France et la très ancienne collaboration de leurs services policiers. A ce propos, voir ce que signale Jean-Luc Mélenchon, sur la concertation entre le procureur financier de sa perquisition et son homologue brésilien. Au Brésil, la police extermine la marginalité sous-prolétarienne par assassinats ciblés à distance selon des méthodes enseignées par les services Israéliens, formés à la répression des palestiniens. Nous sommes dans ce jeu là. Plutôt que l'esclavage, je vois de l'avenir à des systèmes concentrationnaires vastes, avec des zones de circulation contrôlées des populations en fonction de leur statut administratif. Une sorte de paquebot géant, avec des classes et des portes étanches entre la passerelle et la soute, mais en train globalement de couler. C'est la réalité des "zones vertes" dans les pays de néo-colonialisme américain. C'était la réalité de la zone Champs-Élysées- Concorde-Madeleine tous les samedis cet hiver. De la zone Bayonne-Biarritz-Hendaye pendant le G7 en août dernier. Les hyper-riches accapareront les dernières zones vivables et cultivables, déjà délimitées comme "parcs naturels", d'où les agriculteurs traditionnels sont peu à peu bannis et exclus.

(Après une conférence de JM Jancovici)

L'accès au pétrole n'est pas régulé par le prix, et il n'y a pas de marché pétrolier. Si Total trouve le pétrole saoudien trop cher, il n'ira pas en chercher en Iran à la place : exemple de contrainte ouverte et radicale, mais en réalité typique. Le pétrole est une denrée stratégique allouée par les monopoles sur des critères politico-militaires. Ces monopoles sont en réalité tous étatiques : certains sont des dépendances d'un Etat, et dans certains cas c'est l'Etat qui est une dépendance des monopoles. Mais aucun groupe pétrolier n'a jamais fonctionné autrement que comme intégré à un état appuyant militairement ou diplomatiquement l'accès à la ressource et négociant les prix, qui du coup ne sont pas des prix de marché. Toutes les fluctuations que l'on peut observer sont des décisions politiques, ou à l'extrême rigueur des faits de concurrence marginaux, mais tenus à l'intérieur d'une enveloppe de contrainte politique.

(Dominique Bourg peu convainquant sur la crise environnementale)

Dominique Bourg dit à un moment “il faudra que les gens comprennent..”. Interrogez-vous sur l’implicite de cette proposition : si l’inversion du cours suicidaire dépend d’une prise de conscience populaire, cela signifie qu’elle suppose une révolution violente. Or tout projet de ce genre est massivement rejeté, en particulier par les milieux écologiquement conscients. JM Jancovici aborde par moments la question du dispositif efficace d’influence sur les événements pour les scientifiques éclairés. Lui aussi mise plutôt sur un changement d’attitude des oligarchies dominantes. A mon avis, on peut toujours attendre. Le comportement systématique des élites dans les grosses crises est d’aménager leur propre survie. Le projet “Soleil vert”. Le dispositif "soleil vert" est déjà en cours d'expérimentation. Les Américains ont des "zones vertes" partout dans le monde, qui sont des bulles d' "American way of life" dans des océans de misère et de violence anarchique. Chez nous, depuis le début des manifestations des Gilets jaunes, Paris expérimente le même système tous les samedis, avec entrée réglementée, en gros réservée aux CSP plus, dans les beaux quartiers. Lors du G7 de Biarritz, c'est une zone urbaine de trente kilomètres de long sur vingt de profondeur, abritant normalement plusieurs centaines de milliers d'habitants, qui a été en pratique interdite de pénétration par une armée de dix-sept mille hommes. Pour ce qui est de l'accès aux ressources naturelles indispensables, cela fait longtemps que les "parcs naturels", munis de réglementations spécifiques, ne sont d'ores et déjà plus d'accès libre. Il ne manque que les barbelés autour, mais c'est le plus facile à faire lorsqu'il s'agira d'en faire des zones de survie réservées protégées militairement.

(On parle de socialisme)

L’opposition entre “socialisme” et “capitalisme” : oh les belles fausses fenêtres que voilà !
Capitalisme : mais depuis la révolution néolithique, et l’invention des stocks alimentaires, de l’élevage et de la bonification des terres, puis encore plus avec l’apparition des machines, il y a et il y aura toujours du capital à gérer. Personne ne veut sortir du capitalisme. La question est celle de sa gestion. Socialisme : un capitalisme avec un certain régime de la propriété, à définir, car la seule idée commune à tous les socialistes, c’est qu’ils ne veulent pas du régime habituel. La vraie question : celle du rapport entre politique et économie. Libéralisme : l’économie échappe au contrôle politique. Problème : et si les ouvriers se disputent avec les patrons ? En pratique, les libéraux préconisent alors l’envoi de la police. Contradiction. On n’échappe pas à la politique. Dirigisme : l’économie est soumise à la décision politique. Problème : l’argent achète tout, y compris la décision politique. Convergence pratique des systèmes : impossible de dé-marier économie et politique. Le pouvoir va à l’argent et l’argent au pouvoir. Le Pouvoir donne l’argent, et l’argent le pouvoir. Nous en sommes là. Capitalisme : le réel, dur comme du béton. Socialisme ? C’était avant.

(Prospective : suite)

Pendant la crise des gilets jaunes, un hélicoptère attendait en permanence avec les réservoirs pleins pour enlever Macron en l'air au dernier moment. Lorsque quelques rigolos ont fracturé la porte de son ministère, Benjamin Griveau s'est sauvé par les combles, et il paraît qu'il était vert de peur. Des expériences de cette intensité marquent des individus au niveau personnel et influencent leur mode de pensée de façon plus déterminante que leur niveau d'éducation et d'information. Certains historiens expliquent que toute la politique antisémite d'Adolf Hitler a pour origine son expérience personnelle de la révolution rouge à Vienne, dont nombre de participants, militants de gauche, étaient juifs. J'en viens donc à ceci : le plan des élites, c'est la solution que j'appelle 'Soleil Vert', d'après le film bien connu des années soixante-dix. Il n'y aura pas du homard pour tout le monde, et ils le savent. Mais ils ont bien l'intention que les derniers homards soient pour eux. Ils seront sans pitié. Une autre image, qui décrit la mentalité de l'homme en fin de vie, qui se sait condamné : l'anecdote de Mitterrand, se faisant servir des ortolans, espèce en principe protégée.

(Prospective : suite)

Si vous vous plongez dans l'histoire passée, vous constaterez probablement que la propriété du sol est l'enjeu primordial de la plupart des guerres, étrangères et civiles, depuis la révolution néolithique jusqu'à la révolution industrielle, moment où la question des ressources fossiles vient s'ajouter à la liste, assez courte, des vraies raisons de se taper dessus entre humains. C'est bien joli d'acheter des terres, mais on ne possède vraiment que celles que l'on est capable de défendre. Le seul résultat tangible et durable de la révolution française fut la reprise des terres par ceux qui les cultivaient. Cela passait naturellement par l'élimination violente des accapareurs. Depuis, les oligarchies n'ont pas cessé de vouloir les reprendre. La situation actuelle appelle et produira d'autres événements comparables.

(Un intervenant questionne le concept de 'capital humain')

Rien de plus simple ! 'Capital' vient de 'caput', la tête. C'est donc le sens originel du mot que de désigner des êtres vivants. En latin, puisqu'il s'agit de remonter à l'antiquité esclavagiste, le principal capital c'est le bétail, dont font partie les esclaves, qui ont le statut légal d'animaux. En français, le mot donne aussi 'cheptel'. Et n'avez vous pas parfois un peu l'impression que tout en vous donnant sans arrêt du "Monsieur", "Madame" et du "citoyen", "citoyenne" on vous traite un

peu comme un cheptel, dont il convient de surveiller et d'organiser l'aptitude au travail productif sans trop se préoccuper de ce qu'il pense des moyens utilisés ? Quelle est la véritable motivation d'un état qui déploie des moyens pour s'assurer que vous mettez bien un cache-col en hiver, et que vous bouclez bien votre ceinture en voiture ?

(Prospective : suite)

JM Jancovici, quoique de façon peu explicite, relie la question très technique, pour ingénieurs et physiciens, de l'énergie aux enjeux politiques, en disant que le plus difficile à accepter, c'est la perte des libertés. Ce que dit l'expérience historique, c'est que lorsqu'il apparaît qu'il n'y a pas de homard pour tout le monde, certains groupes, plus agressifs que la moyenne, s'organisent pour se réserver ce qui reste : c'est cela que l'on appelle un état autoritaire. Je renvoie habituellement pour illustration au film prophétique des années 70, 'Soleil vert'. Il dit à peu près tout, et pourrait aussi être pris pour une illustration des années trente à cinquante du vingtième siècle, avec réduction brutale du nombre des habitants de l'Europe d'une cinquantaine de millions selon un déterminisme qui n'a rien de purement idéologique. Car on pourrait aussi renvoyer, pour clarification des enjeux, au livre d'Adam Tooze 'The wages of destruction' qui explique en quoi le nazisme est avant tout un projet de saisie des ressources vitales.

(Prospective : suite)

Je suis sur la côte basque. C'est l'état de siège. 17000 hommes armés jusqu'aux dents, tous les groupes de flics que l'on voit, et ils sont partout, sont équipés de fusils et mitraillettes diverses et les tiennent bien en vue. La presse ne le dit pas, mais l'armée est de sortie elle aussi aux approches des cols pyrénéens, parfois à 30 ou 40 km de Biarritz. Toutes les gares et la route principale qui dessert le pays sont bloquées. Ce que signale la nouvelle que vous donnez, c'est qu'on risque sa liberté dès lors qu'on circule. D'ailleurs, nombre de locaux et tous les touristes ont bien compris qu'il ne fallait pas être là. Les quelques liaisons routières ouvertes sont désertes. Bayonne est déserte. Hendaye est déserte. La démonstration que fait le gouvernement a valeur de fait historique, car on n'avait jamais rien vu de tel en France, ni peut-être dans aucun pays du bloc occidental. 17 000 hommes, cela fait deux divisions : l'occupation allemande n'était pas plus pesante, ni ici, où l'on était en zone interdite, ni à Paris, même après les attentats anti-allemands de 1941 (on avait trouvé brutal un couvre-feu après 5 heures du soir en décembre 1941). Ici, les Biarrots sont sous le régime de quatre jours de couvre-feu continu ! Mais le maire est d'accord ! Et la télé montre en tout et pour tout Macron épanoui qui tripote et fait des bisous à des hommes murs et à leurs jeunes et jolies compagnes. Ce pays m'étonne chaque jour. Cette époque m'intéresse de plus en plus.

(Jacques Sapir en controverse avec Annie Lacroix-Riz sur la famine ukrainienne, en commentaire d'un ouvrage sur les préludes à la seconde guerre mondiale)

Deux remarques me viennent seulement à l'esprit, sur des points qui ne figurent pas dans l'analyse de Jacques Sapir, mais qui me semblent pertinents. D'une part, la question de l'accord naval Germano-britannique, qui était une mauvaise manière faite à l'URSS puisqu'il s'agissait d'autoriser l'Allemagne à la menacer en Baltique : or, chose rarement signalée lorsqu'on montre, si souvent, le retour de Chamberlain après Munich, c'est le texte de cet accord, qui vient d'être confirmé, que Chamberlain brandit comme une preuve que la guerre vient d'être évitée 'pour toujours' entre l'Allemagne et l'Angleterre. Autrement dit, Chamberlain explique, pour le public averti, que la garantie de la paix à l'ouest, c'est la promesse de guerre à l'est. D'autre part, second point : la guerre d'Espagne, où l'URSS est en confrontation avec l'Allemagne, et beaucoup plus directe qu'on ne sait généralement parce qu'on minimise délibérément la mainmise soviétique sur la République espagnole : or à l'époque les élites politiques de la France et de l'Angleterre ne sont pas dupes de cette situation, elles craignent la menace communiste autant et davantage que la menace nazie, et elles ont pris beaucoup plus tôt et beaucoup plus activement parti pour Franco que l'on ne dit. On ment aujourd'hui sur la véritable délimitation internationale des camps dans la guerre civile Espagnole : et cela signifie que dès 1936 une collaboration avec l'URSS est exclue pour des gens comme Daladier, Chamberlain, et même Blum. Hitler le sait, car cela s'est vu en Espagne, et c'est sa force à Munich.

(Suite du même)

Rien à redire sur l'analyse de Jacques Sapir. Les soviétiques ont publié un compte-rendu intégral des séances de négociations entre franco-anglais et soviétiques telles qu'elles se sont tenues en vue d'un accord de coopération militaire en parallèle avec les négociations que Mototov tenait avec Ribbentrop, Staline jouant jusqu'au dernier moment l'une ou l'autre solution pour éviter la guerre et une probable défaite dès 1939, mais sachant bien au fond de quel côté l'arbre allait tomber. Ces minutes sont à la fois accablantes pour les franco-anglais et assez désopilantes à lire si on le fait avec beaucoup de recul. On y voit, pendant des conversations étalées sur plusieurs semaines, des négociateurs franco-anglais totalement hypocrites, car ils ont l'ordre de ne pas aboutir et croient pouvoir le dissimuler, et un négociateur soviétique qui n'est absolument pas dupe, mais qui ne finit par exploser que tout à la fin, après être allé téléphoner.... on devine à qui. Et qui renvoie les occidentaux à la maison après leur avoir expliqué en détail l'absurdité manifeste de leurs mensonges

et de leurs incohérences. Staline avait tranché, et du coup, on peut presque dire quand à la minute près.

(Suite du même)

Les soviétiques ont publié les minutes des discussions entre Vorochilov, Drax et Doumenc visant à un accord de coopération militaire pour défendre la Pologne. Ces discussions se sont tenues à partir de la mi-août 1939, en parallèle donc avec les conversations avec les Allemands, pour échouer définitivement le 21, la signature du Pacte Ribbentrop-Molotov suivant immédiatement cet échec. Ce n'est donc pas seulement Munich qui a dégoûté les Soviétiques de compter sur une alliance du type 1914. C'est toute la série des avanies qui ont suivi alors que Staline avait continué à tendre la main à la France et à l'Angleterre. Et c'est la Pologne qui a travaillé le plus activement à l'échec de la formule. Quant à Hannah Arendt, l'auteur voit juste sur l'utilisation faite de ses théories par le bloc occidental. Elles s'y prêtent en effet, au prix d'une grossière mutilation de sa pensée qui est riche, complexe, et probablement contradictoire. Il faut pourtant remarquer qu'elles pourraient aussi être utilisées en sens inverse car les deux premières parties de ses 'Origines du totalitarisme' ne cachent rien des origines du racisme et de l'exterminisme hitlériens, qu'elle assigne au monde germanophone centre-européen, et aux pratiques coloniales britanniques respectivement. Il faut lire Hannah Arendt !

(Sur Hannah Arendt, un intervenant me répond : 'Ce n'est pas pour rien que la pensée de H. Arendt (intéressante par ailleurs à plus d'un titre) et son concept de totalitarisme ont été tant diffusés après la guerre et encore plus après l'effondrement de l'URSS. Elle représentait une incarnation acceptable d'idées qui venaient d'être totalement discréditées sous une autre forme, mais qui venant de la part de quelqu'un comme elle, pouvaient continuer à infuser dans la société')

Le fait que la diplomatie franco-anglaise ait décidé en faveur de Franco dès le 19 juillet 1936 est désormais un fait historique établi. Il est documenté en détail avec les travaux d'Annie Lacroix-Riz, mais il l'était déjà avec un livre ancien et extrêmement érudit de Burnett Bolloten, "Le Grand Camouflage", qui révèle aussi, chose aussi peu publicisée et comprise, le fond de la politique communiste voulue par Staline en Espagne, et le pourquoi de son échec : le fait justement qu'il était complètement inutile et sans espoir de compter sur un appui franco-anglais contre Franco. Lecture recommandée. Cela explique aussi les péripéties autour de Munich et du pacte germano-soviétique.

La clé de compréhension de l'époque, c'est que la France depuis le début et jusqu'au bout, et l'Angleterre avant Churchill, avaient choisi Hitler comme homme fort en Europe contre le bolchévisme.

(Encore sur la bourgeoisie de collaboration)

Oui. La couverture d'un des ouvrages d'Annie Lacroix-Riz, je crois que c'est "De Munich à Vichy", reproduit la photo de Ribbentrop faisant le salut hitlérien devant la flamme du Soldat inconnu lors de sa visite, particulièrement réussie, à Paris en décembre 1938. Ce qui incidemment, relativise les offenses qui auraient été faites au malheureux piou-piou de 14-18 par les gilets jaunes ou par Cohn-Bendit en 1968.... On peut dire qu'il en avait vu d'autres ! Il faut savoir qu'à l'époque, la Gestapo est chez elle à Paris, où elle collabore (j'emploie le mot à dessein) officiellement avec la police de Daladier dans la chasse aux communistes, et aux réfugiés antinazis ou anciens des Brigades internationales. De fait, lorsque Pétain popularise le concept de Collaboration après Montoire, c'est dans l'espoir de ranimer un passé plus équilibré des rapports franco-allemands : le temps heureux de l'immédiat avant-guerre. Mais après juin 1940, les Allemands qui séjournèrent en France comme journalistes, ingénieurs et hommes d'affaires sont revenus en uniforme, et ils sont passés au pillage qui suit les victoires. La Collaboration, c'était Daladier et Abetz 1938.

(Un intervenant s'insurge contre un passage qui souligne le rôle joué par les élites polonaises dans le déclenchement de la seconde guerre mondiale)

C'est triste, mais c'est malheureusement bien documenté. Une indication de lecture décalée mais probante : lisez tout simplement les mémoires de Churchill sur cette conjoncture précise. Accablant pour les dirigeants Polonais, qui exultent littéralement à propos du bon tour qu'ils ont joué aux négociateurs franco-anglais en les empêchant de mettre au point un mécanisme militaire d'aide à la Pologne en conjonction avec les Russes en cas d'invasion Allemande. Il faut se représenter, même si c'est difficile à comprendre, ex post facto, l'arrogance des castes militaires de l'époque, et pas seulement des généraux Polonais, mais eux en particulier, qui pensaient tenir la dragée haute à la fois aux Russes et aux Allemands. Cela dit, je vous concède que, du point de vue polonais, on peut hésiter à trancher s'il valait mieux prévenir une invasion allemande par une invasion soviétique plutôt que l'inverse. En réalité, la situation polonaise était tragique de toutes façons. La bêtise militaire n'a fait que donner sa forme historique concrète à la tragédie..

(Suite sur le même thème)

Oui. On peut dire que c'est un des grands paradoxes de la seconde guerre mondiale, qu'elle est officiellement déclarée pour la défense de l'intégrité et de la liberté polonaise, et que cet enjeu doit ensuite être refoulé par les vainqueurs occidentaux, qui se résignent à ne pas faire aboutir la moindre revendication sur ce point en dépit de leur victoire. Même genre de scandale pour les républicains espagnols ou les résistants grecs. Des vaincus de la victoire sur le fascisme, dont l'existence montre que finalement, la guerre n'avait pas pour enjeu réel concret la lutte pour la démocratie, quoi qu'en aient pensé ou voulu des acteurs comme Roosevelt, Churchill ou de Gaulle. Il ne s'agissait pas de la démocratie, et, sans que cela remette forcément en question la bonne foi des acteurs, la guerre était bien 'une guerre impérialiste' comme l'avait analysée l'Internationale communiste dès son déclenchement.

(Un intervenant brode sur le thème du 'rejet des idéologies'. Il a un côté 'centriste-consensuel-choisi-pour-poser-la-question-au-ministre-sur-Rance-Inter' un peu énervant)

S'agissant des mots en '-isme' il convient de faire le tri. Les jongleries intellectuelles qui ont été faites avec certains d'entre eux dans les partis ouvriers des années trente, et dont ils ont pu avoir à souffrir, ne doivent pas forcément détourner de leur usage rationnel. Pour comparaison, si vous prenez la célèbre scène moliéresque où un médecin charlatan répète absurdement "le poumon" pour expliquer des maux imaginaires et justifier un remède illusoire n'a pas dissuadé la médecine scientifique d'utiliser le concept de poumon. Je pense personnellement que l'anthropologie se passera difficilement des concepts de 'capitalisme' et d'"impérialisme'. Je pense que 'socialisme' a également un sens, mais que l'erreur est de le mettre en fausse-fenêtre par rapport au 'capitalisme', car le capitalisme est un état réel, existant, des sociétés humaines, alors que le 'socialisme' est un projet qui n'a encore donné lieu qu'à des tentatives de réalisation qui ont toutes échoué. Quant au 'totalitarisme', je partage votre scepticisme : c'est une construction polémique et artificielle, due aux politistes anglo-saxons, avec Hannah Arendt en tête de file, et qui vise à donner mensongèrement une figure unifiée aux ennemis successifs de l'Amérique, Allemagne nazie puis Union soviétique, le but étant, dans le contexte nouveau de la guerre froide, de faire oublier que l'Amérique s'est alliée à l'Union soviétique contre l'Allemagne, et que c'est l'Union soviétique qui a fait le gros du travail contre l'ennemi commun. La manoeuvre a d'ailleurs réussi, puisqu'une large fraction du public américain croit aujourd'hui que la seconde guerre mondiale opposait les Etats-Unis à l'Union soviétique !

(Sur l'hystérie anti-russe contemporaine)

Sur le "mensonge révisionniste". Ce qui est intéressant à noter, c'est que les thèmes de la polémique pro- ou anti- soviétique depuis la fin de la seconde guerre mondiale et le début de la guerre froide étaient au moins pour certains d'entre eux, peut-être pour tous, déjà les thèmes de la polémique avant la guerre : ce qui donne l'impression que le camp atlantiste a racheté l'argumentaire nazi en gros, comme il a récupéré les savants nazis pour ses centres de recherche, les hommes de main nazis pour ses services secrets, et nombre de technocrates nazis pour les institutions européennes et les gouvernements nationaux allemands, autrichiens et italiens en particulier. S'agissant du thème de l'agressivité militaire soviétique, ce qui étonne, c'est que dans les milieux réactionnaires occidentaux, on entretenait, dès les années trente, à la fois la légende du "rouleau compresseur russe", hérité de la propagande de guerre de 1914-1918, et le thème du "colosse aux pieds d'argile". C'est contradictoire, mais l'un ou l'autre thème pouvait justifier une seule et même politique : faire la guerre à l'Union soviétique. Evidemment, les deux récits étaient faux : l'URSS avait une armée consistante, d'une part, mais une stratégie essentiellement défensive, comme c'est toujours le cas aujourd'hui.

(Sur l'option révolutionnaire)

Dans les situations de crise extrême, la réaction des groupes dominants (il faudrait cesser de les traiter d' "élites", car "élites" signifie "les meilleurs", et il arrive que les mécanismes sélectifs mettent au sommet la lie de la société) , est toujours la même : sauver leur propre peau. Ils ne calculent pas au delà. Dans cette situation, si le gros des populations est sans solution d'organisation sociale alternative disponible et immédiatement fonctionnelle, faute de réflexion philosophique en amont, et c'est en général le cas, les peuples peuvent reculer devant la démarche consistant à liquider ses maîtres sans perspective au delà. C'est la peur du vide, si typique de la mentalité actuelle, qui a fait par exemple que les Allemands ont supporté Hitler jusqu'au bout, et qui signifie simplement que le peuple n'arrive pas au niveau d'irresponsabilité de ses maîtres. Le léninisme de 1917 consistait à dire, dans une situation analogue, que l'horreur du présent (en l'occurrence le tsarisme plus la guerre) rendait rationnel un saut dans le vide. Concluez comme vous voudrez.

(Laurent Fabius fait encore des bêtises)

Sur Laurent Fabius et la question : savait-il que l'Ukrainien était un ancien SS, et de la sous-espèce des non-repentis flamboyants, j'aurais un éclairage à apporter. Laurent Fabius est de la sous-espèce des politiciens plus bêtes que méchants. Ma base factuelle : l'affaire du Procès du palais Bourbon, en mars 1942, dont j'ai entendu qu'on allait bientôt reparler. Je ne décris donc pas en détail. C'est de l'histoire. Mais en gros : Fabius a découvert cet épisode par hasard lorsqu'il était président de l'Assemblée nationale. Il a fait écrire un petit livre par des historiens spécialistes et poser une plaque commémorative dans la cour du Palais Bourbon. Mais il a ensuite cru nécessaire d'interrompre la diffusion du texte, parce que le récit historique était trop dérangeant. Apparemment, il découvrait le sujet de la résistance communiste. Il y aurait beaucoup à dire à ce propos, mais ma conclusion ici pertinente est simplement ceci : Fabius est d'une énorme ignorance historique. Cela doit tenir à sa formation et il n'est pas le seul dans ce cas. Qu'y a-t-il comme formation historique à Sciences Po et à l'ENA ? C'est un gros problème général de nos hommes politiques.

(On parle du salaire des enseignants. Des instituts favorables à l'économie libérale prouvent que tout va bien)

J'ai été professeur (agrégé) pendant trente-cinq ans. Ma retraite, avec une carrière certes légèrement incomplète en raison de quelques années de temps partiel, s'élevait à 1900 euros jusqu'au prélèvement à la source, soit 1700 euros de revenu disponible depuis. Il est exact que certains collègues peuvent gagner beaucoup plus avec des heures supplémentaires. J'en ai connu un qui assurait deux services complets en classe préparatoire.... Il faut faire remarquer, ce que les journalistes n'ont pas dit, que c'est une pratique illégale, quoique encouragée par la technostructure. En principe, la limitation horaire du service des enseignants se fonde sur la protection du droit des élèves à être enseignés par des professeurs disponibles, calmes et reposés, donnant et corrigeant sérieusement des exercices en nombre suffisant, et peut-être même lisant des livres, se tenant au courant des avancées de leur discipline et préparant des cours : mais il semble que pour tout le monde ceci ne soit plus que fariboles. La logique est exactement la même qu'à l'hôpital ou dans l'entreprise : faire suer le burnous, le service proposé au public étant de toutes façons toujours considéré comme suffisant. Nous sommes dans le temps du mépris.

(Thomas Picketty présente son dernier livre)

Tout à fait d'accord sur le premier livre de Picketty : il y a dispartite entre le constat et le remède. Le constat est une ré-actualisation du Capital de Karl Marx, et le remède proposé est une réforme de la fiscalité. Marx aurait bien ri. Picketty est un chercheur honnête et précieux, mais sa politique relève de la pensée réformiste, toujours dérisoire dans ses effets.

(Un article des 'Crises' brode sur le thème d'un 'pic sol' par analogie avec le 'pic-pétrole')

Le sol n'est pas une ressource donnée en quantité finie et une fois pour toutes, comme le charbon, le fer et le sable. La notion de 'pic sol' est donc scientifiquement boiteuse. Le sol, ou plutôt sa fertilité, ou bien disons son adéquation à un certain type d'usage productif et donc sa capacité de pourvoir au besoin alimentaire d'un certain nombre d'humains, est elle-même le produit d'une activité humaine. C'est un capital productif historiquement accumulé. On peut dilapider un capital ou le faire fructifier et cela dépend de la façon dont on le gère. Ce que nous commençons à mesurer, c'est que l'énorme accroissement de la productivité agricole constaté depuis la révolution industrielle en raison du changement radical des pratiques agricoles correspondait en réalité à une dévoration accélérée d'un capital millénaire. Cela devient visible pour tous, mais c'est très délicat à démontrer parce que le propre des techniques est de transférer les externalités négatives dans l'espace aussi bien que dans le temps, d'où la popularité des discours modernistes qui ont présenté les hausses locales de rendement comme des progrès nets sans contrepartie. Au point où nous sommes, l'idée d'un retour à des pratiques conservatrices du capital-sol et du capital-nature en général est la première qui vient à l'esprit, mais elle n'est pas compatible avec le niveau de population atteint. L'humanité est comme ces personnages de dessin animé qui ont dans leur course dépassé le bord de la falaise sans s'en apercevoir. Elle tient en l'air un instant avant de tomber dans le vide.

(Suite)

L'expression 'pic-sol' n'est pas tant "scientifiquement absurde" que "scientifiquement boiteuse". Je vous renvoie à un précepte de JM Jancovici : être clair sur les ordres de grandeur. J'avais pris l'exemple du charbon et du fer comme ressources pour lesquelles on pouvait valablement parler de "pic". Si l'on veut être absolument rigoureux, de ces deux ressources seul le fer justifie le terme, car la quantité de fer présente dans la Terre est absolument fixe et déterminée depuis la formation de l'astre. Ce n'est déjà plus vrai pour le charbon : les tourbières sont des zones de charbon en formation. Il suffit d'attendre quelques millions d'années pour avoir du charbon tout neuf si tout se passe bien. Si l'on dit que le charbon est non-renouvelable, c'est parce qu'il est renouvelable à une échelle de temps qui est de plusieurs milliers d'ordres de grandeur plus longue que celle des espèces animales. Il y a le temps de l'astrophysique, le temps de la géologie, le temps de la biologie et le temps des civilisations humaines : à chaque passage de l'une à l'autre de ces échelles de temps, on a un seuil de plusieurs centaines ou milliers d'ordres de grandeur. Avec le sol agricole cultivable, entré en production avec la révolution néolithique, et en France avec les défrichements médiévaux, on peut considérer, par rapport au charbon, que c'est un produit neuf qui vient de sortir, et qu'on saurait remettre en production en enlevant le bitume et en arrêtant les pesticides et les engrais chimiques. La question est : en combien de temps ? A l'échelle géologique, c'est en un rien de temps, et donc la notion de pic-sol n'a aucun sens. A l'échelle d'une vie humaine, vous ne reverrez jamais un lombric ou un coquelicot place de la Concorde. Ce qui est consommé est consommé. Or la France qui donne des leçons d'écologie au Brésil consomme sa propre surface agricole au rythme

d'un département tous les sept ans. Le pic était donc quelque part à l'époque de Georges Pompidou, quand l'urbanisation est devenue cancéreuse et que l'on a "remembré" le terroir.

(Après la diffusion sur Arte d'un sujet sur l'économie qui aurait pu être intéressant)

Arte, sur un sujet difficile et avec des intervenants de haut vol, copie la pratique devenue habituelle des émissions télé de vulgarisation historique ou scientifique : la parole des spécialistes n'est plus utilisée que comme une matière première que des "auteurs" d'audiovisuel qui veulent péter plus haut que leur cul se croient habilités à "mettre en forme". C'est comme si le conservateur du Louvre se mettait à découper la Joconde, le couronnement de Napoléon et deux ou trois Vermeer, Raphael et Rembrandt, puis à coller les fragments à sa façon sur un bout d'aile de la Victoire de Samothrace pour en faire un beau mobile à exposer sous la pyramide. Comme ça, les touristes n'auraient pas à aller plus loin. Ils auraient une idée, certes imprécise, de l'essentiel. C'est une méthode tout à fait condamnable et intensément frustrante, en particulier quand on connaît, par exemple, l'éloquence jouissive qui peut être celle d'un Lordon lorsqu'on s'abstient de lui couper les ailes. Et de même pour les autres spécialistes, qui seraient très capables de se faire comprendre d'un vaste public si on les laissait maîtres du mouvement de leur exposé. Mais le veut-on ?

(Réactions à une vidéo de JM Jancovici)

Je me souviens d'avoir été désolé, il y a quelques années, d'entendre le commissaire européen aux transports de l'époque, Jacques Barreau, annoncer triomphalement que le trafic aérien allait doubler d'ici à je ne sais plus quelle date. Depuis, Jacques Barreau est mort et n'émet plus de carbone.... Peut-être un peu de méthane.... mais il me semble que le doublement du trafic aérien est toujours non pas tant une prévision de Bruxelles qu'un OBJECTIF. Est-ce que je me trompe ?

(Un livre sort sur la conspiration qui a conduit Macron à la présidence)

Que des manoeuvres opérées en coulisses par des groupes partisans organisés soient déterminants dans la sélection des gouvernants semble être la norme dans ce qu'on appelle, avec beaucoup d'approximation, des "démocraties". Il arrive que le résultat soit plutôt heureux. La venue en pouvoir de Churchill en mai 1940, renversant à 180 degrés la politique de compromis avec Hitler de la classe politique Tory jusque là au pouvoir relève elle aussi de la conspiration. Il arrive que le résultat soit désastreux. La montée vers le pouvoir de Pétain au même moment en France ne

résultait pas non plus d'un processus électoral, mais des manoeuvres de l'ensemble de la classe politique autour de Daladier-Reynaud et même Blum. Ce sont eux qui ont sélectionné Pétain comme successeur, et si bien effacé leurs traces que beaucoup d'historiens peinent à le reconnaître. La seule forme effective, c'est à dire produisant des résultats de façon déterminante, de l'intervention du peuple dans l'Histoire, c'est l'émeute. C'est une forme non constructive, mais d'élimination, qui relance un jeu plus ouvert de compétition pour le pouvoir, dans lequel les élites installées sont temporairement déstabilisées, et les moyens habituels de la sélection oligarchique inactivés. A terme, cela donne tantôt Bonaparte et tantôt Staline. Certains systèmes institutionnels du passé ont tenté de domestiquer cette capacité politique, purement négative, du peuple réuni dans sa colère : c'était le tribuniciat à la romaine. Le tribun du peuple ne pouvait pas faire la loi, mais pouvait mettre son "veto" ("veto" = "je m'oppose") aux décisions prises par les cénacles patriciens. C'est l'absence d'une telle fonctionnalité qui crée les impasses violentes que nous connaissons aujourd'hui. D'où la justesse de la revendication du Référendum révocatoire.

(Un débat sur l'enseignement et la méritocratie)

Des fonctionnalités très hétérogènes cohabitent dans l'enseignement. On enseigne l'histoire : quoi d'autre que le récit du maître ? On enseigne les langues : quoi d'autre que l'exercice de l'élève ? On initie aux beaux-arts : pourquoi pas l'imagination au pouvoir ? Mais pour la musique, la technique et l'exercice reprennent le dessus. On pratique les sports : pourquoi pas en effet, le jeu ? Mais où est l'enseignement, si ce n'est celui du "savoir-vivre", qui est sans grande pertinence ailleurs ? Tout cela se fait "à l'école" : mais l'école en l'occurrence n'est qu'un lieu pendant un temps donné. On en peut parler en général que des horaires et de la programmation. Tout débat, comme ici, qui parle d'une "pédagogie" générale, est fumeux.

(Sur la politique moyen-orientale des ETATS-UNIS, de la Turquie. Un intervenant a évoqué Israël)

Jean-Pierre Georges-Pichot //16.10.2019 à 18h09 . Israël étant le 52ème état des Etats-Unis, après la Grande-Bretagne qui est le 51ème, il fait partie de l'OTAN de facto sinon de jure. Croire que les Etats-Unis pourraient "quitter le Moyen-Orient", c'est tomber dans un piège de propagande. Juste avant la première guerre du Golfe, on avait fait croire à Saddam Hussein que s'il avait un conflit avec le Koweït, qui lui devait des sous, ce n'était pas du tout l'affaire des Etats-Unis, qui n'interviendraient pas dans leur querelle. Comme le chat qui fait semblant de ne pas regarder la souris. Soyons sérieux ! Ici l'auteur remonte à 1945 pour expliquer la situation. Il aurait pu remonter un tout petit peu avant : en 1941, lorsque Churchill s'est allié en l'espace d'une semaine avec Staline, et a pris comme toute première décision dans le cadre de cette alliance de renverser le gouvernement iranien pro-allemand pour sécuriser d'un coup l'Egypte et le flanc sud de l'URSS et

préempter l'attaque de la Wehrmacht sur la région qui aurait lieu au printemps 1942. C'est dire l'importance de la Perse pour l'empire anglais, dont les positions ont été reprises par les Etats-Unis. Cela remonte à l'empire des Indes. La Perse et l'Afghanistan sont les deux points de rencontre, d'habitude conflictuelle mais de coopération entre 41 et 45, de l'empire britannique et de l'empire russe. A mon avis, on n'est pas près d'en voir la fin. Ou plus exactement, avec le réchauffement climatique, pas avant la fin du monde.

(On parle de la « gauche » et de la collaboration)

Pour complément : il faudrait parler d'un tournant récent de l'historiographie, portée par exemple par Simon Epstein et Dominique Lormier, visant à réviser quelques évidences que l'on croyait évidentes mais qui ne le sont plus pour certains sur la sociologie de la résistance, pour conduire tout doucement à l'idée que la collaboration est un phénomène de gauche. Or le concept de "gauche" est en l'occurrence commode, mais il n'a aucun sens après Munich et la rupture entre radicaux et socialistes d'une part, communistes de l'autre. Du coup on arrive à une conclusion bien différente : la collaboration sera portée, entre autres forces sur lesquelles on passe poliment, comme l'Eglise et naturellement le patronat industriel, par une gauche 'modérée' en continuité parfaite avec une droite 'modérée' (mais d'une 'modération' qui n'exclura pas les méthodes de la Gestapo). Le soutien initial à Pétain ira des socialistes à la Cagoule en passant par le centre-droit de Laval et Flandin : le cercle de la raison de l'époque. La collaboration, ce n'est ni la droite ni la gauche : ce sont les munichois, et la résistance les anti-munichois. Tel est le nouveau clivage, qui inactive le clivage droite-gauche en 1938 après l'avoir mis à mal en 1936.

(Après l'intervention publique de François Sureau contre la dérive autoritaire de Macron, un intervenant souligne le soutien qu'il a reçu des tenants de la modération)

Oui. Dans la période Chautemps-Pétain, c'étaient déjà souvent des gens qui se pensaient comme des amis des libertés à la française qui travaillaient à la tyrannie par refus de l'"extrémisme". De Chautemps, on cite, et je crois que c'est dans son discours d'explication au vote des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, sa phrase sur "cet air de liberté que l'on respire dans nos villes et nos villages" (je ne garantis pas le mot à mot). Et aujourd'hui l'histoire retient que la défense de la liberté fut en pratique assumée par un général maurrassien assisté d'un colonel cagoulard en alliance avec un parti stalinien antinational et antimilitariste.... Hegel n'aurait-il pas été ravi de voir cela ? Je crois qu'il faut s'en prendre à la "métaphore topologique" induite par la disposition de nos représentants en hémicycle, depuis la gauche jusqu'à la droite en passant par le centre, qui contient dès le départ

l'idée que la raison est au centre. Pascal tenait au contraire que la vérité était à chercher à la fois dans tous les extrêmes.

(Un intervenant se lamente sur la disparition de « l'état de droit »)

Disparition de l' "état de droit" ? Mais non ! Cette vache sacrée de la bourgeoisie libérale est au contraire increvable, et la bourgeoisie libérale sait s'adapter lorsque le droit devient sévère. Cela s'appelle Macron aujourd'hui, et je ne vois pas les démissions pleuvoir dans les ministères. L'état nazi était un état de droit : et à l'Allemande, c'est à dire rigoureux, ponctuel et efficace. Les témoignages abondent. Il y a quelques années, Amos Gitai a affiché, dans une exposition au Palais de Tokyo, les documents relatifs à la condamnation de son père pour cause de judéité. Tout était légalement impeccable. Lorsque André Kirschen, jeune "terroriste" condamné au procès de la Maison de la Chimie au printemps 1942, fut présenté à son juge d'instruction, celui-ci lui dit : "pourquoi tremblez-vous ? Vous êtes sous la protection de la loi allemande." Je vous souhaite bonne chance avec l'état de droit si vous ne vous organisez pas vous-même pour lui résister. La persécution des Juifs en Allemagne était légale de part en part, commençant par les lois de Nuremberg universellement connues, et toujours strictement codifiée par la suite. Je vous recommande aussi ce moment dans la conférence de Wannsee, dramatisée par la BBC il y a quelques années, où Heydrich interroge incidemment les futurs organisateurs de la Solution finale sur leur formation : et il apparaît que presque tous viennent de la profession légale. Il ne suffit donc pas de préférer telle ou telle forme de l'Etat, dont certaines seraient gentilles parce que c'est prévu dans des codes. Il est plus important de comprendre que les différences d'un lieu ou d'un temps à l'autre ne sont pas la protection ou non qu'offrirait le droit. Ce n'est jamais un droit qui nous protège de l'injustice. C'est un rapport de force, dont le droit n'est jamais qu'une explicitation transitoire et d'application aléatoire. On prend l'ombre pour la chose.

(Un intervenant se félicite que les « gens de robe » entrent dans la lice.

Sur les "gens de robe". Hélas! Hélas! Hélas ! Lorsqu'il s'est agi de défendre la liberté en prenant des risques pour sa vie, ou même seulement pour sa carrière, on les a très peu vu. Je laisse de côté le monde des avocats, qui est kaléidoscopique, mais s'agissant des magistrats, ils ont toujours secondé toutes les tyrannies. La "défense du Droit" dont ils se targuent n'est pas la défense de valeurs précises puisqu'ils respectent tout droit existant : c'est à dire en réalité tout pouvoir installé. Il n'y a pas à leurs yeux de "droit naturel". L'épreuve de l'Histoire est sans équivoque : un magistrat français -un seul - s'est opposé à Pétain en 1940, et l'a payé de sa liberté. Aucune corporation n'a aussi peu résisté. Lors des procès de la Libération, procès Pétain et Laval en particulier, la présidence et le ministère public étaient assurés par des personnages qui avaient fait carrière sous Vichy, et la défense s'en est bien amusée. Mais il était impossible de faire autrement !

(On me reprend sur la dernière phrase)

J'ai peut-être écrit un peu vite. Quand je dis "il était impossible de faire autrement", je veux dire du point de vue de l'Etat post-libération restauré à l'identique. Ce n'était pas bien sûr l'avis de tout le monde... Sans lancer un débat général sur la bonne société et les moyens de la créer, je pointais en conclusion certaines lourdeurs bien lourdes. Si tous les juges étaient mouillés dans la collaboration, c'est pour des raisons de fond. Le profil mental de la corporation et son comportement politique découlent de la logique même de la démarche judiciaire, qui me semble être en rapport d'antagonisme avec l'idéal de liberté. Après tout, la loi est contrainte par définition, et une profession qui en fait un fondement de la société s'inscrit dans la logique Hobbesienne de la peur qui délivre de la peur. C'est une conception pessimiste de l'humanité qui appelle surveillance et punition. D'où une corporation qui peut bien à l'occasion se rebeller contre les illégalités formelles d'un pouvoir : c'est pour elle une forme de purisme, mais qui ne la détermine jamais fortement dans ses actes. Car, plus puissamment, une conception libertaire de la société est pour elle inacceptable et même incompréhensible. Et dans des circonstances dures, elle choisira toujours des entorses au droit plutôt que le risque du désordre.

(Un intervenant fait du polémiste Eric Zemmour un tenant de la vision raciale de la nation. Il dit « ethniciste »)

Sur Zemmour comme ethniciste : c'est une blague ? Il rappelle répétitivement qu'il est personnellement d'origine, et très récente à l'échelle historique, sémitique et nord-africaine. Que l'"assimilation" est entièrement une affaire de moeurs et de culture. Et singulièrement de langue. Et singulièrement de patronymie. Et singulièrement de la partie choisie de la patronymie. Il se pense français parce qu'"Eric". Il propose le concept de "français de branche", comme pendant à celui de "français de souche". On ne saurait répudier plus explicitement la conception raciale du peuple.

(Sur Macron comme « le nouveau Kennedy)

Aux Etats-Unis, un beau parleur irlandais inspirait plutôt d'emblée une méfiance instinctive, jusqu'à la crise des missiles, où Kennedy a gagné le coeur des masses bellicistes et chauvines. En France, Kennedy veut dire : beau mec au sourire inoxydable, et pas grand chose de plus. C'est une légende pour la presse du coeur, ou au plus Paris-Match. Du coup on a toujours eu le Kennedy facile. Avec l'élection présidentielle de 1965, c'est Jean Lecanuet que l'on appelait "le Kennedy français". Puis le flot de la propagande écervelée est monté jusqu'à l'Express avec la météorique carrière politique de

Jacques Servan-Schreiber. Après Hollande, le scooter et les croissants, il est normal que tout le Paris bourgeois, et même le CNRS aient été à l'affût d'un nouveau Kennedy français. C'est donc Macron, qui doit en partie sa carrière à ses dents blanches. Il est le nouveau Kennedy français, comme la nouvelle assistante de Meryl Streep dans "Le diable s'habille en Prada" est pour elle "la nouvelle Emily", même si elle s'appelle Gertrude.

(On évoque le sujet du « droit du sol ». Un intervenant se moque du droit du sang allemand))

La jugeant sur ce point supérieure à l'Allemagne, Lukacs remarquait, il y a presque un siècle, que la France se distinguait par sa capacité politique. Mais qui aujourd'hui semble capable d'aborder les problèmes du moment qui se posent à la collectivité nationale rationnellement, et de les résoudre ? Qui vit dans la crise morale, l'angoisse devant l'avenir. Qui a le plus de suicides et de crise des vocations dans les professions les plus structurelles de la société ? Qui a la vie sociale la plus brutale, l'illégalité la plus flagrante et arrogante aussi bien de l'oligarchie que de la pègre ? La question soulevée à propos de la démographie différentielle de communautés qui désormais s'identifient elles-mêmes comme telles est cruciale. Vous n'y répondrez pas avec des fictions administratives. Qui restera stable et pacifique dans l'avenir ? Où commencera la prochaine guerre civile européenne ? C'est à la fin de la foire qu'on compte les bouses.

(Sur Sylvie Goulard, récusée comme commissaire européen, qui geint parce qu'on la prive d'un emploi à sa hauteur) :

Moi aussi je suis interdit de siéger à la Commission. Et à l'Académie Française. Et sur le trône de Saint-Pierre, à Rome. Et à la confrérie du taste-vin. Et en plus, je ne reçois pas un sou des officines américaines chargées d'orienter la politique de Bruxelles. Amusant comme il semble tout naturel dans le monde de l'oligarchie, que tous les enjeux soient des enjeux de carrière individuelle. On nous parle de parité des sexes, d'équilibre entre les partis, les nations, voire de sentiments : déception, humiliation, etc... Pourrait-on nous dire, au lieu de cela, de quel admirable projet politique conçu dans l'intérêt des peuples européens nous priverait la mésaventure advenue à cette femme ? Ou bien est-ce qu'en effet la question est idiote, parce qu'il n'y a pas d'autre projet que de continuer la politique du chien crevé au fil de l'eau qui est la marque de nos élites gavées de prébendes ?

(Bruxelles prône la criminalisation à l'identique du nazisme et du communisme)

Pour économiser du travail rédactionnel à Bruxelles, je suggère qu'on y reprenne simplement le texte des décrets Sérol (Sérol, ministre socialiste de la promotion 1936 front populaire) de la période Daladier -Reynaud, qui ont rendu le parti communiste illégal et prévu la peine de mort pour propagande bolchévique. Pour la traduction allemande, le travail est tout fait. Pour l'annonce dans les journaux, on pourra reprendre le titre du "Matin" au lendemain du 22 juin 1941 : "En avant, pour l'Europe, contre le bolchévisme".

(Bruxelles prône la criminalisation à l'identique du nazisme et du communisme)

On ne nous dit pas quelles sont les peines prévues pour quiconque désormais nierait l'identité parfaite entre communisme et nazisme, refuserait de mettre comme penseurs, Marx et Gobineau sur le même plan, ou pire encore suggérerait qu'il pourrait exister une responsabilité du capitalisme international dans la seconde guerre mondiale ? Mais je suppose que ce vide juridique va être diligemment comblé, au moins pour la France, par un petit addendum à la loi Gaysot..

(Le parlement européen criminalise la faucille et le marteau)

Je devrais me sentir particulièrement concerné, car la critique philosophico-politique du concept de "totalitarisme", issue de la pensée de George Orwell et d'Hannah Arendt, fait depuis longtemps partie de mes dadas, mais quand les idées sont reprises par des organismes bureaucratiques comme ceux de Bruxelles, c'est peut-être un signe qu'elles sont en bout de course. "Totalitarisme" est le concept porte-drapeau de l'idéologie atlantiste, unifiant sous un terme commun les deux ennemis successifs de l'impérialisme américain en Europe, et que l'Amérique n'a combattus que pour cette raison, mais sous prétexte de défense des libertés. Donc cela continue. C'est normal et l'Europe de Bruxelles a été faite pour cela. Elle est la traduction politique du retournement des fronts, désirée à Washington aussi bien que Paris et Berlin pendant toute la seconde guerre mondiale, mais seulement acquise après le 8 mai 1945 : réintégration de l'Allemagne purgée d'Hitler dans l'alliance contre le bolchévisme. L'agitation actuelle est peut-être un signe d'agonie de cette politique, l'épouvantail Russe ayant été remplacé par l'islamique, et l'Amérique se désintéressant de l'Europe, qui ne rapporte plus assez. Le dernier souffle d'un cadavre : la bourgeoisie d'affaires et d'industrie européenne.

(Nazisme, stalinisme et Hannah Arendt)

Totalement convaincu par les écrits d'Annie Lacroix-Riz, totalement hostile à l'assimilation nazisme-stalinisme, argument de propagande atlantiste visant à unifier les adversaires successifs des

Etats-Unis, et à occulter l'alliance de guerre avec l'Union soviétique, véritable entreprise de révisionnisme au pire sens du terme. Mais par pitié, ne jetez pas Hannah Arendt avec l'eau du bain ! Lisez au contraire et faites lire son Opus Magnum, "Les origines du totalitarisme", dont les leçons ne se réduisent pas à la caricature qu'en ont faite nos intellectuels sponsorisés par la CIA. Il est vrai qu'Hannah Arendt l'était elle-même, mais la CIA a tant d'argent qu'elle verse spontanément des sommes à quiconque produit des idées qui peuvent lui rendre service. On ne peut pas parler de recrutement et de manipulation. Par ailleurs, il est un peu tordu d'en faire une sorte de compagne de route d'Heidegger au niveau des idées, car c'est justement le point sur lequel elle ne s'est jamais accordée avec lui, en dépit de leur proximité dans la vie !

(Sur la collaboration communiste selon Michel Onfray)

Chose précieuse de nos jours, Michel Onfray est un esprit libre, mais personne ne peut tout savoir et il lui arrive de dire des âneries. Je me souviens de son explication du cycle des saisons dans son Université populaire, qui est à hurler de rire. Ici, c'est moins drôle, il reprend les calomnies des vrais collaborateurs et de ceux qui veulent les réhabiliter prétendant que "le parti communiste a collaboré pendant deux ans", et il n'est jamais drôle de propager des erreurs historiques. Or les historiens anticommunistes les plus résolus prétendaient jusque là que le PC était devenu anti-allemand après l'agression nazie contre l'Union soviétique : ce qui ferait, entre juillet 40 et juin 41, onze mois de « collaboration » au grand maximum. En réalité, la base factuelle de l'accusation est la suivante : la direction du PC a conduit des négociations avec l'occupant pendant trois mois à partir de juillet 1940 en vue d'obtenir la parution légale de l'Humanité. Il y avait eu armistice et des dizaines d'autres journaux étaient publiés, dont La Croix, Le Figaro, et Le Temps, qui était l'ancêtre du Monde, et toute la presse régionale plus ou moins apolitique, en réalité conformiste et donc gouvernementale. Tous organes fonctionnant avec des personnels, y compris dirigeants, que personne dans la plupart des cas, ne traite de collaborateurs. Les négociations du PC avec les Allemands échouèrent rapidement, les occupants ayant conclu qu'ils n'avaient pas d'avantages de propagande à tirer de l'existence légale d'un journal communiste. Point final. Le mot de "collaboration" recouvre d'autres réalités. Le fait par exemple qu'à partir de novembre 1940, les Allemands confient au gouvernement et à la police de Vichy la mission de réprimer les activités communistes. Ce qu'elle se met à faire avec efficacité, dans la continuité de son action depuis septembre 1939. Les futurs fusillés et guillotins d'après août 1941 sont pour beaucoup d'entre eux, repérés et arrêtés à partir de ce moment là, c'est à dire au quatrième mois de l'occupation. Où sont les "deux ans de collaboration" du PC ?

(D'autres intervenants. Les noms de George Orwell et d'Hannah Arendt et de leurs groupies actuelles des deux sexes émergent)

Je sens les choses comme vous à propos du Brice de France-Culture, dont j'avais repéré le déconnage à l'oreille depuis longtemps, mais dont j'ai découvert avec amusement les yeux de fou en le voyant beaucoup plus récemment à la télé. Un vrai fanatique de l'anti-fanatisme, comme il arrive.... Maintenant, sur les penseurs qui sont derrière tout cela, il faut vraiment se calmer. Orwell et Hannah Arendt ont des pensées complexes et intéressantes et ne méritent pas d'être réduits à l'usage que certains font d'eux. Il en va de même pour Berl : pas un fachos banal, et même pas un fachos du tout, mais un type attachant, intéressant et bon, méritant d'être lu à fond car il fait comprendre toute une époque et une génération. Ce que j'ai fait à mon plus grand plaisir et profit. Lisez sa biographie, sortie il y a un ou deux ans, et surtout ses livres, dont un chef d'oeuvre, qui raconte l'histoire des discours de Pétain, et beaucoup d'autres choses qu'on nous cache à la télé : "La fin de la Troisième république" dans la série des "Journées qui ont fait la France" de Gallimard.

(Orwell utilisé par les néo-libéraux)

Je comprends en découvrant la bibliographie de Michéa, contre lequel personnellement je n'ai aucun a priori négatif, pourquoi tant de gens disent tant de bêtises sur George Orwell depuis quelques années. Ils n'ont pas lu Orwell, mais ils ont entendu parler de Michéa... Je vais donc lire son livre, mais d'emblée, je souligne la provocation contenue dans son titre. Il est vrai qu'il faut bien vendre ! Car Orwell, jusqu'à la fin de sa vie se réclamait du socialisme. Ce qu'il appelait socialisme : pas la version passée sans transition de l'antigaullisme de Vichy à l'antigaullisme de Mitterrand, qui était en réalité la continuation du même. Il a toujours cru dans l'utilité des révolutions et lorsqu'il a mis sa peau dans la balance, c'était dans un mouvement qui pratiquait la lutte armée. Qu'il ait été par ailleurs un patriote britannique n'est en rien contradictoire. C'est même entièrement logique. En France aussi, le patriotisme, ce n'est pas l'armée de métier et la police : c'est la révolution populaire.

(Un article absurde reproduit par 'Les Crises' sur la dangereuse montée du prétendu 'civilisationnisme'. Un intervenant, qui semble avoir apprécié la thèse, répond à un autre : Non Insulaire //16.10.2019 à 15h36 : Qu'est-ce qui vous fait penser que l'auteur est Européen? Pourquoi devrait-il balayer devant "sa" porte et nécessairement parler des Gilets Jaunes s'il n'est même pas Français? Je trouve intéressant de lire des perspectives variées qui nous amènent au-delà de notre porte, justement. J'interviens.)

Jean-Pierre Georges-Pichot //17.10.2019 à 10h43 Votre remarque m'a encouragé à essayer de mieux deviner quel pouvait être le profil de cet auteur, et le milieu intellectuel qui l'a engendré. Il semble d'après son nom qu'il soit ce qu'on appelle un WASP aux Etats-Unis. Le patronyme James M. Dorsey, avec un deuxième prénom, semble exclure qu'il soit britannique ou assimilé. Il semble avoir pour centre d'intérêt le monde du football, qu'il a apparemment étudié dans les pays Arabes. On doit penser à un enseignant du genre qu'envoient partout les fondations du genre Soros pour

expliquer aux “young leaders” que l’avenir réside dans l’américanisation générale du monde. L’ennemi, ce sont les identités nationales. J’ai donc compris pourquoi “civilisationniste” : c’est en réalité un mot péjoratif qui endosse l’opprobre jeté sur “nationalisme”. Il est mal de se réclamer d’une civilisation autre que celle du hamburger et du globish. Tel est le message. Cet article serait banal s’il n’y avait pas la référence outrageusement inculte à Orwell, qui n’aurait eu que mépris pour ce projet, lui qui avait un respect attendri pour les moeurs distinctes des divers peuples qu’il avait fréquentés.

(Un article publié dans « les Crises » d’Olivier Berruyer invoque George Orwell pour appuyer la défense du « libéralisme » contre la montée de ce que l’auteur appelle « civilisationnisme ».)

La subtilité du roman de George Orwell consiste à faire un pas de côté par rapport aux oppositions partisans de son temps, et à montrer qu’elles opposent toujours des gens qui se ressemblent, le conflit armé produisant inéluctablement l’identification mimétique des parties en conflit. C’est exactement ce que n’a pas compris l’auteur. Sa vision est manichéenne, c’est à dire exactement à l’inverse de la pensée Orwellienne. Pour autant que je me souvienne, dans "1984" il y a trois grandes puissances qui sont dans des rapports d’alliances tournantes. Orwell a en mémoire les événements de 1939-1941, avec l’abstention franco-anglaise en Espagne, puis Munich, puis le pacte germano-soviétique, puis l’alliance anglo-soviétique contre Hitler, et les moments de propagande associée : Edouard VIII déclarant que Hitler est un ami, Staline buvant à la santé d’Hitler, Roosevelt faisant applaudir le nom de Staline au congrès, Churchill armant la résistance qu’il sait essentiellement communiste en France, puis détruisant la résistance communiste grecque : le grand tournis des peuples abrutis par les médias. Il ne dit jamais que des trois puissances qu’il représente l’une d’entre elles représente le "camp du bien", concept hollywoodien et non pas orwellien. Mon sentiment intime est qu’il n’a pas lu Orwell, mais utilise son nom mis à la mode par des faussaires de la même famille d’esprits que notre Brice Couturier national. Il a dû en revanche être biberonné à la série des James Bond et des Rambo. Sa pensée est de ce niveau.

(Orwell et Michea)

Toute remarque de bonne foi mérite une réponse de bonne foi. Je n’ai rien contre Michéa, bien au contraire. Je répète : je n’ai pas lu ses livres. Je l’ai entendu deux ou trois fois à la radio et j’ai trouvé ce qu’il disait plutôt sympathique. Ma réaction vient par rapport au titre de son livre qui comporte l’expression à mon avis volontairement provocatrice "anarchiste Tory", dont je soupçonne que c’est un procédé d’éditeur à fins commerciales. Or, il se trouve qu’il y a par ailleurs une vaste et

désormais ancienne opération de récupération de la pensée de deux auteurs que j'aime bien : Orwell et Hannah Arendt, aux fins de justification de la politique belliciste américaine, suivie par les politiciens réactionnaires français. Il est donc essentiel de dénoncer tout ce qui risque de conforter dans l'esprit d'un public qui ne va pas aux textes l'image d'un Orwell ou d'une Hannah Arendt apologistes du capitalisme occidental. Savez-vous ce qu'est un "Tory" anglais ? Désigner Orwell comme un "Tory", c'est une pirouette amusante et stimulante si l'on s'adresse à un lecteur cultivé, qui sait qu'Orwell, radicalement opposé à tout élitisme, dans sa vie était en réalité ce que l'on appellerait aujourd'hui avec mépris un "populiste", mais c'est une horrible mystification si cela aboutit à faire croire effectivement qu'il a pu approuver la politique de Chamberlain, et qu'il aurait approuvé celle de Thatcher. Voilà en détail l'esprit de mon commentaire. Je ne sais pas si Michéa dissipe dans son texte cette ambiguïté.

(Du coup, je regarde une video de JC Michea)

"Certaines choses doivent être co-ordonnées..." Et JC Michéa donne l'exemple des chemins de fer. Mais le chemin de fer, comme toute technique, domine et détermine la politique dès lors que la politique ne les soumet pas à sa propre logique. La pensée du totalitarisme chez Hannah Arendt, était plus profonde que ce qui en reste aujourd'hui, car elle voyait bien, influencée peut-être par Heidegger, le déchaînement de la technique comme une de ses causes. On ne peut pas faire une théorie de la bonne politique dans le seul espace clos de ce qui échappe aux contraintes techniques. Il faut pouvoir dire que l'on ne veut pas de chemins de fer pour des raisons politiques, et non organiser la politique au mieux étant donné le chemin de fer. C'est ce qui crève les yeux avec la crise écologique. Le pouvoir du peuple doit être un pouvoir de ne pas faire.

(Toujours Orwell)

D'accord. La Chine est une image de notre avenir Orwellien. La France n'est pas si différente. Que pensez-vous de l'expression "forces de l'ordre" pour désigner les robocops et les benallas qui sèment la violence et la mort partout où ils apparaissent ? Dans ma lointaine jeunesse où s'épanouissait ce que Debord a appelé l'opposition spectaculaire entre le spectacle diffus et le spectacle concentré, il voulait dire l'URSS de Khrouchtchev et l'Amérique de Kennedy, des intellectuels établis comme Raymond Aron allaient au moins jusqu'à examiner l'hypothèse d'une "convergence des systèmes". Aujourd'hui, on nous sert sans critique ni droit à la contradiction publique la fable hollywoodienne de la "démocratie" contre le "totalitarisme". Orwell et Hannah Arendt, qui je le soupçonne ne sont pas vraiment lus, servent de caution théorique à cette escroquerie. C'est bien dommage.

(On parle de Berl et de son rôle pendant l'occupation. Un intervenant s'engage sur la pente glissante et banale de considérations sur sa judéité)

Annie Lacroix-Riz rapporte une boutade : "un juif pauvre est un juif, un juif riche est un riche." Berl appartenait à la bourgeoisie la plus mondaine. Le mariage avec Mireille est peu significatif. Sur le paradoxe d'une marge collaboratrice de la haute bourgeoisie juive, on peut en revanche s'intéresser à sa cousine, qui était l'épouse de François de Brinon, haut collaborateur fusillé à la libération. Mais Berl n'y était pour rien. Lui-même était tout le contraire d'un snob ou d'un arriviste : un intellectuel, un romantique et un sensuel, qui ne menait pas sa vie amoureuse en fonction de la politique ou de l'argent. Son épouse précédente était une prostituée qu'il partageait avec André Breton. De même en amitié : la politique passait après. Il était ami de collaborateurs comme Drieu la Rochelle, et protégé d'Anatole de Monzie et de Jean Jardin, et pourtant on ne peut pas parler de lui comme d'un collaborateur. Berl connaissait d'emblée l'internationale des riches et des puissants et le concernant il n'y a pas de "prise de conscience". Je n'ai pas souvenir qu'il ait jamais reconnu s'être trompé sur Pétain. Apparemment il ne se faisait pas d'illusions avant, et à coup sûr il n'a pas exprimé de regrets après. De Pétain aussi il parle en termes d'amour. Un amour partagé par beaucoup d'anciens combattants, en raison de son style de commandement pendant la Grande guerre. Le style même qui lui valait la méfiance de Clemenceau. C'est un grand sujet de réflexion. Dans une entrevue avec Jean d'Ormesson, Berl, irrepentant, revient sur les discours du Maréchal avec une pirouette : "je ne voyais aucun intérêt à ce que les discours du Maréchal fussent mal écrits".

(Suite. Sur Berl)

Excusez, encore un mot : si je me souviens bien, mais Berl le raconte lui-même en détail dans sa "Fin de la Troisième république", il est bien l'auteur de "la terre ne ment pas" et de "les mensonges qui nous ont fait tant de mal", dans les troisième et quatrième discours de Pétain, mais pas du "il faut cesser le combat", dans son premier discours, du 17 juin, jour où Pétain accède au pouvoir et demande l'armistice, ce qui provoque la réaction de de Gaulle le 18. C'est même parce que Pétain et son entourage réalisent l'erreur commise avec ce premier message qu'ils font appel à Berl pour dire moins de bêtises par la suite. En effet, l'armistice n'étant signé que le 22, les militaires pendant plusieurs jours ne savent plus bien si l'on est en paix ou en guerre, ce qui est à l'origine de nombreux morts et prisonniers supplémentaires. Berl n'y est pour rien.

(Sur la méritocratie. François Bégaudeau s'en prend encore une fois à l'école bourgeoise. Des intervenants s'en félicitent. Un visionneur parle de « méritocratie »)

Méritocratie ? Avec le collège unique ? Quand 90 % de la classe d'âge obtient le bac et que les inscriptions en fac du coup se font par tirage au sort ? Ouvrez les yeux ! La méritocratie était un concept que les républicains opposaient au népotisme et à la vénalité des charges. Elle se fondait sur la rigueur et l'objectivité des examens et des concours à tous les niveaux. C'est fini. Depuis 1958 (suppression de l'examen d'entrée en sixième), puis avec 1975 (réforme Haby), réformes prolongées par la suppression progressive de toute orientation à tous les niveaux, la sélection républicaine selon les talents a été remplacée par la différenciation par la carte scolaire, c'est à dire la catégorie socio-économique quand ce n'est pas raciale, et par la coupure public-privé dans l'enseignement, c'est à dire l'opposition de classe : et ça donne Macron. Typiquement, Sciences Po a récemment remplacé son concours d'entrée, déjà subverti de longue date, par une "sélection" sur dossier, et ça donne Sibeth N'Diaye, c'est à dire le népotisme mondialisé. Méritocratie ? Mettez des lunettes ! Vous avez vu ce qu'on se paye comme "élites" ?

(On me répond. Je réponds.)

Nous n'avons visiblement pas eu le même genre d'expérience de l'école publique. Personnellement, né en 1948, élève tantôt moyen, tantôt plutôt bon dans les sections où j'étais orienté. Ecole primaire à Montreuil : rigueur et objectivité. Peu de violence entre élèves. Respect et discrétion des parents. Enseignement solide. De la sixième au bac : professeurs intéressants dans l'ensemble, camaraderie, discipline bonasse. Supérieur gratuit, désorganisé déjà et sous-financé, sous-encadré, sans rigueur, pas encore clochardisé.... Où donc Bégaudeau, et vous aussi apparemment, ont-ils erré pour revenir avec des souvenirs aussi désastreux ? C'est le cas aussi de Bourdieu, je sais : mais lui s'en est expliqué. Il semble que l'essentiel de son problème était avec la vie sociale des internats : c'est à dire rien à voir avec l'enseignement lui-même. D'où le manque total de pertinence des politiques éducatives inspirées par ses admirateurs par la suite. Et aussi de Michel Onfray : mais je crois qu'il a subi les bons pères, et c'était un autre monde, qui n'avait pas que des aspects désastreux non plus, je pense, si l'on compare au présent. Je le dis dans une autre remarque : il faut juger un système sur ses alternatives, ou bien sur ce qui est venu avant et ce qui est venu après. Vous avez une idée de ce que peut être l'école primaire à Montreuil aujourd'hui ? Le centre de mon intervention consiste à dire que l'on ne peut plus parler de "méritocratie", car la notion de "mérite" a été discréditée. Bourdieu explique que le "mérite" était une supercherie; C'est exactement ce que je ne crois pas. La différence entre hier et aujourd'hui est cette différence, marginale peut-être, entre un monde où il y a au moins une tentative de faire droit au mérite, et un monde où on ne le fait plus du tout. C'est la différence qui se voit spectaculairement dans un de ses résultats : le genre d'élites que l'on produit. La différence, quoi qu'on pense de leurs politiques, entre une personne comme Pompidou, fils d'instituteur, mais cultivé et soucieux de le paraître, et une personne comme Sibeth N'Diaye, fille de prince, mais ignare et sans complexes. Qui se voit aussi spectaculairement dans le rapport du peuple avec les processus décisionnels : soixante-dix députés communistes dans les années soixante, EDF,

la SNCF, les PTT, Renault et de multiples entreprises nationales en pratique cogérées dans une optique d'intérêt national par les syndicats et des hauts fonctionnaires comme Marcel Boiteux, compétents, intègres et payés raisonnablement. La méritocratie, c'était cela et cela n'existe plus. A la place, nous avons le favoritisme (Griveaux, pourquoi lui ?), le népotisme (je ne répète pas l'exemple le plus frappant), le poids des impérialismes (Sylvie Goulard : agent américain), le poids des milieux affairistes (là, l'exemple le plus frappant est tout à fait au sommet). Il y a la méritocratie et il y a son contraire. Il ne faut pas employer les mots n'importe comment.

(On me répond : « rigueur et objectivité... . C'est vrai que quand l'instituteur de CM1 CM2 qui a œuvré de 1950 à 1985 à l'école de mon enfance, humiliait, violentait physiquement et psychologiquement les enfants, et ce à la connaissance de tous les notables du village qui gardèrent le silence, ils ne se trompaient pas, les enfants de prolétaires étaient de ceux qui prenaient le plus. Peut être qu'ils le méritaient..., n'est-ce pas ? Méritocratie patriarcale de la bourgeoisie de droite qui s'est muté en méritocratie du léchage de b... , de la bourgeoisie de gauche. Dans les deux cas, ça me fait vomir. » Je réponds)

Je comprends votre point de vue : celui de la justice à l'égard des individus, et je ne dis pas qu'il doit être négligé, mais j'en prenais un autre : celui de l'intérêt général. Dans "méritocratie" il y a "cratie" : c'est à dire qu'on parle de la question du pouvoir. A qui un pays doit-il confier ses destinées. Il ne s'agit pas de distribuer des sucettes. Une vie digne et plaisante, c'est un droit universel. La question n'est pas là. Le mérite dont il s'agit, c'est celui qui est en question dans la phrase : "qui mérite que je lui obéisse ?". Posez-vous la question comme cela, et vous verrez que votre perspective change. C'est de cela que parle la république, en 1789, lorsqu'elle dit que l'on ne doit introduire de différence entre personnes que fondée sur le mérite. En fait, en 1789, on accepte même explicitement de faire des différences fondées sur le "talent" : c'est à dire que l'on accepte que les différences dont l'individu n'est pas responsable, son histoire et même l'histoire avant lui, peuvent tout de même justifier qu'on lui remette les clés de la cité, ou qu'on les lui refuse. Ce qui n'est pas acceptable comme critère de différenciation pour l'accès aux responsabilités, ce sont les différences qui ne sont pas utiles au fonctionnement de la personne comme décideuse, voire qui sont nuisibles : ses relations, sa fortune, son lignage, la faveur d'un puissant. Toute la dimension de ce que l'on appelait le « privilège ». Les Français, je le sais, préféraient Poulidor à Anquetil. L'un avait du mérite au sens qu'entendent les égalitaristes et les conseils de classe depuis qu'ils sont dominés par l'idéologie de Pierre Bourdieu : il se donnait beaucoup de mal pour arriver deuxième. La solution de son problème, pour que l'on sourie dans les chaumières, c'est que tout le monde soit déclaré vainqueur. C'est le bac pour tous. L'autre, Anquetil, relevait d'une autre sorte de mérite. Il avait mérité de gagner dans le sens où il n'avait pas triché : il était juste le meilleur, pour plein de raisons dont certaines tenaient à ses propres efforts et d'autres moins. Mais en matière de sport au moins, et peut-être seulement, on admet que c'est le résultat qui compte. Seul compte le verdict du chronomètre. Après tout, déclarer Anquetil vainqueur ne revient pas à interdire à Poulidor de faire du vélo. Tous à la fac, donc ? Pourquoi pas ? Mais il en sortira donc des diplômés instruits et d'autres moins. Et aussi quelques faussaires socialement bien aidés qui prendront le dessus en raison même de leurs insuffisances et de la compensation de leurs insuffisances. Des tricheurs. Et je dis

cela au sens strict aussi bien qu'au sens plus vaste où nos « élites » en général n'en sont plus, mais des illusionnistes. Renseignez vous sur la fabrication du curriculum vitae médiatiquement popularisé de Macron. Sa carrière philosophique par exemple. Apparemment, cela ne gêne personne, puisque le bonheur des uns semble ne pas faire le malheur des autres. Pour revenir aux études et aux diplômes pour tous, cela ne me gêne pas que quiconque fasse quelques études que ce soit s'il comprend ce que le professeur explique, mais vous savez que cette précaution élémentaire a été jetée par-dessus bord depuis longtemps. Ce qui limite aujourd'hui l'accès au savoir, ce n'est certainement pas la rigueur des examens. C'est leur manque de rigueur qui transforme l'enseignement en simulacre et perte de temps. Cela encore serait un moindre mal si le savoir, ou des faux-semblants de savoir, ne fondaient pas l'accès au pouvoir. Mais s'il doit y avoir un diplômé bidon qui se prévaut du même diplôme que moi, qui ai travaillé et vraiment appris des choses, c'est déjà un peu énervant. Je peux encore simplement rire du fait que des nullités s'étalent dans les médias et donnent des leçons de tout à tout le monde. Mais je ne voudrais pas tout de même que certains deviennent généraux, ministres et présidents et me donnent des ordres si après avoir fait Saint-Cyr ou Polytechnique ils restent incapables de lire une carte et confondent leur gauche avec leur droite. C'est l'équivalent de cela que nous avons actuellement, avec des ministres de la culture qui reconnaissent ne jamais lire de livres et des ministres de l'Intérieur qui confondent le maintien de l'ordre et la guerre civile. Il y a des grosses tomates et des petites tomates, des cervelles bien câblées et d'autres pas du tout. Ce n'est pas forcément de leur faute mais peu importe. Les médiocres doivent rester à leur place, car le contraire s'appelle la barbarie. A part cela, je suis pour qu'on les nourrisse correctement et qu'on les traite avec respect. Bref : je suis élitiste. Le talent : rien n'est plus horriblement élitiste pour l'égalitarisme dans lequel nous baignons, mais c'est pour notre plus grand malheur collectif. Car si l'on cesse de s'en tenir au talent au sens républicain, c'est toujours dans le privilège que l'on tombe, car c'est la seule alternative. Cela s'appelle l'ancien régime. Nous y sommes.

(On me répond sur la méritocratie. [Emmanuel MASSAROTTI](#) Oui, mais fondée sur un mythe gaulois et colonialiste, la 3e repu est cause de notre présent (merci, ô, lapalisse...) et ces ouvriers devenus députés enfilaient le costume pour "parvenir". Seul, Jaurès, etc ... [Je réponds](#))

Mais non ! Je pensais au rôle du parti communiste, qui, parmi les nombreux péchés qu'on lui assigne, souffrait d'"ouvriérisme". C'est à dire qu'il était intransigeant sur le caractère constamment ouvrier (et un peu paysan) de ses cadres. Vous trouverez difficilement des exemples de militant communiste devenu député ou maire communiste, et de là animateur à succès à la radio, ou "envoyé spécial" d'un ministre bourgeois, ou grand manitou d'une organisation internationale. La position de "transpartisan" n'était pas admise, et lorsqu'elle s'est vue pendant l'occupation, en raison de la dureté des temps, elle se soldait à coups de revolver. Ce que personnellement j'approuve. Mais même en temps de paix, il n'y avait pas de ces joyusetés socialistes ou gauchistes : pas de Kouchner, d'Harlem Désir, de Ségolène Royal, de Delors, de Rocard, de Cohn-Bendit, et j'en passe, la cour est pleine... Le parti communiste, c'est le paradoxe, n'était certes pas globalement révolutionnaire, et il jouait le jeu démocratique dans un rôle tribunicien très spécifique et très limité, mais quant à son

habitus social, il ne s'est jamais sérieusement embourgeoisé. Il a toujours gardé son langage et ses spécificités idéologiques correspondant aux points de vue du bas de la société, de ceux qui ne voyaient pas les choses du point de vue du pouvoir, du point de vue de ceux qui ont pris sur les événements. Une sorte d'image négative de la "République en Marche". Cela fait que les classes sociales modestes, ceux que recouvre aujourd'hui le mouvement des Gilets jaunes, avaient une forme de représentation permanente socialement visible et audible qui n'existe plus aujourd'hui, où dans le débat public, en face de Michel Apathie on trouve Apathie Michel, et en face de Serge July, July Serge, en face de la gauche de droite, la droite de gauche, se partageant les homards.

Réponse de lemoine001 sous forme de citations de Zizek : "Il y a quelque chose de trompeusement rassurant dans cette promptitude à se déclarer coupables des menaces pesant sur notre environnement : être coupables, c'est aimer croire que tout dépend de nous, que nous tirons les ficelles de la catastrophe. Que nous pouvons donc nous sauver à la condition de le vouloir, en changeant simplement de mode de vie." Il ajoute : « L'idéologie écologique prédominante nous traite comme des coupables a priori, lourdement redevables à Mère Nature, et sur lesquels vient peser de tout son poids la pression constante d'un Surmoi écologique s'adressant à chacun de nous sur le ton suivant : « Qu'as-tu fait aujourd'hui pour acquitter ta dette à Mère Nature ? As-tu déposé tous tes journaux dans la bonne poubelle de recyclage ? Et les canettes de bière et de Coca, où les as-tu déposées ? As-tu utilisé ta voiture pour un déplacement que tu aurais pu aussi bien faire en vélo ou en bus ? As-tu utilisé l'air conditionné alors que tu aurais pu aussi bien ouvrir grand les fenêtres ? » Les conséquences sur le plan idéologique d'une telle individualisation des enjeux ne sont pas bien difficiles à discerner : l'individu passe son temps à scruter ses manières de faire au lieu de se confronter à des questions globales bien plus pertinentes portant sur notre civilisation industrielle entière. »

(Je réponds)

Le coeur de votre argument : une dissociation, voire un rapport d'exclusion réciproque, qui existerait entre auto-critique et critique systémique éclairée. Cela me semble factuellement faux. Peut-être suis-je marxiste encore en un sens supplémentaire auquel je n'avais pas accordé tant de pertinence contemporaine : la vie matérielle concrète des individus détermine largement le niveau de leur prise de conscience de la réalité. Et je crois que l'on peut ajouter : et réciproquement. Il y a sans doute plus de pensée politique pertinente et opératoire chez un SDF, un zadiste ou un travailleur exploité que chez un polytechnicien devenu trader, et leurs choix sont probablement plus

vertueux. Cela dit sans parler des produits de Sciences Po. Vous entendez les spécimens que l'on se paye comme ministres ?

(Un autre intervenant réagit à lemoine001 // 03.10.2019 à 09h39, qui a écrit : « Il est clair que si sympathique qu'elle soit, Greta se fourvoie ». La lutte pour préserver le climat n'est pas et ne doit pas être une lutte opposant les générations. Les plus âgés, même s'ils ont une voiture, se chauffent au fuel ou au gaz, prennent parfois l'avion, ne sont pas responsables de l'état de la planète. Nous ne choisissons pas notre mode de vie, nous n'avons sur lui qu'une marge d'action très faible. Ce n'est pas en faisant défiler dans les rues des gens qui s'auto-désignent comme responsables de la crise climatique qu'on va la résoudre. Cela n'a guère plus d'effet que de tendre l'autre joue si on vous gifle. Il faut aller au cœur du problème, voir qui tire profit du mode de vie qui nous est imposé, qui a intérêt à voir cette situation perdurer. Qui décide des investissements et plus largement de l'allocation des moyens (allocation du capital). Il faut aller vers un autre système économique, dépasser le capitalisme, planifier notre développement, le rendre plus juste et moins prédateur.

(Je réagis à mon tour)

On pourrait point par point approuver ce que vous dites, qui semble si raisonnable, et aussi point par point le contredire. Etrange expérience. Première phrase : la personne de Greta. Ce qui susciterait la sympathie ce serait la description abstraite du sujet, dans un roman : « Une jeune suédoise qui s'indigne de l'irresponsabilité des adultes... ». Mais quant à l'image produite par les médias, elle suscite au contraire chez beaucoup un mouvement de recul effrayé. C'est le pourquoi de cela qui doit être compris, probablement en termes de manipulation. Sur les générations : la guerre des générations semble bien être un fait, et qui a de l'avenir. Là encore il faut réfléchir au pourquoi. Faire « tut, tut, méchante fille, c'est mal ! » n'a aucune portée. Vous dites : « Nous ne choisissons pas notre mode de vie » Ah bon ? Ni vos gouvernants ? Alors pourquoi nous parle-t-on sans cesse de « pouvoir d'achat » et de « citoyenneté » ? Une marge d'action très faible ? Quand un aller et retour Paris-New-York a une empreinte écologique supérieure à celle d'un Bengali pendant toute sa vie ? Vous parlez de « crise » climatique, et de la « résoudre », et pensez pour cela dans la direction d'une « allocation de moyens » : c'est-à-dire que vous vous inscrivez dans la vision techniciste qui est l'impasse elle-même de notre civilisation. Tout plutôt qu'admettre l'inimaginable et l'inacceptable pour l'homo occidentalis, l'horreur même : pour survivre, il ne s'agit pas de faire mais de cesser de faire !

(Un intervenant commente : « Je ne pense pas que les startupers, millenials et autres... macronistes, néo-arrivistes feront (et font) mieux que les baby-boomers... déjà ils pourraient arrêter le gaming en ligne (l'énergie de combien de réacteurs nucléaires rien qu'aux US?...12? »).

(Je réponds)

Vous me semblez mettre dans le même sac les jeunes qui sont vraiment jeunes, et les adultes immatures. Mais pour parler des vrais jeunes, qui paye pour la consommation des enfants ? Nous sommes, pour partie au moins, devant de la consommation ostentatoire par procuration au sens de Veblen. Du coup, surprise : la jeunesse dénonce l'irresponsabilité des adultes. C'est à dire qu'elle voit à travers leur démagogie. Un peu. Implicitement, elle réclame autorité et éducation. C'est vieux comme le monde. Ce qui est nouveau, c'est que l'irresponsabilité a atteint un tel niveau qu'elle peut s'en prendre à ses conséquences visibles au lieu de la révolte sans objet précis ou avec des revendications-écran comme autrefois.

(Encore sur le débat écologique)

Argumentation probablement judicieuse. Il faut sauver les vers de terre et les coquelicots. Mais la première des espèces à sauver en ce moment étant la langue française, ce serait bien si vous arrêtiez de "debunker" et de "faire des threads". Merci ! Ces horribles néologismes me font le même effet qu'un grand verre de glyphosate le matin à jeun, et quand j'entends parler où écrire de cette façon, je cesse d'écouter ou de lire. Je ne suis sûrement pas le seul. Le français, langue de Pasteur, de Charcot et de Claude Bernard, de Lavoisier, des frères Montgolfier et des frères Lumière, de Nicéphore Niepce et de Daguerre, de Surcouf et de la Pérouse, de Mermoz et de Voisin, de Paul Langevin et de Louis de Broglie, de Gustave Eiffel et de Ferdinand de Lesseps, de Vauban et de Mansart, de Claude Lévi-Strauss et de Ferdinand de Saussure, de Jean Malaurie et de Champollion, de Descartes et même de Leibniz, etc... a sûrement tous les mots qu'il faut dans tous les domaines, ou peut sûrement les inventer à partir de ses moyens propres. Halte à la paresse !

(Occasion oubliée)

Sur l'usage de l'oxymore en politique, on peut généraliser. On peut presque toujours lire un discours du pouvoir en enlevant les négations s'il y en a et en en mettant s'il n'y en a pas. Cela ne se limite pas aux sujets de liberté. Avant l'euro, les boursicotiers savaient ce qu'il fallait entendre quand le ministre disait "il n'est pas question de dévaluer", ou "la mobilisation n'est pas la guerre". Les gens sérieux comprenaient : "on parle de dévaluation" et "on pense à faire la guerre". Le discours du

pouvoir renseigne seulement sur le sujet du moment. Pour savoir ce que le pouvoir va en faire, il faut se fier à l'instinct et à l'expérience.

La télévision rediffuse 'Apocalypse'

Hier, « Apocalypse » à la télé sur la seconde guerre mondiale. Deux passages suscitent des remarques. Sur l'expédition de Narvik. Il n'est pas si fréquent que l'on rappelle qu'en effet les plans de l'Etat-Major étaient tournés contre l'URSS et non contre l'Allemagne, avec laquelle la France était pourtant, en théorie, en guerre. Il est vrai qu'on ne le signale qu'en glissant, très vite et sans souligner le paradoxe, dont le vrai nom est : trahison. Sans rappeler non plus ce détail cocasse : la Finlande était alliée de l'Allemagne. Elle était donc soutenue à la fois par la France, l'Angleterre, et l'Allemagne, théoriquement en guerre les unes contre les autres... Le documentaire glisse rapidement aussi sur le fait que le temps que nos hommes arrivent à Narvik, d'une part les Allemands avaient pris tout le reste de la Scandinavie, et d'autre part, les Soviétiques avaient fini par obtenir des Finlandais ce que ceux-ci auraient pu sans grand inconvénient concéder sans les frais d'une guerre : un échange de territoires permettant aux Soviétiques de défendre Léninegrad. C'est le problème avec ces documentaires : à quoi bon si les leçons que le public en tire sont fausses et simplement conformes à l'idéologie dominante ? Deuxième remarque, et là c'est carrément bouffon : sur l'invasion de la Pologne côté soviétique, en sus des imprécations contre Staline pour les raisons habituelles, on ajoute qu'il aurait mal joué pour sa patrie en entrant en Pologne, parce que du coup il avait une frontière commune avec l'Allemagne, ce qui faciliterait ensuite l'invasion de l'URSS. Ce commentaire est d'une stupidité qui laisse pantois, à moins qu'il ne relève de la mauvaise foi. Que se serait-il donc passé, selon l'auteur du commentaire, si Staline n'était pas entré en Pologne ? Hitler serait-il rentré à Berlin en présentant des excuses au gouvernement Polonais ? Ou bien la Wehrmacht aurait-elle simplement fait quelques centaines de kilomètres supplémentaires vers l'est ? A l'époque, les événements polonais consécutifs au pacte germano-soviétique ont été froidement analysés par Churchill dans un discours aux Communes qui faisait le bilan des premiers mois de la « drôle de guerre » du point de vue de l'anti-hitlérisme. Il s'y félicitait de la politique de Staline, et signalait particulièrement comme une bonne chose que Hitler ait trouvé une limite dans son extension à l'est. Evidemment, Churchill était moins aveuglément anticommuniste, et avait plus de recul et de bon sens que nos historiens médiatiques d'aujourd'hui. Cela n'était pas très difficile, même si c'était déjà peu habituel dans les cercles dirigeants.

(Noiriel présente son travail sur Drumont, et fait un parallèle avec Zemmour)

Gérard Noiriel est très érudit et intéressant, mais son propos est très limité, et ne démontre pas ce qu'il croit démontrer. L'analyse textuelle comparative des discours alarmistes à travers les siècles peut bien être juste, mais pas pour en déduire quoi que ce soit sur la réalité des menaces. Si l'on part de l'hypothèse que les alarmistes ont tort, loin de le prouver, on porte atteinte à la crédibilité de

l'analyse textuelle elle-même. Du fait que certains raisonnements tenus actuellement à propos de l'Islam soient homologues d'autres tenus autrefois par Drumont à propos des Juifs, il ne découle pas que la question de l'Islam en Europe aujourd'hui soit comparable à celle des Juifs il y a cent ans. Peut-on déduire d'une analyse textuelle comparative ce que sera le destin de l'Europe ? Or la question qui importe le plus est celle là. Face à l'inquiétude actuelle, il ne suffit pas de dire "bonnes gens, dormez tranquilles" :

(Un imbécile se moque de Mélenchon dans la vidéo-charge sur la perquisition à la France Insoumise.

Au delà des insultes, la personne d'un député est inviolable non pas dans sa tête parce qu'il a la grosse tête, mais constitutionnellement parce qu'il représente le peuple français, et appartient à la branche législative qui ne peut être soumise aux décisions d'une autre branche. Un policier qui touche un député commet un délit s'il n'est pas couvert par une levée d'immunité parlementaire qui ne peut être décidée que par l'Assemblée à laquelle il appartient. La dernière fois que cela a été fait en grand, c'est lorsque Daladier en 1939 a déchu et jeté au bain les députés communistes. Beaucoup, qui vous ressemblaient peut-être un peu, ont trouvé ça très bien parce qu'ils n'aimaient pas les communistes. Un certain nombre se sont retrouvés deux ans plus tard à pousser des wagonnets dans une mine en Silésie au titre du STO. Je vous souhaite bon courage pour la suite.

(Un imbécile se moque de « ma personne est sacrée »))

L'inviolabilité des parlementaires est le vrai test de la différence entre un régime de liberté et de souveraineté populaire et un régime de dictature. Lors de la crise des années trente, la dictature en France ne commence pas avec la défaite et avec Pétain, mais en septembre 1939 lorsque Daladier fait jeter les députés communistes en prison et suspend les élections. Le vote des pleins pouvoirs à Pétain, après cela, n'était plus qu'une formalité. Laval l'a d'ailleurs dit à son procès lorsqu'on lui a reproché en 45 d'avoir institué la dictature en France, et on ne l'a pas contredit sur ce point. Il est vrai que c'était sous de Gaulle et que le public avait les faits en mémoire.

(Sur le prétexte des perquisitions)

Il est clair que le financement des activités politiques a pour effet, et probablement pour but, de limiter l'indépendance des acteurs militants. Qui paye l'orchestre commande la musique, comme disent les Anglais. Plus spécifiquement, les institutions européennes ont un projet de fonctionnariser les assistants parlementaires, constituant avec les députés à qui ils sont rattachés une dualité élu-fonctionnaire semblable à la dualité ministre-directeurs d'administrations et de cabinet dont on sait

comment elle se termine : tout le pouvoir revient finalement à la technostructure qui ne rend de comptes à personne. C'est cela qui est derrière les affaires d'attachés parlementaires. On ne veut pas qu'ils soient les militants d'un parti, mais des surveillants des représentants du peuple. C'est une question hautement politique et c'est dans ce sens surtout que ces procès sont politiques.

(Suite)

Mélenchon a mis à mal dix-sept policiers, commissaires et substituts rien qu'en leur postillonnant dessus et ils courent se réfugier dans les jupes des juges. Soit c'est un surhomme, soit ils sont très fragiles et du coup, on comprend qu'ils mettent des casques et des gilets pare-balles avant d'aller taper sur des vieux, des femmes et des infirmes.

(Un perquisitionné de la France Insoumise, haut-fonctionnaire par ailleurs, explique comment la police a volé tous les documents privés du mouvement)

On peut tout de même faire en sorte que des données effacées soient vraiment effacées. Il faut faire un formatage de bas niveau du disque, en supprimant la partition puis en en recréant une neuve. Pour plus de sécurité, on peut ensuite remplir le disque intégralement avec des données inoffensives, puis faire l'opération d'effacement pour se retrouver avec un disque vide, remplissable à nouveau, et où rien en pourra être retrouvé des contenus anciens. Evidemment, et cela rejoint mon autre commentaire, il est incommode de faire cela si l'on a mis ses données sur le même disque que son système d'exploitation : et c'est une autre raison pour laquelle les données doivent être conservées à part, au mieux sur des disques externes. Evidemment, je ne parle pas pour les suicidaires qui mettent tout sur le "nuage". Ils sont tôt ou tard bons pour le Goulag.

(Suite sur le même sujet)

Il y a tout de même beaucoup d'imprudence et de naïveté informatique même dans la population éduquée. A propos des données stockées sur disque dur : si j'avais des données confidentielles, je ne mes mettrais jamais sur le disque dur interne de mon ordinateur. Pour des raisons de simple volume et de commodité, je ne le fais d'ailleurs pas. la logique est de n'utiliser l'ordinateur que pour le traitement et la distribution des données : encore convient-il de n'utiliser pour cela que des ordinateurs non connectés. Le stockage permanent est bien mieux à sa place sur des disques externes, débranchables, transportables et que l'on peut mettre commodément à l'abri de la Gestapo. Un ordinateur fixe posé chez soi comme une télé ou une yaourtière et branché sur internet n'est bon qu'à un usage précis : faire ses courses sur Amazon et regarder Bambi en streaming. Y mettre sa vie

en musique et en couleur; c'est comme se promener à poil dans la rue. Je conseille à tous de lire à ce propos les mémoires d'Edgar Snowden, récemment sorties.

(A la télé, une brochette de journalistes tous d'accord sur l'indignité de JL Mélenchon)

J'adore Maurice Szafran. Il pourrait à lui tout seul fournir tous les exemples tirés de la vie réelle d'un manuel qu'il faudrait écrire pour l'Ecole des Sophistes. On le voit brandir un livre où Mélenchon écrit qu'on cherche à le mettre en prison. Il en fait la preuve de la perversité calomniatrice du personnage, qui ose ne pas croire à la bonne santé des libertés en France en ce moment, puis dans la foulée il réclame à peu près que l'on mette Mélenchon en prison. Et l'on voit déjà la suite : si cela arrive, le fait qu'il l'ait prédit prouvera qu'il en est bien le responsable. Cela fait penser à l'histoire de Raymond Devos, où après un accident de voiture, un des deux conducteurs est déclaré responsable parce que l'accrochage était prédit dans son horoscope. On pourrait trouver cela drôle si l'on ne savait pas ce dont Szafran et ses amis sont capables, si haut est leur amour de la liberté de pensée et d'expression. Aux dernières nouvelles, il ne faut pas dire que les scènes de ces derniers mois avec les Gilets Jaunes relèvent de la barbarie ? Alors il faudra que les journalistes de l'Etat et du Capital nous donnent une liste des mots qu'il est interdit d'utiliser. Alors il ne faut pas dire que Benalla s'est comporté en barbare à la Contrescarpe ? Ni donc les policiers qui l'entouraient, lui obéissaient et le protégeaient des courageux qui auraient voulu venir au secours de sa victime ? Il ne faut pas dire que la mort de Steve relève de la sauvagerie ? Enlevons aussi « sauvage » du vocabulaire. Il ne faut pas dire que le commissaire qui a ordonné la charge contre les altermondialistes à Nice est un fasciste ? Enlevons « fasciste », car si celui-là ne l'est pas, à qui pourra-t-on bien avoir le droit d'appliquer le mot ? Et aussi « canaille » pour ne plus risquer d'offenser le procureur qui a menti sur les faits, et donc essayé de fabriquer une erreur judiciaire parce que le Président avait menti avant lui. Pour protéger l'honneur de Castaner, il faudra aussi interdire « guignol », et « moulin à paroles » pour son patron. En réalité, ce que pensent nos éditorialistes monopolistes des ondes et des écrans, c'est qu'à part eux, tout le monde devrait fermer sa gueule. Avant, la démocratie, c'était « cause toujours » : mais ça, c'était avant.

(Sur la barbarie)

Soyons un peu honnête : on ne peut pas reprocher à Mélenchon d'avertir ses amis de se méfier de la police, ni de constater qu'il n'est pas prudent pour lui de se mettre à portée d'un des groupes de robocops qui ont reçu l'ordre de casser la figure à ceux qui s'avisent de crier leur dégoût de ce pouvoir. Les journalistes décrivent cela comme une névrose personnelle, comme si tout le monde n'avait pas vu les scènes d'horreur des derniers mois. Il ne faut pas dire que les policiers sont dangereux, mais sur Arte, je vois lundi une émission sur la crise écologique : et quand E. Quin observe que les manifestations pour le climat ont moins de succès en France que dans d'autres pays, un intervenant poli, propre sur lui et pas excité du tout lui fait remarquer, comme une évidence, que

cela tient à la peur qu'inspire la brutalité de la police dans notre pays. « Moi non plus, je ne voudrais pas que ma fille participe à une manifestation à Paris, car je ne voudrais pas la voir revenir éborgnée. Et je n'y vais pas non plus, parce que j'ai peur ». Parano, lui aussi ? Je ne sais pas si les policiers sont des barbares, mais la barbarie n'a pas forcément besoin de beaucoup de barbares. Les policiers qui livraient les juifs et les résistants aux Allemands n'étaient pas des barbares. Ils obéissaient aux ordres et appliquaient les lois. Ils étaient bons pères et bons maris. Qu'une machine sociale homicide puisse reposer sur l'activité, parfois anodine en apparence, d'individus sans idéologie ni intention de mal faire, c'est ce qu'Hannah Arendt a appelé la banalité du mal, et c'est ce que nous voyons à l'œuvre en France. Je reste frappé par les images de Benalla à la Contrescarpe. Le plus significatif n'est pas que cette jeune brute musclée et en manque d'exercice s'en prenne à un passant malingre et le malmène longuement. Les racailles font ça tous les jours dans les banlieues, et l'on comprend le genre de mal qu'ils incarnent. Mais autre chose est la protection donnée à Benalla par les policiers en uniforme qui font cercle autour de lui. La police, des fonctionnaires tout ce qu'il y a de plus normaux, s'étaient très facilement mis à la remorque d'un jeune barbare en folie. Alors, barbare, la police ? On comprend ce que Mélenchon veut dire si l'on a mis les pieds dans une manifestation ces derniers temps, ou même dans une soirée musicale, passée l'heure où les enfants sages doivent aller au lit, ou mis le nez à la fenêtre au mauvais moment, c'est-à-dire au passage des ainsi-déterminées « forces de l'ordre ». Ah le bel ordre que nous avons ! Les journalistes nous parlent avec des trémolos dans la voix de la fatigue de la police. Je reconnais, c'est dur : on court, on court, on tape, on tape, on tire, on recharge, on tire : on s'use ! On nous parle aussi des blessés de la police : mais on ne les montre pas. On aimerait pourtant pouvoir plaindre en toute connaissance de cause le malheureux policier qui a reçu les postillons de Jean-Luc Mélenchon et sept jours d'arrêt de travail. Mais on n'a vu que les visages défigurés de dizaines de Français de tous âges et des deux sexes qui n'ont pas reçu que des insultes et des postillons. La communication des syndicats de police est mal faite. Ou bien peut-être la tâche est-elle impossible ? Et si la France était vraiment, comme le dit l'ONU, en train de traverser une de ces périodes de brutalité absolue qui ne sont pas rares dans son histoire ? Mais ce n'est sûrement pas le cas puisque nos démocrates en chef, les journalistes de l'oligarchie, ne voient rien de tel venir. Il est vrai que leurs homologues n'avaient rien vu non plus en 1942 pour les juifs et les résistants.

(Mélenchon scandalise en parlant de barbarie à propos de la répression des Gilets jaunes)

Les mots ont une vie, et la définition à un moment donné suit l'usage. Les Perses étaient dits "barbares" par les Grecs, et cela voulait seulement dire qu'ils leur trouvaient des mœurs étranges, mais nous parlons aujourd'hui de la "civilisation perse". Tout le monde comprend "barbare" autrement lorsque l'on parle de la "barbarie nazie". A quoi bon jouer au plus fin ? Si le mot "barbare" surgit dans le débat, c'est parce que tout le monde sent, avec les scènes d'horreur de l'année dernière, que la civilisation française a été atteinte.

(Barbarie, Mélenchon, suite)

Castaner ne veut pas que l'on parle de barbarie. Il n'a sans doute vu que progrès de la civilisation depuis qu'il est ministre. A Paris, à Nantes, à Nice, et ailleurs. Il faut dire qu'un gouvernement qui continue à entretenir des relations si étroites avec l'Arabie Séoudite après le dépeçage d'Etat de Kashoggi et l'extermination des Yéménites a sans doute les idées larges en matière de barbarie et de civilisation.

(LBD)

On abuse des abréviations. Du coup on passe à côté de quelques évidences. Par exemple : LBD veut dire "lanceur de balles de défense". De défense. Et j'ai entendu expliquer en effet que l'objet avait été introduit comme recours de moindre mal pour que les policiers puissent répondre à des agressions physiques contre leur personne sans recourir à leur pistolet, arme potentiellement létale. Il est vrai que la loi change à toute vitesse en ce moment, mais dans mon jeune temps les policiers n'avaient en effet le droit d'utiliser des armes à feu que dans le cadre de la légitime défense ordinaire. Or, y a-t-il un seul cas de blessé par LBD qui l'ait été après s'en être pris à un policier ? Où est la légitime défense lorsqu'un jeune pompier volontaire, à Montpellier ou Toulouse, je crois, se fait tirer dans le dos alors qu'il s'enfuit ? La vérité, c'est que le prétendu 'maintien de l'ordre' sous Castaner est totalement sorti des gonds.

(Dans le débat sur l'écologie)

J'ai lu il y a longtemps un petit livre "History of world population" d'un certain Cipolla. Essayez ça, si le sujet vous intéresse. J'en ai retenu ceci : la population mondiale n'a jamais été une courbe constamment ascendante. C'est une sinusoïde ascendante. Les diminutions, lorsqu'elles sont importantes, ne sont pas, ne peuvent pas, résulter de variations de la fécondité ou de la longévité : ces paramètres n'agissent que très lentement. Elles résultent d'événements catastrophiques.

(Occasion oubliée)

Je m'intéresse à un point de votre intervention. Vous reprenez la vieille scie Mitterrandienne selon laquelle "Vichy ce n'est pas la république". Détrompez-vous. C'est un mensonge. La rupture institutionnelle de juin 1940 n'existe pas. La transition Reynaud-Pétain est une des plus régulières qui ait eu lieu d'un régime au suivant en histoire de France, et elle est organisée par Reynaud lui-même, qui a choisi son successeur. La rupture législative n'existe pas : en matière répressive en particulier, Pétain n'a besoin d'aucun nouveau texte pour faire guillotiner les premiers résistants et otages. Sur ce plan, la transition est faite par Daladier en septembre 1939. La rupture sociale n'existe pas : magistrature, police et administration restent en place à l'identique et le resteront aussi en 1945. Lorsque la Wehrmacht entre à Paris, Paris ne change pas de préfet de police.

(Mort de Chirac)

Déjà lundi, et on parle encore de Chirac... Vivement que les médias aient fini de dévorer ce cadavre et qu'ils passent à autre chose. Chirac n'a rien fait de sa vie, si ce n'est lorsqu'il a refusé d'engager l'armée française derrière Bush junior. Mais même cela est trop dire : car en réalité l'armée française est intégrée à l'armée US depuis belle lurette. Disons qu'après la pitoyable prestation de Colin Powell à l'ONU, elle s'était fait porter pâle, comme certains policiers pour les manifs de l'année dernière : mais sans que cela signifie le moindre désengagement. Il y a aussi sa petite rébellion à Jérusalem. Il a eu des moments comme cela, qui ne font que donner une idée, peut-être le regret, de ce que pourrait être un chef de l'Etat français à la hauteur. Mais comme disait de Gaulle : "Pour qu'il fût chef de l'Etat..." Vous connaissez la suite. Chirac n'a évidemment rien à voir avec le gaullisme : mais le gaullisme lui-même, si l'on parle du gaullisme réel, n'avait rien à voir avec le gaullisme idéal. Presque tous les gaullistes de 1946 étaient des pétainistes recyclés et de Gaulle part désespéré en 1969 parce qu'il sait bien que son rêve de France était un rêve.

(Snowden)

Je lis en ce moment les mémoires d'Edgar Snowden. Cela ne fait que confirmer une réalité qui ne peut même plus faire débat : les Etats-Unis et par voie de conséquence tous les pays qui leur sont militairement et politiquement intégrés sur une base de vassalisation sont des Etats voyous. Ils n'invoquent le droit que comme une arme politico-militaire parmi d'autres, et quant au reste ne fixent aucune limite de ce genre à leur action en défense de ce qu'ils croient être leur intérêt. C'est comme ça.

(Un intervenant met en cause le puritanisme américain à propos de quelques approximations historiques, de Trump etc...)

On remonte toujours au Mayflower pour expliquer les Etats-Unis, et ce n'est sans doute pas injustifié, dans une certaine mesure. C'est l'effet de fondation, même si la plupart des Américains d'aujourd'hui sont d'origines très diverses. Mais il faudrait vraiment une argumentation serrée pour faire des Puritains les responsables d'une supposée indifférence américaine à l'histoire objective. Après tout, ils portaient un impératif social majeur : la lecture de la Bible. C'est à dire la lecture. Puis, par pente inévitable, la lecture critique... D'où l'Histoire. C'est ce qui est arrivé en Europe. Aux E.U. , les Puritains, plus spécifiquement, portaient la haine absolue du mensonge, et de l'infidélité aux engagements pris. En politique, l'adhérence têtue aux droits formulés par la Constitution. Il y a pas mal de choses sympathiques dans tout cela. Le puritanisme de la Nouvelle-Angleterre n'est pas ce que l'Amérique a donné de pire. Encore récemment, Edgar Snowden prend soin de rappeler ses origines familiales, qui remontent justement au Mayflower. Il fait de sa prise au pied de la lettre des principes constitutionnels originels le fondement légal et la motivation de son action en sauvetage des libertés publiques universelles.

(Un article sur les monuments dédiés à des héros esclavagistes aux Etats-Unis)

Sur l'histoire. Toute collectivité repose sur un certain nombre de mensonges partagés. Tout solidarité est une complicité. Cela fait de l'historien un personnage-limite. L'historien intégral ne peut-être qu'apatride, et a intérêt à crier de loin. Exemple récent et pertinent : l'histoire de la collaboration en France, qui n'a pu se développer que lorsque des étrangers, souvent des Américains en l'occurrence, ont débouché les toilettes. Ce que je lis sur les Etats-Unis ne m'étonne donc pas : mais en France, Adolphe Thiers est un des personnages qui a le plus de rues en son honneur. Il en a même une à Paris, ce qui étonne Eric Hazan. On peut cependant observer, avec prudence, que les peuples de langue anglaise sont parmi les plus solidaires. Revenir au début pour en déduire quelques conséquences, et comprendre la possibilité d'un Trump.

(Occasion oubliée)

Sur le lien entre les générations : il a chronologiquement, d'abord été affecté par le désinvestissement éducatif, particulièrement visible dans un pays comme la France où l'on partait de très haut. Comparez seulement la dignité de nos écoles primaires, édifiées en quelques années par la Troisième république, par rapport aux collèges tout-PVC des prétendues 'Trente glorieuses'. Or le reste est à l'avenant, avec l'abaissement du statut des enseignants et la dévalorisation programmée des diplômes. A partir du moment où le lien entre générations se défaisait au niveau de

ce que les anciens donnaient aux nouveaux venus, il se défait aussi dans l'autre sens, comme disparition du consentement à l'entretien des vieux après la fin de la vie active. C'est cela le vrai fond de la question des retraites, et non pas une affaire de comptes qui doivent tomber juste. Avec le comportement de pollution irresponsable généralisé, cette rupture réciproque de la solidarité dans le temps se teinte de mépris.

(Occasion oubliée)

Sur le concept de 'croissance'. Ce n'est pas un concept clair et distinct au sens de Descartes. Tout raisonnement qui le manie est faux. Toute décision prise en fonction de cet indicateur aura des résultats imprévisibles. C'est un calcul cumulatif d'éléments hétérogènes. Choux et carottes. Le fait que les catalans portent des espadrilles fabriquées en Chine et non plus à Barcelone, ou que les Normands boivent du lait allemand représente un gain de croissance même si les volumes de consommation finale sont constants. En France, l'essentiel des créations d'emploi, et un bon bout de ce que l'on appelle croissance résulte de l'inflation des emplois dans la soi-disant 'sécurité'. Les Français sont donc plus riches du fait de devoir montrer le contenu de leur sac pour entrer dans un musée, etc... Et je ne parle pas du boom sur les grenades lacrymogènes et la chirurgie réparatrice...

(Occasion oubliée)

Sur la pollution numérique. JM Jancovici a pas mal enfoncé ce clou, et désigne comme un objectif primordial aux jeunes-gens des grandes écoles à qui il fait des conférences de batailler dans les entreprises où ils sont appelés à travailler pour que l'on renonce à l'implantation de la 5G. Edgar Snowden attirait déjà l'attention sur la taille phénoménale, et la consommation électrique, des seules installations de surveillance universelle de la NSA, quelque part dans le désert de l'Utah. Une partie de cette pollution a aussi le mérite d'être produite au service de la pire tyrannie que le monde ait connue.

(Occasion oubliée)

Sur la taxe GAFA. J'ai cru entendre que la réaction américaine avait été extrêmement sèche. Il me semble qu'une dimension de la question n'est pas prise en compte. Je lis en ce moment les mémoires d'Edgar Snowden. On y apprend, entre autres, deux choses : primo, le monde des GAFA, Amazon en particulier, est une pièce du dispositif d'espionnage universel de la NSA. Puis : tous les gouvernants européens sont destinataires, après filtrage, dont la sélectivité dépend de leurs rapports avec les E.U., des renseignements collectés. Cela explique la modération de leur indignation lors

des premières révélations sur la surveillance dont ils faisaient, comme tout le monde, l'objet. "Lorsqu'on leur découvre la réalité de l'espionnage, dit à peu près Snowden, les gens sont d'abord indignés. Quand on leur propose de leur en faire partager certains résultats, leur indignation se transforme en curiosité." Tout ceci pour dire que je ne crois nos gouvernants actuels ni capables ni désireux de faire de la peine aux GAFAs.

(Occasion oubliée)

Fillon lui aussi a été pris dans une opération médiatico-judiciaire concertée. Cela crève les yeux, et Eric Zemmour à l'époque a dit en avoir reçu la confiance directement par les personnes impliquées. A propos de Zemmour : avez-vous remarqué qu'avec tout le tapage autour du décès de Chirac, où les journalistes interrogent au hasard dans la rue les passants, la concierge et le chien de la concierge, on ne demande rien à Zemmour, qui a écrit tout un livre sur lui ? Mais toute personne qui dit ce qu'elle voit, droite et gauche confondue, est exclue de couverture par la presse de l'oligarchie.

(Sur les violences policières. Un intervenant reprend l'air de : « c'est la faute aux donneurs d'ordres »)

Je ne sais pas si c'était une bonne idée, et c'est une question vaste et difficile, mais il a été jugé à Nuremberg qu'un exécutant pouvait être tenu pour responsable des conséquences de ses actes, même lorsqu'il agissait sur ordre et sous la contrainte. C'est dans le droit fil de cette conception juridique que l'on a condamné Maurice Papon, qui n'était que secrétaire de préfecture et n'avait jamais rien fait que de tamponner des papiers. Si par extraordinaire le vent politique venait à tourner, les défenseurs de tous les flics violents auraient du mal à les sortir des griffes d'une justice fonctionnant selon les lois appliquées à Nuremberg. Leur sauvegarde, désormais, c'est que se maintienne un pouvoir qui les craint parce qu'il a besoin d'eux, et ils le savent.

(Sur la perquisition à la France Insoumise)

Il est normal de se mettre en colère quand on subit une injustice. Il est normal de s'indigner quand la police s'assoit sur vos droits. C'est bien pourquoi les journalistes de l'oligarchie, lorsqu'il stigmatisent le supposé tempérament colérique de Mélenchon, esquivent systématiquement la question prioritaire de déontologie médiatique : la police avait-elle le droit de lui interdire l'accès à ses locaux pendant la perquisition ? On sait bien que non !

(sur le terrorisme des décrocheurs)

Les décrocheurs de portraits de Macron jugés par la chambre anti-terroriste. Malgré tout il y a une logique des mots, et le fait représente une leçon utile. Cela nous dit ce que le pouvoir appelle 'terrorisme', qui n'est pas ce que la population a d'abord en tête. Autrement dit, ce qui fait le plus peur au pouvoir : et ce n'est pas bien sûr des affaires comme le Bataclan ou Charlie-Hebdo, qui ont fait rattraper quelques points dans les sondages à Hollande et provisoirement refait la cerise aux institutions répressives. Ce qui terrorise le pouvoir, c'est bien logiquement l'insurrection citoyenne, l'insurrection des braves gens, contre son incompétence et sa corruption. Car contrairement au terrorisme, de tels mouvements ont une véritable potentialité révolutionnaire, historiquement expérimentée. Alors, soyez prévenus, décrocheurs, aides-soignantes et retraités : ne vous attendez à aucune indulgence ! Après tout, la révolution de 1917 à Saint-Pétersbourg a commencé par une grève d'ouvrières dans une usine de chaussures. Macron ne le sait sûrement pas, mais son instinct de classe suffit à l'instruire.

(Le nouveau livre de Picketty)

Picketty a raison de dire que la question de la propriété n'est pas principalement celle de l'accès à la consommation, mais celle du pouvoir. Mais il semble ne pas donner beaucoup d'importance au fait que le système capitaliste libéral est une jungle sans règles ni régulateur. Il n'y a donc pas de pouvoir actuel, ni de pouvoir possible. C'est une anarchie incontournable. C'est pour cela que Marx, et Lénine après lui, ont toujours considéré que la révolution communiste ne pouvait être que mondiale. Picketty ne pourra rien proposer qui ne se heurte immédiatement au blocage de la compétition internationale. L'impératif manger ou être mangé déterminant toutes les décisions en dernière instance au niveau des entreprises, et donc des Etats s'ils veulent ne pas voir leur substance économique leur échapper.

(Occasion oubliée)

Un très bon argument. En effet, les gens qui rendent Staline responsable de l'invasion de la France par Hitler divaguent dans les grandes largeurs. D'une part parce que le plan Hitlérien comportait quoi qu'il advienne l'abaissement de la France, et aussi, de façon plus anecdotique, parce que c'est la France qui a déclaré la guerre à l'Allemagne au moment précis où elle n'avait plus les moyens de la gagner, là où Staline, moins stupide ou moins corrompu, a su temporiser intelligemment dans l'intérêt de son pays !

(Occasion oubliée)

Les Polonais en tant que 'slaves' : un sujet à creuser. Parce que la Pologne est linguistiquement de langue slave, certes. Mais il est désormais interdit de parler d'appartenance raciale, et les Polonais sont catholiques et culturellement tournés vers l'Ouest. Pour dire un gros mot : germanisés. Aussi, quand on dit 'les Slaves', on ne pense guère à eux, et dans l'histoire de la région, ils ne se sont guère comportés en force slave. Les Polonais ont sauvé Vienne des Turcs, la France et l'Angleterre ont fait la guerre pour eux et ils ont fait la guerre pour la France et l'Angleterre.. Dans l'Union européenne contemporaine et aux Etats-Unis, ils sont la principale influence anti-Russe. Cela en fait, je suppose, des anti-slaves d'honneur aux yeux des élites européennes germano-centrées et vassalisées par les Etats-Unis.

(Occasion oubliée)

D'accord avec vous, et je retiens les références bibliographiques. Une nuance tout de même : lorsque vous dites 'une ruse d'Hitler pour neutraliser Staline', je ne crois pas du tout qu'Hitler ait vraiment craint une attaque soviétique. Les criaileries d'époque sur les préparatifs offensifs de l'Armée rouge étaient de la pure propagande. Aussi bien Hitler que Staline savaient à quoi s'en tenir sur les capacités offensives respectives, et c'est bien pourquoi Staline faisait de la diplomatie alors qu'Hitler faisait la guerre. Et du coup, je pense que le pacte était surtout un joli coup de la part de Staline, et a ultimement sauvé la mise à l'Union soviétique : ce qui ne signifie nullement que Staline soit responsable de l'assaut allemand contre la France, qui faisait partie des décisions irrévocables d'Hitler.

(Occasion oubliée)

Pour être tout à fait précis, l'enjeu pour Staline et l'Union soviétique était les conditions dans lesquelles la Wehrmacht allait venir au contact de son territoire. A partir du moment où les franco-anglais s'étaient refusés à une alliance de revers du type 1914, la recherche d'un modus vivendi avec Hitler était pour Staline un impératif absolu. L'intégrité de la Pologne garantie par les alliés de 1918 était beaucoup plus importante pour la sécurité de l'URSS, que la Pologne séparait de l'Allemagne, que pour la France et l'Angleterre, qui ont bien vite démontré leur indifférence. Si la Pologne devait être envahie par la Wehrmacht, le moindre mal pour Staline était d'aller au devant d'elle avant qu'elle se présente sur la frontière soviétique. C'était en réalité une obligation absolue en termes stratégiques : et il était beaucoup plus prudent de le faire sur la base d'un compromis avec Hitler que de façon offensive. Le pacte germano-soviétique n'est donc pas la cause de la guerre. C'est la guerre, décidée par Hitler, qui était la cause du pacte, même si la chronologie, à quelques jours près, suggère l'inverse. Par sa décision, affichée, de prendre la Pologne après l'Autriche et la Tchécoslovaquie, Hitler et l'Allemagne sont les seuls responsables de la seconde guerre mondiale. Staline et l'URSS ont montré à de multiples reprises qu'ils ne désiraient pas la guerre, qui n'était pas dans leur intérêt, et même pas la guerre à l'ouest, alors que les Franco-anglais auraient plutôt été contents d'une guerre généralisée à l'est.

(Occasion oubliée)

Vos intuitions sont justes, mais la réalité est pire que vous ne semblez imaginer. Lisez les bons historiens de la période et vous serez édifié et conforté : par exemple 'L'abîme' de Duroselle, ou bien sûr, si vous voulez vous plonger dans l'extrême détail de l'infamie des gouvernants français des années trente, Annie Lacroix-Riz. Ou bien encore les mémoires de Churchill sur la performance du gouvernement britannique qui l'a précédé, et sur celle de ses interlocuteurs français, Reynaud, Daladier, Weygand, pendant la drôle de guerre et la débâcle de 1940. C'est très délibérément que Chamberlain et Daladier ont essayé d'envoyer la Wehrmacht sur Moscou. Ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient à Munich, le slogan étant 'laisser les mains libres à l'est pour Hitler'. Ils se sont seulement trompés sur la réaction allemande après leur déclaration de guerre : ils pensaient conclure rapidement une 'paix blanche' après la digestion de la Pologne, voire une alliance avec Hitler, alors qu'Hitler avait un désir de revanche envers la France. Quant aux préparatifs militaires de Staline et la question du temps, c'est le coeur de la question en effet, mais les préparatifs soviétiques n'avaient rien de bien secret. Pas davantage que les intentions d'Hitler aux yeux de Staline. Hitler s'est seulement trompé sur la résilience de la société soviétique : mais tout le monde à l'ouest pensait que l'armée rouge s'effondrerait à la première pichenette.

(Occasion oubliée)

Pour une description détaillée et documentée de la tragédie espagnole, et de la façon dont les forces antifascistes se sont elles-mêmes entre-dévorées dans la période 1936-1938, allant au-delà des

simplifications partisans stériles, il faut lire Burnet Bolloten 'Le grand camouflage', que l'on trouve en anglais au moins sur Internet. Vous y verrez comment les anarchistes, très attachants au demeurant, se sont trouvés pris en réalité dans une contradiction interne entre leurs idéaux de paix et de fraternité et la situation concrète de guerre, et se sont finalement eux-mêmes rendus aux méthodes communistes seules susceptibles de faire face à la situation. En Espagne comme ailleurs, la dimension de sectarisme et de brutalité du stalinisme est indéniable, mais on en tire des conclusions injustifiées si l'on ne regarde pas le tableau d'ensemble. C'est la situation historique qui appelait la violence, et la violence était tout sauf une exclusivité communiste. Sans parler du camp fasciste, les anarchistes étaient des doux en théorie mais pas toujours en pratique, et la victoire politique communiste a surtout été acquise par des moyens politiques. Je vous rappelle incidemment que dans les 'hechos de Mayo' à Barcelone, exemplaires de la méthode communiste, c'est le POUM trotskyste qui a été liquidé, alors qu'il ne s'agissait que d'un petit mouvement marginal : et il s'agissait d'atteindre par la bande le gouvernement du socialiste de gauche Caballero pour le remplacer par le pro-communiste Negrin, en faisant la preuve de son incapacité d'assurer l'ordre dans la république. Les anarchistes n'étaient même pas concernés, et les communistes les ont neutralisés tout autrement. Toute cette histoire est passionnante et riche d'enseignements solides, au-delà des slogans faciles, à condition d'aller aux faits.

(Occasion oubliée)

Je trouve que la discussion se tient un peu trop à l'écart des fondamentaux. Il y a les Etats-Unis, qui sont une ploutocratie solide en tant que telle, et dont on ne changera pas la politique. Les déterminants de cette politique ne sont pas principalement idéologiques (la 'destinée manifeste', l'esprit pionnier, l'éthique protestante' et tout et tout...) mais très solidement matériels : il s'agit que le capital puisse s'investir et rapporter sur l'espace le plus vaste possible. A ce titre, la Russie est un obstacle. Le fondamental historique, c'est que les voisins occidentaux de la Russie : l'Allemagne, mais aussi la Pologne autrefois, et désormais les Etats-Unis qui ont bouffé l'Europe et repris à leur compte ses tropismes, ont toujours cherché à repousser les slaves vers l'Est, et toujours en commençant par l'Ukraine. Toute analyse de l'actualité doit partir de cette toile de fond.

(Occasion oubliée)

Sur les élections : les spéculations sur les effets électoraux des événements internationaux sont toujours un peu spécieuses, parce qu'elles représentent des conséquences de très basse intensité comme pouvant être des conséquences importantes, voire la raison d'être, de décisions de très grande intensité. On ne fait pas la guerre pour faire perdre les élections à un gouvernant étranger que l'on n'aime pas. Pour cela, on fomenté tout au plus un coup d'état ou un assassinat, en essayant de ne pas se faire prendre pour ne pas déclencher des conséquences beaucoup plus conséquentes et imprévisibles que le résultat obtenu. Un dirigeant est toujours remplacé par un autre, qui en général lui ressemblera beaucoup. Si l'histoire est rationnelle, c'est parce qu'elle dépend peu des

individualités. Et du coup les politiques étrangères des Etats sont toujours d'une très grande continuité, et les résultats électoraux d'une grande vanité.

(Occasion oubliée)

Il est vrai que ces gens là nous font au moins rire de temps en temps. Dans la même veine, je me souviens qu'au moment de l'affaire de Carpentras, un grand chef socialiste, je ne sais plus lequel, avait expliqué que "le Pen en était responsable même s'il n'y était pour rien" Et il y a aussi Rumsfeld, au moment de la seconde guerre du Golfe, expliquant que "les Etats-Unis étaient prêts pour toutes les éventualités, prévisibles ou imprévisibles". Ou encore sur le Pen, l'accusation portée, à nouveau par une grande conscience socialiste, selon laquelle sa perversité allait jusqu'à "nier être ouvertement raciste". Il faudrait faire un recueil de la bêtise flaubertienne de nos élites.

(Occasion oubliée)

Le rapport du type 'je t'aime - moi non-plus' est une constante des relations entre la France et la Russie. C'est toute l'histoire du pacte germano-soviétique, intervenu parce que la France, et non pas l'URSS, s'était refusée à une entente pour faire face à Hitler. L'attitude constante des Russes envers l'Europe occidentale est un désir d'intégration et de rapprochement rendu logique par leur relative arriération. La Russie a toujours été à l'école de l'Europe, tandis que l'Europe a toujours été rendue méfiante et craintive par la taille et la puissance potentielle du monde russe. C'est sur ces données de base d'histoire longue qu'il faut encore comprendre les péripéties contemporaines.

(Occasion oubliée)

Macron est une marionnette des Etats-Unis. Il est vain d'analyser ses apparences d'initiatives en matière de politique internationale. Poutine l'a d'ailleurs dit sans détour : la France n'a pas de politique étrangère indépendante. Et même si c'était faux, il suffirait que Poutine le croie pour faire des conversations Poutine-Macron un non-sujet. On peut penser que la seule raison que Poutine a de venir en France est qu'il cherche à donner à la Russie l'image d'un pays moins isolé qu'il n'est en réalité. Ce n'est pas pour régler sérieusement des affaires sérieuses avec un pays comme la France, qui ne compte pas, mais pour se donner un peu plus de poids auprès de ses interlocuteurs sérieux et importants : la Turquie, l'Iran et les pays arabes, par exemple.

(Occasion oubliée)

La montée au sommet de personnalités comme Sylvie Goulart et Christine Lagarde, qui sont des américaines de langue française, le parcours de Macron lui-même, passé par le filtre américain avant de monter dans l'oligarchie nationale, le destin contraire de deux associés comme Moscovici, d'un par d'autres, et Strauss-Kahn d'autre part, dont le processus d'élimination a été finalisé à New-York, montrent que les Etats-Unis, plus précisément les instances de pouvoir bureaucratiques de l'état profond américain, ont décidé de prendre directement en main la sélection de leurs administrateurs coloniaux en Europe. Le rôle de Bernard Arnaut et consorts est probablement une façade. Eux-mêmes sont aux ordres. Le temps est révolu où l'occupant américain de 1945, ayant dépouillé l'Europe de sa souveraineté, lui laissait le libre jeu de sa politique intérieure.

(Occasion oubliée)

J'ai beaucoup détesté le système de Bruxelles et j'ai fini par considérer que 1945 n'a pas été une libération mais le passage d'une occupation à une autre. Avec tout ceci, ce que montre le triomphe du macronisme, avec pour seule opposition l'extrême-droite, sur fond clownesque d'écologisme-bidon juvénile, et de spectacle sportif et médiatique débile, je me dis que quand le système OTAN-Bruxelles se sera effondré, s'il s'effondre, la France sera face à elle-même, et ça ne sera pas drôle. Les Anglais peuvent affronter l'idée d'être seuls parce qu'ils sont encore un peuple. Les Français, je ne sais pas...

(Occasion oubliée)

La France est magique. Elle est dans le monde entier aimée des démocrates et en même temps alliée de pas mal de dictatures sanguinaires. Est-ce que cela tiendrait au fait que son peuple ne subit jamais ses propres dictatures que provisoirement ?

(Occasion oubliée)

Jacques Sapir a donné il y a quelques temps la clé des discussions européennes autour du Brexit. Il s'agit des échanges commerciaux intra-européens. Il se trouve que par rapport à la Grande-Bretagne, ils sont bénéficiaires pour l'Allemagne, déficitaires pour l'Italie et tantôt l'un, tantôt l'autre pour la

France. Un petit fait tout simple dont aucun média ne fait jamais mention lorsqu'il s'agit de commenter les débats autour du Brexit entre Macron, Merkel et l'Italien qui commande cette semaine là dans la péninsule. Etonnant non ? Ben non ! Car cela implique que la commission ne peut pas adopter une ligne de négociation ferme et nette sans que cela institue des rapports impérialistes entre pays membres.

(Occasion oubliée)

Il serait sans doute plus éclairant de comparer les flux monétaires entre états-membres en termes absolus, et globalement. On trouverait sans doute que les histoires de contributions au budget européen sont un non-sujet, car le budget européen est infime par rapport aux économies des grands pays membres. Les transferts organisés par Bruxelles ont surtout eu un effet réel sur les petits pays retardataires comme l'Irlande, la Grèce, le Portugal et dans une moindre mesure déjà l'Espagne. Or justement, avec le recul, on voit le caractère artificiel et piégeux de la méthode. Quant aux grands pays, l'essentiel est leurs économies réelles et les rapports entre elles. Comme l'a expliqué Jacques Sapir sans être repris par aucun média, par rapport à la Grande-Bretagne, les échanges commerciaux sont bénéficiaires pour l'Allemagne, déficitaires pour l'Italie et tantôt l'un, tantôt l'autre pour la France. Cela implique que la commission ne peut pas adopter une ligne de négociation ferme et nette sans que cela institue des rapports impérialistes entre ces pays.

(Occasion oubliée)

Le terme d' 'Europe forte' est générateur d'obscurité. Il faut être plus précis, comme lorsqu'on parle de 'guerre économique' car on ne sait pas ce que serait une victoire ou une défaite économique. Les Etats-Unis, gros investisseurs en Europe depuis le début du vingtième siècle, entendent y contenir la vie politique dans des limites qui ne menacent pas leurs investissements et ne les contraignent pas à y procéder à des opérations militaires coûteuses et impopulaires. C'est la base de leur politique européenne. Bruxelles et sa technocratie est leur outil. C'est une administration subordonnée à Washington, dotée de souveraineté limitée, sur le modèle des administrations coloniales. La vie politique interne des différents pays est libre et Washington accepte tout sauf le communisme. Mais l'Europe n'a pas droit à une politique extérieure indépendante, ni à une armée autonome.

(Occasion oubliée)

J'ajoute à ma réponse, car j'ai commis une grosse omission : l'Europe n'a droit ni à une politique étrangère, ni à une armée autonome, et elle n'a évidemment pas droit à des mesures économiquement protectionnistes du genre 'préférence européenne'. A vous de voir si en l'absence de tout ceci, il peut y avoir, à votre avis, une 'Europe forte', terme que l'on emploie aussi, de façon confuse et contradictoire, pour désigner une emprise plus étroite de l'administration de Bruxelles sur

la vie nationale dans les états-membres. En réalité, l'Europe forte à l'égard des sous-administrations nationales, c'est en même temps et en toute cohérence l'Europe faible vis à vis de Washington.

(Le G7 à Biarritz)

Discuter du contenu, même pour dire qu'il est nul et non avvenu, c'est tomber dans le piège et passer à côté du sujet. A Biarritz, les moyens ont pris le pas sur la fin, et c'est eux qu'il faut considérer. Le déploiement sécuritaire sur la côte basque est le fait significatif. Il s'agit d'un exercice opérationnel par lequel le pouvoir teste et perfectionne son appareil défensif. Les classes dirigeantes anticipent des tempêtes sociales et sécuritaires, et s'y préparent, c'est à dire organisent leur propre mise à l'abri dans des enclaves protégées. Elles identifient des zones défendables et sélectionnent des méthodes et des moyens sûrs. Testent des possibilités de contrôle de l'espace et de mise à distance des populations. Il faut mesurer l'ampleur de la démonstration. Un espace urbain de cinquante kilomètres de long et trente de profondeur sous état de siège, 17000 hommes déployés, des policiers et militaires armés à chaque carrefour, au pied des cols et dans les moindres villages alentour. La police espagnole mobilisée elle aussi, ses contrôles provoquant des embouteillages de plusieurs heures sur les routes,. Les rues commerçantes et touristiques de Biarritz et Bayonne désertes en pleine saison estivale : et pas un geste de révolte de la part de la population, littéralement submergée par la mobilisation militaire. Que cela soit possible est la leçon essentielle du sommet de Biarritz. Quant aux parlottes dans les salons du casino de la plage, Merkel, Trump et compagnie auraient tout aussi bien pu envoyer des sosies. C'est peut-être ce qu'ils ont fait. Seul Macron est probablement venu en personne parce qu'il jouit de s'écouter parler quel que soit le sujet et l'auditoire.

(Luc Ferry)

Il n'y a pas vraiment de paradoxe. Je n'apprécie pas toutes les positions de Luc Ferry, mais je crois utile et honnête de vous renvoyer, si le sujet vous intéresse, à son ouvrage le plus sérieux peut-être, et peut-être aussi le plus ancien, qui est une thèse sur les lois sur la nature et la protection des animaux imaginées par les nazis. L'idée que l'écologie pencherait spontanément à gauche est une illusion nourrie par le positionnement purement politicien et artificiel de certains partis français qui se croient ou se disent de sensibilité écologique, mais l'amour de la nature et l'injonction de respect pour les conditions de base de la vie animale ne conduisent nullement à des positions de gauche, ni même humanistes au sens large. La nature est darwinienne et dure aux faibles. Le progrès des espèces repose sur l'élimination des moins aptes, etc... On peut remonter à la querelle originelle entre Marx et Malthus : et des deux, c'est Malthus qui est sensible à la rigueur contraignante des lois naturelles. Le souci écologiste revient à Malthus et plus ou moins discrètement repose la question de la démographie. Je pourrais continuer longuement sur le sujet. Sur Vichy aussi, et les premiers discours de Pétain, qui n'ont pas par hasard une tonalité écologique....

(Occasion oubliée)

Vous lancez un débat intéressant. Pour le situer à grands traits : vous opposez à mon analyse socio-économique, d'inspiration marxiste, la présentation académique standard qui pointe la responsabilité des idéologies conçues comme des causalités sans causes. D'où votre optimisme : loin de se haïr, les peuples sont aujourd'hui pacifiques, croyez-vous. Mais cette vision de la causalité historique est à mon avis erronée. Il est d'ailleurs factuellement faux de dire que les Français voulaient la guerre en 1914, ou que les Allemands haïssaient les Français en 1939. On a il est vrai monté les peuples les uns contre les autres dans le passé, mais c'est pour des raisons précises. Et il est exact que chez nous le peuple est aujourd'hui dressé à une sorte d'internationalisme béat qui joue sur le déni des conflits d'intérêts qui opposent les pays et leurs appareils dirigeants et qui opposent les groupes sociaux les uns aux autres à l'intérieur de chaque pays. Mais tout ceci est un vernis qui commence à craquer suffisamment pour que tout le monde le voie. Vous avez, par exemple en Ukraine, le même genre de mix conflictuel qu'Hitler a utilisé en Tchécoslovaquie en 1938. Le sens des propagandes a d'ailleurs commencé à s'inverser et les médias occidentaux sont clairement bellicistes. Et l'UE et les USA exploitent les conflits intérieurs de plusieurs pays de la même façon qu'Hitler autrefois, et cela a déjà débouché sur des guerres extérieures. L'Ukraine n'est pas de l'autre côté de la Méditerranée, la Syrie, la Lybie et même le Mali ne sont pas si loin et si étrangers que leurs conflits n'aient pas d'effets sur la paix en Europe.

(Un gilet jaune prône l'action décentralisée)

On ne peut pas changer ad libitum le mode de fonctionnement d'un pays. En France, qui tient Paris tient le pouvoir. Aujourd'hui, plus que jamais, Paris est comme un corps étranger : et les métropoles mondialisées en général sont un cancer qui vit en parasite planétaire. Il faudra bien que la population mondiale, poussée vers l'extinction et en tous cas asservies, prenne les grandes villes si elles veulent échapper à ce destin. La grande illusion des Gilets jaunes fut de croire que leur relatif pacifisme, et le fait qu'ils représentaient la partie stable, utile et raisonnable de la population, leur vaudrait d'être traités gentiment. Ils n'ont pas compris qu'une révolte des femmes, des travailleurs, des gentils, est beaucoup plus inquiétante pour le pouvoir que des émeutes de bandes parasitaires et vivant d'assistance et de rapine : car celles-ci sont en nombre limité et se laisseront facilement acheter, tandis qu'une révolte des contribuables nets à la société met en cause tout l'équilibre du pouvoir. D'où le traitement de leurs manifestations : il fallait arrêter ça tout de suite !

(Après le passage de Laurent Cassiau-Haurie, policier républicain limogé par le pouvoir, chez André Bercoff le 3 octobre 2019)

Depuis cette émission, une nouvelle affaire de police : on se tue entre policiers à la Préfecture de police. Aucun rapport ? Terrorisme ? On peut voir les choses autrement : la violence ne se circonscrit pas facilement. Elle est comme un incendie qui finit par dévorer la maison de l'incendiaire. Lorsque Hollande, Caseneuve puis Manuel Valls ont décidé qu'ils allaient résoudre les contradictions politiques du moment par la violence contre les éléments contestataires, et partir dans un processus visant à réduire les manifestations publiques non par la franche interdiction, qui aurait eu un air trop flagrant de coup d'Etat, mais par la violence et l'intimidation, ils transformaient concrètement le métier dans un sens qui n'est d'ailleurs pas une première historique. Ici, l'intervenant décrit la bureaucratisation et la politisation du système, ce qui est un peu banal, mais il parle aussi des violences policières. Après la mort de Steve Canisso à Nantes, je me souviens d'une intervention d'un des policiers qui avaient pris part à l'opération. Son argument n'était nullement dans le registre du déni habituellement pratiqué par la hiérarchie, et dont la position était alors que la disparition de Steve n'avait aucun rapport avec l'opération de police. Lui, policier de terrain, ne niait rien et ne cherchait pas d'excuses. « Nous avons fait respecter la loi » disait-il. Et cela devait à ses yeux clore le débat. Son ton surtout, était frappant. Alors qu'il y avait eu mort d'homme, il relevait de la satisfaction, et même du triomphe. On avait enfin laissé la police faire son métier. Un métier qui à ses yeux peut consister à tuer les auteurs d'infractions. Ce qui est bien la norme en effet dans nombre d'époques et de pays. Cette intervention est à rapprocher de la remarque d'un chef syndicaliste policier comme quoi, pour les mains arrachées et les yeux crevés, c'était « bien fait pour leur gueule ». Et « chef syndicaliste policier », on le sait désormais, dans au moins un certain nombre de cas, signifie en réalité « chef de la police ». Il s'agit donc d'un état d'esprit qui s'est répandu. Une attitude collective portée par une organisation. Son expression langagière cadre bien avec l'apparence physique de certains policiers que l'on a vus à l'œuvre ces derniers mois. On a compris du coup que Benalla n'était pas un phénomène erratique et exorbitant, et c'est pour cela qu'un civil dans titre à commander pouvait si facilement s'insérer dans le fonctionnement collectif de vrais policiers et en prendre le commandement. Maintenant, si Benalla et les Baqueux tireurs de LBD ne vous font pas peur, c'est peut-être que vous leur ressemblez. Il est alors probable que vous êtes d'accord avec eux sur un point : la violence est le meilleur moyen de régler les conflits, parce que c'est le plus simple et le plus rapide. Peut-être êtes-vous policier vous aussi : mais cela ne vous met pas à l'abri. L'acceptation de la violence est un état d'esprit qui s'applique en général, et en bref, il ne faut pas s'étonner que les conflits au 22 Quai des Orfèvres se règlent comme ils se règlent ailleurs entre voyous. Au-delà des explications habituelles sur le « malaise de la police » il faut parler de sa brutalisation, au sens où on emploie le mot pour décrire les phénomènes totalitaires du vingtième siècle. Cela ne s'est pas passé la nuit et il n'y avait qu'un seul couteau, mais les petits marquis issus de Sciences Po qui anonnent dans le poste les communiqués du syndicat Alliance en guise d'analyse politique devraient méditer le sort de leurs homologues du passé, apprentis rénovateurs des méthodes du pouvoir eux aussi.

(Sur Sud-radio, Elisabeth Lévy parle de la haine anti-flics)

Haine de la police ? Elisabeth Lévy n'est plus toute jeune, mais elle n'est pas non plus assez vieille pour comprendre. Elle s'étonne et s'inquiète que les enfants de policiers n'assument plus la

profession de leurs parents. Mais ce n'est qu'un retour à la normale. En situation pré ou post-révolutionnaire, la vraie fonction de la police : protéger non pas le public mais le pouvoir des puissants et l'argent des riches, revient au premier plan comme une évidence. Cette réalité étant enfoncée dans le crâne des gens à coups de bâton, la "popularité" de la police, largement une invention des journalistes bobos dès le départ, s'use rapidement même lorsqu'elle a, à grands coups de propagande, un peu existé. On pourrait largement discuter sur le pourquoi de la chose, mais le fait est bien établi historiquement. Lorsque Hitler entame son occupation de la France en 1940, il soulève avec son entourage la question de la confiance qu'il peut faire à la police française pour maintenir son "ordre". Les connaisseurs de la France le rassurent alors à peu près en ces termes : "La police française sera loyale, car la France est un pays où la police est particulièrement haïe, et pour cette raison aime trouver l'appui d'une force extérieure. Désormais, cette force extérieure sera l'armée allemande". Et c'est bien ce qui se passa. La période de l'occupation fut une période bénie pour la police, car les Français ne mouftaient plus lorsqu'on les obligeait à traverser dans les clous. C'est, du coup, une corporation qui entra en résistance, un peu, le 10 août 1944, c'est à dire lorsque les Américains furent à Etampes. Si bien que dans ma famille, pour partie petite-bourgeoise et pour partie d'idées communistes, et globalement affiliée à la résistance, je n'ai jamais entendu parler de la police qu'avec méfiance et mépris, et je n'ai jamais entendu suggérer autour de moi que l'on pouvait compter sur elle pour quoi que ce soit. Lorsque j'ai eu six ans et que je suis entré en cours préparatoire, ma première maîtresse morigéna un de mes camarades qui se trouvait être le plus grand de la classe et aussi le plus lent à comprendre en ces termes : "grand, fort et bête : tout bon pour faire un flic". Cela tombait mal, car son père était justement policier, mais personne ne le savait. Avec la crise et les événements de l'année dernière, la France retourne à une certaine tradition.

(Macron à Rodez)

Ayant vécu le G7 à Biarritz, j'ai une pensée émue pour les habitants de Rodez qui voient débarquer Macron et sa garde armée de dix mille hommes dans leur vie quotidienne. Le roi visite ses provinces et leur fait la leçon. Sous l'ancien régime on appelait ça un "lit de justice". Sans pédantisme, je précise que "lit" dans cette expression vient du verbe "lire". Lorsque le Parlement refusait d'enregistrer un édit royal comme contraire aux us et coutumes du royaume, le roi déboulait en personne et venait procéder à la lecture de son poulet qui se trouvait d'office intégré au corpus législatif. Avez-vous vu comment Ferrand déclarait les amendements votés sans regarder comment les parlementaires avaient en réalité opiné ? Nous y re-sommes. Seule différence : au moins le roi ne parlait pas de "débat".

(après l'attentat de la Préfecture de police)

On sait depuis des années que l'infiltration dans les services de sécurité est pratiquée par les organisations musulmanes dirigées depuis en particulier, notre alliée l'Arabie Séoudite. Voir le livre de de Villiers sur "les mosquées de Roissy". Mais comme c'est notre alliée, le dire est mal vu et vaut l'exclusion du cercle de la raison. Voir le traitement médiatique du livre de de Villiers, et aussi de son autre plus récent sur les origines collaborationnistes et même nazies de l'Europe de Bruxelles. Il est bien meilleur pour la carrière politique ou journalistique de s'en prendre à Poutine et à la Russie, qui, comme en 1940 a les mêmes ennemis que nous, mais fait obstacle à une certaine intégration capitaliste mondiale sous égide américaine. Nos gouvernants ont la trahison dans le sang, et fondamentalement toujours pour la même raison.

(Occasion oubliée)

Se demander si la répression des Gilets jaunes "ne risque pas d'entraver le droit de manifester" , c'est mettre les choses à l'envers. Je tiens que la violence policière n'est pas une réaction à une situation, mais une politique, que je ferais remonter pour ses seuils décisifs à l'arrivée de Manuel Vals aux affaires, d'abord comme ministre de l'intérieur, mais en réalité comme véritable homme fort de l'oligarchie, et visiblement imposé à Hollande, puisque lorsqu'il est nommé il est à la fois le chef socialiste le moins populaire et qui a avec Hollande les plus mauvais rapports. Vals a pour politique d'en finir avec les manifestations géantes qui saluent traditionnellement les politiques sociales régressives parce qu'il sait qu'il y en a une palanquée à faire passer en raison des orientations européennes. Il décide de procéder exactement comme nous avons vu : par la violence et la peur. Le mouvement des Gilets jaunes est, comme presque toujours dans l'histoire, un mouvement de nature révolutionnaire découlant d'une politique régressive et répressive. Mais il n'est pas conscient de sa nature, qui provoque à sa grande surprise une répression brutale, mais prévue et organisée de longue date, dans le prolongement du traitement du défilé du 1er mai. En pratique, la situation présente est que le pouvoir ne reconnaît plus en pratique de droit de manifester.

(Sur le traitement différentiel des manifestations par le gouvernement : 'le pouvoir choisit ses manifestants' a dit François Sureau)

Sur le blocage de la place du Châtelet par Extinction-rebellion alors qu'un peu plus loin on gazait les Kurdes (mais dans les régions d'où ils viennent on a un peu l'habitude). Manifestants massacrés, manifestants dorlotés : ça n'est pas d'hier... Vous vous souvenez ? Mitterrand dans la manifestation contre le Pen ? ça commençait si bien ! Le président de tous les Français manifestant aux cris de "à mort le Pen". Mitterrand : la grand ancêtre de la politique post-moderne, décidément. Depuis,

perfectionnement : après Charlie, la manif "pour la liberté d'expression" avec Hollande, Netanyahu etc... en enceinte VIP au milieu de la manif du vulgum pecus. La manif est devenue une prérogative de substitution d'un pouvoir sans pouvoir. Ce que les maîtres ne savent pas faire à partir des lieux de pouvoir et avec les moyens que leur donnent les institutions, ils osent encore le réclamer dans la rue (mais à qui, en ces temps irreligieux ?) sous protection policière. Ils défilent sous leurs propres fenêtres. Personnellement ou par organisations-bidons interposées. L'étape suivante : toutes les manif qui ne sont pas réprimées seront obligatoires, comme en Corée ou en Chine. On y participera sur ordre ou sur invitation, selon le rang. Elles réclameront, en marchant au pas et encadrées par la police, la liberté d'expression et le pouvoir à l'imagination. Au balcon, Luc Ferry leur présentera les armes et Daniel Cohn-Bendit, en hommage, leur montrera son cul.

(Un article sur le parti de la guerre aux EU)

Le problème des Américains, mais tout le travail fait à Hollywood le dissimule à leurs yeux aussi bien qu'aux nôtres désormais, c'est que l'armée américaine n'est pas très bonne militairement. Entre 40 et 45, ce sont les Russes qui ont fait le travail en Europe, les Anglais en Afrique, et même en Italie c'est la microscopique armée française qui a produit les résultats les plus décisifs. On se souvient naturellement de leurs péripéties néo-coloniales en Indochine : énormité des dépenses et des moyens, déception devant les résultats. Cela provient, outre le manque d'intelligence opérationnelle, remplacée par la logistique la plus obtuse, du fait que les Américains ne comprennent la guerre que comme une extermination de ces bêtes nuisibles que sont les autres peuples sur la planète. Ils ne lisent pas Clausewitz et ne voient pas l'articulation nécessaire avec la politique. Ils déploient donc leurs moyens, et tuent beaucoup, sans grands résultats. Cette fois, ils peuvent en effet en finir avec toute vie sur la terre : mais c'est un résultat auquel ils tendent même sans déployer des moyens militaires.

(Occasion inconnue)

Vous les attendez aux municipales ? Considérez l'histoire et vous constaterez que jamais une élection n'a été un fait historique. Pas plus qu'une victoire dans le Tour de France. Trouvez un contre-exemple. Sans regarder dans Wikipédia, savez-vous qui a gagné le Tour 1957 ? Et les élections ? Et s'il y a eu des élections ? Atterrissez : les élections ne font jamais l'histoire et ne changent jamais rien.

(Mélénchon compare la situation des musulmans à celle des protestants autrefois. J'écris que les torts étaient partagés. On me répond travail social dans les banlieues et police de proximité. Je réponds)

Je vous renvoie à la théorie des catastrophes popularisée il y a quelques années par le regretté René Thom. Dans les phénomènes physiques, mais aussi sociaux et politiques il y a des régimes continus et des seuils qui introduisent des discontinuités. Quand vous êtes dans un régime continu, mettons flottant au fil de l'eau dans une barque en amont des chutes du Niagara, vous pouvez ramer contre le courant et regagner les eaux calmes. Passé un certain point, vous ne pouvez plus que sauter la cataracte. Une fois cela advenu, vous ne reviendrez jamais dans la situation initiale. Vous vous trouvez dans un monde nouveau où les méthodes anciennes n'ont aucune pertinence. Or tout ce que vous suggérez comme moyens s'adresse à une situation réversible, probablement dépassée. C'est une politique "modérée" et "raisonnable" typique des partis parlementaires de toujours. C'est Edouard Herriot, Léon Blum et Chamberlain face à Hitler. On devine la suite ! Je ne m'étais jamais pensé comme monarchiste et je ne vois pas de solution de ce genre comme une possibilité, mais le sens de ma réaction à propos des protestants, c'est que dans cette autre crise de communautarisme importé, François premier, Catherine de Médicis, Henri III, Richelieu, Louis XIV et même le Huguenot alternatif Henri IV avaient pris sans équivoque en toutes circonstances le parti de la France et adopté des politiques diverses et ondoyantes, mais globalement efficaces pour restaurer et maintenir la paix, même si l'on peut admettre que la révocation de l'Edit de Nantes était peut-être une erreur. Louis XIV lui-même voyait et assumait cette continuité dans l'adaptation des moyens aux situations : "Mon grand-père aimait les Huguenots, mon père les craignait, je ne les aime ni ne les crains". Il faudrait qu'un jour un président français puisse dire la même chose des musulmans, mais on est loin du compte. Nous sommes plutôt dans un mix de l'état un et de l'état deux. De nos hommes politiques actuels, on ne sait pas ce qu'ils pensent, leurs actes par rapport au communautarisme semblant s'inspirer tantôt de la crainte, tantôt de la faveur, et tantôt de la négligence et la plus pure irresponsabilité. Incidemment : je remarque que vous persistez à faire confiance aux moyens policiers pour pacifier la société. La France Insoumise est désormais payée pour savoir ce qu'il faut penser de la police dans son état actuel, qui n'est pas très différent de celui des années trente : une police de guerre civile. Avec les Gilets jaunes nous avons compris qu'elle était dominée par les éléments les plus brutaux et fascistes, et commandée dans ce sens. Depuis l'affaire de la Préfecture de police, nous savons qu'elle est noyauté par l'Islam radical. Ce qui n'est pas contradictoire. Michael Harpon pour surveiller les mosquées ? Benalla, Castaner et le préfet Lallement pour faire des conférences dans les écoles sur l'"état de droit" ? Une fois de plus, le peuple français est trahi par ses élites et laissé seul face à son ennemi.

(On parle de la Catalogne)

Sur la Catalogne: ne cherchez pas midi à quatorze heures. L'Espagne n'a jamais été unifiée que par la force. Et comme la politique y est faible, avec des explosions récurrentes de violence, soit

massive et généralisée, soit diffuse. La Catalogne est une grosse bête économique et culturelle que Madrid ne peut ni digérer ni vomir, mais laissée à elle même elle est aussi un chaos politique. Les Espagnols, collectivement et globalement, n'ont aucune capacité politique. Ils ont d'autres charmes par ailleurs. Voyez en détail la vie politique dans la république affrontée à Franco dans le livre de Burnett Bolloten "Le grand camouflage", pour comprendre qu'en politique espagnole, tout doit toujours mal finir.

(On parle de la Catalogne)

Je ne suis pas certain que l'UE soit structurellement hostile au démembrement de l'Espagne. Le pouvoir arrêtant le pouvoir, Bruxelles travaille continûment à l'affaiblissement de tous les Etats-nations européens en s'adressant directement aux grandes entités régionales. C'est plus visible et douloureux pour les Etats qui ne sont pas d'emblée fédéralistes, parce que la remise en cause des habitudes est plus immédiate, mais c'est vrai généralement. Le soutien en paroles apporté par Bruxelles à des gouvernements centraux contre des entités régionales qui sont financées en sous-main depuis Bruxelles et du coup ont les moyens de se faire turbulentes relève de l'hypocrisie. Dans le Brexit avec l'Irlande, comme en Yougoslavie autrefois, et aussi, très dangereusement, en Ukraine, Bruxelles use de l'appât de ses subventions et de facilités commerciales pour détacher des provinces de leurs centre hégémoniques anciens. C'est à dire allume des guerres intestines. C'est l'existence de l'UE et ses précédents qui a donné l'idée aux catalanistes de se lancer dans leur aventure un peu folle, même si l'UE pourrait les laisser tomber. Les Empires font souvent ça.

(On parle de la Catalogne)

Un point au moins est indubitable dans ce que dit votre contradicteur "Urko" : l'indépendantisme est une boîte de Pandore. Personne ne peut prédire les conséquences aussi bien de son échec que de son succès éventuel. C'est une menace. Et en regard, quels sont les bénéfices à attendre ? Ce n'est même pas dit. Si la vie est impossible pour les Catalans dans l'ensemble national espagnol actuel, qui a sans doute ses défauts, comment se fait-il que les Basques de leur côté ait trouvé un accommodement et soient allés vers une pacification qui a l'air de les satisfaire ? Ne serait-il pas mieux que tous les Espagnols travaillent ensemble à, par exemple, une solution républicaine et fédéraliste globale ? "Urko" a-t-il forcément tort de voir à l'oeuvre un chauvinisme rétrograde et stérile ?

(On parle de la Catalogne)

Que les politiciens espagnols soient nullissimes est une vieille tradition nationale. mais cela inclut bien entendu les catalanistes, qui visiblement s'y prennent très mal, ne montrent pas beaucoup de courage (ce qui est inhabituel en Espagne), et pas du tout d'intelligence politique (ce qui est plus normal depuis les affres du camp républicain dans la guerre contre Franco qu'ils ont perdue en partie à force de divisions et de guerre intestines). Quant à Murray, il ne comprend visiblement rien à ce pays. Insister sur le mot "fascisme" est une erreur, et fonctionne comme un euphémisme indu pour parler du franquisme, le boucher Franco s'étant montré en son temps bien plus cruel que Mussolini.

(On parle de la Catalogne)

Un britannique peut sans doute interpréter cet article, éclairé par sa connaissance du parcours de l'auteur. Il serait bon que "Les Crises" donnent des éléments de cet ordre, qui me semblent ici cruciaux. Personne ici ne connaît Craig Murray, alors j'ai regardé un peu sur la toile.... Il n'est pas indifférent de savoir qu'avant de défendre les droits de l'homme en Catalogne, Craig Murray a été ambassadeur UK en Ouzbékistan sous Tony Blair à l'époque où Tony Blair soutenait la guerre de Bush junior en Irak, et mentait éhontément sur les armes de destruction massive pour obtenir le soutien du public et du parlement. M'avancé un peu davantage, il me semble deviner pourquoi Murray se fait ici l'avocat des divers indépendantismes : Catalogne, Ecosse bien sûr, Ukraine probablement, et la Seine-Saint-Denis pourquoi pas. Sa cohérence se situe là : mondialisme et domination atlantiste et capitaliste sur un espace européen rendu politiquement vide par dissolution des vieux Etats d'Europe. Toujours blairiste, donc.

(On parle de populisme)

Populisme de gauche, populisme de droite ? Attendez une minute : "gauche" et "droite" sont des concepts opératoires dans les pays et les situations de consensus. Ce sont des étiquettes spectaculaires et électorales de l'alternance vide. Chez les Romains, il y avait les bleus et les verts. Ce que le "populisme" a en commun avec ses cousins sauvages les "fascismes", c'est la radicalité des propositions. Le "populisme" est une version domestiquée du fascisme en ambiance de démocratie libérale policière à alternance factice. Il a à la fois un côté "rupture" et un côté "surenchère" : ce qui ne gêne pas car il est lui-même une opposition purement factice. Typiquement, en France, le FN est le parti des "forces de l'ordre" et Castaner court après. Là où il existe, il n'y a plus de gauche et de droite. C'est le système d'oppositions qui a changé. Le FN aujourd'hui en France est en dehors de l'opposition gauche-droite, comme l'était le parti communiste en 1930-1950, dont on disait, rappelez-vous, qu'il n'était pas à gauche mais à l'est. Si la FI est impossible comme populisme, c'est parce qu'il n'y a pas deux places distinctes dans le nouveau système d'oppositions. Le sujet du moment étant l'Islam et l'immigration, si la FI est "ouverte", elle est hors-jeu, et si elle

est chauvine, elle fait double emploi. Chevènement a échoué sur la même impossibilité, avant de se recycler macroniste. Triste !

(Populisme, suite)

Le concept de "peuple" : le Français cartésien veut tout penser sur le mode des mathématiques, à partir de définitions a priori. Or c'est le contraire d'une pratique scientifique, qui est empirique et construit les concepts à partir de l'observation. Concepts provisoires que l'investigation valide ou modifie. Par exemple : la biologie se passe d'une définition de la vie. Elle en aurait une si elle était achevée, car elle consiste justement à explorer le domaine de la vie pour en trouver les limites. En science politique, vouloir donner une définition du « peuple » c'est vouloir donner les résultats de l'analyse avant d'analyser. Empiriquement, la constitution des peuples européens suit des logiques et des déterminismes différents et même de nature différente. On peut dire : « le peuple français est la création politique d'une dynastie ». « Le peuple italien ne tient que comme une agglomération de dialectes apparentés ». « Le peuple anglais est le produit d'une insularité ». « Le peuple allemand n'existe pas, ou seulement comme névrose ». « Le peuple espagnol répugne à l'existence ». Des propositions toutes contestables : mais justement, par là même valides comme hypothèses. Mais vouloir définir « LE » peuple, c'est de la métaphysique.

(Populisme, suite)

Le peuple et son contraire au sein d'un même corps politique : impossible d'appliquer un schéma unique alors que les circonstances historiques environnantes diffèrent si sensiblement. Le rapport du « peuple » à l'aristocratie en Angleterre, espace social clos sur lui-même comme une forteresse, ne peut rien avoir de comparable avec ce qui se passait à Rome, où la citoyenneté était sans cesse étendue, et les limites de l'Etat sans cesse élargies. En Angleterre, le chauvinisme devait nécessairement l'emporter, et avec lui le compromis social. En France, la lutte de classe était portée à la perfection du concept parce que la politique était le ciment même de la collectivité : et « peuple » prend le sens de « plèbe », l'opposition avec l'étranger ou même l'ennemi étant ressentie comme secondaire.

(Populisme, suite)

Sur la fortune actuelle du concept de "populisme" : la première fois où je le vis utiliser fut dans "Le Figaro", et par Annie Kriegel, aux débuts de la montée en popularité de JM le Pen, soit au début des années 80. Elle l'employait pour qualifier le Front national, et dans un mouvement de rejet des anathèmes lancés par les partis de gauche, qui parlaient d'un retour du fascisme. Il ne fait donc pas de doute qu'on pense d'abord à des mouvements de droite, mais avec possiblement des échos dans des milieux populaires susceptibles de pencher à gauche, à condition qu'il s'agisse d'une gauche non institutionnelle, la référence première étant le péronisme. Et la montée du FN est sans doute en

rapport causal et non pas accidentel avec le passage au pouvoir du parti socialiste, et la collusion communiste avec la politique régressive, atlantiste, européiste, de ce qui avait jusque là passé pour une opposition progressiste de gauche.

(Une vidéo d'Yves Cochet sur l'effondrement à venir. Les journalistes qui l'interrogent n'en reviennent pas.)

[Jean-Yves Gauthieril y a 2 semaines](#)

Prendre l'avion pour les affaires, est une aberration aujourd'hui. La communication via le net est nettement suffisante pour brasser tout ce que l'on veut à l'autre bout du monde ...

[jean-pierre georges-pichotil y a 2 semaines](#)

Vous avez vu l'incrédulité de la fille en face lorsqu'on évoque l'idée de restreindre la circulation, par exemple des "femmes d'affaire" ? Elle pense tout d'abord à elle-même, naturellement. Et moi je pense que les mêmes ont fait le même genre de tête lorsqu'on a commencé à parler d'interdire l'esclavage : "Mais alors, qui va cueillir le coton ?" Au 19ème siècle, le monde patronal dans l'industrie naissante expliquait que les salaires, payés à la journée, devaient assurer la survie quotidienne de l'ouvrier, mais pas plus, parce que sinon ils ne reviendraient pas travailler le lendemain. Et cela explique leur violence impitoyable contre toute organisation ouvrière. Nos mangeurs de homard ont le même genre de psychologie : aucune limite morale, et le maintien à l'identique du système qui leur bénéficie comme impératif absolu. Cela fait comprendre leur réaction collective devant les Gilets jaunes. La brutalité en toute bonne conscience de ceux qui vivent du malheur d'autrui, mais en ont perdu la conscience et ne peuvent ni comprendre ni admettre la violence en retour de leurs victimes.

(Opération Macron) Une vidéo aborde le sujet de la « beauté » d'Emmanuel Macron. Peut-être l'intervention d'Eric Stemmlen à propos de son livre sur la fabrication de l'élection, « opération Macron ». [ballejokary jokary](#) commente : « je m'interroge sur la santé mentale de mes concitoyens ; des yeux acier et une mâchoire de béton, regard inflexible dénué de toute humanitécomment parler de "beauté" ? on n'est pas rendu ! »

(Moi:)

Dans la mythologie commune européenne d'inspiration biblique, on reconnaît communément la beauté du diable. Peut-être pouvons nous tous nous accorder sur une conclusion de ce genre : Macron est d'un type de beauté qui fait froid dans le dos. Sauf si l'on partage les goûts de ceux et celles qui dans le passé sont tombés sous le charme glacial d'un certain ordre noir...

(Toujours le voile, l'islam, la religion. Une intervention hyper-concise : « ReligionS = Haine =Guerre »)

Je comprends votre idée, mais il faut développer. Comme fait anthropologique, la religion est d'abord rituel collectif qui réunit le groupe tout entier autour de quelques habitudes universellement acceptées, et un récit universellement reconnu comme valide. C'est à cela qu'elle sert. En même temps, toute société ayant besoin d'une limite, sans quoi elle n'aurait pas de réalité comme objet, elle a besoin d'un extérieur, qu'elle définit comme tel par des mécanismes d'exclusion. La violence va avec le sacré (vous reconnaîtrez les termes d'un des livres d'André Girard, que la compréhension des problèmes contemporains gagnerait à relire). L'homme ne peut se passer ni de sacré ni donc de violence. Tel est le message pessimiste. La religion est paix à l'intérieur, au prix de la servitude, et guerre avec l'extérieur, où les instincts vitaux élémentaires réprimés à la maison peuvent se libérer. Les musulmans, qui assument encore clairement tout cela parce que leur jeune religion est sans complexes, et d'autre part les anarchistes qui rêvent d'un monde où tout cela serait dépassé d'un même mouvement : la paix sans dieu ni maîtres, sont les seuls à comprendre ces termes du problème, en en tirant des conclusions pratiques diamétralement opposées. On peut choisir un des deux camps. Tout ce qui est entre deux : coexistence pacifique des religions, tolérance accordée et attendue en retour de religions attiédies comme des vieux lions sans dents, etc... est accommodement précaire, provisoire, hypocrite. C'est là que nous sommes en tant que collectivité. Cela devait inévitablement provoquer un réveil douloureux.

(Même sujet)

Un petit calcul utilitariste que je n'ai vu faire par personne, mais qui est sans doute à prendre en considération pour expliquer le succès du voile dans une fraction croissante de la gent féminine, en dehors de la conviction religieuse et de la contrainte communautaire : le voile signifie l'appartenance musulmane, dont la doctrine est certes qu'un homme vaut deux femmes, mais aussi que l'infidèle, homme ou femme, est très en dessous du croyant -ou de la croyante. Dans une société majoritairement athée, la femme qui se voile fait automatiquement partie d'une élite. Elle renverse à son avantage le rapport méprisant-méprisé dans lequel elle baigne à l'intérieur de sa communauté. Ce genre de sentiment a toujours été un moteur psychologique puissant du recrutement dans les sectes. Il n'y a d'ailleurs qu'à voir la morgue de certaines pour comprendre que leur démarche n'a rien à voir avec de l'humilité ou de la soumission.

(Nadia Memadna, fondatrice de l'association la "Brigade des mères" qui lutte contre la montée de l'intégrisme islamique dans les banlieues est l'invitée d'André Bercoff sur Sud Radio. Octobre 2019)

Si je comprends bien, elle a défendu les principes républicains, et donc, elle a perdu son emploi, car l'administration prétendument républicaine a basculé dans l'autre camp. Les quelques adhérentes qu'elle a pu au début réunir ont été rattrapées par la patrouille islamique et l'ont quittée, sauf quelques unes qui sont venues de zones moins islamo-fliquées mais qui préfèrent rester clandestines parce qu'elles ont peur. N'est-il pas temps d'admettre que la guerre est perdue ?

(Débat BHL-Zemmour. Sur Vichy et les Juifs encore...)

Ce que montre Epstein n'est pas spécialement nouveau, et n'a pas tout à fait la portée qu'Eric Zemmour attribue à sa thèse, parce que le concept de "gauche" n'a plus grand sens après Munich et l'interdiction du parti communiste. Les coupures pertinentes dès 1938 sont munichoises ou anti-munichoises et communistes ou anti-communistes. Résisteront les anti-munichoises, dont les communistes. La "France combattante" comme disait de Gaulle, c'est en effet d'un côté la frange authentiquement nationaliste de la droite, qui va à Londres, et de l'autre la gauche communisante (d'Astier) ou communiste, qui pour l'essentiel est en guerre et clandestine depuis septembre 39 et le restera jusqu'à la libération. Epstein, mais aussi Annie Lacroix-Riz montrent le collaborationnisme des centres. Ce que l'on appelle aujourd'hui "le cercle de la raison" : Flandin, Chautemps, Laval, tous les anciens des gouvernements bourgeois anti-ouvriers d'avant-guerre, que l'on ne peut décrire comme une "gauche", mais qui influencent et recrutent largement « à gauche », dans le parti radical et jusque dans le parti socialiste. Ensemble, ils forment un bloc bourgeois qui choisit le confort et la soumission : les vraies valeurs du « cercle de la raison ». D'autres, qui relèvent des mêmes familles politiques, comme Herriot et Blum, refuseront en pratique de s'engager. Le fait pour eux de faire le voyage de Vichy en juin 40 les met dans la catégorie des attentistes. Quelques membres enfin des anciens partis de gouvernement, comme Brossolette, iront tout de même à Londres, mais pas les grands manitous. A Londres, c'est proverbial, il y a dès le début surtout « des Juifs et des Bretons », à côté d'anciens cagouleurs comme Passy, d'aventuriers apolitiques comme Clostermann et de jeunes-gens nationalistes comme Daniel Cordier, mais en métropole occupée, le bras armé de la France libre sera essentiellement les FTP, c'est à dire les syndicalistes ouvriers, la petite paysannerie et le parti communiste, seul parti à avoir déclaré la guerre à l'occupant globalement et en tant que parti. La vraie raison était dans les extrêmes, qui ont bien fait de se rejoindre, ainsi que les centres les en accusent habituellement, tout en cultivant le compromis et même la compromission pour leur propre compte.

(On parle de laïcité. Quelqu'un réagit : "oui enfin la laïcité c'est le respect des religions").

Moi :

Oui et non. C'est surtout une mise au ban des religions, avec des concessions envers le culte prédominant au début du 20ème siècle. Avec cette remarque on pourrait presque penser que la loi de 1905 a été faite pour promouvoir les religions. Bien sûr. Les lois laïques étaient des mesures de refoulement de l'influence catholique et rien d'autre. C'est pourquoi elles ne répondent absolument pas aux questions contemporaines. Ce qui y était concessions à l'adversaire, la religion hégémonique, concessions mesurées en fonction de sa puissance de fait, est pris aujourd'hui comme le cœur et l'esprit même de la législation. C'est tout mettre à l'envers. S'il s'agissait de "permettre le libre exercice du culte", c'était dans l'idée que l'état républicain, honni par la papauté, permettait strictement ce qu'il n'était pas assez fort pour empêcher. Il ne s'agissait pas de paix religieuse, mais de guerre froide. On a pu l'oublier avec la déchristianisation de fait intervenue au vingtième siècle, mais le problème revient avec l'immigration musulmane. Les lois laïques ne sont pas formulées pour favoriser la libre pratique des cultes mais bien pour les contenir dans l'espace le plus resserré possible. Il s'agit donc encore moins d'organiser l'expansion de religions nouvelles, comme cela semble être le projet contemporain. La "laïcité" se disait institution par institution, et pour signifier l'exclusion de la religion : laïcité de l'école, de la justice, de l'hôpital, de l'armée, de la prison, de la vie sportive et associative et peu à peu de l'ensemble de l'espace public et de la vie professionnelle et sociale. Et elle fut conquise pas à pas, en accompagnant la déchristianisation de fait de la mentalité collective. On ne peut absolument pas l'invoquer pour organiser la remontée brutale de la croyance par injection de populations étrangères arriérées. C'est un problème spécifique et nouveau qui se pose au pays, et suppose de nouveaux instruments et des décisions audacieuses et imaginatives. Sinon, c'est la guerre.

(On m'en redemande)

La stratégie est de faire passer les concessions pour le projet afin de réinstaller les religions dans le paysage institutionnel, avec un statut et des droits : financement, interdiction du blasphème etc... On parle donc de « laïcité ouverte » par opposition à la laïcité de 1905, qui n'était qu'une façon polie de dire que la république était athée parce que les Français l'étaient eux-mêmes de plus en plus. C'est bien comme cela d'ailleurs que les catholiques ont pris la chose. La contradiction est depuis longtemps entre l'esprit moderne, positiviste, et la tradition mystique et magique héritée du passé, qui fait un retour chez nous avec l'importation de populations arriérées. Du coup, les religions s'unissent tactiquement pour prendre leur revanche, ce qui crée une situation spéciale en

France où il n'y a plus de religion institutionnellement dominante. On nous donne pour modèle le communautarisme anglo-saxon qui ferait coexister pacifiquement toutes les croyances à égalité, avec une reconnaissance bien plus étendue de leur emprise sur les individus. C'est bien entendu faux sur un point essentiel, car on oublie un gros détail : la paix civile avec le carnaval des religions les plus diverses n'y est possible sans effusion de sang que parce qu'une religion dominante, « établie », comme on dit en Angleterre, n'a jamais perdu ses prérogatives. Les uns peuvent bien porter un turban et les autres un sari, mais la reine d'Angleterre, chef de l'Etat, est en même temps chef de l'église Anglicane, et curieusement personne ne remet cet archaïsme apparent en question. Pour avoir vécu en Angleterre, je sais que la religion anglicane n'y est pas une rigolade comme chez nous la religion catholique. Elle s'ouvre et se veut tolérante. Elle l'est. Moi-même incroyant et ne le dissimulant pas, il m'est arrivé d'être invité à faire la lecture dans des services à la cathédrale... Mais occupant le centre, de par sa surface sociale et son occupation de l'espace, du calendrier et du débat public elle rassure jusqu'aux plus incroyants par rapport aux entreprises des sectes périphériques, qui restent du folklore. L'équilibre est comme cela et on ne touche pas aux prescriptions même les plus étonnantes : par exemple, un héritier de la couronne ne peut épouser une princesse d'une autre religion que protestante. Et on a vu ce qui arrivait quand une princesse de Galles fréquentait de trop près un musulman... Je viens de relire le parcours de Meghan Markle, et je découvre qu'alors qu'elle se trouve assez loin de la possibilité de devenir reine d'Angleterre et qu'elle était d'origine une protestante américaine, elle s'est depuis son mariage avec Harry convertie à la religion anglicane. On voit que les Anglais, en dépit de leur modernité et de ses péripéties, prennent ces choses au sérieux. Ils ne croient pas du tout à la fusion harmonieuse des confessions dans un grand tout social. En France, la force qui maintient la paix sur la question religieuse, c'est la masse des incroyants, et la laïcité, c'est le système de droit qui renvoie les mystiques et les sectaires dans les marges. Les deux systèmes n'ont rien à voir, et ce à quoi nous assistons chez nous, c'est à un retour des conflits durs entre la libre-pensée qui assurait la paix et la théocratie qui promet les guerres inter-sectaires.

(Une table ronde de Frédéric Taddei sur l'opinion face à l'Islam)

Hannah Arendt explique que pour tout groupe humain la façon dont il est entré dans la communauté nationale est de nature à peser indéfiniment sur sa position et son destin dans cette communauté. Elle fait remarquer que les deux communautés particulières qui des siècles plus tard n'arrivent pas à participer à égalité au destin états-unien sont les Indiens et les Noirs, qui ont en commun d'être les deux seules dont on ne peut pas dire qu'elles s'y soient trouvées agrégées par choix. Toutes les autres ont en commun d'avoir immigré volontairement. Pour la France, l'essentiel de l'immigration depuis les années soixante-dix s'étant fait à coup de régularisations après-coup de personnes venues ou restées irrégulièrement, elle n'est qu'une des formes de l'effondrement de la légalité républicaine qui ne peut que déboucher sur le chaos politique ou la dictature. Il est étonnant que des intervenants aussi pertinents que les deux sondeurs ici présents ne soulèvent pas ce point. Une réflexion que tout

Français se fait quotidiennement, même si l'on sait que c'est faux et que la police mène la vie dure aux étrangers, aux immigrés régularisés et à leurs enfants, est quelque chose du genre : "nous on nous réprime, et eux peuvent tout se permettre". De l'autre côté, la leçon initiale reçue par les nouveaux venus, c'est qu'en France, la façon normale d'obtenir quelque chose, c'est de le prendre, et que c'est une question de rapport de force. Il me semble que cela explique beaucoup des attitudes des uns et des autres.

(Jacques Sapir commente les affaires de voile sur « les Crises »)

Moi :

Il faut élargir cette question au delà de celle de la religion, et c'est ce que vous citez de Locke qui me paraît le plus pertinent : *«Il est dangereux qu'un grand nombre d'hommes manifestent ainsi leur singularité quelle que soit par ailleurs leur opinion »*. *Il en irait de même pour toute mode vestimentaire par laquelle on tenterait de se distinguer du magistrat [comprendre l'autorité civile] et de ceux qui le soutiennent ; lorsqu'elle se répand et devient un signe de ralliement pour un grand nombre de gens...le magistrat ne pourrait-il pas en prendre ombrage, et ne pourrait-il pas user de punitions pour interdire cette mode, non parce qu'elle serait illégitime, mais à raison des dangers dont elle pourrait être la cause?»*. Ce n'est pas sans raison que nos grands ancêtres révolutionnaires avaient interdit les "coalitions" dans la république. Il n'y a pas en effet que la première loi le Chapelier du 14 juin 1791 abolissant toute forme de corporation ou d'association de travailleurs, mais aussi celle du 30 septembre 1791, « restreignant le droit des sociétés populaires d'entreprendre une action politique concertée, y compris le droit de correspondre entre elles. » (repris de Wikipedia). Le principe était qu'aucun groupement extérieur au fonctionnement organisé en commun par tout le corps politique ne devait exercer d'activité politique, car cela donnait un poids aux opinions d'une fraction de la population sur-proportionnel à leur nombre, et rompait donc l'égalité des citoyens. Pas de partis politiques donc. Pas de "lobbies" représentant des secteurs industriels ou commerciaux ou des communautés. Pas de sectes avançant des revendications sectaires. Pas de syndicats patronaux ou ouvriers faisant pression sur les magistrats pour promouvoir des intérêts particuliers. Tout cela est anti-républicain dans le principe, et même si l'on imagine mal aujourd'hui de l'interdire absolument, on en rencontre périodiquement l'inconvénient, comme aujourd'hui avec les groupes identitaires tonitruants qui assiègent nos élus et obtiennent régulièrement gain de cause au détriment de l'intérêt général. Les musulmans qui promeuvent aujourd'hui un islam politique n'ont rien de très original en réalité dans leur méthode et ils ne posent pas un problème spécifiquement religieux. C'est pour cela que traiter la question par référence à la 'laïcité', conçue pour régler définitivement la question de la théocratie, ne peut pas fonctionner. Nos lois laïques, continuaient en réalité le travail d'émancipation de la politique largement avancé par la monarchie. « J'aime à prendre ma part d'un sermon, mais je n'aime pas qu'on me la fasse » : c'est du Louis XIV. La "laïcité", et il faut toujours mettre un complément : « de l'école », « de l'hôpital », « de la Justice », « de l'Etat », réglait avant tout le statut de la religion hégémonique de la collectivité par rapport au fonctionnement politique de cette même collectivité. Elles n'étaient pas

faites pour donner ou refuser des privilèges à une secte allogène venant avec ses revendications spécifiques et novatrices. Nos musulmans politiques profitent simplement de l'incohérence qu'il y a à admettre des négociations avec des groupes particuliers sur les principes collectifs qui se règlent par ailleurs selon des procédures impliquant l'ensemble de la collectivité. De tels acteurs politiques demandent en réalité à opiner doublement : ils participent à l'élaboration de la loi en tant que « citoyens », puis demandent des dispositions à leur convenance sur les mêmes sujets en tant que « musulmans ». Mais il est à remarquer que leur fonctionnement n'a rien de propre aux groupements religieux. Ni d'ailleurs le genre de réaction qu'ils suscitent. Il s'agit des moyens habituels de l'emprise sectaire sur la société, à commencer par le port d'un habit distinctif, tels que les avaient pratiqués les Protestants avant eux, mais aussi les partis politiques dont beaucoup se nommèrent dans l'histoire d'après leur accoutrement : sans-culottes, talons rouges, et désormais gilets jaunes. On appelait le parti communiste « la secte » dans les années trente, et certains disaient aussi « les salopards en casquettes ». Je ne pousserai pas l'audace jusqu'à une comparaison sur le fond du projet politique, mais les nazis eux-mêmes marquèrent la fin du système démocratique en Allemagne par l'envoi de leurs députés au Reichstag revêtus de leurs uniformes de SA. Avec de tels précédents en tête, il est normal que la présence de personnes revêtues de l'uniforme de l'Islam intégral dans une école ou une séance de débat républicain provoque l'inquiétude et même l'écoeurement. Si le voile sous toutes ses formes doit être combattu d'un point de vue républicain, c'est, abstraction faite de tous les cours de théologie musulmane que certains prodiguent pour établir une gradation dans l'acceptabilité, tout simplement parce qu'il est un signe distinctif. Il n'y a pas d'autre argument à donner, parce qu'il n'y en a pas d'autre qui vaille.

(Version courte)

Il faut élargir au delà de la religion. La citation de Locke est pertinente : « Il est dangereux qu'un grand nombre d'hommes manifestent ainsi leur singularité quelle que soit par ailleurs leur opinion ». Les républicains avaient interdit toutes les formes de "coalitions" par la loi le Chapelier du 30 septembre 1791 « restreignant le droit des sociétés populaires d'entreprendre une action politique concertée ». On empêchait que l'égalité soit rompue entre les citoyens organisés et les autres. Pas de partis politiques donc. Pas de "lobbies". Pas de sectes. Rien de plus anti-républicain que les groupes identitaires qui assiègent nos élus et obtiennent gain de cause au détriment de l'intérêt général. Nos musulmans revendicatifs ne posent pas un problème religieux. Ils violent après d'autres des principes fondateurs méconnus. Leur parler de tolérance religieuse et de 'laïcité' est inutile, insuffisant et inefficace. Les lois laïques furent conçues pour fixer le statut de la religion hégémonique. Elles réglaient la question de la théocratie, pas celle des privilèges à accorder ou refuser à une secte nouvelle. Il faut donc parler des signes religieux non en termes de « laïcité » mais en termes de sécession politique, et les combattre non parce qu'ils sont religieux mais parce qu'ils sont des signes distinctifs.

(Un manifeste en défense de la langue française)

La langue est un fait social. Son état résulte des pratiques collectives. La contamination par l'anglais résulte d'une situation de domination coloniale qui résulte de l'issue de la seconde guerre mondiale. Ce phénomène irrésistible transforme peu à peu le français en un "créole" : une langue dont le vocabulaire est importé depuis la langue des maîtres alors que les structures syntaxiques et phonologiques, plus stables sous les influences transformatrices, sont une version toujours plus simplifiée de la langue traditionnelle. Le tout fonctionne comme un patois, exclu en tant que tel des usages de prestige. Les locuteurs natifs deviennent donc bilingues, mais de façon très rabaisée dans les deux langues qu'ils doivent manier. Dans la langue ancienne, en évolution rapide, une sorte de "bas-français" comme on a parlé de "bas-latin", ils n'ont plus accès à leur propre tradition culturelle, et dans la nouvelle, ils sont stigmatisés par leur accent de colonisé et leurs incorrections.

(Sur Apathie face à Picketty)

Les livres de Picketty se vendent comme des petits pains. Cela veut forcément dire quelque chose sur l'esprit du temps. Il y a vingt ou trente ans, c'était de Closet qui faisait un tabac avec son "vive la crise" schumpéterien. Le vent a tourné et Apathie se tait. Quand il parle, il a l'air d'un fossile, et il le sait. Dans l'autre sens, le succès ou simplement la présence d'un discours contestataire dans l'espace public a forcément un effet en aval dans l'esprit collectif. Dans ce domaine, le ruissellement existe : il y a les lecteurs de Picketty, puis ce qu'il a compris, qu'il diffuse autour de lui, auprès de gens qui exercent une influence dans leur entourage. Et au bout on s'aperçoit que la contestation sociale se fait plus teigneuse, que le mépris monte envers les médiateurs bidons, et les gouvernants félons. Regardez ce pauvre Vals, obligé de changer de pays pour faire carrière parce que les militants PS - les militants PS! - préfèrent un jeunot avec des propositions radicales pour les représenter à la présidentielle. Ce n'est qu'un exemple. Le succès de librairie dans un pays comme la France est un signe. Celui de Picketty, ou d'ailleurs ceux de Zemmour et de Houellebecq dans de tout autres genres, fait penser aux énormes succès littéraires de Voltaire, Rousseau et les autres philosophes dix ans avant la révolution.

(Zemmour fait scandale)

Zemmour dit : « je suis du côté du colonel Bugeaud ». Il veut dire qu'un Français doit assumer en totalité l'histoire qui l'a produit, et produit la société qui lui permet de vivre comme un Français. Demandez à un américain s'il est du côté des victimes d'Hiroshima ou du pilote de l'Enola Gay, du côté de Custer ou des Apaches, du côté d'Ho-Chi-Minh ou de Kissinger : même libéral, il ne vous dira pas que la question est en soi scandaleuse Une majorité écrasante vous dira comme George

Orwell : « my country right or left ». Car les Américains, n'ayant pas perdu le goût de vivre, n'ont pas honte de glorifier leur histoire en bloc, et comme ils sont puissants et dangereux, nul n'oserait leur en contester le droit. Il y a des « pages sombres » dans toutes les Histoires, car l'Histoire est tragique, mais leur liste dépend entièrement de l'actualité et des rapports de force à un moment donné. Que dirions-nous d'Auschwitz en France si Hitler avait gagné la guerre ? La réponse est claire : rien du tout. Parce que dans un pays vaincu et abaissé, il n'y a pas de place pour un débat sur l'Histoire, mais seulement pour le récit des vainqueurs. Que les propos de Zemmour sur la colonisation fassent scandale au lieu de susciter un débat posé prouve exactement sa thèse : la France est en train de disparaître.

(Sur 'les Crises' , on parle de la situation des banques. 28.10.2019 à 07h52)

Crise bancaire : l'ensemble de ce que nous appelons l'économie mondiale – et non seulement quelques banques moins rentables que les autres – consiste à détruire plus de valeur qu'elle n'en crée. Allant sur le terrain de l'adversaire, Jean-Marc Jancovici propose dans une de ses conférences un calcul purement financier de ce que "vaut" la nature que nous détruisons pour fabriquer nos si importants joujoux technologiques. Il part du coût de la station spatiale, qu'il produit pour plusieurs milliards les moyens de survie élémentaire de sept humains, alors que la nature les produit au centuple pour des milliards d'habitants, et pour pas un rond. C'est cette base que nous dévorons, et si les nuisances étaient comptabilisées et déduites des bénéfices, toutes nos banques seraient effroyablement déficitaires ! Il faut qu'on arrête de nous amuser avec les problèmes financiers, qui semblent dérisoires dans la situation où nous sommes. Brûlons les banques !

(l'armée française)

Cent mille hommes : c'est la taille de l'armée d'armistice que Weygand insistait pour obtenir des Allemands à Rethondes. C'est ce qu'il faut pour tenir la population française. C'est le vrai rôle de l'armée en France depuis un bon moment. Voyez "Vigipirate", qui patrouille partout, sauf dans les banlieues chaudes, et dont nul ne prétend que cela ait empêché un seul attentat fomenté par l'étranger, mais qui fut finalement donné comme dernier recours en face des Gilets Jaunes....

(Sur les Etats-Unis comme alliés)

Vous avez raison de reprendre RGT sur l'ampleur et la continuité de l'implication américaine dans la guerre européenne, mais on pourrait donner d'autres arguments encore. Ce qu'il faut bien voir, c'est qu'Hollywood ment essentiellement par un déplacement de l'attention de l'essentiel de l'effort américain sur l'accessoire, parce que l'accessoire est plus cinégénique. Sur l'écran, on veut voir des batailles, or les Américains ont surtout eu un rôle de production industrielle. Mais ce rôle a été déterminant. Il est vrai que l'essentiel de la participation armée US a eu lieu en Europe et en Afrique (les trois quarts), et que cela même fut dérisoire par rapport à l'ampleur de la guerre à l'Est : Overlord=10 divisions. En même temps, Bagration = 150 divisions. Mais toutes les armées étaient équipées et nourries "made in USA") et même pour une fraction l'armée allemande ! Concluez comme vous voulez.

(Sur les Etats-Unis comme alliés)

Votre présentation est bienvenue en cela qu'elle va contre un courant dominant devenu banal et pointe vers une évidence occultée (mais pas tant que cela) : le fait que les gouvernements des Etats-Unis servent les intérêts des Etats-Unis. Mais elle est trop schématique. Je donnerais ceci comme point de désaccord avec vous : vous présentez la politique américaine comme faite de bonds et de décisions soudaines, alors qu'elle fonctionne plutôt sur la continuité. Les EU n'interviennent pas soudain dans la guerre Européenne, "au moment où" etc.... Dès le début de la guerre, Roosevelt prend position lorsqu'il accepte de faire des livraisons d'armes à l'Angleterre. C'est juste après Mers-el-Kébir, qui a selon Churchill cet effet en vue. Dès ce moment, les EU sont happés dans le conflit parce qu'ils commencent aussi à protéger les convois, de plus en plus loin vers l'Est. Et si Hitler leur déclare la guerre, c'est parce qu'elle s'allume toute seule sous forme navale. N'oubliez pas que la bataille de l'Atlantique est la bataille majeure de cette guerre pour les anglo-américains.

(Sur la laïcité)

Pourquoi les anglo-saxons peuvent être décontractés par rapport aux religions importées les plus diverses : le christianisme n'y a jamais perdu ses positions dominantes. En dernier recours, on sait qui tient le bâton. Le protestantisme, sa métaphysique et sa morale y sont institutionnalisés et s'imposent comme norme collective à laquelle tous doivent se plier. La "laïcité" est cette clé de voûte qui fait tout tenir chez nous à la place de la religion autrefois hégémonique. C'est pourquoi l'Islam, qui la récuse, est irrémédiablement sécessionniste.

(laïcité)

Non, sur ce coup là Zemmour n'a pas raison. Que la différenciation "laïc"/"religieux" soit une innovation civilisationnelle d'origine chrétienne est vrai, et tout le monde part de là. Chez les Romains, un magistrat civil avait en même temps une fonction religieuse, et donc l'opposition laïc/religieux ne se concevait pas. Avec le christianisme, il y a un corps de « clercs » spécifique, distinct des pouvoirs civils, qui administrent des sacrements d'abord non reconnus par l'État. Puis l'État se convertit au christianisme : et les deux pouvoirs entrent dans des rapports de collaboration le plus souvent et parfois de concurrence. Pas séparés en tout cas, bien que désormais distincts. Dire que les rois de France, qui allaient tout de même se faire sacrer à Reims par un évêque, étaient tout uniment laïcs, c'est aller un pas trop loin. Tout change avec l'esprit introduit par la Révolution française, qui est d'abord anti-religieuse. Le Pape condamne les « idées nouvelles », la démocratie et la République. Le christianisme en France devient un problème, et en réalité toute religion, mais c'est le christianisme qui est en première ligne comme religion hégémonique et qui culturellement le demeure. A partir de l'installation de la république, la position de l'Église ne fait que se dégrader. Que la "laïcité" de l'école, de la justice, des institutions républicaines, etc... ait été compatible encore en 1905 avec la place hégémonique du christianisme en France, c'était déjà douteux. Viviani ou Gambetta, l'un était moins radicalement hostile que l'autre, mais cela revenait au même : ils constataient l'un et l'autre que la France se déchristianisait, et c'était la raison pour laquelle leur politique était possible et nécessaire. La "laïcité" française, sans complément, donc comme un absolu, que nous avons dans la tête aujourd'hui a pris en France la place qu'occupent les religions hégémoniques dans les autres pays. La laïcité absolue, c'est à dire laïcité de l'État tout entier, n'est que la traduction politique de l'incroyance généralisée. On conserve d'abord la morale chrétienne, mais sans la métaphysique correspondante. D'où le rapport à la mort, à la famille et à la génération : caractère consensuel de renversements de doctrine frappants, brutaux, sur le divorce, l'avortement, le mariage, demain l'euthanasie et la procréation artificielle. La laïcité qui permet cela relève d'un sacré républicain censé unir les Français autour d'une incroyance de fait qui exclut en pratique la métaphysique et désormais tout aussi bien la morale religieuse. D'où le caractère consensuel des lois modernes sur la vie, la famille et le sexe. C'est ce consensus que l'Islam, religion importée qui se trouve être dans un état civilisationnel en violent contraste avec le nôtre, vient briser, avec son sacré à l'ancienne. Zemmour croit que le problème, c'est la disparition de l'hégémonie catholique comme référence collective unifiante, alors que ce que nous vivons comme crise c'est la remise en question du sacré républicain qui s'y était substitué efficacement comme ciment collectif. C'est parce qu'il est, au sens strict et sans injure un réactionnaire : autrement dit, il appartient à l'école de pensée qui n'accepte pas l'oeuvre déchristianisante de la révolution française, et voit une "laïcité" à la Louis XIV comme le bon point d'équilibre, c'est à dire en réalité un gallicanisme qui ferait ressembler la France à l'Angleterre, et non une véritable indifférence religieuse de l'État à laquelle les Français s'étaient habitués et que très peu de peuples étrangers peuvent comprendre, et certainement pas les musulmans.

(laïcité)

Non, sur ce coup là Zemmour n'a pas raison. Que la différenciation "laïc"/"religieux" soit une innovation civilisationnelle d'origine chrétienne est vrai, et tout le monde part de là. Chez les Romains, un magistrat civil avait en même temps une fonction religieuse, et donc l'opposition laïc/religieux ne se concevait pas. Avec le christianisme, il y a un corps de « clercs » spécifique, distinct des pouvoirs civils, qui administrent des sacrements d'abord non reconnus par l'État. Puis l'État se convertit au christianisme : et les deux pouvoirs entrent dans des rapports de collaboration le plus souvent et parfois de concurrence. Pas séparés en tout cas, bien que désormais distincts. Dire que les rois de France, qui allaient tout de même se faire sacrer à Reims par un évêque, étaient tout uniment laïcs, c'est aller un pas trop loin. Tout change avec l'esprit introduit par la Révolution française, qui est d'abord anti-religieuse. Le Pape condamne les « idées nouvelles », la démocratie et la République. Le christianisme en France devient un problème, et en réalité toute religion, mais c'est le christianisme qui est en première ligne comme religion hégémonique et qui culturellement le demeure. A partir de l'installation de la république, la position de l'Église ne fait que se dégrader. Que la "laïcité" de l'école, de la justice, des institutions républicaines, etc... ait été compatible encore en 1905 avec la place hégémonique du christianisme en France, c'était déjà douteux. Viviani ou Gambetta, l'un était moins radicalement hostile que l'autre, mais cela revenait au même : ils constataient l'un et l'autre que la France se déchristianisait, et c'était la raison pour laquelle leur politique était possible et nécessaire. La "laïcité" française, sans complément, donc comme un absolu, que nous avons dans la tête aujourd'hui a pris en France la place qu'occupent les religions hégémoniques dans les autres pays. La laïcité absolue, c'est à dire laïcité de l'État tout entier, n'est que la traduction politique de l'incroyance généralisée. On conserve d'abord la morale chrétienne, mais sans la métaphysique correspondante. D'où le rapport à la mort, à la famille et à la génération : caractère consensuel de renversements de doctrine frappants, brutaux, sur le divorce, l'avortement, le mariage, demain l'euthanasie et la procréation artificielle. La laïcité qui permet cela relève d'un sacré républicain censé unir les Français autour d'une incroyance de fait qui exclut en pratique la métaphysique et désormais tout aussi bien la morale religieuse. D'où le caractère consensuel des lois modernes sur la vie, la famille et le sexe. C'est ce consensus que l'Islam, religion importée qui se trouve être dans un état civilisationnel en violent contraste avec le nôtre, vient briser, avec son sacré à l'ancienne. Zemmour croit que le problème, c'est la disparition de l'hégémonie catholique comme référence collective unifiante, alors que ce que nous vivons comme crise c'est la remise en question du sacré républicain qui s'y était substitué efficacement comme ciment collectif. C'est parce qu'il est, au sens strict et sans injure un réactionnaire : autrement dit, il appartient à l'école de pensée qui n'accepte pas l'oeuvre déchristianisante de la révolution française, et voit une "laïcité" à la Louis XIV comme le bon point d'équilibre, c'est à dire en réalité un gallicanisme qui ferait ressembler la France à l'Angleterre, et non une véritable indifférence religieuse de l'État à laquelle les Français s'étaient habitués et que très peu de peuples étrangers peuvent comprendre, et certainement pas les musulmans.

(Chaos à Chanteloup)

Lorsque son patron se déplace, c'est avec plusieurs milliers d'hommes armés qui vident les villes à son passage. Je l'ai vécu sur la côte Basque pour le G7. Mais un policier à la télé expliquait hier que les effectifs mobilisés et mobilisables sur une affaire comme Chanteloup se montent à..... neuf hommes et trois véhicules. Alors, si l'on ajoute à cela le comportement des forces en question dans les divers cas observés, il faut bien en venir à la conclusion : la police n'a pas pour fonction de protéger les Français et leurs biens. C'est une armée intérieure de guerre civile dont la fonction est de réprimer la colère populaire.

(Raffarin, de Gaulle, les Américains sont-ils nos alliés ?)

‘ Lors du Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI (13 octobre 2019), Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre et président des « Leaders pour la paix » dénonce la politique de Donald Trump au Moyen-Orient. Dans le cadre de l’offensive turque en Syrie contre les populations kurdes, il accuse les États-Unis de ne pas être « dans ce dossier, les alliés de l’Europe ». Poursuivant sur cette voie, il critique l’implication des États-Unis dans le feuilleton du Brexit. « Quand Trump va en Grande-Bretagne pour appeler les Anglais à se libérer des chaînes de l’Europe, De Gaulle aurait crié à l’ingérence ! », s’exclame-t-il.’

Qu'est-ce qu'il y a de moins gaulliste que JP Raffarin ? Aujourd'hui, tout le monde fait parler et penser de Gaulle, et on a l'impression que personne ne se souvient de lui, ni ne connaît ce qu'il a pu laisser comme trace dans l'histoire. Sur Trump à Londres, parler d'ingérence est faible : la Grande-Bretagne est le cinquante et unième Etat des Etats-Unis. Mais il est absurde de penser que de Gaulle aurait pu s'étonner de ce qui se passe, lui qui a toujours su que l'Angleterre ne pouvait être en Europe que le surveillant général du continent au bénéfice des Etats-Unis, et qui pour cette raison, n'en a jamais voulu à Bruxelles : ce qui lui évitait d'avoir à se scandaliser. Raffarin, lui, s'est mis dans les bottes de Pompidou, et a vécu sans problème Bruxelles investie par les fonctionnaires UK, à cent pour cent anglophone et atlantiste. Alors quelle mouche le pique aujourd'hui ? Un gros besoin d'exister ?

(‘JM Jancovici)

Toujours aussi intrigué par cette histoire de non-élasticité prix-offre pour le pétrole. Si la pénurie ne fait pas monter le prix, comment se fait l'allocation de la ressource entre les demandeurs ? JM Jancovici serait tout à fait convaincant qu'il pouvait préciser ce point. Il me semble que le conférencier donne une piste lorsqu'il observe que le gel des ressources irakiennes par la guerre américaine fut une façon de préserver l'avenir.

(Uranus)

'Uranus' est un film divertissant et fidèle au livre éponyme de Marcel Aymé, mais on ne peut pas le prendre comme une représentation exhaustive des réalités et des enjeux de la Libération. Michel Blanc est un militant communiste convaincant, mais Depardieu en cafetier-poète et Noiret en professeur taoïste relèvent d'un réalisme poétique décalé, et l'on omet de nous dire ce qu'a fait exactement le collaborateur présenté comme une victime. On laisse entendre qu'il ne s'agit que d'un 'collaborateur de plume'. Une sorte d'idéaliste comme il y en avait très peu, l'essentiel de la collaboration étant tout de même fait de sombres crapules qui dénonçaient aux fins d'enrichissement personnel. Le professeur représente les vues de l'auteur lui-même, qui défend son refus de l'engagement, et donc de la vengeance : ce qui lui est facile, puisque s'il a souffert, c'est du fait des bombardements anglais. On reconnaît la ligne argumentaire de Philippe Henriot. Le cafetier Depardieu représente le peuple non résistant - parce que la résistance c'est le bolchévisme - , et même hostile à la résistance : c'est-à-dire le bon sens massivement partagé de la France pétainiste. Tels sont les personnages auxquels va la sympathie. Il s'agit donc d'un film subtilement collaborationniste : ce qui correspond en effet au parcours de Marcel Aymé, qui n'a jamais voulu s'écarter de ses amis pro-nazis, antisémites et délateurs. La non-épuration est défendue au nom de l'humanité et du pardon des offenses, en esquivant une question : quel pays rebâtit-on lorsque les patriotes sont morts et les traîtres amnistiés ? La réponse est claire : la France de Macron et Vals vendant Alstom aux Américains.

(Trumpophobia)

Lire La Fontaine : la fable du coq et du souriceau. Le souriceau naïf a très peur du coq en raison de ses cris perçants, de sa prestance et de ses couleurs vives. Il tend à faire confiance au chat, si tranquille et si doux d'apparence... Il y a toute la politique dans La Fontaine.

(totalitarisme)

Oui. Le totalitarisme, c'est à strictement parler le régime de parti unique appuyé sur des masses populaires. Tout le reste est la gamme des moyens universels de la domination, auxquels recourent tous les Etats organisés quelle que soit la forme de leur organisation.

(épuration)

Le mot 'épuration' recouvre des réalités très diverses. Il y a les grandes machines, comme les procès Pétain et Laval, qui répondent à des préoccupations gouvernementales, et qui sont des procès

politiques à froid, avec toutes les caractéristiques du genre. Il y a les lynchages urbains des délateurs et des bourreaux lors des journées de style révolutionnaire en continuité avec les combats pour expulser la Wehrmacht, au moment où la situation se retourne. Il y a les exécutions sommaires de prisonniers auxquelles s'adonne la troupe FFI comme cela arrive à toutes les troupes en campagne lorsqu'elles ont eu des pertes cruelles. Et puis il y a une épuration villageoise, assez générale après le départ des Allemands, et qui ressemble à une sorte de cérémonie lustrale, à examiner avec les catégories de l'anthropologie du politico-religieux primitif. Je pense à Dumézil interprétant des rites annuels chez les Romains visant à régénérer la société. Ou à René Girard parlant du sacrifice du bouc émissaire. On a pu voir, dans l'exposition sur la Collaboration des Archives nationales, le film d'une de ces cérémonies dans une petite ville : cérémonie très ordonnée, encadrée par les autorités locales et la gendarmerie, avec défilé des coupables, tonte sur une estrade devant la population réunie, hommes, femmes et enfant, tous très calmes et unanimes dans leur bonne conscience. On ne voit pas le curé, mais il ne doit pas être très loin. Un témoin dit : « la libération, c'est le jour où l'on a tondu les femmes. » Il semble que ces sévices à la fois cruels pour les intéressées et limités après les horreurs de la guerre aient été à la fois nécessaires et suffisants. On était dans le symbole, et l'on choisissait la cible la plus facile. On comprend qu'il s'agissait de la réhabilitation globale des structures et des acteurs sociaux, non tondu et donc responsables de rien. La caméra saisit un instant le regard d'un gendarme dont on voit le soulagement et l'incrédulité : car lui a dû participer activement à la chasse aux résistants, et il devait jusque là douter de se retrouver du bon côté de la barrière. Mais voilà, c'est fait ! L'épuration est purement symbolique : mais que demander de plus ? Le procès Pétain aussi était surtout le moment où le procureur Morny avait compris qu'il pourrait rester procureur...

(De Gaulle)

La voie était étroite pour de Gaulle, qui s'appuyait sur les Américains pour tenir les communistes en respect, et se rendait tolérable aux Américains en leur montrant qu'il était le seul à pouvoir tenir les communistes en respect. Il est certain que le poids des communistes dans la résistance était une considération majeure pour un pouvoir bourgeois et que l'occupation américaine était le tuteur de remplacement des Allemands après 1945. Or les collaborateurs s'étaient placés auprès des Américains et avaient fait de l'entrisme à Londres. C'est ce qui explique la non-épuration. Attention tout de même à ne pas donner dans la vieille supercherie de la résistance communiste qui n'aurait commencé qu'en 1941. La lutte Komintern-Fascintern commence en réalité dès 1936 en Espagne, et c'est tout du long une lutte à mort. Le thème d'un PC collabo est une supercherie d'extrême-droite.

(Sur le procès Pétain)

Le texte intégral du procès Pétain a été réédité avec une présentation d'Annie Lacrix-Riz par le Musée de la Résistance de Champigny. On le trouve en particulier à la librairie "La Balustré", rue de Strasbourg : ça vaut vraiment le coup. Pour l'accusation de conspiration contre l'État, elle a été abandonnée par le procureur, je ne me souviens plus sous quel prétexte. En pratique, il s'agissait de

couvrir l'étendue et les ramifications de la "pourriture", comme a dit Churchill, qui avait saisi la société politique française d'avant-guerre. Et depuis, ils ont recommencé avec les Américains. Détail : c'est dans l'intérêt de la défense et en connivence avec Isorni que Daladier et Reynaud sont devenus à ce moment là des vaches sacrées de l'historiographie. Lire leurs dépositions, qui sont en gros un tissu de mensonges, mais qui contiennent aussi quelques révélations.

(Les Américains sont-ils nos alliés ? Suite)

Ce que vous dites est plus vrai que faux, mais trop de véhémence rebute. Il faut dire les choses avec modération dans le ton et précision dans les détails, sinon on ne convainc personne. La vie des nations est faite de froids calculs et il est inutile d'en faire une affaire personnelle ! Par ailleurs, sur le fond, les mots ont un sens, et nous ne sommes pas, n'avons jamais été en guerre avec les EU. Et je ne prendrais pas ce vieil opportuniste de Mitterrand comme référence sur ce point, lui qui n'avait pas vu en 1940-1943 que la France était en guerre avec l'Allemagne. Les EU sont tout simplement une grande puissance, et nous désormais une petite. Lorsque nous étions les plus gros en Europe, nous nous sommes comportés comme eux. Nous nous sommes répandus partout par nos armes, notre argent, et nos espions, et nous avons apporté aux autres peuples tantôt des malheurs et tantôt des bienfaits. C'est l'Histoire. Relisez Hegel. Sur les reproches précis que vous faites aux Américains, il y a à redire : pour 1940, si vous pensez aux moments d'agonie de la mi-juin, Reynaud fait des simagrées en racontant qu'il espère une aide US, strictement impossible, pour faire lanterner le Conseil, alors qu'il a traité à la fois avec les Allemands et avec Pétain pour l'armistice et la transition dictatoriale. Les pauvres Américains ne sont pour rien dans la pourriture des élites françaises. Pour les bombardements : relisez la Fontaine, "Le jardinier et son seigneur". Soit vous reprochez aux US leur intervention, soit leur non-intervention. Il faut choisir!

(Les Américains sont-ils nos alliés ? Suite)

L'Union européenne versus les Etats-Unis ? C'est assez simple et permanent. A la fin de la guerre, les Etats-Unis insistent pour la création d'une structure du type "Bruxelles". Ils veulent : primo, une structure politique subordonnée avec un numéro de téléphone unique. Secundo : un espace économique ouvert à leurs investissements. Qu'est-ce que l'UE soixante-dix ans plus tard ? A peu près cela. Pourquoi voulez-vous qu'ils s'en prennent à elle ? Cela n'empêche pas qu'ils aient envie ou besoin parfois d'exploiter, de malmenier, de contrarier des intérêts organisés dans cette zone. Ce n'est pas pour cela qu'ils s'en prendront à la forme institutionnelle qui, justement, leur permet de le faire plus facilement : lobbying à Bruxelles, anti-protectionnisme radical, ligotage des gouvernements nationaux, influence disproportionnée des petits états clients etc... Les Américains adorent forcément les institutions de Bruxelles, sinon les peuples qui les subissent. Ils s'essuieront les pieds dessus juste assez pour que les peuples ne se révoltent pas.

(Au Qatar, on installe des climatiseurs dans les rues. Quelqu'un réagit)

Les pays du Moyen-Orient qui nous exportent leurs hydrocarbures en ce moment risquent de rapidement tout garder pour eux par nécessité (clim, dessalement d'eau de mer, paix sociale).

(J'interviens)

Tout garder pour eux ? L'épée est l'axe du monde. Les pays pétroliers du Moyen-Orient ne sont pas des pays du tout. Ce sont des dépendances coloniales de quelques pays industriels militairement significatifs. Si la vie devient invivable dans ces régions, les populations non nécessaires à la production pétrolière - et cette production emploie très peu de main d'oeuvre locale - seront éliminées d'une façon ou d'une autre. Il restera le pétrole, les ingénieurs anglophones et quelques gardes armés.

(On fait l'éloge de la politique énergétique canadienne)

Energie "verte" au Québec ? C'est bien possible. On aimerait avoir le détail, car en général il n'y a pas d'énergie propre. Si l'on suit les démonstrations de JM Jancovici, on peut admettre qu'un pays comme le Québec avec énormément d'espace, de forêts, de reliefs et de cours d'eau par rapport à sa population peut approcher du cent pour cent renouvelable. Mais cela ne vaut pas exemple pour nous, car ce n'est pas généralisable. Les Canadiens ne sont pas plus malins que les autres, ils sont gâtés par la nature, c'est tout. Si vous êtes très nombreux dans un petit pays plat, comme la Belgique, ou à un moindre degré la France, la seule énergie décarbonée suffisante est l'électricité nucléaire. Gros sujet pour nos écologistes politiques !

(Un naïf cite une déclaration raciste du conjuré du 20 juin)

Qui croit sérieusement que les conjurés du 20 juin 1944 étaient des démocrates ? Qui croit que le racisme et l'antisémitisme sont des idiosyncrasies hitlériennes ? Quel peuple peut survivre comme peuple s'il ne croit pas peu ou prou à sa propre supériorité ? Vous me direz : les Français. Mais justement : survivront-ils ? Stauffenberg et ceux qui l'ont suivi étaient de bons Allemands. Mais ils pensaient, en juin 44 et pas tous depuis très longtemps, que l'avenir de l'Allemagne passait par une négociation avec les Anglo-Américains. Cela s'appelait le projet de "retournement des fronts", qui était dans la tête de tout le monde, et même d'Hitler, le problème étant que les Alliés n'étaient pas

contre, à condition qu'on se débarrasse d'Hitler. Tel était donc le projet. Pas de rendre la Pologne aux Juifs !

Patrice // 29.10.2019 à 15h29

La responsabilité de l'Angleterre est évidente aussi bien dans le « non-accord » polono-allemand de 1939

<https://reseauinternational.net/pourquoi-lallemagne-a-envahi-la-pologne-en-1939/>

que dans l'« invitation » de l'Allemagne à attaquer l'URSS si elle voulait être reconnue lancée depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les plans franco-anglais de bombardement de Bakou étaient prêts en 1940.

La responsabilité des Etats-Unis est totale dans le financement du parti nazi et de l'économie allemande dès 1929, coïncidant avec le départ de Trotsky d'URSS. Ils interviennent en décembre 41 au moment où Barbarossa stoppé, le monde militaire sait que l'Allemagne a perdu.

Deux ou trois choses ne se sont passés comme prévues...

merci à Jacques Sapir.... et à Joukov

+6

[Alerter](#)

•

UnKnown // 29.10.2019 à 16h27

Les cadres de l'Armée rouge exécutés par les purges de 1941:

-3 maréchaux sur 5 ;

-14 généraux d'armée sur 16 ;

-Tous les amiraux (8 sur 8)

-60 généraux de corps d'armée sur 67 ;

-136 généraux de division sur 199 ;

-Tous les commissaires politiques d'armée (11 sur 117) ;

-20 000 à 30 000 officiers intermédiaires.

Si ça c'est pas de la paranoïa, je ne vois pas ce que c'est...

+3

[Alerter](#)

antoniob // 30.10.2019 à 08h56

Ce n'est pas de la paranoïa, c'est plutôt la logique interne de la spirale de suspicion généralisée mise en place lors de la guerre civile. Le stalinisme est simplement la Terreur Rouge continuée. C'est Robespierre sur la durée, en quelque sorte. Sapir mésinterprète ce point et hystérise une démonité ou pathologie personnelle attribuées à Staline. Tout au plus voulait-il éviter des figures et clans concurrents.

+2

[Alerter](#)

•

degorde // 30.10.2019 à 15h24

Je ne me prononce pas sur vos chiffres, mais si en France on avait purgé le haut état major cagoulard et conspirateur la campagne de France de 1939-1940 aurait sans doute pris un tour différent.

+5

•

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 10h13

•

•

- (On parle d'un livre recensé par Sapir sur la comparaison entre nazisme et stalinisme. Un intervenant lance l'accusation banale de la pathologie pour expliquer les purges staliniennes. En particulier dans l'armée)

Je ne suis pas du tout au clair sur ce qu'il faut penser des purges de 1935 (vous parlez de 1941 ?) Je crois que rien n'est établi en la matière. Sur la réalité de la conspiration contre-révolutionnaire militaire. Mais si la conspiration a existé, les chiffres n'ont plus rien d'étonnant, car rien n'est plus homogène qu'un corps d'officiers. Après le Pronunciamento de Franco en Espagne, il n'est pratiquement plus resté un seul officier au service de la République. Si un Staline avait été au pouvoir en juin 1936 à Madrid, il aurait sans doute fait exécuter 95 pour cent des officiers espagnols, et il aurait évité le renversement de la république. C'était le prix à payer.

- **Jean-Pierre Georges-Pichot** // 01.11.2019 à 10h27

Vous dites vrai, mais de façon un peu confuse. Cela s'appelait tout simplement dans les ambassades et la bonne société franco-anglaise la « politique des mains libres à l'est », en entendant : pour l'Allemagne. Mais il n'y a pas de raisons d'accabler la seule Angleterre, bien qu'elle ait eu des négociations secrètes permanentes avec Hitler alors même qu'elle négociait en commun avec la France des accords de défense avec Staline.... qui négociait en même temps avec Ribbentrop. Personne n'a les cuisses propres dans cette histoire. Pour nos élites démissionnaires, cette politique avait aussi pour nom : « vocation méditerranéenne de la France ». On doit tout de même distinguer entre l'Angleterre, qui défendait mordicus ses positions, l'Allemagne impérialiste et agressive, et la France irréaliste, pusillanime et consentant à la domination et à la pénétration fasciste.

•

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 11h35

(On parle de Nietzsche)

Certains ont dit : “tout est politique”. Alors vous avez la partie facile s’il s’agit de démontrer que la philosophie de Nietzsche a des retombées politiques possibles. Mais même celle de Saint-François à ce compte là, peut en justifier une ou plusieurs. Ce que veut dire l’intervenant, qui est juste, est que le philosophe Nietzsche ne cautionne aucune politique existante de son temps ou imaginable dans le futur. Il ne projette pas une politique en déduction de sa pensée, comme le font Rousseau, Spinoza, Hobbes, Machiavel, Platon et tant d’autres... Ce qui, à la réflexion, est plutôt une exception. et justifie que l’on s’insurge lorsque certains veulent lui faire porter la croix gammée. De mes lectures nietzschéennes, je l’avoue limitées, je retiens qu’il admirait les Grecs anciens et les Français, et critiquait pas mal le germanisme. Déception amoureuse ? Peut-être. Nationalisme ? Sûrement même pas.

Jean-Pierre Georges-Pichot // 02.11.2019 à 10h43

(le rôle de l’Angleterre)

Non. On ne peut pas accabler les Anglais dans cette affaire au niveau où vous le faites. La haute société politique britannique porte une responsabilité accablante dans l’emprise nazie sur l’Europe entre 1933 et mai 1940, et si l’on parle de gestion strictement militaire on peut certes accuser la maigreur de leur présence sur le terrain au printemps 40. « Où sont vos quarante divisions ? », c’est l’apostrophe de Pétain à Churchill le 12 juin à Briare. Mais lorsque Reynaud met le couple Weygand-Pétain en selle le 17 mai (mai : j’insiste, pas juin), toute personne politiquement instruite sait que c’est pour cesser le combat. Parce que les options de ces deux là sont connues. De Gaulle le comprend tout de suite et demande la tête de Weygand à Reynaud. En vain bien sûr. Reynaud ment sur ses intentions. Il a négocié ou va négocier sa transition avec Pétain en échange d’une ambassade. La poursuite des combats n’a pour fonction que de sauver la face. Gort se sauve en courant après avoir rencontré Billotte le 18 mai, et il a raison ! Churchill parlera à ce moment de la ‘pourriture’ des milieux dirigeants français, et dans son bilan devant les Communes il distinguera entre les petites nations qui ont été ‘vaincues’ par l’Allemagne, et la France qui a été ‘subvertie’. Le ‘choix de la défaite’, qui est devenu le non-dit de nos historiens révisionnistes contemporains était une réalité tangible pour les Anglais dès la mi-mai 1940.

• **François Delpla // 31.10.2019 à 08h22**

Tout d’abord, le mot « définitif » ne fait pas partie du vocabulaire de l’historien sauf, à la rigueur, sur des questions très ponctuelles.

Surtout, la caractérisation du Troisième Reich par rapport au Deuxième me semble insuffisante. Il ne s’agit pas seulement d’un surcroît de racisme et de mépris de la vie humaine, mais aussi et

surtout d'un projet géopolitique précis où le délire côtoie le réalisme, pensé et mené par un fou intelligent.

Hitler ne retourne pas ses armes contre l'URSS A CE MOMENT-LÀ en vertu du tropisme oriental de son appétit de conquêtes ni de son racisme antislave, mais de l'échec, in extremis, de son attaque de 1940 en raison de la continuation de la guerre par la Grande-Bretagne.

C'est ici qu'il faut considérer tout ensemble le réalisme et le délire. Attribuant fort justement cet échec à la personnalité de Churchill, Hitler fantasme ce dernier comme le « pantin de la Juiverie qui tire les ficelles » et comme un catalyseur qui est en train de fédérer les Juifs de Wall Street et ceux du Kremlin. (à suivre)

+1

[Alerter](#)

Anouchka // 31.10.2019 à 16h29

« A ce moment là ». Hitler aurait il pu selon vous renoncer à la guerre à l'Est s'il avait pu conclure une paix avec la GB?

[Alerter](#)

•

François Delpla // 03.11.2019 à 10h38

Bonne question ! Ma réponse est positive.

Il faut se souvenir que, dans son effort au long cours pour faire oublier certains passages de Mein Kampf, il se présente comme un homme de paix, y compris au plus fort de son estocade contre la France. On l'avait bêtement défié et on avait besoin d'une leçon, voilà tout ! Maintenir Barbarossa AVEC LE MÊME CALENDRIER ET LA MÊME ENVERGURE aurait ruiné ce patient effort. Il aurait vraisemblablement attendu quelques années, en s'arrangeant pour mettre Staline le plus possible dans son tort (ce qui n'était pas d'une difficulté insurmontable aux yeux des bourgeoisies de partout !) et peut-être en y allant progressivement (Est polonais puis Biélorussie puis Ukraine par exemple), en usant, comme cheval de Troie, de la colonisation économique baptisée « coopération » pour stimuler l'industrie soviétique avec des ingénieurs allemands, etc. etc.

[Alerter](#)

•

•

François Delpla // 31.10.2019 à 08h23

Jusque là, il excellait à prendre des risques mesurés, en ayant mis toutes les chances de son côté. A partir de la mi-mai 1940, comme Churchill ne tire pas les conséquences de la percée de Sedan en retirant prestement ses troupes du continent comme l'eût fait très probablement un Chamberlain

gouvernant dix jours de plus, Hitler commet les toutes premières « erreurs » de sa carrière de chancelier, à commencer, dit-on, par l'arrêt devant Dunkerque.

Barbarossa est de la même veine. Loin d'appliquer un plan mûri, ce joueur d'échecs devient un soudain adepte du poker. S'il délire sur une Juiverie en train de s'organiser à l'échelle mondiale pour étrangler l'Allemagne, en revanche il voit très bien que la résistance churchillienne oblige les Etats-Unis à sortir de leur passivité, et mieux encore que la guerre-éclair qu'il avait programmée et presque réussie en 1940 ne peut déboucher, si la guerre s'éternise, que sur un désastre pour une Allemagne très inférieure économiquement à une coalition anglo-américaine. D'où un besoin vital d'attaquer l'URSS et de la vaincre en trois mois au plus, à la fois pour provoquer le renversement de Churchill par des banquiers en colère, pour éliminer le facteur militaire soviétique et pour rendre inexpugnable une Europe germanisée jusqu'à l'Oural et au Caucase.

[Alerter](#)

•

Jérôme // 31.10.2019 à 11h43

Je crains que votre propos sur la différence supposée entre Churchill et Chamberlain soit factuellement faux.

Dès le 20 mai 1940, les britanniques ont monté l'opération Dynamo, et ce bien sûr sans en prévenir les français et les belges, séchant par la même occasion la conférence d'Ypres qui devait permettre aux alliés de coordonner précisément leurs manœuvres dans le cadre de la contre-offensive de la dernière chance préparée par Weygand. Dès le 25 mai, alors que les belges se battaient avec une combativité admirable sur la Lys, Gort exécute la manœuvre, ce qui signifie qu'il a reçu l'ordre d'exécuter la manœuvre de retraite au plus tard la veille.

Autrement dit, Churchill a tenu 2 semaines maximum à partir du début de l'offensive allemande du 10 mai. Le plus évident est que Chamberlain n'aurait même pas fait plus vite, le temps d'évaluer la situation militaire.

Au passage, on signalera que la retraite du corps expéditionnaire britannique a anéanti les minces chances de succès de la contre-offensive alliée qui devait prendre en tenaille la lance très étirée et fragile de l'offensive allemande, ce qui était la grande crainte de Hitler et de l'état-major allemand. En effet, si le fer de lance était mécanisé, blindé, et jouissait d'une supériorité opérative incontestable, le reste était fragile.

Et on rappellera enfin la trop méconnue (car occultée par l'essentiel de l'historiographie anglo-saxonne) phrase de Lord Gort et rapportée par Lord Keyes : « Les belges nous considèrent-ils comme de vrais salauds ? ». Ce qui explique aussi l'hostilité de beaucoup de français aux britanniques avant même Mers-el-Kébir.

+1

[Alerter](#)

•

François Delpla // 31.10.2019 à 12h56

vos renseignements datent !

Dès 1993, j'ai, dans un livre, commencé à exploiter les minutes du cabinet (ouvertes depuis 1971) beaucoup plus en détail que mes devanciers. La résistance de Churchill... à ses collègues, sur la question de l'évacuation, s'y fait jour toute nue. Il ne s'incline que dans la nuit du 25 au 26 mai.

https://www.delpla.org/article.php3?id_article=377

Vous avez cependant raison sur le thème d'un abandon des Français par les Anglais : un thème de propagande propagé par Weygand et Pétain sans que Reynaud fasse grand-chose pour y mettre le holà.

[Alerter](#)

•

François Delpla // 31.10.2019 à 13h01

Cela dit, il ne faut pas confondre Chamberlain sous Chamberlain et Chamberlain sous Churchill.

Il est loyal, beaucoup plus que son ex-compère en apaisement Halifax.

[Alerter](#)

•

Jérôme // 31.10.2019 à 13h16

Il a peut-être « résisté » en intention et en paroles jusqu'au 25/26 mai à certains membres de son cabinet. Mais la date du 25 mai matin pour le commencement effectif de l'exécution de l'ordre d'évacuation du BEF est lui, un fait incontestable et, je l'espère, incontesté.

Et Gort n'a pas désobéi : il a exécuté un ordre de Churchill himself.

Les intentions/discours parlent moins que les actes. Surtout en cas de contradiction entre les uns et les autres.

+1

[Alerter](#)

•

François Delpla // 31.10.2019 à 15h12

« la date du 25 mai matin pour le commencement effectif de l'exécution de l'ordre d'évacuation du BEF est lui, un fait incontestable et, je l'espère, incontesté. »

avez-vous lu ma démonstration ?

Quant à Gort, il réclame l'évacuation (moyennant quelques précautions oratoires) depuis son rapport du 19. Pire, il intrigue

probablement avec certains ministres conservateurs, via le général en chef Ironside... limogé, comme c'est curieux, par Churchill en cette même nuit du 25 au 26.

Alerter

•

Jérôme // 31.10.2019 à 16h58

Le fait que Gort réclame dès le 19 ne veut pas dire que Churchill a résisté. Comme je vous l'indiquais plus haut, l'opération Dynamo est organisée dès le 20 mai, c'est-à-dire le lendemain du 19 comme aurait dit La Palice. Il se trouve que l'organisation logistique de telles opérations prend un certain temps et que le BEF, lui, n'a commencé sa retraite que le 25 mai, ayant déjà commencé à « sécher » les réunions interalliées pour coordonner les opérations.

Bref, rien dans cela ne vient démontrer que Churchill a retardé dans les faits le rembarquement du BEF lâchant ses alliés belges et français en rase campagne. Quand un subordonné demande tout de suite à son chef de lui donner un ordre qui n'est matériellement exécutable que 5 jours plus tard et que son chef lui répond qu'il ne lui donnera cet ordre que lorsque ledit ordre sera devenu matériellement devenu exécutable, ce n'est pas retarder la retraite.

Que Churchill ait été admirable et héroïque pendant la guerre, oui. Mais cela ne signifie pas qu'il l'ait été à tout instant, qu'il n'ait pas erré (les bonnes bios sur Churchill montrent bien comment ses coups de génie survenaient au milieu de nombreuses erreurs et à quel point il était bon pour galvaniser les énergies britanniques, pas pour prendre des décisions adéquates pendant la 2ème GM).

Et en l'espèce pour les français en mai-juin 1940, Churchill ou Chamberlain, aucune différence. Les britanniques ont lâché leurs alliés pour sauver le BEF et pouvoir politiquement continuer le combat, mais précipitant aussi l'effondrement franco-belge.

+1

Alerter

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 09h52

Mais quelle est l'importance de tout cela alors que Reynaud a téléphoné dès le 15 mai que « tout était perdu », et envoyé Suhard à Madrid pour négocier un armistice. Expliqué le 16 à Bullitt que l'insurrection communiste rendait toute résistance impossible. Reçu Churchill à Paris qui a pu voir que l'on préparait l'évacuation du gouvernement. Convoqué Pétain et Weygand le 17 pour la transition des pouvoirs, Weygand disparaissant aussitôt nommé pour aller parler avec des émissaires allemands ? La question intéressante serait : à quel moment Churchill a-t-il été définitivement convaincu que la France ne se battrait pas ? On peut probablement répondre : en même temps que Gort, rencontrant Billotte le 18 mai.

•

moshedayan // 29.10.2019 à 10h51

Attention à votre « Ecole historiographique » développée depuis 25 ans environ.

Peut-être en réaction contre deux ouvrages de Jean-Baptiste Duroselle la Décadence et l'Abîme ? Ecole Qui consiste à analyser la « spécificité » de la Guerre à l'Est par la conviction qu'il s'agissait d'une Guerre entre Deux totalitarismes ! La violence des Nazis était une réponse à la violence des Bolchéviks staliniens. Dans quelques ouvrages prochainement peut-être verrez-vous de telles phrases « violence nécessaire des/pour les Nazis » face à la « dimension barbare du stalinisme »... « la Guerre juste des Démocraties a mené à la victoire, grâce à l'épuisement de 2 Totalitarismes »... etc. L'historiographie française est dominée et inféodée par le projet de l'UE...allemande. Il s'agit donc de préparer les esprits pour amender la « faute allemande », liée qu'on le veuille ou non à l'ambition de cette nation sur le « Centrum Europa » .

+24

[Alerter](#)

- **Anouchka** // 29.10.2019 à 11h37

Bien vu Moshedayan.

J'ai trouvé aussi un peu étrange cette façon de faire remonter la « culture » génocidaire de l'armée allemande à son expérience coloniale en Namibie sans souffler mot de la « culture » des armées des principales puissances coloniales de l'époque, la France et la GB. Les Héréros de Namibie, certes... Mais n'est-ce pas un peu biaiser la question d'évoquer ces abominables massacres sans rappeler, en parallèle, les effets de la politique britannique dans l'Afrique du Sud toute proche à la même époque... La guerre des Boers ne fut elle pas elle

aussi un terrain d'innovation d'une technique qui allait faire flores lors des deux guerres mondiales suivantes : le camp de concentration (à moins que ce soit les US qui aient eu la primauté de l'invention lors de la guerre des Philippines, je ne sais plus)

+7

•

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 11h23

Si je comprends bien, Hitler pour certains était juste un maître un peu sévère pour remettre en ordre un monde troublé par le bolchévisme ? Mais alors, tout ce que l'on peut écrire a déjà été écrit. Le travail de justification du nazisme et de la collaboration a été fait à fond par les écrivains et journalistes des années trente et quarante ! Que ce soit au niveau du style ou des idées il n'y a pas d'amélioration possible par rapport à Philippe Henriot, Louis-Ferdinand Céline, Marcel Déat, Lucien Rebatton etc... Je souhaite bon courage tout de même à nos révisionnistes s'ils veulent se confronter à ces maîtres.

•

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 10h49

La similitude et la parenté ne vont jamais sans différences. On peut trouver déterminantes les similitudes ou les différences. Fritz Fischer est convainquant sur la continuité de l'impérialisme allemand, mais Hitler lui apporte un style nouveau. S'il faut continuer à jouer aux poupées russe (tout est dans tout et réciproquement) il faut noter qu'il est aujourd'hui malpoli et rarement tenté de souligner que le nazisme n'est qu'une radicalisation de l'impérialisme occidental général, qu'est le mode d'existence dans la culture humaine du capitalisme industriel. Ultimement, Hitler est un produit du projet techniciste cartésien, presque impossible à distinguer des tout premiers Conquistadores. Un film à revoir : « Aguirre, la colère de Dieu », de Werner Herzog.

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 12h05

(On évoque les méthodes de commandement dans la Wehrmacht)

Sur le caractère délibérément confus des systèmes totalitaires, j'ai trouvé ça développé chez Hannah Arendt, et je crains que cela ne soit rien de plus qu'une de ses suppositions hasardeuses. L'ensemble de la thèse sur la ressemblance fascisme-nazisme-stalinisme est d'ailleurs tirée par les cheveux. Je pourrais détailler. Il semble qu'en fait les administrations allemandes diverses, dont l'armée et la police, avaient dans la période nazie les qualités allemandes habituelles de rigueur. Etant vastes, elles souffraient cependant des défauts habituels des vastes organisations bureaucratiques: failles de communication, contradictions des directives, et rivalités personnelles. Rien que de très banal. Dans les parallèles Arendtiens, il y a essentiellement des traits communs entre nazisme et stalinisme : mais ils leurs sont alors souvent communs avec le capitalisme occidental, et il s'agit d'une retombée

de la technique propre à l'époque en général, et par ailleurs il y a des traits qui sont originaux, et propres à l'un seulement des trois systèmes : et ce sont alors plutôt des caractéristiques nationales historiquement héritées. Au total, la thèse de la convergence de deux systèmes, et deux seulement, sur des caractéristiques communes ne tient pas. Mais il s'agissait de démontrer la dignité du modèle capitaliste identifié à la démocratie : ce qui est une énorme supercherie.

(Dans « Les Crises » : on parle d'un nouveau livre sur Barbarossa)

Le sujet et l'analyse sont intéressants et les points établis le sont de façon juste et utile. Cependant, on manque toujours quelque chose si l'on ne fait pas remonter une analyse des rapports URSS-Allemagne nazie aux débuts de l'URSS, dont il faut rappeler qu'elle fut en guerre, plus souvent chaude que froide, avec le monde capitaliste, dont l'Allemagne nazie n'est qu'un avatar parmi d'autres, depuis sa naissance jusqu'à sa mort. La guerre continuant d'ailleurs depuis pour l'URSS réduite à la Russie et ses quelques pays associés. Si l'on tient à limiter son examen aux rapports dans la période Hitler-Staline, il faut impérativement partir au plus tard de la guerre d'Espagne, qui n'est, comme Franz Borkenau le note instantanément, plus une guerre civile espagnole après novembre 1936, mais un affrontement "Komintern-fascintern". Cela remet en perspective le Pacte d'août 1939 pour ce qu'il est : ni une alliance, ni un traité de paix, mais une trêve.

Jean-Pierre Georges-Pichot // 01.11.2019 à 12h18

(Sur la politique suivie par Staline)

Je l'indique dans une autre remarque, la guerre germano-soviétique commence en novembre 1936 dans la défense de Madrid. C'est parce qu'ils ont bien identifié la nature réelle du conflit que les Franco-Anglais se tiennent en retrait, en faisant des vœux pour Franco. Munich ne fait que confirmer leur option stratégique : les mains libres à l'est pour Hitler. Pour Staline, le pacte d'août 1939 est une trêve qu'Hitler lui consent après ses succès. Staline a perdu partout, militairement et diplomatiquement, et il fait, en effet, de l'apaisement. La rapidité de la défaite française est pour lui une nouvelle catastrophe. Mais il n'est jamais "surpris" par le fait même de l'hostilité nazie, et il n'y a jamais de "retournement" de son système d'alliances. Il y a juste une course contre la montre, qu'il gagne de justesse.

(Un commentaire sur « Les Crises » suggère que Snowden devrait recevoir le prix Nobel de la Paix)

Savez-vous qui décerne le prix Nobel ? Moi pas. Si vous savez, mettez un petit message là-dessus. ça sera sans doute édifiant. Pour le prix de la Paix, je me souviens qu'ils l'ont donné à Kissinger après les bombardements de Noël sur Hanoi, et à Obama avant qu'il ait fait quoi que ce soit d'autre que de se faire élire, un peu au titre de la discrimination positive... On a vu la suite ! Si l'Allemagne

nazie avait pactisé avec les Etats-Unis en Juin 44 pour attaquer l'URSS, Hitler l'aurait eu aussi. Voilà ce que j'en pense, et je signe.

(On reproche à Snowden sa réserve envers son pays hôte, la Russie)

Je pense que Snowden a payé pour savoir que la fréquentation de tout système étatique était à éviter. Après lecture de son livre et de cet article, il me semble qu'il ne dit rien des Russes en tant que peuple. On pourrait critiquer le fait qu'il ait décidé de ne pas faire connaissance : mais étant donné les risques qu'il court, il est raisonnable de sa part de filtrer très soigneusement ses fréquentations, ce qui n'est guère possible avec des gens dont on ne possède même pas la langue. Je ne me souviens plus si le Russe fait partie des langues qu'il possède.

(JMJ à la fête de l'Huma)

Je n'ai pas encore regardé la vidéo en entier, mais comme remarque liminaire, je ferais remarquer que JMJ ne devrait pas être en territoire ennemi à la fête de l'Huma, car le PC, avec tous ses défauts, est certes un parti productiviste, mais pas fana résolu de l'hyperconsommation. Il est juste pour un partage équitable. Par ailleurs, s'il a un défaut, c'est plutôt de faire une confiance excessive dans la science et la technique. Et par voie de conséquence, il fut toujours pro-nucléaire. Mon vieux père communiste était sans doute un peu en avance parce qu'il croyait qu'un jour il y aurait des voitures à propulsion nucléaire. En réalité, tous comptes faits, on y est presque depuis que les bourgeois cultivés s'en occupent ! Ils ne proposent rien de mieux à part leurs moulins à vent clownesques.

(Suite)

Le débat part rapidement sur une question un peu académique, qui est celle de l'effet de la transition vers la sobriété sur l'économie globale, et donc sur le chômage et la pauvreté. Ce n'est pas le plus utile, surtout si la sobriété est un impératif vital. Je ne crois donc pas que JMJ ait raison de ferrailer là-dessus, d'autant que ce n'est pas vraiment son domaine d'excellence. Il est percutant dans sa présentation de l'état des choses. Sur la configuration sociale correspondant à un monde sobre, c'est un domaine où tout est ouvert et où la physique ne commande plus toute seule. JMJ montre que la "croissance" est directement corrélée à l'apport d'énergie, et tout le monde admet que l'emploi est corrélé à la croissance : mais c'est seulement vrai dans un certain système technique et économique. Dans le monde sobre, qui sera configuré autrement, ces corrélations ne vaudront peut-être plus. Il ne faut pas perdre de vue que le chômage n'est une fatalité et même une nécessité factuellement avérée que dans le système capitaliste tel que nous le connaissons. Le chômage lui-même tel que nous le connaissons n'est une réalité que dans la société industrielle. Avant, l'injustice prenait d'autres formes. Après, tout est possible. Des services rendus sans usage d'énergie ne sont plus limités par sa disponibilité.

(Remarquable : une intervention d'il y a deux ans refait surface. Je parlais de la sécession culturelle)

[Georges-Pichot 2 years ago](#)

Le système décrit par l'auteur existe dans divers ensembles politiques multi-communautaires, et il a existé dans notre espace hexagonal, si j'en crois mes anciennes études d'histoire médiévale. C'était en gaule romanisée après les invasions germaniques. Déjà, cela se produisait dans un cadre initialement conflictuel, mais qui finit par déboucher sur un compromis. On appelle cela la 'personnalité des lois'. Les Germains ont conservé leurs lois, et les gallo-romains ont gardé les leurs. Comme quoi ce que nous voyons aujourd'hui n'est pas absolument nouveau puisque c'est à peu près ce que tentent d'imposer, dans un premier temps, certains de nos immigrés musulmans.... Dans le système de la personnalité des lois, chacun règle ses affaires à sa façon. Le hic, c'est la gestion des rapports entre personnes appartenant à des groupes différents, et les rapports avec l'Etat. Je ne sais pas comment la chose fut réglée aux alentours du septième siècle, mais je suppose qu'un facteur déterminant du règlement est nécessairement la prise en compte et la confirmation formelle d'un rapport de domination des uns sur les autres. Une autre corollaire est l'assignation fixe et formalisée par le droit des individus à des communautés : ce qu'annoncent d'ores et déjà les pratiques des immigrés musulmans en matière vestimentaire et onomastique. Ces pratiques dessinent déjà en pointillés les contours d'une future construction politique dans le cadre de laquelle n'aura pas forcément disparu toute trace d'une influence française, mais pour laquelle les historiens du futur -si l'humanité a un futur – voudront sans doute trouver un autre nom que celui de 'France'. Il est peu probable que cet accouchement se fasse sans douleur. En gaule gallo-romaine, les Germains portaient d'une position de supériorité militaire, mais ils aspiraient à se 'civiliser' à la romaine et ils étaient pris dans le mouvement général de christianisation dans lequel les gaulois les avaient précédés, ce qui devait faciliter les choses : d'où le mariage et la conversion de Clovis, qui a fondé la France en tant que communauté de plus en plus unifiée et homogène. Voulons-nous vraiment rejouer ce match à partir de zéro partout et la balle au centre ? Ce n'est pas par racisme et par bêtise que nos ancêtres ont pendant des siècles considéré que la similitude était une condition de la vie ensemble, et que les circulations de populations ou les adjonctions de nouveaux territoires devaient s'accompagner d'un processus d'assimilation.

(On parle d'Assange et de sa possible extradition)

Exciper de l'âge dans le cas Pinochet, cela s'appelle botter en touche. L'Angleterre recule devant deux contradictions pénibles : un fier et vieux pays qui s'est vendu corps et âme au protecteur états-unien et n'a plus rien à lui refuser. Ensuite : les contradictions de Nuremberg, qui a subverti quelques principes fondamentaux du droit, dont les souverainetés nationales et donc la validité locale du droit, et la non-rétroactivité des lois pénales. C'est une énorme question. Pinochet, ou Assange, perdent toute protection du droit en raison de la nature de leurs crimes, et ne peuvent trouver aucun asile nulle part : comme Goering et ses comparses avant eux. Mais qui en juge ? A Nuremberg, c'est Staline, après Katin, et Truman, après Hiroshima. Pour Assange, c'est Trump et Boris Johnson, qui assument l'espionnage universel, les assassinats ciblés quotidiens, les enlèvements dans le monde entier, et la torture. Au nom de la « démocratie ». Tout est dit. Le droit est, fut toujours, un instrument au service de la force. Un procès n'est qu'une danse du scalp glorifiée.

(On parle de Daniel Ellsberg)

L'essentiel à noter, me semble-t-il, à propos du Viet-Nam, c'est que l'opinion américaine ne s'est jamais retournée contre la guerre. Le désengagement a résulté d'un calcul coût-bénéfice et il ne représentait qu'une retraite partielle et temporaire. A la même époque, les Etats-Unis avaient compris qu'ils auraient la peau de l'URSS par des moyens économiques, ce qui rendait le contènement militaire sur les marges coloniales superflu. Hanoï et Cuba sont aujourd'hui normalisés OMC et Coca-Cola, sans occupation militaire : comme la France. Et la population américaine est moralement en soutien de toutes les entreprises néo-coloniales présentes et à venir. Trump ou pas Trump : Hillary Clinton était d'ailleurs plus belliciste.

(Polémique sur le voile au conseil général de Bourgogne. JJ Bourdin invite Jordan Bardella sur RMC)

A quoi joue ce journaliste ? Comment ne se rend-il pas compte du caractère exorbitant de ses façons de faire ? Il est là pour faire parler l'invité, et il lui fait la leçon. De quel droit ? Tout ce qu'il montre, c'est qu'il a une cause à défendre. Mais il ne fait que discréditer la station de radio qui l'emploie. De plus, s'il a une cause à défendre, il la défend mal ! De par son excès même. Dans les années trente, le politicien Pierre-Etienne Flandin s'était rendu si célèbre et si voyant dans sa défense du national-socialisme allemand que les hommes d'Hitler à Paris lui avaient demandé de se taire. Il ne fallait pas que la pénétration nazie dans les milieux parisiens soient trop évidente. Si j'étais miroir-de-Dieu à Téhéran ou émir à Sevran, je demanderais à ce bourrin de se taire !

(Finkielkraut sur Sud-Radio à propos de son dernier livre. On parle de la polémique en cours : toujours les musulmans et leur carnaval. AF reprend le journaliste sur l'expression 'mamans voilées')

"Mamans voilées", "tontons barbus" : Finkie a raison. Le linguiste Jean-Claude Milner l'explique : il y a des noms en troisième personne et des noms en deuxième personne. On ne peut dire "une maman" comme on dit "une chaise" sans ridicule ou torsion tendancieuse de la langue. En l'occurrence, il s'agit de susciter une empathie immédiate qui ne se justifie pas forcément. C'est un usage idéologique et propagandistique de la langue. "Maman" ne peut s'employer honnêtement qu'en deuxième personne, c'est à dire pour s'adresser directement à sa propre mère. EX. : "Maman, où t'as mis mes chaussures de foot ?". Les gens qui voient des mamans partout sont très suspects à mes yeux. Quand une personne habillée d'un sac poubelle avec juste des trous pour les yeux se présente en public, la première idée qui me vient à l'esprit n'est pas qu'elle pourrait avoir des enfants, ni même qu'il s'agit d'une femme. C'est juste une image terrifiante du fanatisme le plus dangereux.

(Sylvie Agacinski interdite de conférence à la fac de Bordeaux tenue par les islamo-feminino-gauchistes)

Sophie Agacinski ? Je ne suis pas généalogiste, mais ne s'agit-il pas d'une personne assez proche de l'ancien ministre Lionel Jospin ? Celui qui, comme Macron aujourd'hui mais à un moment où le mal ne s'était pas aussi gravement répandu, avait expliqué que « le voile n'est pas souhaitable, mais pas au point que je fasse quelque chose contre ». Ayant eu le privilège d'entendre à l'époque un inspecteur d'académie expliquer au corps enseignant de tout un collège que « puisque le Conseil d'Etat s'est prononcé, le problème est réglé », c'est-à-dire que le voile devait être admis partout, y compris dans les classes, je pense que Madame A. peut se consoler en se disant que nous n'en sommes pas encore au point que sa famille politique considérait comme acceptable à la fin du vingtième siècle. Et, n'étant pas naturellement bon, je ricane.

(Même sujet)

Sur la montée des fanatismes politiques de toutes sortes à l'université : personne ne le dit, ni ne semble le voir, donc je le dis : cela résulte essentiellement de la baisse du niveau général des études. Quand les cours ennui de faux étudiants, ils font de la politique à la place, et bien sûr de la façon la plus bête. Là encore, la famille politique de Madame Agacinski, qui en est victime aujourd'hui, n'y est pas pour rien.

(AF dit que l'aversion suscitée par Macron est sans doute excessive)

Exagérée, l'aversion que Macron suscite ? N'y aurait-il pas un peu trop de sang entre nous et lui ?

Si je ne me trompe pas, ce que dit ALR sur la famine en Union soviétique, ce n'est pas qu'elle n'a pas existé. Elle a existé. Mais ce que dit ALR c'est qu'il n'y a pas de documents démontrant un projet génocidaire de la part de Staline. Et donc la question reste ouverte. Cette position de ALR n'est pas une position de militante communiste. Elle résulte de son parti-pris général d'historienne : hors les documents d'archives, on ne peut rien dire. On dira évidemment : "bien sûr qu'on ne trouve pas de preuves, parce que Staline était trop malin pour en laisser". Mais l'argument est faible, car autant dire alors qu'il faut remplacer les historiens par des romanciers. Or en réalité il est très rare que des faits qui se sont réellement produits, des débats qui ont vraiment eu lieu, des propos qui ont été vraiment tenus, ne laissent absolument aucune trace. Ainsi la conférence de Wannsee qui selon les ordres d'Hitler ne devait absolument pas être documentée, et dont les minutes nous sont pourtant parvenues. De faits ou propos qui ne sont pas documentés, on peut donc légitimement douter. En revanche, ce que l'on trouve dans les archives, explique ALR, ce sont des documents d'époque démontrant qu'il y a eu, dans le monde politique capitaliste, des manoeuvres organisées de propagande anticommuniste consistant à affirmer cette intention génocidaire sans preuves et dans une intention de polémique partisane. Les révéler fait légitimement partie du travail de l'historien. Cela déplace le débat sur un terrain différent et répond à une accusation par une autre, mais ce n'est pas du négationnisme.

(Un intervenant ressort la vieille scie sur les anarchistes victimes des communistes en Espagne)

Erreur de fait. La lutte entre anarchistes et communistes en Espagne a comporté des effusions de sang, mais les anarchistes n'étaient pas en reste, et leur défaite a été essentiellement politique et a résulté de leurs incohérences idéologiques, de leurs erreurs stratégiques, et finalement de leurs propres renoncements par rapport à leurs principes. Je vous conseille un excellent livre de l'époque, disponible aux éditions Ivrea : 'Le cockpit espagnol' de Franz Borkenau.

(On parle de la seconde guerre mondiale)

On me dit : [Florian Porottail](#) : [@jean-pierre georges-pichot](#) Vous oubliez surtout de dire que ce sont les Communistes qui ont traqués les Nationalistes et les Royalistes justement parce qu'il n'était pas de Gauche quand au Mythe du PCF premier parti de la Résistance Je Vous renvoie au travaux de Simon Epstein qui a démontré que la Majorité des Collabos à Vichy étaient issus du Front Populaire d'extreme gauche :SFIO,PCF.

(Ma réponse)

Je n'ai rien contre les "royalistes" ou les "nationalistes" en tant que tels, et je me souviens, par exemple, du royaliste Bonnier de la Chapelle qui a très opportunément liquidé Darlan à Alger et du nationaliste Paul Collette qui a essayé de tuer Laval en 1941. Ceci dit, quant aux "nationalistes", le mot peut recouvrir pas mal de gens, tout le monde n'ayant pas la même compréhension du mot, ni la même estime pour la chose. Du coup, je ne suis pas certain de savoir de qui vous voulez parler. A gauche, on préfère parler des "patriotes", et je crois que le mot est acceptable aussi à droite, en dépit de son origine très rouge. Maintenant, sur les communistes, je crois connaître un peu la question. S'il y a un mot sur lequel on peut s'accorder à leur endroit c'est le mot "sectarisme". Autrement dit, s'ils s'en sont pris à des gens qui vous sont chers, il faut bien vous dire et admettre qu'ils s'en sont toujours pris à tout ce qui n'était pas eux-mêmes, et ne s'en sont jamais beaucoup cachés. Mais du coup, vous devez admettre aussi en toute logique que ce que raconte Epstein ne peut pas beaucoup les concerner. Impossible de croire qu'ils aient honnêtement travaillé à la grandeur du Reich hitlérien. Ils n'ont jamais "collaboré" avec personne, parce que ce n'était pas dans leurs façons de faire de travailler pour d'autres forces que les leurs. Aussi : regardez précisément ce que dit Epstein, plutôt que de gober les yeux fermés ce qu'en a retenu Zemmour, qui sur ce sujet divague gravement. La "gauche" de collaboration ne les inclut pas. Le concept de "gauche" n'a d'ailleurs plus de sens après la guerre d'Espagne et Munich, qui tuent le Front populaire : socialistes et radicaux sont non-interventionnistes en Espagne et Munichois. Les communistes sont anti-munichois et se battent les armes à la main contre Hitler et Mussolini dès 1936, ce qui rend absurde le débat sur la date de leur entrée en "résistance". En 1940, ils ne sont certes pas "résistants" au sens que l'on donne au mot aujourd'hui, car personne ne l'est : de Gaulle lui même n'emploie pas encore le mot sinon dans un sens très général et n'appelle nullement à une résistance intérieure. Ils ne sont pas non plus "collabos", comme l'expliquent nos révisionnistes en en faisant des caisses sur la demande de légalisation de juillet-août 1940. Ils sont pour l'essentiel en fuite ou en prison. Quant à leur importance par la suite dans la résistance intérieure, la minimiser est juste ridicule. Les cimetières sont pleins de leurs martyrs, et ils représentaient une telle force en 1945 que de Gaulle lui-même s'est réfugié dans les jupes des Américains pour s'en défendre !

(les races existent-elles?)

Pena-Ruiz : quelle confusion mentale ! "Entre un chat et un éléphant il y a une différence de race". Le philosophe confond "race" et "espèce". Il nous ramène aux expressions préscientifiques d'il y a deux siècles. On disait "la race humaine". Puis Cuvier, Darwin, et tant d'autres sont venus....

(les races existent-elles?)

La notion de "race" a une pertinence indubitable en zootechnie, science de l'élevage rationnel des animaux domestiques. Il y a des races de chiens, de volailles, de chevaux etc.... avec des caractéristiques spécifiques développées par l'homme pour son utilité. Il n'y en a pas dans les espèces sauvages parce que les races sont des créations humaines, obtenues par un travail de sélection artificielle et intentionnelle. Dans le processus de sélection, qui consiste à contrôler les rencontres fécondantes et à exclure certains sujets de la reproduction, on favorise la multiplication de certains gènes dans une lignée, et on en élimine d'autres. A la longue, on opère des rassemblements déterminés de gènes présents chez tous les individus d'une lignée et absents ou plus rares chez les individus des autres lignées. Les lignées deviennent homogènes, et les descendants ressemblent de façon de plus en plus prévisible à leurs géniteurs pour les caractéristiques retenues comme critères de sélection. Les écarts de distribution des gènes entre lignées correspondent à des types phanéroptiques (visibles) distincts pour les caractéristiques que ces gènes contrôlent : par exemple, tous les épagneuls bretons sont dépourvus de queue, alors que tous les setters en ont une. Et un couple d'épagneuls bretons engendre à coup sûr des chiots dépourvus de queue. Ces différences ne font cependant pas passer d'une espèce à une autre, ce qui se traduit par la possibilité du métissage, et du retour à la diversité des individus. On peut croiser un monsieur épagneul breton avec une madame setter, ou l'inverse, et l'on obtiendra une descendance mêlée de chiots avec ou sans queue en proportion variable. La sélection, c'est un peu comme si dans un champ couvert de bleuets et de coquelicots on faisait d'une part un bouquet de bleuets et d'autre part un bouquet de coquelicots. Par la sélection, on peut obtenir des lignées d'animaux aussi homogènes que l'on veut quant à certaines caractéristiques que l'on recherche : production laitière, vitesse à la course, beauté, docilité, résistance ou sensibilité à certaines maladies. On peut en réalité sélectionner sur à peu près n'importe quelle caractéristique, y compris comportementale : ce qui démontre au passage le très fort déterminisme génétique de toute réalité vivante. Peut-il y avoir des races humaines comme il y a des races animales ? L'homme est un cas limite, car il n'est ni une espèce sauvage, se reproduisant de façon aléatoire, ni une espèce domestique dont la reproduction serait strictement contrôlée par une volonté supérieure. Hitler avait ce genre de projet en vue d'une « race aryenne » mais c'est une

exception. Il s'est en revanche parfois constitué spontanément des groupes humains génétiquement plus homogènes que d'autres en raison de certains aléas historiques, le plus fréquent de ces aléas étant une situation prolongée d'isolement. Il y a par exemple une homogénéité dans l'ensemble français du peuple basque, qui diffère de la population d'origine indo-européenne par un paramètre biologique aussi fondamental que la fréquence relative des divers groupes sanguins. Ce n'est qu'un exemple, et on pourrait en citer beaucoup d'autres, dont bien sûr les plus évidents et perceptibles, comme la couleur de la peau, la forme des traits du visage, la couleur et la raideur des cheveux, qui sont la base du racisme, qui ne pourrait pas exister sans une réalité physique, tangible, qui est en effet de l'ordre de la « race ». Cela veut juste dire que deux Basques ont plus d'ancêtres en commun, et plus proches dans le temps, qu'un Basque avec un Alsacien. Que d'autres paramètres biologiques encore, moins superficiellement visibles que la pigmentation ou la couleur de l'iris ne se distribuent pas aléatoirement dans l'espèce humaine est une évidence que les médecins, gens sérieux, ne font pas semblant d'ignorer dans leurs travaux, prenant soin de préciser à quel grand groupe de population appartiennent les sujets de leurs essais thérapeutiques ou de leurs statistiques épidémiologiques, qui seraient faussés s'ils ne le faisaient pas. Par exemple, une statistique faite sur l'allergie au lactose n'a aucun sens si sa prévalence moyenne est donnée globalement car elle est très différente chez les Africains et chez les Européens. Il s'agit bien d'un fait qui est de l'ordre de la 'race'. Du point de vue de la biologie, ceci ne suffit pas à parler de 'races' au sens strict, car l'homogénéité globale des individus est bien moindre que dans les races animales fortement sélectionnées, quoique cela y tende, car le mécanisme est fondamentalement le même. Deux Basques ne se ressemblent pas comme peuvent se ressembler deux épagneuls bretons, ni physiquement, ni quant aux aptitudes et au caractère. Et un Basque ne se distingue pas d'un Alsacien aussi rapidement et aussi sûrement qu'un épagneul breton d'un setter, quoique s'il s'agit d'un Anglais et d'un Japonais, on voit bien que la réponse n'est pas aussi évidente. En outre, si l'on peut à la limite, parler dans certains cas de 'races humaines', c'est en précisant aussitôt que les humains n'appartiennent pour la plupart à aucune d'entre elles. La plupart des individus sont des métis qui ne relèvent clairement d'aucun des groupes plus homogènes qui existent, de sorte que les groupes plus homogènes ont entre eux tout un continuum d'individus qui possèdent certaines de leurs caractéristiques mais aussi celles de groupes différents. Enfin, même si les races existent dans une certaine mesure, la discrète sélection différenciante produite dans l'espèce humaine par les circonstances historiques porte sur des caractéristiques purement biologiques qui sont ressenties comme accessoires dans la plupart des cultures humaines, seules des idéologies comme l'hitlérisme faisant exception. En résumé, si des races existent dans l'espèce humaine, c'est à titre de bribes et elles y sont un facteur généralement secondaire du devenir humain. Des îlots d'homogénéité flottant sur un océan de diversité. Pas de quoi en principe s'énervier autant.

(Débat entre Zemmour et Pena-Ruiz sur la laïcité)

Le catholicisme est mort et rien ne le fera revivre. Zemmour est dans la nostalgie sur ce point. Il sait et dit d'ailleurs à l'occasion que l'histoire de France a pris quelques bifurcations définitives, dont le passage au second plan derrière l'Angleterre avec l'échec de Napoléon. La fin du catholicisme comme religion hégémonique en est une autre, actée par la révolution de 1789, confirmée par la loi de 1905. Zemmour regrette ces changements et voudrait revenir en arrière : ce qui est une position irréaliste et au sens strict et non polémique, réactionnaire. Mais rien n'y fera : aujourd'hui, dans un pays massivement incroyant à l'exception de la fraction musulmane, pour cette raison en voie de dissidence, le catholicisme n'est pas un contre-poids possible à l'islamisme. Il n'y aura pas de nouvelle guerre de religion dans ces termes là. La clé de voûte qui unit les Français est la laïcité de l'Etat sociologiquement fondée sur l'incroyance majoritaire des Français. La contradiction du moment se pose dans ces termes là. Et donc quiconque critique ou combat la laïcité collabore à la montée de l'islamisme.

(Débat entre Zemmour et Pena-Ruiz sur la laïcité)

Ce débat tourne mal et finit dans la confusion. Je me tue à répéter à Zemmour qu'il est mal renseigné sur la trajectoire communiste dans les années trente et quarante. Le point d'où naît l'erreur : Zemmour utilise une opposition droite/gauche qui n'a plus aucun sens après Munich. Munich instaure une nouvelle coupure déterminante : munichois/antimunichois. Résisteront les antimunichois de droite aussi bien que de gauche, dont les communistes, qui seront de loin les plus nombreux. Zemmour dit : c'est la droite qui a résisté, et la gauche collaboré : ce qui est un énorme paradoxe, car Pétain ce n'était pas la gauche, et Laval c'était le centre-droit. Il met en avant les éléments d'extrême-droite qui vont précocément à Londres avec de Gaulle, et dont le plus notable est le colonel Passy. Mais ils sont une poignée. Massivement, la résistance, ce sera le monde ouvrier et paysan. Le premier acte significatif sera la grève des mineurs de mai 1941. Et c'est le parti communiste qui organise ces masses, quels que soient les errements occasionnels de la direction. Il se base ensuite sur un auteur qui donne la liste des collabos, dont beaucoup ne viennent certes pas de la droite d'avant-guerre : mais ils viennent alors du centre-gauche munichois. Pratiquement pas un seul du parti communiste, qui est l'essentiel de l'antifascisme après la guerre d'Espagne et Munich, et continûment en butte à la répression, d'abord républicaine à partir de 1938, puis pétainiste.

(La laïcité encore. Un intervenant exprime son amour du catholicisme)

Je ne vois pas grand chose à ajouter ou à retirer de ce que j'ai écrit. Loin de moi l'idée de croire que la France se réduit à son régime actuel, ou de sous-estimer l'apport du christianisme à son identité. Quand j'arrive dans une ville ou un village de France, je m'attends à voir un clocher, et je n'ai aucune hâte de voir un minaret à la place. Mais vous tombez à mon avis dans l'erreur en suivant Zemmour dans un des paradoxes qui le rendent certes divertissant à écouter, mais qu'on ne peut pas toujours valider. Sur la laïcité comme produit du christianisme : ce qui est vrai c'est que le christianisme établit la distinction qui la rend possible entre le spirituel et le temporel. Mais l'Eglise reste jusqu'à la fin de tendance théocratique : elle veut que le spirituel impose des limites au temporel. Le Pape au dessus de l'Empereur. Le pape excommuniant des rois. Le tribunal de la Sainte Inquisition servie obligatoirement par le bras séculier de l'Etat. C'est parfois pour le meilleur, je l'admets : la paix de Dieu, la charité chrétienne, l'aumône aux pauvres, visiter les malades, le patient travail d'écriture des ordres savants, l'érudition et le travail d'éducation des Jésuites.... Je ne m'appesantis pas sur les reproches qui vont en sens inverse : le divorce interdit très longtemps en Italie, le délit de blasphème encore aujourd'hui dans de nombreux pays... Il me semble plus utile de vous signaler que vous tombez carrément dans l'absurde avec une formule que même Zemmour n'aurait pas osée, quand vous dites que c'est l'Eglise qui aurait conçu et imposé la laïcité telle que nous la connaissons. Par rapport et en opposition à cela, la laïcité ne consiste pas, comme le disent en réalité ses ennemis, seulement à séparer les Eglises de l'Etat, mais à les hiérarchiser à l'inverse du principe théocratique. L'Eglise catholique est en France, mais la France n'est pas fille de l'Eglise. Et c'est très précisément pour cela que la laïcité au sens fort rencontre son ennemi dans l'Islam, qui ne fait que reprendre les prétentions traditionnelles de toutes les religions. "On ne peut pas accorder les mêmes droits à l'erreur et à la vérité". C'est une formulation catholique typique, mais que nos islamistes ne peuvent qu'adorer. Et dans cette phrase, l'erreur, c'est moi. Excusez ma méfiance ! Et donc je dis que le seul ciment de la nation aujourd'hui, c'est la laïcité dans le sens fort qui contredit ce genre de prétention. Cette laïcité là s'oppose nettement aux prétentions de l'Eglise catholique, ou de l'Islam, à fixer des règles opposables à l'ensemble de la société.

(On parle de la laïcité)

L'Islam et la Laïcité en France : c'est bien simple, et parler de laïcité est à la fois une façon inévitable et inefficace de traiter le problème. La laïcité en France est la clé de voûte de la paix civile et des institutions : elle tient la place, dans un pays déchristianisé par la révolution et l'installation d'une république principalement soutenue par un peuple libre-penseur, de la référence à une religion hégémonique, qui reste institutionnelle dans la plupart des autres pays, mais qui a été refoulée dans une position marginale dans le nôtre. La laïcité est un sacré républicain venu en remplacement de l'hégémonie catholique, mais que l'Islam vient contester parce qu'il n'a pas été partie prenante des conflits et des compromis qui ont abouti à la situation actuelle. Sans la laïcité de

l'état, en France, la société explose. Mais les musulmans n'ont aucune raison déterminante d'adhérer à ce qui s'est fait en dehors d'eux. La laïcité est donc bien la question, mais pas la solution.

(Benalla)

Benalla : à Paris en 1572 il aurait été ligueur et fait la Saint-Barthélémy, à Berlin en 1930, il aurait été SA et cassé du communiste et du Juif. En 1942, il aurait pu s'exprimer dans la milice de Darnand. A Téhéran en 1980 il aurait été gardien de la révolution. Sous Macron, il en était réduit à se contenter d'un tout petit pogrome personnel à la Contrescarpe, sous protection de la police. Mais pour lui les perspectives de donner sa mesure s'élargissent avec la crise du macronisme. Il a tout de suite senti où il avait une position à sa mesure : chef de la police islamique des banlieues. Un jour il faudra bien se débarrasser de cette engeance. Ce sera lui ou nous !

(Sur l'Ukraine etc....)

On me dit : « Daladier met le PC hors la loi parce qu'il collabore avec Hitler. Réécrire l'histoire, y a des limites. la gauche n'a plus de sens pour Staline, ah ? première nouvelle. »

(Réponse :)

Quand je dis que le mot de "gauche" n'a plus de sens après Munich, je veux dire : pour un analyste contemporain de la situation française. Les concepts dont use l'historien doivent être aussi précis que possible. Or si l'on appelle "gauche" l'ensemble des hommes et des partis qui, par exemple, soutiennent le Front populaire, cet ensemble n'en est plus un après la chute de Léon Blum et plus nettement encore après Munich, moment après lequel le parti communiste est désigné comme antinational par la gauche de gouvernement. Les grands événements historiques redistribuent les individus et les organisations selon de nouveaux clivages. C'est bien ce qui se passe aussi avec le gaullisme, qui lui non plus n'est ni de droite ni de gauche, et rassemble des forces qui jusque là s'opposaient, autant que le faisait en même temps le pétainisme. Les faits sont qu'autour de Pétain, dans ses gouvernements par exemple, il y a des socialistes et des radicaux, mais pratiquement personne qui vienne du communisme. Il y a je crois Paul Marion : mais c'est à peu près tout. Quant à Doriot, que l'on cite toujours, il avait quitté le Parti dès avant la guerre parce que Thorez lui avait été préféré, avec qui il était en rivalité. Il ne représentait nullement le communisme à l'intérieur de la collaboration, alors que le premier cabinet Pétain comporte des radicaux et des socialistes

expressément mandatés par leurs partis. C'est comme ça! Quant à Staline et "la gauche", je vois mal ce que vous voulez dire. En politique bolchévique, le mot était employé comme une pure étiquette posée arbitrairement à l'occasion sur des groupes oppositionnels. Il n'avait en effet aucun sens utilisable pour l'analyse politique ou historique.

(Sur Daladier)

On m'explique que Daladier a interdit le parti communiste parce qu'il collaborait avec Hitler. On me dit que je « ré-écris l'histoire ».

On est vraiment devant un cas de "c'est celui qui dit qui y est". Votre information date ! En 1938, Daladier a invité la Gestapo à Paris, qui collabore quotidiennement avec la police française à la chasse aux antinazis allemands, souvent communistes, qui ont trouvé refuge en France. La collaboration, ce n'est pas Pétain, car à l'époque de Pétain, Hitler n'a plus besoin de sa collaboration : le mot s'appliquerait très bien en revanche à Daladier et Reynaud en 38-39. La collaboration c'est Daladier. Annie Lacroix-Riz a publié les documents administratifs de l'époque, dans lesquels la police française use pour communiquer avec la Gestapo du terme "terroriste" pour désigner les communistes. Elle donne aussi en couverture d'un de ses livres la photo de Ribbentrop invité à Paris un peu après Munich, serrant la main à Daladier, et une autre où le même fait le salut nazi devant la tombe du soldat inconnu, entouré des officiels français. Et je pourrais en dire encore bien davantage. Vous disiez comment, déjà ? "Ré-écrire l'histoire" ? Je crois que c'est en effet nécessaire ! Mais rassurez-vous, c'est en cours !

(On me demande si 'Mein Kampf' est une source possible pour l'historien)

"Mein Kampf" pose à mes yeux un gros problème d'interprétation. Certains historiens disent parfois des choses du genre "Hitler a fait ceci ou cela, et il l'avait d'ailleurs annoncé dans 'Mein Kampf'" . D'autres fois, d'autres ou les mêmes disent "On ne peut rien déduire de 'Mein Kampf', qui n'est qu'un tissu de propagande". C'est un cas difficile. J'observe pourtant que les historiens de la période le lisent. C'est donc qu'ils le considèrent comme une source que l'on ne peut pas négliger. Votre question pose un deuxième problème, plus général, qui ne se pose pas seulement pour une source aussi délicate à utiliser que ce livre. Pour l'utilisation d'une source quelle qu'elle soit afin de démontrer, par exemple, l'existence de quelque chose comme ce que vous appelez 'le complot juif mondial', il faut déjà avoir ce concept en tête, et lui donner un sens. C'est à ce niveau que réside le problème, pas au niveau d'une source particulière que vous utilisez : vous voyez bien que vous ne pouvez pas employer cette expression, surtout avec l'article défini "le", "le complot" plutôt que "un complot", sans en faire un concept mythologique plutôt qu'historique. Vous chosifiez à l'avance,

comme une réalité dont on ne peut pas douter, ce qui pour un historien demanderait à être déduit d'une convergence de preuves. Or on ne peut pas dire "le complot juif mondial" comme on dit "la banque de France" ou "le catholicisme", sinon dans un texte de propagande antisémite. C'est un slogan politique, un repoussoir visant à déclencher des réflexes pavloviens dans un auditoire précis que l'utilisateur a en tête. Avec cette expression, vous êtes d'emblée en dehors du champ de la recherche historique positive, ce qui rend accessoire la question de la critique des sources. On est dans le domaine de la foi, et vous le savez comme moi, le fidèle pense que Saint Thomas a eu tort de vouloir sonder la plaie du Christ. Un historien positif comme Annie Lacroix-Riz fonctionne de façon très différente. Elle ne vous parle pas d'un "complot capitaliste mondial", ou du "complot anglo-saxon". Quand elle dit, par exemple : "Pétain était le chef de la Cagoule militaire", cela embête beaucoup de monde, mais elle n'emploie que des mots que tout le monde employait à l'époque, et ne fait donc que décrire son objet : les années trente et quarante, avec les mots de l'époque. Des milliers de documents d'ordre différent, y compris des minutes de procès et des rapports de police font apparaître ces mots. Alors que le "complot juif mondial" n'est nommé comme une réalité que dans un type précis d'écrits : des écrits de dénonciation antisémites. C'est la diversité des sources qui les crédibilise. Ici, elle n'existe pas du tout. C'est comme cela que je résoudrais le problème posé par votre question : "peut-on utiliser 'Mein Kampf' pour démontrer l'existence du 'complot juif mondial' ?" La réponse est non, puisque cet objet n'est pas un objet. Et c'est pour la même raison au fond que l'on ne peut pas utiliser Auschwitz pour démontrer que Dieu n'existe pas (cela s'appelle le problème du mal : une question qui peut vous sembler ridicule, mais que les philosophes du dix-huitième siècle se sont sérieusement posée). Et 'Mein Kampf' ne démontre même pas qu'Hitler y croyait. Mais il est utile pour démontrer qu'Hitler s'en est servi comme thème de propagande. Ce qui en retour nous dit quelque chose sur les lectures des gens qui manipulent aujourd'hui l'expression. Les mots sont aussi des marqueurs d'itinéraire intellectuel.

(Sur l'incendie du Fouquet's)

Je m'étonne que personne avant moi ne s'étonne publiquement du fait que lors de l'incendie du Fouquet's l'immense immeuble tout vitré de Monsieur Bernard Arnault, qui est notre véritable président de la République, qui se trouve juste en face, ait échappé à tout dommage. Je crois me souvenir que certains 'jeunes de banlieue' ne s'étaient pas montrés aussi complices de l'oligarchie au même endroit et dans le même genre de circonstances il y a quelques années. Faut-il s'en amuser ? Faut-il en déduire des choses ? Les Gilets jaunes et les hommes en noir d'appartenances diverses sont-ils si peu parisiens qu'ils aient ignoré ce fait ? Ou bien partagent-ils le respect que nous portons tous au rôle utile de LVMH, et admiratifs du luxe qui ruisselle sur la question sociale ?

[\(Dans Les Crises, une vidéo d'une observatrice de la Ligue des Droits de l'Homme arrêtée pendant une manifestation des Gilets jaunes. Elle répète, tandis que les CRS l'emmène « Je suis une observatrice de la Ligue des Droits de l'Homme . Je refuse de donner mon équipement de protection. »\)](#)

Cette scène me remet en mémoire un événement historique ancien et très précis. Cela s'est passé lorsque mon oncle Pierre Georges, le colonel Fabien, fut pris par la police au métro République pour être livré aux occupants allemands le 30 novembre 1942. Le rapport fait au commissaire du XIème arrondissement qui avait planifié l'opération précise : « l'individu a tenté d'ameuter le public en criant sans arrêt « à mort ceux qui aident les boches ». Aujourd'hui, les flics veulent être aimés, mais comme le disait Hitler pour expliquer sa confiance dans la police française : « La police en France est haïe par-dessus tout. C'est pourquoi elle cherche un appui extérieur. Cet appui, c'est nous. » Ces choses là étaient un peu oubliées, si loin après la guerre d'Algérie, les grosses répressions anti-ouvrières de l'après-guerre et mai 68. Il semblerait que Macron ait réussi au moins une chose : faire revivre la tradition séculaire d'une police tournée contre le peuple, et les sentiments qui naissent en retour.

+41

(Encore sur la police)

'Les policiers épuisés', c'est comme 'la justice débordée'. Il ne faut pas y croire une seconde. D'ailleurs, derrière la police, il y a l'armée. Et derrière l'armée dite 'française', toutes les autres. Regardez le niveau des investissements étrangers en France, et vous aurez la carte stratégique de la révolution à faire. Elle est forcément mondiale. Cela fait maintenant deux siècles que Marx et Engels se tuent à vous l'expliquer. Ne croyez pas vous en tirer avec des votes ou en fatiguant quelques bourrins bretons ou béarnais à force de recevoir des coups de matraque. Pour l'instant, je ne vois que les moyen-orientaux qui tendent à se hisser au niveau d'une violence qui puisse faire bouger les choses. Et encore : il reste tout de même beaucoup de gratte-ciels à New-York, et toute la prétendue 'sécurité' qui va avec.

(On parle de l'indéfinie 'crise des banlieues)

"Apatrides bi-nationaux", dit l'intervenant. L'idée de bi-nationalité semble anodine en raison d'une longue habitude, mais en termes de théorie politique, elle est tout simplement absurde. De Gaulle disait : "la France est votre mère". Peut-on avoir deux mères ? Et celui qui campe sur ce genre de position, comment ne pas le voir comme un faux-frère ? A force de ne pas vouloir résoudre les

contradictions, les contradictions se résolvent toutes seules. Il n'y a rien ni d'étonnant à ce que les individus finissent par faire d'eux-mêmes le choix dont on a voulu leur cacher la probable nécessité. Parler d'"apatrides" est une façon de suggérer que le problème est surtout pour eux : munis de deux passeports, ils seraient partout étrangers et n'auraient leur place nulle part. Le paradoxe n'est pas impossible. Le détenteur d'un passeport étranger est forcément un étranger. A sa façon habituellement cryptique, Jean-Claude Milner parlait des immigrés comme de "fondateurs" : ce qui disait, peut-être plus justement, que c'était aussi un problème pour la France. Car ce qui se fonde dans les ainsi-dites "banlieues" est pris sur son territoire.

(On parle des médias)

Tout le monde aujourd'hui méprise les médias installés et corsetés par l'argent. C'est un système en pleine déliquescence. Les journalistes et auteurs qui font l'apologie de l'état des choses sont si méprisés et haïs qu'ils servent ce qu'ils dénoncent. Un dissident russe l'expliquait à l'époque soviétique, où il était de fait que la presse était plus pluraliste, libre, indépendante et respectée à l'Ouest qu'à l'Est : "chez vous, si les journaux disent que manger trop de beurre donne du cholestérol, les gens se mettent au régime. Chez nous, ils disent seulement : "qu'est-ce qu'ils ne vont pas inventer pour justifier le rationnement! " " Nous en sommes à peu près là.

(On parle de croissance)

La réponse la plus simple est toute bête : si la population croît, une croissance zéro de l'économie signifie que le niveau de vie régresse. De façon plus intéressante : il faut se plonger dans les analyses marxistes, et discerner que le capitalisme est un système fondamentalement contradictoire et qui ne tient en équilibre que par le mouvement, comme un coureur ou une bicyclette. Je ne détaille pas, mais en gros il est de type dévorateur et doit sans cesse élargir le cercle de son activité pour maintenir les profits. Cela tient aussi à son essence darwinienne, dont vous parlez ailleurs : et vous semblez dire que l'éloge de la "compétition" serait une sorte de prétexte, alors que c'est le fondement du système. Le capitaliste individuel doit grossir pour que ses concurrents ne le mangent pas. L'image adéquate est : une bande de poissons carnivores dans un trop petit aquarium. C'est ça la dure vie des patrons, dont les ouvriers, qui en subissent les conséquences reportées, n'ont pas idée et qui ne leur inspire pas assez de compassion. Je rigole.

(On parle de démocratie)

La faille dans votre argumentation, qui a le mérite d'être à contre-courant, ce qui inspire toujours le respect, c'est que pour la valider il faudrait procéder à une recension précise, longue et pour beaucoup fastidieuse des conditions précises de ce que vous appelez "démocratie". Pour moi, le principal théoricien de ce système reste Rousseau, et le modèle achevé d'institutions mettant sa théorie en pratique pour un pays comme la France est la constitution révolutionnaire de 1791. Je vous assure, lisez ces textes, et vous verrez que dans nos pratiques la démocratie ne retrouverait pas ses petits. Nous sommes dans un régime de mensonge et de trahison, et c'est en pratique cela que vous défendez avec la meilleure foi du monde. Désolé!

(On parle de démocratie)

Très bien analysé. Mais je ne suis pas sûr pour la restriction que vous introduisez avec "dans une moindre mesure l'armée française". Si l'on en croit cet ancien d'Action directe que Hollande a fait remettre en prison parce qu'il refusait de s'enthousiasmer pour nos guerres néo-coloniales au Mali et ailleurs, la France a toujours été en pointe dans l'organisation et la recherche stratégique en matière de contre-insurrection. Elle collabore étroitement, non seulement avec l'armée américaine, à laquelle elle est même intégrée, mais aussi et plus significativement avec Israël, qui est le terrain d'expérimentation le plus riche et le plus instructif en la matière. Lequel Israël conseille tous les régimes fascistes, et notamment le Brésil, pour ses méthodes d'extermination extra-légale de ce que le pouvoir y nomme "délinquance", et qui est pour l'essentiel les expédients de survie des classes misérables. Tel est le paysage.

(L'UE et les Etats-Unis)

"L'Oncle Sam exige que l'Union européenne intègre tous les pays des Balkans" : voilà qui répond à ceux qui parlent d'isolationnisme américain, se lamentent que les Etats-Unis ne s'intéressent plus à l'Europe, ou se demandent si les Etats-Unis sont favorables, hostiles ou sans opinion par rapport à la supposée 'construction européenne' ! Excellent.

(On parle de 'extinction-rebellion' et de la non-violence)

Se dire non-violent et attendre en retour de la bénignité de la part de l'oligarchie dont on veut abattre le pouvoir et détruire les privilèges relève de l'inconscience ou de l'hypocrisie. C'est le plus fort qui décide du niveau de la violence, et la violence exercée contre des manifestants est la mesure

de la menace qu'ils représentent pour ceux qu'ils contestent. Le fait qu'à Paris il y a quelques semaines le mouvement "extinction-rebellion" ait pu agir sans être agressé par la police, qui au même moment gazait, matraquait et mutilait les Gilets jaunes, manifeste ce que le pouvoir redoute et ce qu'il sait pouvoir récupérer.

(Livre : Céder à Hitler – Christopher R. Browning 14 novembre 2019 Les Crises)

Excellent résumé des événements et de leurs déterminants. A quelques détails près, on tire exactement les mêmes conclusions à la seule lecture des mémoires de Churchill. Rien de vraiment nouveau, donc, même s'il est toujours utile de raconter la véritable histoire de temps en temps, à une époque où l'avalanche révisionniste nous explique que Staline est responsable des malheurs de l'Europe, sauvée du nazisme par la résistance d'extrême droite, les complots de l'armée allemande contre Hitler et l'insurrection de la police parisienne, sauvant Paris avec l'aide d'un ambassadeur scandinave en dépit de la collaboration venue de la gauche... Eh oui : Hitler n'était pas populaire qu'en Allemagne ! C'est ce que Annie Lacroix-Riz se tue à démontrer dans l'indifférence de l'Université et des grands médias. Une remarque sur une tache aveugle, tout de même : la guerre d'Espagne, où la France et l'Angleterre avaient déjà montré à Hitler qu'elles n'auraient pas la volonté de s'opposer à lui, là où c'était plus facile qu'en Europe centrale, et où leurs intérêts immédiats étaient menacés. Hitler savait déjà en les recevant à Munich qu'aux yeux de Chamberlain et Daladier il n'était pas l'adversaire principal, et que toutes les bourgeoisies européennes avaient pour le nazisme les yeux de Chimène. D'où son aplomb et son intransigeance. D'ailleurs, la 'collaboration' avait déjà commencé en pratique sous Daladier, avec la Gestapo invitée à Paris pour la chasse aux réfugiés communistes allemands et autres anciens des Brigades internationales. On ne comprend pas Munich et la suite si l'on n'a pas ce genre de réalités en vue. Hitler était un allié.

(Un autre intervenant, sur le même sujet)

Des précisions utiles. Mais il faut voir dans un livre nouveau ce qu'il apporte plutôt que ce qu'il omet. En l'occurrence, on pourrait citer d'autres preuves des sympathies pro-hitlériennes des gouvernements français et anglais. Le livre le plus accablant sur le sujet, et peut-être le plus complet, est ancien et définitif : ce sont tout simplement les mémoires de Churchill, ou sa biographie par William Manchester. Personnellement je savais déjà tout sur les méfaits de Neville Henderson. Incidemment : pour "Lord Beavercook", vous voulez sans doute dire : "Beaverbrook" ?

(Encore)

D'accord sur le fond, même si je suis moins sévère que vous, voyant plutôt le verre à demi plein. Il n'est pas si souvent dit à quel point les gouvernements français et anglais avaient en réalité de la sympathie pour Hitler et du mépris pour ses victimes. De la "psychologie" ? Je ne crois pas : plutôt la description d'une idéologie, qui a un nom précis à cette époque : l'anti-bolchévisme. Vous parlez bien de la même chose quand vous rappelez les intérêts défendus par les dirigeants bourgeois en France et en Angleterre. Peut-être l'auteur n'entre-t-il pas dans ce champ d'analyse par stratégie éditoriale. Mais il pointe bien le fait essentiel : pour eux, Hitler n'était pas un ennemi. C'était, pour les moins favorables, un salaud utile. Pour d'autres : l'éternel modèle allemand. Les Tchèques et les Polonais : des empêcheurs de profiter en rond.

Votre analyse historique est discutable. Ce n'est pas forcément parce que le peuple aurait été illettré que la révolution française a débouché sur l'empire et non sur une démocratie achevée. Dans votre chaîne causale, la cause aussi bien que la conséquence sont contestables. La cause : le taux d'alphabétisation français est élevé, d'où une vie politique et littéraire fiévreuse pendant tout le dix-huitième siècle. Secondo, la conséquence -un échec supposé de la révolution - n'a pas lieu : Napoléon achève et conforte la révolution au niveau possible à l'époque et pour d'autres causes qu'une supposée insuffisance intellectuelle de la population : parce que les forces sociales majoritaires se satisfont de son système : la paysannerie qui s'est emparée des terres et libérée des droits féodaux, la bourgeoisie acheteuse des biens nationaux saisis sur la noblesse et le clergé. Des acquis définitifs. Quant à l'objectif idéal que vous assignez arbitrairement à l'histoire : une 'démocratie véritable', la suite prouve que c'est de l'ordre de l'utopie. Deux siècles plus tard, nous revenons sur les acquis de 1789, avec une oligarchie pire que celle d'ancien régime. Le retour au système napoléonien serait aujourd'hui un progrès!

Aussi Atatürk ne s'y est-il pas pris comme cela : il a édicté que les maris dont les femmes paraissent voilées auraient la tête tranchée. Il a fait disparaître le voile de l'espace public en quelques jours. Je verrais bien personnellement un système consistant à enquêter sérieusement sur la famille des femmes voilées qui font du scandale chez nous : conditions de l'entrée sur le territoire, composition de la maisonnée, moyens de subsistance.... Ne serait-ce qu'un petit contrôle fiscal à la Charasse, puisque ces choses se font entre politiques et autres membres de l'oligarchie. Démocratisons la transparence fiscale ! Je crois que cela dissuaderait déjà les plus militants de nos islamistes, et l'effet psychologique serait garanti dans les populations soumises à leur loi. Sans aucun recul ni polémique sur les libertés et la laïcité.

Naulleau, Duhamel ou Domenach : cela fait partie des trucs du métier médiatique. En face de l'Auguste, qui introduit le désordre comique, il faut un clown blanc représentant le bon sens aux abois. Spectacle. Le talent, voire le génie, ne sont requis que de l'Auguste. Pour faire le clown blanc, on donne un coup de pied dans un arbre, et il tombe quinze médiateurs formés par les écoles. C'est indifférent : on peut toujours aller pisser quand c'est leur tour de parler.

Le système britannique n'a rien de démocratique. Je ne le dis pas comme une critique, mais factuellement. Comme le rappelle un autre commentaire, le parlement et ses droits découlent d'une mise sous tutelle du pouvoir monarchique par l'oligarchie nobiliaire. Dès le début les libertés anglaises n'ont rien à voir avec une "démocratie" fondée sur le suffrage populaire, mais avec l'équilibre toujours fragile entre des puissances antagonistes : les grandes familles aristocratiques. C'est pourquoi elles ont un fondement solide : la peur que des aristocrates non tyranniquement dominés par le monarque, comme en France, y ont les uns des autres. En Angleterre, aucune dynastie n'est restée sur le trône plus de deux ou trois générations de suite. Relire Shakespeare. Rien n'a fondamentalement changé depuis 1215, si ce n'est que le pouvoir monarchique s'est affaibli continûment, jusqu'à ce que son rôle consiste surtout à créer une place dominante en droit, mais vide, qui maintient les puissances réelles à équidistance du pouvoir. D'où la nécessaire référence à une loi qui n'est cependant qu'une garantie formelle dépendant de la paix civile et non la produisant. Le parlement est leur club et leur espace de négociation. Dans les périodes de crise, la pratique judiciaire britannique est féroce, car c'est une justice des vainqueurs. Lire Macaulay 'Histoire d'Angleterre', sur celle qui a précédé la 'Glorious revolution' de 1688.

(Annie Lacroix-Riz sur la famine en Ukraine)

Entre réforme, révolte, et révolution, il faut choisir ! Il y a des discontinuités entre ces formes possibles du changement dans un monde qui ne se supporte pas tel qu'il est. La réforme est toujours le choix des élites installées. Instinctivement, l'élite cherche la réforme, qui est toujours impopulaire, car elle consiste toujours à serrer le noeud, ne rien céder sur la contrainte et les privilèges, mais déplacer l'effort sur les groupes les moins bien défendus. La réforme est la forme du changement opéré par les dominants. La révolte, l'émeute, le terrorisme, la révolution, sont les formes d'intervention du peuple dans l'histoire. Le suffrage confirme toujours l'état des choses, ou au plus le mouvement sociétal spontané, et n'est jamais un facteur de changement qualitatif. Parfois, le pouvoir recule devant la réforme, car elle peut être l'étincelle qui déclenchera la révolte. Mais la contrainte maintenue sur un groupe qui prend conscience de sa force peut aussi donner la révolte,

qui peut donner sur la révolution. Exemple : 1789. Une fois la révolte lancée -c'est le stade atteint par les Gilets jaunes- le temps des réformes est passé. Il ne peut y avoir que révolution ou réaction. Nous sommes dans la phase de réaction qui suit les révoltes inabouties. Macron, Lallement, Castaner : trois figures qui resteront dans le panthéon réactionnaire. Les milieux réformistes en sont habituellement les pourvoyeurs : Noske en Allemagne était social-démocrate, et depuis Schröder. Thiers en France était républicain libéral. Thatcher était conservatrice, et représente une exception : et aussi Mitterrand, mais Blair et Hollande sont venus reconfirmer la validité du stéréotype.

Il n'y a pas de liberté pour qui confie sa protection à un corps armé séparé. Point. Après, la remise des armes au peuple s'organise comme ceci ou comme cela, avec des avantages et des inconvénients différents selon la configuration. La liberté va avec beaucoup de violence aux Etats-Unis, dont le peuple, des colonisateurs génocidaires, fut toujours un peu sauvage, avec des polices élues, des armes pour tous, le 'citizen's arrest', les 'posses' et chasseurs de primes, les 'gardes nationales' qui tirent facilement. Pas de violence en Suisse, peuplée par une paysannerie enracinée, stable et vivant du sien, avec chacun son fusil à la maison. Au Japon et en Angleterre, la liberté va avec la paix civile parce qu'elle est en trompe-l'oeil : on vit enfermé dans une île, sans armes et sans armée, mais étroitement surveillé par une police qui ne laisse rien passer. Ailleurs, toute marge de liberté doit être âprement défendue, face et contre la police et une justice essentiellement répressives. C'est comme ça.

Pour être précis factuellement, Snowden ne s'est pas vraiment réfugié en Russie par son propre choix. C'est le gouvernement US qui a annulé son passeport pendant son escale à Moscou entre Hong-Kong et l'Amérique du sud. Il s'est retrouvé coincé à Moscou. Il faut lire son livre récemment sorti, ou pour les paresseux, voir le film qui en a été tiré par Oliver Stone. Sur le fond : "où se réfugier dans un monde mondialisé ?" la réponse de Snowden, était plutôt : dans un pays où aucune puissance dominante n'a les mains absolument libres, en raison le plus souvent du désordre régnant et du fait que les Etats-Unis n'ont pas d'interlocuteur étatique fiable. Hong-Kong était une solution provisoire parce que la situation de transition entre deux tyrannies faisait que les occidentaux n'y étaient plus et la Chine pas encore. A long terme, la Bolivie est plus sûre.

Le concept de "gauche" est une arnaque. Il y a des mouvements révolutionnaires et des mouvements contre-révolutionnaires. Des partis issus et contrôlés par des classes sociales conscientes : et certains furent historiquement ouvriers et paysans, ou au moins résolument démocrates : au dix-

neuvième siècle les républicains en France, les garibaldiens en Italie, les chartistes en Angleterre ; au vingtième siècle, les spartakistes en Allemagne, les communistes en France, les anarchistes en Espagne. Ceux là ont toujours trouvé en face d'eux "la gauche", c'est à dire un système sournois de récupération de leurs forces ensuite retournées contre eux. Ebert massacrant le peuple à Berlin, Thiers massacrant les communards, Blum s'alignant sur les conservateurs anglais au service de Franco et s'employant à éteindre la révolte populaire contre l'austérité en juin 36. Mitterrand nationalisant en 81 "pour montrer à quel point c'était con", c'est à dire à seule fin d'engager en 83 la campagne de privatisations-trahisons qui n'a plus cessé depuis. La "gauche", c'est ça. C'est le rabatteur électoral de la droite et de l'extrême-droite. C'est un moyen qu'a la bourgeoisie possédante de faire en sorte que les votes populaires servent les intérêts de l'oligarchie dans une conjoncture où le rapport de force ne semble pas autoriser la mise en sommeil d'un système électoral. Mais vous aurez peut-être remarqué que, comme en 1940, la bourgeoisie n'a plus besoin de "gauche" aujourd'hui.

Sans être trop affirmatif, le rôle de Keynes fut de contre-feu en face de la proposition bolchévique. Une diversion réformiste tolérable pour le capitalisme anglo-saxon qui hésitait à adopter la solution nazie face à la crise. En offrant une perspective, et seulement une perspective, ni-capitaliste pure ni communiste, ni nazie, Keynes a été l'issue de secours politique du capitalisme. Il a sauvé le capitalisme de réputation au prix de quelques concessions temporaires, puis a logiquement laissé la place à l'hyper-capitalisme actuel une fois les forces populaires organisées par les mouvements communistes et anarchistes maîtrisées. Keynes est la CFDT des années trente. Dans les années soixante, mon ami Kevin, né vers 1945 et étudiant à la LSE lisait beaucoup Keynes. Ensuite, il a fait une carrière chez MacKinsey. La dernière fois que je l'ai rencontré, c'était dans les années soixante-dix et il faisait l'éloge de Pinochet "qui réparait les conséquences catastrophiques de la présidence Allende".

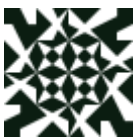
(Transparence)

Objectivement, on ne peut pas être systématiquement pessimiste. Nos techniques nous condamnent à mort, c'est vrai, par le biais de la crise écologique, mais au niveau de la politique, elles sont ambiguës et d'effet imprévisible. C'est la leçon de l'histoire. On lit par exemple que les libertés anglaises résultent de la suprématie technique, à partir du quinzième siècle, de l'arc sur la lance. En relations internationales, cela donne Azincourt. En politique intérieure, cela prive les hyper-riches du moment, les chevaliers à armure, de leur suprématie absolue dans l'action violente. Le pouvoir

militaire redescend vers des couches plus larges de la population. Comment aujourd'hui ne pas voir l'effet désastreux pour le pouvoir des hyper-riches de l'exposition médiatique de leur mode de vie et de leurs méthodes ? La captation de la répression des Gilets jaunes et sa diffusion ont été mortels pour la bande à Macron. Ils le savent, mais ils n'ont pas trouvé la parade (ils cherchent) et dans une certaine mesure, c'est trop tard. Je suis assez vieux pour me souvenir de la répression des luttes ouvrières dans les années de Gaulle (Papon et compagnie). Ou même en 68. Les flics opéraient dans une nuit informationnelle. Ils tuaient sans dommage pour leur réputation. Aujourd'hui ils sont à poil. Merci à Youtube et à Nokia.

(Transparence)

Il faut tirer la leçon de l'affaire Snowden, qui rend plutôt optimiste. Le talon d'Achille des répressifs qui assoient leur pouvoir sur la technique, c'est qu'ils ne la maîtrisent pas personnellement. Ils sont dépendants non pas même seulement des plus instruits qui font tourner le système, qu'ils peuvent acheter et contrôler, mais crucialement des créatifs qui le perfectionnent sans cesse et sont les seuls à le maîtriser. C'est une maîtrise intellectuelle puisqu'il s'agit d'information. Cette maîtrise repose forcément sur quelques cerveaux humains qui sont le plus en pointe et qui de ce fait ont un pouvoir de subversion incontrôlable. Pour la NSA, c'était Snowden. Sans Snowden, pas de surveillance. Avec Snowden, pas de sûreté pour les surveillés, qui se retrouvent surveillés. Dans les années 80, David Rousset avait expliqué que l'URSS était condamnée parce que l'informatique était incompatible avec le pouvoir bureaucratique tout en lui devenant nécessaire. La leçon vaut pour le système USA-Chine-Europe au moment où il veut se constituer en tyrannie panoptique : ça coince, parce que les peuples les voient faire !



Patrick // 02.01.2020 à 11h34

Trump est loin d'être stupide, il est seulement en train d'affronter le complexe militaro-industriel. Il a toujours déclaré que les USA devaient d'abord s'occuper d'eux-mêmes et il est contre les interventions extérieures. Le fait de déclarer que les USA restent pour le pétrole officialise les vrais raisons de ces interventions.

+16

[Alerter](#)



•

RV // 02.01.2020 à 14h51

.../... Le fait de déclarer que les USA restent pour le pétrole officialise les vrais raisons de ces interventions .../...

plutôt qu'officialise je dirai pérennise . . . !

+2

[Alerter](#)



•

jean-pierre.georges-pichot // 03.01.2020 à 09h52

Vous vous méprenez. Trump, c'est simplement Obama sous un autre déguisement. Obama, c'était Bush en noir. Bush fils, c'était Clinton en républicain. Clinton, c'était Bush père en plus cool. Bush père, c'était Reagan en plus terne, Reagan, c'était Carter sans complexes, Carter, c'était Ford mais élu, Ford, c'était le vice-président un peu con de Nixon, Nixon, c'était Johnson en plus vulgaire, Johnson, c'était Kennedy sans la mafia, Kennedy, c'était le successeur d'Eisenhower, qui avait vu la guerre et qui fut le dernier président américain de la période moderne à ne pas l'aimer et à avoir peur de ce qu'il voyait venir. Depuis, la politique américaine fut toujours d'une grande continuité. La devise semble être : pas une journée sans opérations extérieures !

•

(Je quitte Saint-Germain le 16 mars, au lendemain des élections et la veille de l'annonce du confinement)

Cher Rémi,

Désolé pour mon départ un peu abrupt, mais c'était le dernier carat, apparemment. Pour le parallèle avec juin 40, c'est bien sûr tout à fait ça. Dommage que tu ne lises pas, car je t'aurais passé mon récit basé sur mes lectures. Un seul exemple: Paul Reynaud, qui envoie son argent et ses enfants à New-York et négocie une ambassade avec Pétain en échange de son retrait, tout en se proclamant pour la résistance à outrance devant l'opinion et devant Churchill.... Autre exemple : les gardes-mobiles qui exécutent les prisonniers dont ils ont la garde pour se sauver plus vite. Parce que

naturellement, les salauds, les irresponsables, ce sont les populations méfiantes qui ne suivent pas les consignes, par ailleurs absurdes et contradictoires. Ici, tout va bien, mais je pense que la situation devrait rester tolérable à Saint-Germain, avec la forêt à proximité. Cela va être plus dur pour Frédérique et Yann, coincés dans leur trois pièces, mais je ne pense pas qu'il y ait trop à craindre pour leur santé car ils sauront gérer le risque.... A mon avis, il ne faut évidemment pas prendre le métro, mais sinon, on peut contrôler les choses. Une petite rectification : il semble que le virus ait une rémanence exceptionnelle, de l'ordre de plusieurs jours sur les supports inertes. En tenir compte. Ne pas oublier les gants. Le masque ordinaire, en revanche est à mon avis une précaution pénible et inutile pour la personne non malade, car elle ne protège pas si l'on reçoit des excréments contaminants. C'est-ce que j'ai entendu. Je suppose que c'est parce que une fois ces excréments déposés sur la face extérieure, le virus peut filtrer vers l'intérieur. Le masque ordinaire se rend utile en revanche si, posé sur le sujet contagieux, il prévient physiquement l'émission à distance de gouttelettes contaminantes. Le masque ordinaire fait sens pour les malades altruistes. Pour ce qui est des effets démographiques, ne compte pas trop sur cette petite épidémie pour te rendre plus notable dans la collectivité. Tu vas rester minuscule, car même si 70% de la population est contaminée, dont 3% succombent, cela ne fait jamais que 2% de pertes. Le chiffre absolu de 1 400 000 décès peut sembler énorme, mais il se verra à peine dans les courbes démographiques, puisqu'il meurt un million de personnes par an de manière naturelle. On sera à peine moins serrés dans le métro et nos opinions politiques individuelles demeureront toujours aussi dérisoires, tout du moins pour ceux d'entre nous qui ne possèdent pas un journal et n'ont pas leur rond de serviette à BFM.

Bon courage,

JP

(sur le traitement de l'épidémie de 2020, en général)

En août 1914, l'armée allemande a envahi la France casquée et en tenue camouflée. L'armée française, où 'il ne manquait pas un bouton de guêtre', était prête pour la guerre de 70, en casquettes et pantalons rouges. Après quelques dizaines de milliers de morts, un débat eut lieu au parlement (il y avait alors un parlement) et un député mal embouché, un François Ruffin de ce temps là, s'indigna du fait que les pantalons rouges transformassent les fantassins français en cibles idéales pour l'ennemi. Un député se leva pour défendre le gouvernement – je ne lui trouve pas d'analogue contemporain car le type parlait français et même avait quelque éloquence dans sa connerie, la Troisième étant une république d'avocats et de professeurs et non pas de DRH, lobbyistes et sous-chefs de bureaux. Quoi qu'il en soit, le type répondit à peu près que : « mais Monsieur, le pantalon rouge, c'est la France ! » On continua donc un bon bout de temps comme ça. Et de toutes façons, tout ça, c'était de la faute à Jaurès et à Mata-Hari. Rebelote en mai-juin 40, avec la ligne Maginot qui s'arrêtait à Sedan, les chars dispersés à l'arrière et la chasse inexistante. Cette fois, la faute en était, selon Pétain et consorts, suivis par nos historiens du consensus, aux congés payés et au sabotage communiste. Je discerne que nos macronistes ont déjà entamé la quête d'un bouc

émissaire, qui est comme d'habitude le peuple français. La connerie, l'arrogance et la brutalité du pouvoir, c'est la France !

Frédé,

Je t'ai commandé "The last Beach" en DVD et en livre. Tu devrais le recevoir à partir du 11 avril. Mais le texte se vend aussi sous forme numérique pour 1 euro. Si tu crains la contamination, tu laisses le tout sur le paillason deux ou trois jours. Peut-être tu vas empoisonner la sorcière si elle est aussi voleuse. La crise fait ressortir tous les mauvais instincts de l'humanité. C'est une bonne leçon de choses pour les amoureux de l'Histoire, surtout s'ils s'intéressent à la 'période la plus sombre', comme disaient les imbéciles. Peut-être peux-tu te contenter d'ignorer la sorcière ? Le temps que les flics arrivent, tu seras rentrée et ils se lasseront sûrement de venir pour rien. Comment est le quadrillage policier à Paris ? Ici, il n'y a pas grand chose. Je pense qu'ils auront de plus en plus de mal avec la politique actuelle. Pour faire la même chose pendant le G 7 ils avaient 17000 hommes sur la côte basque, pour une population d'un demi-million d'habitants. Là, oui, il y avait des flics partout. En ce moment ils déploient 100000 hommes pour tout le pays. C'est peu en proportion. Je suppose qu'ils font surtout acte de présence sur les points nodaux. Il faut chiader ses itinéraires. Personnellement, je n'ai pas encore croisé un seul gendarme. Ahetze a le bonheur de ne pas posséder de police municipale, à la différence de Bidart, où ils sont devenus hyper-cons. Aussi les gens jusqu'à présent adaptent les mesures raisonnablement.

Bisous et bon courage

<https://laviedesidees.fr/Savoir-et-prevoir.html>

(Un consultant de l'OMS justifie le rythme des annonces faites sur le développement de la pandémie à coronavirus.)

Un exemple intéressant de la façon dont les bureaucraties raisonnent : on demande s'il était approprié de la part du directeur de l'OMS de faire l'éloge des méthodes chinoises. Réponse : sans doute, puisque les méthodes chinoises ont par la suite été imitées.... Or elles ont forcément été imitées, puisque l'OMS en a fait l'éloge ! C'est l'histoire du peintre qui peut se passer de l'échelle parce qu'il se tient à son pinceau.

(Confinement)

En réalité, le nombre des victimes en Chine est encore inconnu. Il est probablement énorme. Il n'y a aucune preuve de la valeur des méthodes chinoises. Il n'y a de preuves que de leur brutalité et de leur terrifiante inhumanité : et c'est cela qui nous fascine et séduit nos élites. Quant à l'efficacité, il n'est pas exclu que l'on constate finalement ce qui semble logique en termes d'épidémiologie et même d'écologie générale : faute de traitement et de vaccin, le virus occupera toute sa nouvelle niche : l'espèce humaine dense et mondialisée.

(Confinement. Bed-managing)

Les mesures de confinement étalent le processus dans le temps, un point c'est tout. Elles n'ont aucun impact sanitaire, sinon marginal, seulement politique et économique. Etaler la diffusion du virus, c'est juste une forme de 'bed-managing'. Buzin avait donc d'emblée dit la vérité de nos prétendues 'politiques sanitaires' : faute d'y pouvoir remédier, elles visent à modeler le rythme de l'épidémie selon la réalité de nos structures hospitalières.

(Pandémie, depuis quand?)

La pandémie était présente en France dès le mois de décembre, et les praticiens de terrain l'avaient détectée. Il n'y avait pas besoin d'aller en Chine pour le découvrir. Catherine a eu à cette époque une pneumonie bizarre dont elle s'est remise spontanément, mais qui ne ressemblait à rien de connu pour elle. Il remonte en ce moment du terrain qu'elle n'était pas la seule dans ce cas. Les bureaucraties mondialisées du style OMS ont toujours un temps de retard parce qu'elles ne se parlent qu'à elles-mêmes.

Frédérique, Merci pour les nouvelles. Je me doute que faire l'aller et retour dans votre jardin privatif doit finir par être lassant, mais c'est sans doute mieux que rien. Alexandre va peut-être profiter de ce moment pour apprendre à faire du vélo ? Pour ce qui est du problème en grand, tu devrais regarder les dernières vidéos de Jancovici. Je ne sais pas si cela relève de ce que tu appelles 'millénarisme' ,

mais la leçon à tirer, c'est que nous n'en sommes qu'au début de nos ennuis de toutes sortes, et mon avis, informé par la connaissance historique, que le moindre n'est pas la menace représentée par nos autorités. S'agissant du risque épidémique, qui n'est peut-être pas le principal, mais qui est celui du moment, ma conviction intime est que les tenants de l'"immunité de troupeau", qui concluent à l'utilité de ne rien faire, ont malheureusement raison sur un point essentiel : sans vaccin ni traitement, on n'arrête pas une épidémie. Elle tend à contaminer l'ensemble de l'espèce jusqu'à ce que cette espèce ait développé une immunité naturelle. Individuellement, il s'agit de se protéger en attendant que les autres l'aient attrapée et soient morts ou guéris. Mektoub ! Donc, les polémiques sur les efficacités relatives des stratégies étatiques actuelles sont un peu vaines : seules importent les avancées en matière de vaccination et de traitement. La politique qui produit chez nous les mesures de confinement – des mesures hallucinantes et qui finiront en chaos généralisé - relève d'une logique qui n'est pas sanitaire mais logistique. Le seul objectif visé et atteignable est de 'lisser la courbe', c'est à dire de ralentir un processus de contagion de toutes façons inéluctable. Cet objectif est rendu logique par la rareté des moyens hospitaliers, dont il s'agit d'optimiser l'utilisation. Le confinement ne vise pas à raccourcir le temps de l'épidémie, mais à l'allonger, étant donné que le nombre des contaminés et des malades sera de toutes façons à peu près le même quoi que l'on fasse. La crise révèle crûment la rareté des moyens palliatifs à un public à qui l'on raconte que 'la santé n'a pas de prix', alors que si l'on déteste manquer de moyens, on déteste encore plus disposer de moyens inutilisés. Où l'on découvre que ce sont les mêmes critères qui conduisent à fermer des hôpitaux ou à ne pas équiper la ville de Paris en chasse-neiges. L'Allemagne a quatre fois plus de lits de réanimation par habitant que la France, où l'on s'est dit que le jeu n'en valait pas la chandelle. Placés devant les conséquences, les politiques sèment la confusion et cherchent des boucs-émissaires. Les mesures autoritaires servent aussi à cela : dissuader la critique et la révolte par l'intimidation, rejeter la responsabilité du malheur collectif sur la population, ou une fraction de la population que l'on montre du doigt. Je crois discerner que les retraités partis à la campagne font partie du lot, mais j'assume.

(Un médecin hospitalier haut-gradé critique le docteur Raoult pour fonctionner au mépris des règles méthodologiques admises. Il l'accuse de 'travailler tout seul dans son coin').

Nous voudrions tous croire que ce médecin à casquette et grelots, sûrement très savant, je n'en doute pas, a de ce fait raison. Malheureusement, toute l'histoire des sciences lui donne tort : toutes les percées scientifiques sont toujours faites par des originaux qui travaillent seuls dans leur coin. C'est affligeant pour quiconque croit que l'on peut domestiquer l'esprit humain et rendre le progrès programmable. C'est accablant pour les technocrates qui ne veulent financer une recherche qu'à condition qu'elle annonce à l'avance ce à quoi elle va aboutir... Mais c'est comme ça!

(Confinement)

On nous parle tantôt de 'confinement' et tantôt de 'distanciation sociale' comme ralentisseur de la contamination. On prend les deux pour équivalents, alors que dans certains cas ils sont opposés. Lorsque les Japonais mettent tout un navire en 'confinement' dans une rade, ils confinent du point de vue du Japon, mais c'est tout. Sur le navire, le virus a le champ libre. C'est de la même façon que le gouvernement a confiné les Français : là où ils étaient, dans l'espace qu'ils avaient. Les parisiens qui se sont préventivement évadés du confinement en région parisienne ont accru leur distanciation sociale. Ils ont eu le bon réflexe. Dans le 93, ce n'est pas seulement le fait que les gens sortent dans la rue qui active la contagion : c'est la densité de population. Le confinement tel que le pratique le gouvernement Macron est une mesure cruelle et inégalitaire. Mais faut-il s'en étonner ?

(Sur les tests, refusés aux soignants de base, alors que tous les VIP médiatiques annoncent fièrement avoir été testés)

Quand j'étais petit, je jouais avec des petits soldats. J'avais une escouade de la Légion : une douzaine d'hommes du rang, sac au dos et à pied, et un officier, à cheval, sabre en main. Je me disais que l'expérience ne devait pas être la même... Je me demandais comment les fantassins supportaient cette injustice. Mais les fantassins supportent tout, apparemment.

(Un journaliste italien installé en France fait l'éloge du 'discours de guerre' de Macron)

Macron 'grand, noble et fort' ? En principe, l'Italie est le pays du bon goût. Mais à force de fréquenter des Français, l'auteur de cet article a dû perdre le contact avec la mère patrie. Il est temps qu'il y retourne ! D'autant que l'Italie sera sans doute débarrassée de cette première vague de la maladie bien avant nous, grâce à la relative inefficacité de son Etat !

(Un lecteur du site 'les Crises' décrit la nausée que provoque chez lui la simple vue du président)

C'est exactement ce que je ressens moi aussi. Quiconque est allé au théâtre une fois dans sa vie et y a vu de mauvais acteurs en train de jouer faux retrouve immédiatement ce qu'est Macron : un mauvais acteur. C'est pourquoi il est vain de parler à son propos de 'mensonges'. Son discours relève entièrement de la fiction. Il n'en est sans doute pas conscient car il n'a aucune expérience d'une activité réelle concrète, distincte du bavardage. Il est la quintessence du technocrate, mais avec une composante personnelle d'histrionisme. Parler devant des gens qui écoutent en silence, c'est l'idée qu'il se fait d'un vie intense. Quant à son fond de pensée, certains se demandent s'il lit. La réponse, c'est qu'il lit son prompteur. Ce qui est inquiétant, c'est que le modèle antique de ce type de personnalité, c'est Néron ! Qualis artifex !

(On critique le docteur Raoult pour utiliser la chloroquine contre le coronavirus sans avoir fait un test en double aveugle sur son effet, comme le veut la méthodologie)

Une méthodologie contestable ? probablement, et je ne me risquerais pas à dire à qui l'avenir donnera raison sur le fond. Mais ce que je sais, c'est que lorsque Pasteur a administré son vaccin antirabique pour la première fois, il n'avait pas de deuxième enfant contaminé sous la main pour le regarder mourir sans rien faire. Du coup, son vaccin, qui a sauvé le jeune Joseph Meister, n'aurait jamais dû être homologué, l'Institut Pasteur jamais fondé, etc.... C'était d'ailleurs l'avis de la Faculté à l'époque. Curieusement, c'est le chimiste Pasteur qui a agi en médecin, alors que les médecins se rêvaient, et apparemment se rêvent toujours, en savants. Cela donne le vertige.

(Un lecteur du site 'Les Crises' accuse 'le capitalisme' pour les insuffisances du système de santé en face du coronavirus)

La faute au 'capitalisme' ? On peut être plus précis. En tant que vieux à ne pas réanimer, j'ai le privilège d'avoir vécu sous Raymond Barre, classe libérale-autoritaire 1976, qui disait : "il faudra choisir entre les médicaments et le bifteck". Et j'ai toujours connu le 'numerus clausus' sur les admissions aux études de médecine. Autrement dit : le célèbre 'trou de la Sécu' a toujours été une préoccupation de l'administration -pas des labos pharmaceutiques- que l'administration a traitée comme elle sait faire : par un rationnement sournois des soins. En période de crise, cela se voit davantage. Un point c'est tout.

(réaction à un article optimiste : on va s'adapter ensemble)

Position humaniste, bien sympathique mais trop humaniste. Mais la dure réalité, c'est qu'avec une médecine dépendante de moyens industriels qui opère à ressources contraintes, tout soin qui donne des chances à l'un en enlève à d'autres, ailleurs, parfois très loin. Combien d'enfants esclaves pour fabriquer les masques ? Combien de pollution pour se débarrasser des tests, pansements etc... Votre raisonnement maximaliste : toujours tout faire pour tout le monde était raisonnable tant que la médecine consistait à donner des conseils. Pas avec une médecine scientifique et industrielle, où tout avantage doit être mis en regard d'un coût.

(Le modèle allemand, toujours aussi inoxydable)

Si les Allemands peuvent en faire tant pour leurs vieux, c'est en partie parce qu'ils sont plus diligents et mieux organisés, comme d'habitude. Mais c'est aussi parce qu'ils mettent leur efficacité et leur solidarité nationale au service d'une politique de prédation. Le système de Bruxelles, qu'ils ont capté, les a enrichis à nos dépens, et s'ils peuvent faire si bien, cela ne les constitue pas en modèle à suivre, car s'ils peuvent faire ce qu'ils font, c'est justement parce que nous ne le pouvons plus. A travers les âges, l'esprit des nations ne change pas.

(Un article anglais, réaliste)

Déjà pendant la seconde guerre mondiale, on se tournait vers l'Angleterre pour avoir des nouvelles ayant au moins un vague rapport avec la réalité. Cinq cent mille morts étalés sur deux ans. Une épidémie seulement arrêtable par la production d'un vaccin. Une politique de confinement dont les inconvénients majeurs ne feront qu'ajouter à la surmortalité, et à laquelle il faudra bien renoncer avant qu'elle ne se désintègre spontanément dans la violence généralisée. Bienvenue dans le monde réel.

(Un article de Frédéric Lordon, qui, bizarrement, sent des craquements dans l'édifice)

Lordon est un optimisme. Il voit la révolution au bout d'une gestion inepte et barbare du réel. Cela serait logique, mais le réel n'est pas logique. Ce à quoi ressemble le plus la gestion macronique, c'est à celle de Staline : gâchis, erreurs, imprévoyance, brutalité, puis mensonges, propagande, déni, censure pour couvrir gâchis, erreurs, imprévoyance et brutalité. Staline meurt donc dans son lit, immensément populaire, toute l'Union soviétique pleure, et le monde entier s'inquiète devant ce vide effrayant du pouvoir. Pareil à la mort de Mao. Au bout de la crise, la police sera encore un peu plus brutale et incontestée, et Macron, s'il se sent obligé de tenir une élection, sera réélu. Ohé, Lordon : tu es très intelligent et très éloquent, mais Hegel et Machiavel sont meilleurs analystes de la politique que Spinoza. Désolé!

(On songe au dé-confinement)

Les mesures antivirales de type policier ne changeront rien au déroulement de la maladie en cours. En revanche, elles répondent adéquatement aux exigences qui sont inscrites en filigrane dans les rapports du GIEC sur le climat. Après tout, ce dont il s'agit, c'est d'élaguer l'économie pour la ramener au strictement indispensable, et de se débarrasser du bois mort. N'est-ce pas exactement ce que fait le 'confinement', qui est en réalité une forme d'euthanasie sélective pour de vastes secteurs de la vie collective. Ruse de l'histoire ou grande habileté et sens de l'opportunité de la gouvernance mondiale ? Il est vrai qu'il est difficile de se figurer de la ruse et de l'habileté en écoutant Castaner et Sibeth. Mais qui commande vraiment ? En tous cas, on peut parier que la liberté de circuler et de consommer ne reviendra pas.

(On me répond fort justement que les mesures actuelles ne reviennent pas à une renonciation au productivisme)

Je nourris le même soupçon que vous quant à un projet délibéré de destruction des activités économiques non cartellisées. Après tout, il suffit de lire Marx pour savoir que le principe du capitalisme, c'est le processus de concentration, dont les crises économiques sont les effecteurs. La faillite des uns c'est la fortune des autres.

(Chacun voit la crise confirmer ses analyses et préparer le triomphe de ses préférences. Des optimistes-consensuels-humanistes anticipent un 'retour de l'Etat')

Il reste deux états en Europe : la Grande-Bretagne, qui a rompu avec Bruxelles, et la République Fédérale Allemande, dont la Cour suprême a édicté que la loi allemande était supérieure à la loi européenne. Ailleurs : des colonies. Moins que des colonies, en fait, puisqu'on ne sait pas qui nomme les pouvoirs locaux. Des 'espaces' tout au plus, aussi peu organisés que possible. C'est comme cela que l'on dit à Bruxelles et à Washington, et cela va bien aussi pour Pékin et Moscou.

(Un article dans 'les crises' décrit le jeu US de 'beer-pong' pratiqué malencontreusement dans une station de ski chic autrichienne, et les conséquences...)

Et nous, on nous fait chier si on va faire un tour à vélo en forêt !

(Des intervenants décrivent la situation faites aux personnels soignants. L'un d'entre eux interpelle Macron.)

Ne dites pas du mal du président. Il a au moins le sens du symbole. A preuve : hier il était à Pantin et la semaine prochaine il ira sans doute à Montcuq. C'est toute la réponse que vous pouvez espérer en vous adressant à lui. Maintenant, pour être sérieux, je vous rappelle qu'en quatorze les petits gars de France sont allés au combat en pantalons rouges parce qu'il fallait écouler les stocks de garance. De tout temps, les hommes de l'avant crevaient et ceux de l'arrière buvaient du champagne. En 1920, je vous aurais dit d'adhérer au parti communiste. Aujourd'hui, je ne sais pas. Mais je crains de percevoir dans votre propos autant de résignation que chez moi de lassitude et de désarroi !

(des mili-fana plaident pour l'indépendance nationale par rapport aux risques représentés par les entreprises US qui vendent de la collecte de données...)

Ne nous faites pas rire. L'armée française n'est qu'une dépendance de l'armée américaine. Et le plus grave, c'est que cela ne résulte pas seulement des options gouvernementales, mais de la mentalité collective des militaires, qui est une mentalité de guerre froide. Pour eux, l'ennemi sera toujours 'les Rouges venus de l'est'. D'ailleurs, dans les hautes sphères militaires on ne monte pas en grade si l'on ne possède pas l'anglais et si l'on n'a pas fait son stage de l'autre côté de l'Atlantique. L'armée

française actuelle est plus indéfectiblement et servilement américaine que l'armée d'armistice de Pétain et Laval n'était allemande.

Voyez la dernière vidéo de Juan Branco : <https://www.youtube.com/watch?v=RTuTluuVHjY> .
Quand on héroïse les gens, c'est parce qu'on sait qu'on les envoie à la mort. La façon qu'ont les planqués médiatiques de flatter les soignants, camionneurs, livreurs et autres professionnels exposés tombe facilement dans l'obscène. Etant intelligents, ils le sentent et travaillent leurs formules.
Macron, non. Grossier démagogue à prompteur.

Frédé,

Oui, c'est bien le vélo bleu-violet. Mais il n'est pas trop petit. Il devait plutôt être trop grand pour toi. Je l'ai repeint en noir. Pour le vide de Paris, cela ne m'étonne pas. As-tu vu la dernière vidéo de Juan Branco ? Il en fait également la remarque. Il semble bien que la contagion n'ait pas réellement gagné l'Ouest. Bien entendu, tout ce qui s'agite dans les médias est mensonge. Je pense que les autorités sont bien contentes que les riches se soient exfiltrés, et que les pauvres soient attachés au banc de nage. La dernière annonce, de ré-ouverture des écoles, est d'un cynisme absolu ! Remettre au boulot les travailleurs qui dégagent de la plus-value, et euthanasier les autres. C'est le programme. On parle de limiter la contagion, mais en avouant de plus en plus que le but de long terme est l'immunité de groupe, ce qui est parfaitement contradictoire. Mais la séparation physique étant faite entre les classes sociales, cela ne l'est plus tant que cela. On voit qui seront les 60 % à contaminer pour protéger les autres. Et personne ne soulève la contradiction qu'il y a à prêcher la 'distanciation sociale' tout en fermant les espaces verts et en limitant les heures de sortie, alors que l'on laisse rouler les métros ! Quant au petit commerce et aux artisans, je crois que nous avons affaire à un projet d'euthanasie économique délibéré. Je me souviens que nous avons une fois parlé d'Alfred Sauvy, jeune technocrate de Vichy passé planificateur et éditorialiste au Monde sous le gaullisme. C'est lui qui a inventé l'expression 'les Trente glorieuses' . Je me souviens qu'il avait deux cibles obsessionnelles : le petit commerce et l'automobile individuelle. C'est son programme qui s'applique en ce moment, avec un alignement sur le système anglo-américain qu'il défendait : grande distribution et chaînes du type 'McDonald', 'Starbucks', 'W.Smith', etc... Et remettre le peuple à la marche à pied. Tout ce qui se passe en ce moment en matière de surveillance n'est qu'une nouvelle répétition après celle du G7 cet été, en vue d'un contrôle permanent de la population avec pour horizon une réduction drastique de la consommation. Comme inspiration de la politique qui vient, je vois le GIEC plus encore que la technocratie hospitalière.

(Une internaute pose une question ironique, ou bien alors incroyablement naïve à propos de la baisse des émissions de CO2 consécutive au confinement coronavirus : Marire // 14.04.2020 à 09h20 Nous avons donc possibilité d'utiliser ce test grandeur nature: Quelle baisse de température entraînera cette baisse du CO2 ? Il faut demander Giec de plancher là-dessus de toute urgence.)

Je suppose que c'est de l'ironie. Dans le cas contraire, il suffirait de regarder l'une quelconque des vidéos de JM Jancovici pour avoir la réponse : le système CO2-température est d'une énorme inertie. Les +2 degrés sont déjà embarqués en raison des émissions des deux siècles passés. Sur la trajectoire actuelle, nous allons vers n'importe quoi entre trois et cinq degrés, peut-être plus à échéance de quelques dizaines d'années. Une diminution aujourd'hui aurait un effet dans quelques siècles. Nous n'en sommes qu'à envisager une diminution de l'augmentation, sans l'avoir encore entamée. De façon générale, les phénomènes astrologiques, géologiques et biologiques ne se jouent pas sur les mêmes échelles de temps. L'apparition de la vie par rapport à l'âge de la Terre, c'est hier. L'apparition de l'homme par rapport à celle de la vie, c'est il y a une demi-seconde. Et les phénomènes historiques, comme la conquête humaine des énergies, sont encore plus extraordinairement accélérés. Or émettre du CO2 c'est agir sur le géologique selon les rythmes de l'historique. Nos émissions représentent quelque chose comme plusieurs centaines de fois celles de nos parents, alors que l'homme existait sur un mode renouvelable depuis cent-mille ans, avec un climat stable depuis des millions d'années au moment de son apparition. L'invention des moteurs à combustibles fossiles était un geste comparable à un saut dans le vide depuis le haut de la tour Eiffel. Pendant deux siècles, on s'est dit : 'jusque là tout va bien'. Au temps T-moins-une-seconde de l'impact, nous nous disons : 'il serait temps de faire quelque-chose'. Je vous laisse conclure.

Le coup de la bougie est un peu ancien. En tant que senior à ne pas ranimer ni autoriser à sortir, j'ai le privilège d'avoir vu émerger ce thème après le rapport Meadows de 1968 qui expliquait que le mode de développement occidental n'était pas généralisable et conduisait à un effondrement du système biologique planétaire à horizon d'un demi-siècle. Les intelligents et les puissants du moment parlaient de 'quelques chevelus irresponsables qui veulent que nous nous éclairions à la bougie'. Un demi-siècle plus tard, nous y sommes, la population a encore doublé, les intelligents ont fait des petits, qui nous gouvernent, les Chinois sont passés du vélo à l'avion, nous leur avons enseigné la virologie, dont ils font un usage créatif, et nous ne sommes pas certains qu'il y aura des

bougies pour tout le monde : mais il paraît que nous serons sauvés par plus d'Europe, les drones et la surveillance électronique.

J'ai vu cette conversation. Alain Bauer toujours intéressant. On ne peut qu'être d'accord avec le pan critique. Apolline-la-vipère découvre ou semble découvrir et formule elle-même l'horrible et indicible vérité : si l'on se rabat sur un testage inutile, c'est parce qu'on en s'est pas donné les moyens de le faire intelligent. Ciel ! Mais alors, on m'a fait propager des mensonges ?! Là où Bauer charrie un peu, c'est lorsqu'il dit que ce gouvernement pourrait bien avouer l'impréparation sur les masques et les tests, parce qu'il n'en est pas responsable. Ah bon ? Aucun rapport, aucune filiation, entre Marie-Sol Touraine faisant liquider les stocks, Hollande prolongeant l'austérité Sarkozyste et le petit Macron et ses équipes ? Vraiment ?

« Les Français sont en droit de se demander comment les grandes enseignes ont pu acheminer autant de masques en si peu de temps » . On atteint le comble du ridicule. C'est un peu comme Sibeth N'Diaye portant plainte contre le Professeur Raoult : comment peut-il être si savant et convainquant, alors que moi je suis si conne et personne ne me prend au sérieux ?

Jean-Pierre Georges-Pichot // 02.05.2020 à 09h34

Coralie Delaume, si intéressante par ailleurs, reprend, tout comme Jacques Sapir, l'explication de la position dominante de l'Allemagne par l'euro faible d'un côté du Rhin et fort de l'autre. Mais seules les variations d'une monnaie peuvent représenter une difficulté parce qu'elles rendent les prévisions de rentabilité aléatoires. Pas le rapport relatif aux autres devises, si seulement les prix et salaires nationaux peuvent s'ajuster. Exemple : l'enseignant français est payé beaucoup moins que l'allemand. Son pouvoir d'achat réel est ajusté à la productivité moyenne du pays. Le défaut de compétitivité dans d'autres branches serait réduit avec la même flexibilité salariale. Pour simplifier : l'euro n'est pas le problème. Le problème, c'est l'euro avec le smic en France, et sans le smic en Allemagne. La distorsion salariale française éclate lorsqu'on voit que le professeur ou le médecin hospitalier est moins bien payé que l'ouvrier d'industrie. D'ailleurs énormément de prix sont fixés en dollar, et le dollar fluctue énormément et sans cesse : mais l'Allemagne, elle, s'adapte. Autrement dit, si l'Allemagne domine, c'est parce que sa population joue plus docilement le jeu de la société industrielle mondialisée, qui est fondamentalement concurrentielle et esclavagiste. L'explication n'est pas économique, mais beaucoup plus profondément anthropologique. Autrefois

la domination allemande passait par l'efficacité militaire de la discipline prussienne. Aujourd'hui, c'est moins manifeste, mais c'est pareil.

L'auteur s'indigne : ' Les gouvernants de Pologne et de Hongrie, notamment, où l'impact de l'épidémie est pour l'heure très faible, ont fait de l'état d'urgence sanitaire une arme pour resserrer leur pouvoir et bâillonner leurs oppositions. Sans la moindre réaction de la commission de Bruxelles !' Je signale que les préfets de Lozère, du Finistère, et quelques autres, où l'impact de l'épidémie est pour l'heure très faible, ont fait de l'état d'urgence sanitaire une arme pour interdire toute manifestation et même toute promenade dans la montagne et sur les plages. Inquiétant !

Une petite remarque en passant : on présente l'informatique, et en particulier l'algorithmique, ou la programmation, comme des 'sciences'. Ce qu'elles ne sont pas, ou pas dans le sens habituel. La science fait l'investigation du 'réel', ou de la 'nature', ou de la 'création' (terme approprié à choisir selon les options philosophiques que l'on voudra) : en tous cas, pas de ce qui est un objet créé par l'homme. L'étude d'une machine, même ayant un comportement inattendu et que l'on considère de l'extérieur, comme si c'était un objet de la nature, est une chose entièrement nouvelle. On y est comme celui qui chercherait à sortir du labyrinthe qu'il a lui-même construit.

Qu'il me soit permis de rappeler que Paul Didier (Carcassonne, 15 novembre 1889 – Paris, 22 mai 1961) est un magistrat français. Il est le SEUL magistrat à avoir refusé de prêter serment de fidélité à la personne du maréchal Pétain, sur 7234. Et d'ailleurs un SEUL commissaire de police sur 6434 refusa également!

- **Jean-Pierre Georges-Pichot** // 04.05.2020 à 08h56

La situation était telle en 1945 que pour le procès Pétain, il faut impossible de trouver ni un procureur ni un président qui ne l'eussent pas servi pendant la guerre. Son défenseur, Isorni, ne manqua pas d'en jouer ! Lire la réimpression des minutes du procès Pétain, édité par Delga et le Musée de la Résistance de Champigny, avec une préface d'Annie Lacroix-Riz. C'est très riche aussi pour se faire une idée de l'honneur de l'armée et du monde politique, avec les dépositions de Daladier, Reynaud, Weygand etc...

Je vous mets en garde contre une dangereuse illusion ! Les maires, révocables par les préfets, sont définis comme 'agents de l'Etat'. Le fait qu'il y ait des élections municipales n'en fait pas des représentants du peuple. Pour comprendre leur position dans l'architecture du pouvoir, la comparaison idoine est avec un représentant des élèves au conseil de classe, ou, pour être méchant, un kapo dans un camp de concentration. Si le poste est convoité dans les grandes villes, c'est parce que leur docilité est garantie, ceinture et bretelles, à la fois par leur position de dépendance et par de grosses compensations financières. Les maires de grandes villes, historiquement, ont toujours été les soutiens des pouvoirs les plus autocratiques, ou au mieux attentistes et faibles. Deux exemples en juin 1940 : Marquet à Bordeaux, un des plus acharnés soutiens de Laval, et Herriot à Lyon, qui refuse d'aller à Londres comme l'y invitait Churchill. Rien à attendre de ce côté là !

C'est vrai que je peux donner l'impression de faire une fixation sur la princesse exotique, qui est loin d'être la plus nocive de la bande à Macron. Mais je n'ai fait que l'appeler par son nom, et je n'y peux rien si cela éveille chez vous des échos. La mauvaise pensée est la vôtre ! Quant à la décrire comme une 'conne', il me semble que cela relève de la description objective, et je l'ai fait sans même y réfléchir. La demoiselle a pris ses risques en montant sur la scène avec si peu d'atours, et comme dit un proverbe africain : "plus le singe monte haut dans l'arbre et plus il montre son cul". Mais je suis prêt à lui reconnaître toutes sortes de qualités par ailleurs : et en premier lieu la véridicité, puisque celui qui dit qu'il ment ne ment pas vraiment. D'une certaine façon, elle est si caricaturale qu'elle serait plutôt utile. Elle démasque en plus d'un sens ! Mais il faut rappeler ce que disait je ne sais plus quel essayiste de notre tradition : "l'ambition dont on n'a pas les moyens est un crime". La dureté et la perversité de ce pouvoir fait de toute participation, même hautement inefficace, à son appareil une faute morale qu'il est permis de trouver grave.

Un internaute écrit (comme il peut) :

Rémi // 07.05.2020 à 11h52

La France est grande quand elle joue unie.

En 1870 Thiers et Bazaine pour ne citer qu'eux ont joué contre l'Empire et la république de Gambetta qui risquaient de trop se préoccuper de la question ouvrière.

En 14, la guerre a permis d'arrêter temporairement l'impôt sur le revenu, le pays a été unis et a gagné.

En 1940, il fallait faire expier le front populaire au peuple. On a fait le nécessaire pour que les français souffrent suffisamment.

Un internaute écrit (comme il peut) :

jp // 07.05.2020 à 22h08

Les oppositions patronat ouvriers n'ont certes pas arrangé les choses pour la préparation de la Guerre,

mais après les désastreux accords de Munich signés du côté français pour gagner un an de préparation,

la Guerre a été déclarée en 1939 et menée stupidement de façon défensive derrière la Ligne Maginot et perdue en 1940 sur une gigantesque erreur stratégique de Gamelin exploitée au mieux par Hitler conseillé par Manstein.

En 1940 les armées française et anglaises étaient supérieures en nombre à l'armée allemande.

1940 est une pure défaite militaire malgré la conduite souvent héroïque et la mort de très nombreux combattants .

français et anglais.

Oui. Regardez tous les deux émissions de Taddei sur RT France avec Jean Lopez. Magistral. Une remarque tout de même : vous interprétez les motivations des munichois de façon un peu rapide, car ils étaient très divers. D'ailleurs, tout le monde était munichois sauf les communistes et Henri de Kérillis. Alors dans le tas, il y avait aussi ceux qui pensaient déjà sérieusement qu'Hitler était l'homme providentiel pour contrer la menace bolchévique. Il en découle que votre analyse de la défaite de juin 40 pêche aussi par un peu d'indulgence. Il n'y avait pas que des erreurs stratégiques. Il y avait aussi, chez Weygand, Darlan, Huntziger et pas mal d'autres officiers supérieurs un certain manque de motivation. Certains historiens vont plus loin.

Pas d'accord avec cet angle chronométrique simpliste. Il faut faire une analyse plus fine du mal-fonctionnement des mesures prises par ce pouvoir. Une politique essentiellement mal pensée. Des erreurs de rythme, certes, mais surtout d'étendue et de nature. Regardez la dynamique d'expansion du virus : c'est celle du trafic aérien. Or, on ferme les bistrotts en Auvergne et pas les aéroports. Les plages mais pas le métro. Etc... Nous sommes devant un gouvernement qui fait face à une réalité : concept qui lui échappe, car la politique moderne est purement langagière et n'opère que sur des objets virtuels : la monnaie et l'opinion, les deux pseudo-réalités de la société démocratique et économique-centrée.

Vous ne pouvez pas comparer Sibeth avec Goebbels. Goebbels était une pointure ! Sibeth est rigolote, mais elle n'est rien du tout. Elle va disparaître sans laisser de trace. Dans un premier temps, on la regrettera, puis on l'oubliera. Alors que l'on édite encore le journal de Goebbels, sur lesquelles les historiens se penchent avec passion.

Effet boomerang : certains trouvent admirable de judiciaireiser le commandement pour ses erreurs, certes grossières. C'est qu'ils n'ont pas compris que c'était par la même logique que l'on justifie la répression des infractions commises à l'encontre des mesures prises par le commandement. Si vous vous promenez dans les bois à Lamalou-les-Bains, vous êtes coupable d'homicide par imprudence sur les malades à Roubaix : ça vous excite ? Alors en voiture pour un petit tour dans le Kafka-parc, puisque nous avons fait le tour de la maison Ubu.

Discovery ? pour moi, c'était le nom de la navette spatiale américaine. Etant donné le poids démographique des deux pays de langue anglaise de l'Union européenne, l'Irlande et Malte, je m'étonne qu'un programme écrit à Bruxelles, ville si sensible à l'importance qu'il y a à respecter les identités culturelles, soit intitulé dans cette langue. Est-ce que cela serait le signe de la domination d'un grand protecteur étranger ? La seule langue pan-européenne qui ne vexe personne, sauf les Grecs, c'est le latin. Etant donné le succès de l'opération, je suggère donc 'ABORTUS', qui signifie 'avorton' ou 'avortement'. Sinon, on pourrait choisir désormais pour langue commune européenne celle du groupe le plus nombreux et le plus puissant. Vous savez lequel. Je suis sûr que pour mettre la signalisation au nouveau goût du jour, le préfet Lallement saura retrouver des panneaux tout faits dans les souterrains de la préfecture.

Je ne publie pas du tout, mais je lis pas mal, et pour moi comme pour beaucoup de ma génération, l'anglais est encore le plus commode, quoique le globiche, en revanche, me donne des boutons. Cela découle des accords Blum-Burns qui ont organisé la domination culturelle américaine en Europe. Un baby-boomer a été biberonné à Bamby et Mickey Mouse, mais est venu à la conscience

politique avec la guerre du Viet-Nam. Ce que je voulais souligner, avec tentative d'humour, c'était que l'Union européenne, avec sa servilité atlantiste indéfectible au moment même du déclin de l'empire américain, nous a fait monter sur un rafiot pourri. Je vous conseille une vidéo récemment sortie sur Sputnik avec Jacques Sapir et Sophie Wahnich. Sapir explique pourquoi le monde éditorial anglo-exclusif est d'ores et déjà provincial, et risque de sombrer dans l'insignifiance. Bonne vision.... en français, langue universelle.

"Les usines en Chine sont à l'arrêt". Que nenni. La Chine a réagi brutalement mais intelligemment. Nos gouvernants, qui n'ayant pas de pensée, fonctionnent en imitateurs, ont tout arrêté en France. Comme des singes qui trouvent un chewing-gum. Pas les Chinois en Chine : sinon comment feraient-ils pour nous vendre, à dix fois le tarif, les masques que nous sommes incapables de fabriquer ? Je vous renvoie à la vidéo de Sapir et Wahnich sur Spunik. Sapir voit dans la conjoncture depuis 2000 la fin de la domination américaine ouverte en 1945 lorsque l'économie des EU représentait, grâce à la guerre et aux destructions partout sauf chez eux, peu ou prou la moitié de l'économie mondiale. Il prédit qu'à la sortie de cette histoire la Chine sera dans le même genre de position. Il y a des paris à prendre.

Les États-Unis impriment des dollars américains pour acheter des produits du monde entier, et le monde entier travaille pour les États-Unis. Tout cela est très bien. Mais en cas d'épidémie ou de guerre, un pays sans industrie manufacturière peut-il être considéré comme un pays puissant ? Même si les États-Unis continuent à disposer de la haute technologie, à avoir des dollars et à avoir des troupes américaines, tous ces éléments ont besoin d'un soutien manufacturier. Sans industrie manufacturière, qui soutient votre haute technologie ? Qui soutient votre dollar ? Qui soutient votre armée américaine ?

...

Si cette épidémie s'était produite dans les années 1950 et 1960, penserait-on vraiment qu'elle aurait mis les États-Unis dans un tel embarras, et l'Europe dans un tel embarras ? Pourquoi l'épidémie qui se produit aujourd'hui embarrasse autant l'ensemble du monde occidental ? L'essentiel n'est pas de savoir à quel point l'épidémie est terrible, mais de réaliser que les États-Unis et l'Occident ont tous deux connu leur heure de gloire, et qu'ils sont confrontés aujourd'hui à cette épidémie alors qu'ils déclinent. L'épidémie arrive à ce moment, et même si ce n'est qu'une brindille, elle peut faire briser le dos du chameau qui a déjà du mal à marcher. C'est la raison la plus profonde.

...

Pourquoi les pays occidentaux ont-ils franchi ce pas ? Nous pouvons y réfléchir. Au cours du dernier demi-siècle, les États-Unis ont ouvert la voie, puis l'Europe et les pays occidentaux ont suivi, ils se sont engagés dans une voie économique virtuelle et ont progressivement abandonné l'économie réelle. Pour ces pays, cette tendance peut sembler être un avantage que les pays développés obtiennent pour rien, mais en fait, elle a entamé leurs forces vives. C'est en fait la même raison pour laquelle la Rome antique s'est progressivement effondrée en raison de son arrogance et de son extravagance, qui a finalement conduit à l'effondrement de l'empire.

<https://www.revueconflits.com/general-qiao-liang-hegemonie-chine-laurent-gayard/>

Cher ami,

Le propos du général chinois est surtout remarquable en cela qu'il s'inscrit dans une tradition. Il nous ramène à des leçons classiques d'une histoire que nous avons jetée par dessus bord, à notre grand dam. Nous savons depuis Gibbon, Ferdinand Lot et tant d'autres comment les empires et les civilisations meurent : mais le mot même de 'déclin', comme tu le sais est interdit dans le débat public occidental. Sur le danger qu'il y a à se spécialiser dans un seul champ d'activité : les fonctions censément 'supérieures' d'analyse, de commandement et de contrôle, en faisant l'impasse sur les fondamentaux : agriculture et industrie, c'est l'évidence. Le sujet a été traité dans sa généralité par Hegel lorsqu'il a décrit la 'dialectique du maître et de l'esclave'. Le maître s'est spécialisé dans la violence militaire. Il se fait nourrir et servir par les paysans, artisans, etc.... qu'il domine par la peur. Mais c'est le travail qui rend intelligent et qui est indispensable. Le maître est un parasite dont les fractions vraiment utiles de la société finissent par se débarrasser lorsqu'elles arrivent à s'organiser et à surmonter la peur. C'est 1789, ou la prise de Rome par les Goths, ou Dien-Bien-Phu. Pour nous autres biologistes, une métaphore se présente : c'est la notion d'épigénèse, qui rend compte du fait que dans l'évolution, les fonctions fondamentales comme la motricité, la sensibilité et le commandement, d'abord assurées par l'ensemble de l'organisme, se concentrent peu à peu dans des organes de plus en plus spécialisés. Cela se termine par le développement du télencéphale humain capable de composer la Neuvième symphonie, mais totalement dépendant des fonctions 'inférieures', plus fondamentales. Les Américains, et nous davantage encore, nous sommes rêvés le télencéphale des Chinois : mais nous avons abandonné jusqu'aux fonctions supérieures lorsque nous les pensions insuffisamment supérieures. L'occident organisé autour des Etats-Unis, aujourd'hui, sont surtout une tyrannie mondiale armée. Mais le ventre et les jambes se sont révoltés, se sont armés eux aussi et notre affaissement culturel et moral, notre oubli des pratiques vivrières et notre mollesse nous condamnent. Les anecdotes convergent :

comme lorsqu'on s'aperçoit que nos fraises vont pourrir sur pied parce que nos sept millions de chômeurs ne seraient pas capables de supporter une journée de travail dans les champs.

Vous avez remarqué que Darmanin, lui, ne passe pas son temps à visiter des écoles et des usines à l'arrêt. Il faut croire qu'il a vraiment quelque chose à faire : distribuer les rôles dans ce qui va devenir la nouvelle organisation stato-financière. Capitalisme monopoliste d'Etat. La fameuse synthèse entre capitalisme et communisme entrevue par Raymond Aron dans les années soixante, et réalisée sous nos yeux en Chine. La mort des petites entreprises n'est qu'une version particulièrement intense de la concentration du capital qui est la fonction des crises dans le capitalisme. Mais comme aurait pu dire Marx, cette fois c'est peut-être la crise finaaaaale....

Un truc auquel il faudrait réfléchir une fois pour toutes : on parle sans arrêt des emprunts et des dettes sans jamais se demander qui sont les prêteurs. Or souvent les emprunteurs et les prêteurs sont les mêmes ! Ce qui relativise tous les baratins sur 'la dette léguée à nos enfants'. Parce que si vous avez trois sous sur une assurance-vie, en réalité gavée de bons du trésor, c'est de l'argent que vous vous empruntez et remboursez à vous même comme contribuable. Alors il faut arrêter ce cirque ! Une génération ne peut pas léguer une dette sans léguer une créance égale au centime près, et de l'argent que vous épargnez a exactement le même effet que celui que vous restituez à l'Etat comme impôt. L'argent n'a d'effet réel que lorsqu'il est dépensé au profit d'une personne, c'est à dire lorsqu'il arbitre en faveur d'une activité de préférence à toute autre. La tendance de la technocratie, c'est qu'elle veut être le seul arbitre des activités : c'est le sens des politiques d'austérité. Maintenir la population juste au seuil de survie, pour qu'elle ne fasse aucun choix.

Kasper // 15.05.2020 à 02h25

Nous allons bientôt avoir l'opportunité d'un exercice de critique des médias des plus intéressants:

Quand la Chine a rajouté aux morts du Covid19 en hopital les morts à domicile dont elle venait de finir le recensement, on a pas manqué de journalistes/éditorialistes pour expliquer que c'était bien louche, et la preuve que les chinois avaient menti et tentaient d'ajuster pour que ca ne se voie pas trop.

Donc, quand le gouvernement français va rajouter aux morts en hôpital les morts en Ehpad, ce qui est exactement la même chose, on devrait logiquement voir les même personnes accuser Macron d'avoir truqué les chiffres jusque la. Non ?

Évidemment, je parie plutôt qu'on ne manquera pas de chiens de garde pour expliquer à quel point appliquer à la France les raisonnements qu'on applique à la Chine sont du complotisme et qu'heureusement maintenant on a la loi Avia.

Nous ne voulons pas être dupe de ceux qui craignent d'être dupes.... Malheureusement il y a deux façons d'être dupe : par naïveté et par méfiance. Le cardinal de Retz tenait que la seconde manière était la plus commune. Mais lorsque tout le monde se méfie de tout le monde, et que l'on a de bonnes raisons de penser que beaucoup mentent, comment savoir de qui il faut se méfier le plus ? maintenant, vous n'êtes pas obligé de me croire....

Les réponses à vos questions sont faciles à trouver. Annie Lacroix-Riz n'est pas une inconnue. Je la tiens personnellement pour l'historienne dont la lecture est la plus instructive du moment. Il y a aussi quelques vidéos sur la toile que je vous recommande. Pour quelques éléments de personnalité : par son origine familiale : juifs polonais installés en France, elle a une compréhension directe de l'est, mais elle n'est pas une spécialiste de l'URSS mais des milieux dirigeants ouest-européens, dont elle a mis à jour le comportement jusqu'à elle mal connu pendant les années 30-40 par un travail en archives très fouillé. Banquiers, industriels, haut clergé, diplomatie, armée, partis et syndicats. Sa connaissance de l'histoire la conduit à mettre ses sympathies du côté du communisme, mais sans que cela l'empêche de manifester une tendresse rationnellement argumentée pour le gaullisme de guerre.

<https://m.youtube.com/watch?v=w3A5k8gGNLs>

Il faut préciser que de Gaulle n'a pas ignoré le débarquement par souci de ré-équilibre de la propagande mémorielle au profit de l'URSS, mais en raison de ses propres problèmes avec Roosevelt, qui le considérait comme un apprenti-dictateur, a refusé de reconnaître la France libre jusqu'au 23 octobre 1944, et avait interdit qu'on le tienne au courant des préparatifs du 6 juin, alors même que la résistance et des troupes de Français libres étaient impliquées.

Le chiffre me semble en effet un peu sous-estimé par rapport à ce qu'on dit d'habitude. Mais c'est une question secondaire : si les Martiens enseignent l'histoire terrestre dans leurs écoles et veulent expliquer la seconde guerre mondiale à leurs enfants de façon succincte mais objective, ils diront qu'elle a eu lieu en Ukraine et que les soviétiques y ont repoussé une agression allemande grâce au soutien en matières premières et en matériel militaire de l'énorme machine industrielle américaine. Le rôle militaire américain est marginal de toutes façons, le rôle logistique déterminant. Voyez sur ce point la récente mise au point, très claire, de Jean Lopez chez Frédéric Taddéi

En grammairien, je voudrais attirer l'attention du public sur l'usage de la forme passive, qui sert à faire disparaître l'agent de l'action. A la formule "propos inacceptables" il faut réagir par la question : inacceptables pour qui ? Et selon quels critères ? Autrement dit, dans la police du langage, le problème, c'est toujours la personne du censeur, et ce qui fonde son autorité. Dans ce cas particulier, en effet étonnant et qui en dit long sur notre dérive pétainiste, on se demande vraiment quel genre de propos les policiers et censeurs ont en tête. On voudrait des exemples. Seraient-ils du genre "mon papa il dit que Macron s'y est pris comme un manche, que Buzyn est une buse, que Salomon nous enfume avec ses statistiques, que les flics déconnent avec leurs amendes, que Philippe est complètement dépassé, et qu'il va falloir se débarrasser de cette bande d'inutiles" ?

« il y a beaucoup de dissipation au sein d'institutions et personnalités diverses, qui devraient pourtant être unies dans la fidélité-Système au dogme de notre-UE et de l'euro-péisme. L'on ne sait plus exactement ce qu'est être pro-Système, et ainsi se retrouve-t-on antiSystème sans l'avoir voulu ni y avoir vraiment songé. L'actuelle fureur tourne autour de la décision des juges de la Cour Constitutionnelle allemande de Karlsruhe, il y a une décade, le 5 mai. Cette affaire a fait grand bruit, comme il se doit, et laisse présager des jours bien difficiles pour l'UE puisqu'elle place cette organisation dans le viseur de la plus haute autorité juridique de son principal membre. Pour certains, "la messe est dite"..."

Source : [De Defensa](#)

Olivier Berruyer, merci : je découvre grâce à vous le site 'dedefensa', des Belges apparemment (dommage qu'il n'y en ait pas davantage et que le virus en ait encore réduit le nombre). Mettant plein de pieds dans plein de plats, je note en particulier ici qu'ils n'hésitent pas à décrire l'Allemagne comme le 'principal membre' de l'Union européenne. Macron est-il au courant ?

La Chine exhorte la France à annuler un contrat visant à moderniser les frégates de Taïwan

Océan de sagesse // 17.05.2020 à 07h52

« La France ose le bras de fer avec la Chine sur Taïwan »

Que ne l'ose-t-elle avec les USA sur tout le reste !

On comprend l'énervement chinois : ils doivent en effet se souvenir comment la France de Hollande s'est comportée comme une péteuse face aux injonctions américaines à propos des frégates pour la Russie. Le problème serait-il seulement que l'Arabie Séoudite n'a plus besoin de rien, ou avec la chute des cours du pétrole, est raide en ce moment ? Il ne faudrait pas tout de même que du coup, nous soyons frappés d'un embargo sur les masques, les médocs et les produits Décathlon. A quoi tiennent les choses pour la sixième puissance mondiale !

Oui. Je peux. Un camarade à moi qui fait dans la recherche pharmacologique m'a donné l'adresse d'un site interactif remarquable qui vous donne en animation graphique le cheminement de la petite bête. Mis sur une carte, c'est un décalque parfait du schéma des lignes aériennes. Merci Easyjet, merci Ryanair, merci à toutes les autres. Et évidemment, la fréquence des contaminations et contaminations en retour est grosso modo proportionnelle à celle des liaisons. Pour ce qui nous concerne, avec les Américains, le virus fait du ping-pong entre les deux rives de l'Atlantique avec une rare densité. Mais jusqu'aux derniers jours, il n'y avait aucun contrôle sérieux à Roissy ! Etonnant, non ? , aurait dit Pierre Desproges. Si ça vous amuse, tapez :

https://nextstrain.org/ncov/global?c=num_date&dmin=2020-01-01&l=clock

Non, je ne suis pas sûr que la référence au pétainisme soit seulement une facilité polémique. Plus on se plonge dans l'histoire de la période, et plus on trouve des analogies intéressantes. Mais il faut préciser : en réalité le pétainisme n'est lui même qu'une adaptation conjoncturelle des tendances séculaires de la gouvernance en France. Je pourrais vous en raconter des volumes sur le sujet mais

ce n'est pas le lieu. je me contenterai donc de faire appel à l'argument d'autorité, et de citer Alain Badiou, qui dit que 'le pétainisme est les transcendental de la France'. Comprenne qui pourra...

Kiwixar // 18.05.2020 à 10h44

Et le jour où un laborantin énervé contre son boss, où dont la copine l'a plaqué, ou bien qui adore la planète et trouve que les humains sont trop nombreux, pète un plomb et fait sortir un de ces virus du labo pour les diffuser? Voir le film « L'armée des 12 singes ».

Snowden a bien fait sortir des tonnes de données confidentielles de la NSA en dissimulant les puces sur lui.

•

(MOI)

Pas sur lui. Dans un rubbikube. Voir et revoir le film, ou mieux, lire et relire le livre, où l'on découvre un usage essentiel du sparadrap. Bien sûr, on remarque que pendant tout le psychodrame coronavirus, il ne fut jamais fait allusion à l'existence d'une recherche militaire en virologie. Lorsque des séquences étonnantes furent trouvées un article chinois expliqua que ce n'étaient pas des fragments introduits de façon non conventionnelle dans une intention 'créative', mais une greffe telle qu'on la pratique usuellement en laboratoire pour la manipulation aux fins de recherche, et donc bien connue. Ici, on se hâte d'appeler 'preuve' ce qui est au mieux un indice de naturalité. Nous sommes donc tout à fait rassurés pour l'avenir, mais gardons en mémoire que même s'ils répugnent à l'admettre, les virologistes n'ont aucun moyen de savoir si un virus est naturel ou non, sauf dans le cas, comme disait Churchill à propos des statistiques, où ils l'ont trafiqué eux-mêmes.

(Un article sur la CFDT)

François // 19.05.2020 à 07h20

Depuis 30ans, l'élite française capitaliste et syndicale ne sont pas opposé mais travaille ensemble comme deux côtés d'une pièce de monnaie.

Certains vont hurler, mais le peuple de droite et de gauche se sont fais trahir par leurs élites mondialistes françaises.

Ce changement a été progressif mais réel au fil des années.

Alors parlons nous du nouveau monde sauce Bill Gates ou sauce ??? Qui n'existe pas encore?

(Moi) :

Une très vieille histoire. Lisez Annie Lacroix-Riz sur le fonctionnement des syndicats et du parti SFIO dans les années trente. Suivez la circulation des valises de billets des milieux patronaux, principale source de financement pour tout un pan des organisations supposées défendre et organiser les travailleurs. Leurs propos publics n'ont aucun rapport avec leurs visées. Ils servent à rallier la base, mais jamais dans leur intérêt. Leur raison d'être est de 'tenir les troupes', et les luttes sur le terrain sont gérées en vue de leur échec. Après la signature du pacte germano-soviétique en septembre 1939, Jouhaux et Belin, grands bureaucrates syndicaux ont organisé sur ordre du patronat la scission de la CGT parce qu'elle était dominée par le Parti communiste, qui venait d'être interdit par Daladier. Ils ont fondé un syndicat raisonnable, agréé par les journalistes, qui ont les mêmes maîtres, et un an plus tard, Belin était ministre du maréchal Pétain. Rien n'a fondamentalement changé. Un type comme Laurent Berger est plus près de devenir ministre que de gagner sa vie en travaillant. L'a-t-il d'ailleurs jamais fait ?

(On écrit) :

quelle chose étrange que cette prétentieuse humanité à laquelle nous appartenons. L'homme moderne est il finalement devenu plus inhumain, plus irrationnel, sa propre hantise, que n'importe quel homme de cro-magnon à l'exercice de son animalité ?

(Moi) :

Il y a l'évolution biologique et ce que nous appelons le 'progrès', en le réduisant souvent à l'innovation technique qui se traduit en outils. Les deux phénomènes n'opèrent pas sur les mêmes échelles de temps. Physiquement et mentalement, nous restons strictement identiques à nos aïeux qui dessinaient des aurochs dans les cavernes. Nos réflexes sont strictement identiques si le voisin plaît à notre femme, veut partager notre pitance, ou a simplement une gueule qui ne nous revient pas. Mais nous avons inventé le napalm et la bombe atomique. Trump avec à sa disposition de quoi détruire quelques dizaines de fois toute vie sur la Terre en l'espace d'une heure : cela dit tout.

(On s'en prend à de Gaulle) :

Owen // 19.05.2020 à 09h05

Pourtant, si on avait de Gaulle à la place de Macron, l'économie serait très vite meilleure.

Catho ou pas.

+8

Berio // 19.05.2020 à 11h05

Le général De Gaulle quitte le pouvoir en 1946, opposé qu'il est à un régime parlementaire DÉMOCRATIQUE. À part la légende historique lui et son mouvement n'est pour pas grand chose ni dans la Résistance ni dans le redressement économique de la France en 47/48 ni dans la législation sociale d'après guerre. Il revient au pouvoir en 1958 après avoir fomenté un coup d'Etat.

Il est chassé en 1969 par le non au référendum sur la régionalisation.

De 1958 à 1969, le chômage a doublé.

A chacun ses idoles...

•

(Moi) :

jean-pierre georges-pichot // 20.05.2020 à 07h25

Je ne suis pas gaulliste de stricte obédience, loin de là, mais en 1946 de Gaulle laisse la place à ce qu'il appelait le 'système des partis', qu'il déteste pour d'excellentes raisons, parce qu'il est battu politiquement dans le cadre démocratique qu'il a lui-même mis en place contre les prétentions d'occupation et de gouvernement militaire américain. Ce système a pour étoile montante François Mitterrand, un titulaire de la francisque, et bientôt un ministre de l'intérieur par rapport auquel Castaner est un monument de franchise et de libéralisme, et dont on verra la sincérité par la suite lorsqu'il dénonçait le caractère non démocratique des institutions voulues par de Gaulle et finalement installées en 1958.. Alors....

(sur la CFDT) :

Anfer // 19.05.2020 à 11h44

Il y a un problème aussi avec certaines organisations syndicales contestataires.

Sur le terrain, les militants SUD, CGT, ont tendance à considérer les agents de maîtrise et les cadres comme des ennemis, alors que ce n'est globalement pas le cas.

La complexification du travail demandé rend les postes intermédiaires qualifiés (souvent sur le tas) de plus en plus importants.

On a besoin de ces gens pour faire fonctionner les entreprises, et souvent cette aversion pour eux les mets dans une position délicate vis à vis de leurs collègues, et les mets largement dans le camp de la direction.

La CFDT est justement très présente dans l'encadrement, profitant de ce vide.

(Moi) :

C'est intéressant. Cela dessine ce que l'on pourrait appeler un syndicalisme de classe, où les différents syndicats organiseraient les intérêts de couches différentes de la société travailleuse. Il est significatif que les médias ne fassent jamais allusion à ce genre de réalité : mais on comprend bien pourquoi, s'ils sont justement payés pour l'occulter. Maintenant, comme on dit : 'camarade, choisis ton camp !'

sara // 19.05.2020 à 18h55

@Survola

Le mot « sabotage » est bien dans le titre en dessous:

« A deluge of poor quality research is sabotaging an effective evidence based response »

+2

Bruno Kord // 20.05.2020 à 08h39

@Survola

Allez donc lire le titre complet de l'article en anglais. Le verbe saboter y est utilisé. L'équipe de Les crises a fait une traduction littérale du titre.

Votre remarque sur l'erreur traduisant la pensée des auteurs (du blog) est parfaitement appropriée à votre commentaire. Le fait que 36 personnes vous soutiennent, à l'heure où j'écris ces lignes, est révélateur des dégâts de la pensée gourou. Aucune capacité à aller vérifier en cliquant sur un lien. Temps de vérification : 10 secondes. Triste

[Répondre Alerter](#)

- **F Tonneau** // 20.05.2020 à 12h46

Il y a *deux* titres dans l'article original:

- le premier, un titre court, ou manchette, qui est mis en avant et attire le lecteur
- le deuxième, un titre long et détaillé.

La traduction en français du deuxième titre est correcte, mais la traduction en français de la manchette est incorrecte (et biaisée). Le commentaire de Survola se réfère très clairement à la manchette, et son commentaire est totalement fondé.

Aurez-vous la bonne idée de réviser le vôtre?

+1

[Répondre Alerter](#)

- **jean-pierre georges-pichot** // 20.05.2020 à 15h06

Si « waste » peut vouloir dire « gâchis », ou même « dévastation » (cf « The waste land » de TS Eliot), le sens est plus faible dans l'usage commun : « a waste of time ». Peut-être, au lieu de s'empoigner sur la bonne traduction, pourrait-on noter avec quelque inquiétude la propension de supposés scientifiques à faire dans le sensationnalisme. N'est-ce pas un indice

de plus que le discours scientifique est pollué par la dépendance par rapport à des enjeux très peu théoriques ? Cela confirme à mes yeux ce que je crois discerner dans le scandale fait autour du docteur Raoult : l'initiative des hostilités ne vient pas de lui. Il y a des gens qui ont décidé de « se payer » une certaine molécule, ressentie comme de la concurrence déloyale, et qui ont lancé une campagne de panique contre son usage. Et cela pour des raisons très précises.

•



jean-pierre georges-pichot // 20.05.2020 à 15h06

Si « waste » peut vouloir dire « gâchis », ou même « dévastation » (cf « The waste land » de TS Eliot), le sens est plus faible dans l'usage commun : « a waste of time ». Peut-être, au lieu de s'empoigner sur la bonne traduction, pourrait-on noter avec quelque inquiétude la propension de supposés scientifiques à faire dans le sensationnalisme. N'est-ce pas un indice de plus que le discours scientifique est pollué par la dépendance par rapport à des enjeux très peu théoriques ? Cela confirme à mes yeux ce que je crois discerner dans le scandale fait autour du docteur Raoult : l'initiative des hostilités ne vient pas de lui. Il y a des gens qui ont décidé de « se payer » une certaine molécule, ressentie comme de la concurrence déloyale, et qui ont lancé une campagne de panique contre son usage. Et cela pour des raisons très précises.

(Séraphim a traité JM Jancovici de terroriste, et s'est fait reprendre. Il essaye de se rattraper)

Séraphim // 21.05.2020 à 03h55

Alors vous c'est pas par la surenchère que vous vous faites (même pas) remarquer, mais par le copié collé pur et simple. Et la récidive. Ce qui devrait vous faire attribuer à vous même cette puissante découverte: propos décousus ! Je connais bien Jancovici, depuis bien avant qu'il n'apparaisse dans les commentaires et références de ce blog. J'ai échangé avec lui, fourni et pris des données. Je n'ai pas dit qu'il n'était pas estimable, bien au contraire. N'empêche. Enfin qui élève le débat je ne sais; qui le rabaisse en revanche c'est clair: le laborieux ras des pâquerettes où vous vous complaisez obligeant sans cesse à d'inutiles précisions et justifications.

(Moi) :

Terroriste estimable, donc : un peu comme les premiers FTP, donc ? Pour le coup, m'intéressant aux deux sujets, alors que j'adore rapprocher ce qui est apparemment sans rapport, je ne vois pas le rapport. Non : Jancovici est juste un type qui prend au sérieux et collationne impitoyablement quelques acquis semble-t-il solides de l'observation scientifique, et quelques lois de la physique qui semble coller à la réalité. Rien à voir avec les 'lois' de l'économie ou les 'modèles' épidémiologiques.... Il ressemble plutôt aux types pas compliqués, mais qu'on faisait taire, qui comptaient les avions de chasse de part et d'autre du Rhin en 1938. A bon entendeur, salut !

D'accord sur le point central du message, et surtout la fin : 'Ils réduisent le réel au connu puis , le connu au théorique.' Mais je ne crois pas qu'il faille mettre Kant dans ce camp là, qui est en réalité plutôt le cercle de l'enfer philosophique habité par Descartes. Si mes souvenirs de classe terminale ne me trahissent pas, Kant est parfaitement conscient des limites de la raison pure, et que l'on ne peut tirer des conclusions de type scientifique dans des domaines où l'expérience sensible est impossible ou fait défaut. Il opère en réalité la synthèse la plus intelligente entre l'empirisme anglais et le rationalisme français. Nos épidémiologistes fous sont en réalité des fossiles cartésiens égarés dans un monde qui a progressé sans eux, mais ils s'ignorent comme tels, faute de culture épistémologique.

Je trouve sur Wikipedia que Gael Giraud, dont j'ignorais l'existence, enseigne à Paris, Strasbourg et.... Hanoi. Comme je vois qu'il est aussi participant au Shift Project, je crois deviner à qui JM Jancovici pensait lorsqu'il décrivait 'certains de ses excellents camarades, écologistes engagés et sincères, mais qui ne voyaient pas de problème dans le fait de prendre l'avion plusieurs dizaines de fois par an'. Alors, je vais écouter ce qu'il a à dire, mais il est impossible de ne pas avoir une certaine prévention contre lui. René Dumont, lui, avait fait scandale dans les années soixante-dix en se levant de table au milieu d'un banquet officiel parce qu'on venait d'y servir un troisième plat de protéines animales.... Vous me direz : si ça se trouve, il a peur en avion, et on doit donc le considérer comme un saint. Mais Giraud est-il davantage René Dumont ou davantage François de Rugy, allergique mais complice ?

(on me répond)

Brigitte // 22.05.2020 à 07h57

L'écologie politique est le nouveau socialisme, avec son internationale, le GIEC et son idéologie, la croyance à un nouveau progrès social, de partage de richesses, où les humains seraient bons envers

la nature, adopteraient de bonnes règles de conduite, sans changer de paradigme économique. La croyance où il suffirait de tout repeindre en vert pour que la croissance revienne et devienne vertueuse. De vert à vertueux, le chemin est tout tracé, par les grands de ce monde, qui eux ont tout compris!

On ne parle plus de révolution, comme du temps de Dumont, mais de transition. Tout en douceur. Les Hamon, de Ruy, Glucksmann sont de gentils politiciens qui promettent de faire le mélange des couleurs, des valeurs, dans une union sacrée entre les peuples. Pour eux, l'union européenne est forcément la bonne échelle pour construire le monde de demain, avec du vent, du soleil et de la terre rare...mais sans démocratie. Soleil vert.

(moi)

Message bien reçu. Ma méfiance naturelle s'en trouve acérée. Mais ne s'étend pas encore jusqu'à JM Jancovici qui me semble ne pas être de ceux qui promettent une transition gentille. C'était mon idée au départ : il y a vraiment diverses espèces d'écologistes, et au fond une divergence radicale des visions. Quelque chose comme l'opposition entre Lénine et Léon Blum. Entre le 'socialisme à visage humain', qui ne fut jamais qu'une arnaque, et la radicalité révolutionnaire, qui ne promet que de la sueur et des larmes. En face : les privilégiés et leurs polices. Soleil vert en effet.

(Gael Giraud au Sénat)

Sur la généralisation de la voiture électrique, giraud montre le bout de son oreille élitiste : on voit bien qu'il doit passer davantage de temps dans des aéroports que dans des embouteillages. Car le tarif des voitures électriques ne les met pas à la portée des gilets jaunes. Il n'est pas sur ce point en accord avec JM Jancovici, qui plaide plutôt pour la 'deux chevaux du vingt-et-unième siècle', voiture thermique de trente chevaux consommant deux litres aux cent kilomètres. Jancovici explique aussi par plusieurs arguments pourquoi la généralisation de l'électrique est une utopie : et d'abord la non-disponibilité d'un branchement adéquat pour la majorité, ainsi que l'incapacité des réseaux actuels à supporter la charge.

jean-pierre.georges-pichot@wanadoo.fr

jean-pierre georges-pichot

Pensée social-démocrate. Keynes etc... Sauver la propriété individuelle des moyens de production sans subir les effets de sa tendance irrésistible à la cartellisation, et à la prise de pouvoir politique par les grands groupes monopolistes. Cela finit par être lassant. L'argent hélicoptère : on sait qu'il tombera toujours dans la même cour mais on persiste à l'invoquer.

L'hôpital et l'école réduits à la misère : suffit-il de préconiser un 'changement de politique' alors que cette politique a un but : y mettre au pouvoir les hommes (et en l'occurrence les femmes) des sponsors privés, qui feront la politique sanitaire de leurs vrais patrons. Tous les points clés restent inaperçus.

Pas d'accord. Sur la Quatrième république : le reproche que lui faisait de Gaulle, comme à la Troisième, dont elle reprenait les usages, plutôt que la lettre constitutionnelle, était son incapacité à prendre une configuration de crise, constatée en juin 1940. Cela découlait d'une dérive des institutions républicaines initiales, celles qui s'étaient mises en place après la chute de Napoléon III. Lorsque Mac Mahon avait été réduit à 'se démettre ou se soumettre', la possibilité pour la présidence de dissoudre l'Assemblée nationale avait été discréditée, et le président était devenu une potiche. Le chef du gouvernement, responsable devant l'Assemblée et donc dépendant des coalitions partisans, bizarrement dit 'Président du Conseil' quoique le Président de la République, chef de l'État, participât également au conseil des ministres, prenait en théorie les décisions, mais se contentait en pratique de se ranger à ce qu'il pensait être l'opinion d'ensemble de ses ministres, tandis que le Président de la république regardait passer les ministères et inaugurait les chrysanthèmes. Configuration tragique d'irresponsabilité collective en temps de crise. On ne savait plus qui commandait. Cela s'était bien vu en juin 1940, où Albert Lebrun avait joué un rôle lamentable et où tout s'était dissout, le commandement militaire n'obéissant plus, le chef du gouvernement devenant incapable de fixer une stratégie etc. Lisez à ce propos par exemple, 'l'Abîme' de Duroselle. En 1958, de Gaulle ne fait que répondre à une exigence de base avec l'article 16, qui désigne le chef de l'État comme dictateur provisoire, à la romaine, mais sous le contrôle de l'Assemblée siégeant de droit. Incidemment, la dictature actuelle de Macron avec son état d'urgence sanitaire va très au-delà de ce que de Gaulle aurait admis : Macron décide de tout tout seul, sans avoir même à expliquer ni pourquoi ni comment, tandis que les députés sont en quarantaine, et les ministres l'apprennent par la presse. Par ailleurs, de Gaulle rétablissait le droit de dissolution, ce qui ne faisait que rétablir l'équilibre des pouvoirs prévu dans la Troisième république initiale. A quoi il faut ajouter qu'il pratiquait effectivement le référendum, ce que les opposants comme JF Revel, que vous me semblez apprécier, et bien sûr François Mitterrand, lui reprochaient comme démagogique.... Avant, accédant au pouvoir, de l'exercer de façon beaucoup plus autoritaire que le père fondateur. Je suis amusé de voir réapparaître le thème du régime 'plébiscitaire' à propos de de Gaulle à une époque où on a tout gardé des pouvoirs du chef de l'État, en effet devenus exorbitants après élagage de tous les mécanismes compensateurs... dont en particulier le plébiscite après l'incident fâcheux de 1995. République plébiscitaire sans plébiscite, faut-il donc rectifier, ni assemblée nationale (on ne comprend même plus en quoi la personne d'un député est sacrée), ni rien. De Gaulle, lui, n'aurait sans doute pas été fondamentalement hostile au RIC, car il savait au moins une chose : c'est que l'on ne gouverne pas un pays contre sa population. Et, raconte Alain Peyrefitte, il ne faisait jamais un discours hors de la présence d'au moins un ministre, parce que, expliquait-il : représentant le gouvernement, celui-ci a la possibilité et le devoir, si le

président dit quelque chose avec quoi le gouvernement n'est pas d'accord, de le signifier immédiatement. Tout cela est bien loin....

Pour moi, dix-sept ans lorsque en 1965 les chasseurs-bombardiers 'Phantom' américains franchirent pour la première fois le dix-septième parallèle, ce langage apporte une grande bouffée de nostalgie. Un air mêlé de Woodstock, Lonely hearts club band, Blow-up et Pierre Overney, sans parler de mes amourettes de l'époque dont le nom ne vous dirait rien. Je m'attendais à trouver l'expression 'tigre de papier'. Déçu sur ce point. Puis je me suis souvenu que c'est seulement l'Union soviétique de Brejnev et Kossyguine qui avait soutenu le Viet-Nam, tandis que la Chine recevait Nixon en grande pompe. Juste des marchands de camelote, et ils viennent à nouveau de le prouver. Des imitateurs caricaturaux de tous les travers de l'Occident, juste capables de faire passer les chars sur leur propre propre jeunesse : et à ce titre un modèle pour Macron, Lallement et consorts. Triste et inquiétant.

'Édito chinois : Les contre-mesures de la Chine sont prêtes pour une « guerre » prolongée avec les États-Unis'. Les guillemets qui apparaissent dans le titre autour du mot 'guerre' sont évidemment justifiés. Mais il faudrait réfléchir une bonne fois à ce que signifie cette bizarre métaphore. Et d'abord : c'est quoi, la victoire, dans une guerre commerciale ? A quoi ça ressemble un vaincu dans une guerre commerciale ? A la France peut-être ? Mais alors, c'est quoi, un Français qui y collabore ?

Je pense qu'il faut cesser de se laisser obnubiler par les questions de finance, qui ne sont que des abstractions. Les quelques milliardaires qui possèdent tout l'argent à eux seuls : un mirage qui sait périodiquement s'évanouir en quelques heures. Il faut penser biens matériels. Où sont les usines ? Quelle est la production ? Qui la consomme ? Etc.. Sur ce terrain, la France est en avance, et la socialisation virtuelle de l'économie est quasiment faite. Il ne reste qu'à l'acter dans le droit. L'autre jour à la télé, j'apprends : Renault-Flins, moins de trois mille travailleurs. Vingt-mille dans les années soixante. Cela signifie que la production automobile n'est plus un fait social significatif. Les voitures poussent à peu près aussi gratuitement que l'herbe. L'homme est le jardinier de la société post-industrielle. Limite : trop d'hommes dans un trop petit jardin, et on ne sait pas partager les carottes. Réfléchir sur ce thème.

Ceux qui retournent à leur potager visent-ils à sortir du capitalisme ou à échapper aux pénuries qui s'annoncent ? La réflexion de Frédéric me semble décalée. Car la décroissance est un fait qui découle d'ores et déjà des limites naturelles. Et cela ne menace pas le capitalisme : mais cela relativise le problème qu'il a pu représenter. On en revient à la polémique entre Marx et Malthus. La guerre sociale était un problème de riches.

Réjouissez-vous : les élites françaises, depuis l'évêque Cauchon jusqu'au Maréchal en passant par Thiers et Marie de Médicis ont toujours su se mettre à l'école du vainqueur étranger. La prochaine fois, Castaner, privé pour un coup de la 'seconde vague' tant espérée, ne manquera pas de venir clouer votre porte.

Excusez-moi d'avoir calomnié le Maréchal : je ne croyais pas la chose possible. Mais en tous cas, en parlant des 'élites', je ne pensais pas à de Gaulle. En 1940, les élites, c'était Pétain, Laval, Pucheu, Flandin, Chautemps, Weygand, Huntziger, Herriot, Blum, Daladier, Reynaud, Lebrun : bref, une ribambelle d'imbéciles, de lâches ou de traîtres. Et parfois les trois.

jean-pierre georges-pichot // 22.05.2020 à 09h24

Sur la généralisation de la voiture électrique, giraud montre le bout de son oreille élitiste : on voit bien qu'il doit passer davantage de temps dans des aéroports que dans des embouteillages. Car le tarif des voitures électriques ne les met pas à la portée des gilets jaunes. Il n'est pas sur ce point en accord avec JM Jancovici, qui plaide plutôt pour la 'deux chevaux du vingt-et-unième siècle', voiture thermique de trente chevaux consommant deux litres aux cent kilomètres. Jancovici explique aussi par plusieurs arguments pourquoi la généralisation de l'électrique est une utopie : et d'abord la non-disponibilité d'un branchement adéquat pour la majorité, ainsi que l'incapacité des réseaux actuels à supporter la charge.

+2

•

Brigitte // 22.05.2020 à 18h35

Oui le tout électrique est une utopie. Bien sur on peut imaginer pour les batteries des avancées technologiques similaires à celles des ordinateurs, miniaturisation et montée en puissance mais pas sur que l'on puisse vraiment comparer. L'avenir est aussi de tirer parti des énergies biologiques, la photosynthèse par exemple, pour générer du courant (biopile à glucose), des matériaux chauffants et remettre en valeur le bon vieux muscle. Je crois plus au vélo électrique qu'à la voiture. C'est compatible avec une vie recentrée sur le local, sur l'environnement, donc beaucoup moins énergivore. Nous ne pourrons pas sauver la nature mais la nature nous sauvera!

- **(Moi) :**

Donc nous sommes bien d'accord : la voiture de l'avenir, c'est pas de voiture du tout. Mais avec le jarret humain, ou tout au plus la traction animale, le périmètre de nos vies se trouve ramené à la petite dizaine de kilomètres traditionnelle et il ne reste à peu près rien de notre organisation sociale actuelle. Pas que cela m'inquiète : mais avec des types comme Luc Ferry, Bill Gates et le Chinois suprême dans le circuit, je ne vois pas la transition se faire en douceur.

Depuis toujours, la police, l'armée, les services de renseignement, en France, ont pour fonction essentielle de contrôler l' 'ennemi de l'intérieur'. Ce n'est pas la 'mondialisation', qui est tout sauf une nouveauté en ce qui concerne les grands possédants, qui va changer cela ! Le passage le plus glaçant est lorsque le personnage avertit, avec ses mots à lui, qu'un Français n'a rien à craindre de ces organes de surveillance et de répression s'il n'est pas une menace pour l'ordre établi. Il y a plusieurs sortes de bandits corses, et Squarcini, en dépit de son évidente médiocrité, incarne la plus dangereuse.

Du grand tort d'avoir raison ! Il y a cinquante ans, le rapport Meadows avait soulevé une intense polémique. Donner raison à Malthus contre Marx ne pouvait plaire ni aux fous de croissance et de progrès matériel, ni aux profiteurs des mêmes. De l'Huma au Figaro, c'était haro sur le Club de Rome qui voulait nous faire revenir à la bougie. Aujourd'hui, le même s'exprimant dans les mêmes termes semble ne faire que répéter des banalités connues de tous.

jean-pierre.georges-pichot // 25.05.2020 à 07h53

C'est vrai que ce rapport, c'est choux et carottes. Un papy cinglé à Bayonne qui a trop regardé BFM-TV et le lynchage d'un passant par le garde du corps du président opérant sous protection d'agents en uniforme, ça n'est pas du même ordre de grandeur comme menace sur la république. Et puis, il.ils.elle.elles nous.te.me emmerde.dent avec ta.sa.leur écriture inclusif.ive.

[Modifier](#) – 9 minutes et 36 secondes

'7000€ d'aide seront accordés aux particuliers pour l'achat d'un véhicule électrique, a annoncé Emmanuel Macron.' Un scandale. On fait subventionner les riches par les pauvres. Une absurdité : parler d'un passage général à la voiture électrique tout en fermant les centrale nucléaires. Les bobos parisiens se mordent la queue et font passer à la population générale la facture de leurs incohérences.

'Blanquer sur les écoles : écoles fermées dans le 93 : « ce n'est pas bien » car 'antisocial'. C'est énorme ! Qui donc a fermé les écoles, les commerces, les usines, et foutu la trouille à tout le monde, y compris dans les régions qui n'ont jamais vu passer un virus ? Si Blanquer n'est pas capable d'organiser ce qui est visiblement la réponse : un service public de centres de vacances sortant les enfants des zones urbaines concentrationnaires, cela ne l'oblige pas à décrire comme évidemment souhaitable et donc obligatoire le lundi ce qu'il a lui-même décrit comme évidemment mortel et à interdire le samedi.

Géopolitique

27.mai.2020 // Les Crises

« Ne sous-estimez pas l'industrie manufacturière chinoise » – Entretien avec le Général Qiao Lian

jean-pierre.georges-pichot // 27.05.2020 à 09h47

'À mon avis, il n'est pas si facile pour les pays développés de se « découpler » de la Chine et de reprendre la fabrication locale. Le dilemme est que si vous voulez reprendre la fabrication, vous devez être mentalement préparé, ou partager les mêmes difficultés et douleurs avec la Chine, et recevoir un salaire égal pour un travail égal, afin que les produits et la main-d'œuvre soient au même prix que la Chine (sinon les produits ne seront pas plus compétitifs que la fabrication chinoise). Cela équivaut à renoncer à l'hégémonie de la monnaie et au pouvoir de fixer les prix des produits.' Le Chinois a du bon sens, et il a sans doute raison de dire que son pays nous tient par les cojones, mais il divague sur le point de la 'compétitivité' qui n'a plus de pertinence dans un contexte protectionniste. Ne pas oublier que dans leur histoire les Etats-Unis sont plus souvent protectionnistes que l'inverse. Retranchés dans leur île, et lançant des entreprises de pillage extérieur. Des Anglais. Des Vikings.

BOURDEAUX // 27.05.2020 à 15h55

Sans doute l'auteur pense-t-il ici à la compétitivité à l'intérieur des frontières : autrement dit, nous ne serions pas mentalement prêts à accepter de payer 10 € à un ouvrier français du textile là où nous n'en concédons que 4 pour un chinois. Ce en quoi il n'a pas forcément raison, car jusqu'ici, combien la collectivité dépense-t-elle pour cet ouvrier au chômage, y compris tous les coûts cachés de la marginalisation des individus désespérés ? Après tout, la société française ne consacre peut-être pas loin de ces 6€ d'écart à éviter de le laisser crever de faim ? Au-delà de cette considération comptable, il y a d'ailleurs aussi un facteur relevant de l'agrément sociétal : nous préférons tous avoir pour voisin un type qui bosse et est plus ou moins bien dans sa peau, plutôt qu'un alcoolique à la dérive qui cogne sur ses enfants...

+4

Jean-pierre.georges-pichot // 27.05.2020 à 16h39

Bien sûr; C'est ce que je voulais dire. Les Etats-Unis sont capables de diverses configurations par rapport à l'extérieur, et le décrivent explicitement comme cela dans certains écrits géostratégiques. Tout comme l'Angleterre, dont ils héritent leur vision stratégique, les Américains sont des insulaires capables de lever le pont-levis et de conduire des raids. Ils savent que la situation mondiale est asymétrique et que leur position a des éléments de force incomparables. Devant la Chine, empire continental, ils sont sans complexes, car ils ont eu l'Europe et acculé la Russie par les mêmes moyens qui leur serviront encore. Ils sont loin d'être finis. Les Chinois savent qu'ils ne peuvent pas aller trop loin, car les EU peuvent vitrifier la Chine en une après-midi. D'ailleurs les Chinois le savent et c'est pour cela qu'ils n'osent pas débarquer à Taiwan. Evidemment que la question de 'compétitivité' n'a aucune validité stratégique. Les Etats-Unis peuvent vivre en autarcie et traiter leurs ouvriers comme des esclaves, car ils ont une culture de l'extrême inégalité et de la répression de masse. D'ailleurs, un rapatriement des industries délocalisées réduirait les inégalités. La Chine est complètement substituable, au prix il est vrai, d'un sacré choc social. Pour nous, c'est une autre affaire.

•

Anfer // 25.05.2020 à 11h05

Marx avait écrit que le capitalisme épuisait la terre et les hommes.

Je pense qu'il avait compris cette non soutenabilité.

Anouchka // 25.05.2020 à 11h24

Bien plus que ça : il a écrit très clairement dans un texte (que malheureusement je ne retrouve pas) que l'exploitation de la terre était le modèle de l'exploitation des hommes et que la seconde découlait nécessairement de la première.

Le productivisme soviétique est très largement issu du léninisme et du stalinisme qui avaient à faire face aux nécessités de la lutte avec des impérialismes extrêmement agressifs. Leur modèle de développement n'est pas exactement le marxisme, mais bien plutôt l'économie de guerre.

En outre, Meadows et le club de Rome sont bien gentils, mais leur réflexion est typique d'occidentaux repus et blasés par l'overdose de biens de consommation. Marx (et Engels) voyait la misère effroyable, les enfants dévorés par les usines et les infections liées à la malnutrition. Sa perspective n'est pas du tout la même... Marx n'a écrit nulle part qu'il était pour une croissance infinie. Il appelait de ses vœux le remplacement des esclaves humains par des machines mais pas dans une optique de consommation de toujours plus de luxe et de produits superflus.

•

C'est une question de fond, et je ne suis, en toute modestie, n'étant pas un grand marxologue pas d'accord. Je crois que l'opposition Marx/Malthus est fondamentale et reste éclairante. Malthus, qui est très traditionaliste, voit l'homme comme une espèce naturelle avec des besoins élémentaires constants à satisfaire dans un rapport stable avec la nature. De nos jours, Lévy-Strauss et nos écologistes conséquents sont très proches. Marx, qui est imprégné de la pensée hégélienne croit que les contradictions se surmontent par la technique. Il pense que la sortie de crise se fait toujours par le haut, avec plus de science et de nouveaux dispositifs artificiels. Il est le père spirituel de nos post-humanistes. Il faudrait introduire comme troisième terme Darwin, qui met en avant le conflit, et qui lointainement est le père spirituel des fascismes : l'homme comme espèce naturelle prédatrice. A approfondir et détailler bien entendu.

Bien sûr; C'est ce que je voulais dire. Les Etats-Unis sont capables de diverses configurations par rapport à l'extérieur, et le décrivent explicitement comme cela dans certains écrits géostratégiques. Tout comme l'Angleterre, dont ils héritent leur vision stratégique, les Américains sont des insulaires capables de lever le pont-levis et de conduire des raids. Ils savent que la situation mondiale est asymétrique et que leur position a des éléments de force incomparables. Devant la Chine, empire continental, ils sont sans complexes, car ils ont eu l'Europe et acculé la Russie par les mêmes moyens qui leur serviront encore. Ils sont loin d'être finis. Les Chinois savent qu'ils ne peuvent pas aller trop loin, car les EU peuvent vitrifier la Chine en une après-midi. D'ailleurs les Chinois le savent et c'est pour cela qu'ils n'osent pas débarquer à Taiwan. Evidemment que la question de 'compétitivité' n'a aucune validité stratégique. Les Etats-Unis peuvent vivre en autarcie et traiter leurs ouvriers comme des esclaves, car ils ont une culture de l'extrême inégalité et de la répression de masse. La

Chine est complètement substituable, au prix il est vrai, d'un sacré choc social. Pour nous, c'est une autre affaire.

Pourquoi la zone euro n'est pas, et pourrait n'être jamais viable

Source : [Blog Mediapart](#) – Fabien Escalona

Dès 1971, l'économiste postkeynésien Nicholas Kaldor prévenait qu'une union monétaire sans intégration fiscale et politique accentuerait les divergences entre ses membres, au point d'empêcher son parachèvement.

Barbe // 31.05.2020 à 08h35

« 500 milliards seraient empruntés par l'UE sur les marchés financiers »

Rien que là gît le problème. Non vu.

Pourquoi emprunter un argent que l'on peut créer ex nihilo ?

Pourquoi emprunter ? C'est pourtant simple. L'opération de prêt, c'est le gros sale secret des rapports entre politique et économie, n'est pas à avantages réciproques. Elle est avant tout dans l'intérêt du prêteur. La chose est dissimulée par le fait que c'est le plus souvent l'emprunteur qui sollicite la passation du marché. On passe négligemment sur le fait que l'emprunt est le plus souvent forcé ou consenti par ruse et mensonge, ou dans le cas des emprunts publics, consenti par un tiers corrompu pour le compte d'une population qui n'a pas son mot à dire. L'objectif du prêteur n'est pas le gain monétaire, c'est la prise de pouvoir. Le prêteur compte bien que l'emprunteur ne pourra pas rembourser. Comment d'ailleurs, hors projet d'investissement productif, mais il ne s'agit généralement pas de cela, sortir 110 au temps t+1 quand on manque de cent au temps t ? Tout emprunt débouche sur un endettement définitif et conduit à une dépendance politique. Le prêt a pour logique de rendre dépendant l'emprunteur. C'est une logique politique : de l'argent est transformé en pouvoir. Dans les situations historiques où les rapports de domination sont moins hypocritement dissimulés, le débiteur défaillant devient l'esclave de son prêteur. Ce n'est pas par hasard que les traditions condamnent le prêt à intérêt, destructeur des sociétés. Ce n'est pas par hasard non plus que les oligarchies mondialisées en font le mécanisme de base des finances publiques. Bismarck a fait l'Allemagne par le Zollverein, et l'Euro ne fait que reproduire ce schéma de construction d'une domination par la dépendance économique. L'euro ne disparaîtra pas car il marche très bien vers son objectif qui n'est pas de nous rendre libres et prospères.

1.juin.2020 // Les Crises

Interdit d'interdire – Faut-il relocaliser ?

Frédéric Taddei reçoit Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, et Nicolas Bouzou, économiste.

jean-pierre.georges-pichot // 01.06.2020 à 09h24

Dès les deux premières interventions, on distingue celui qui juge de haut, avec du recul et des concepts opératoires, de celui qui a le nez sur le guidon et agite des préoccupations vaines. Quand j'entends « gaspiller de l'argent », je reconnais le langage vernaculaire de la grande presse et des cabinets ministériels. Leur nullité conceptuelle.

+13

LBSSO // 01.06.2020 à 11h11

« Gaspiller de l'argent », cette expression vous dérange ? Pourtant vous citez S Royale dans un autre commentaire. Ceux qui ont « le nez dans le guidon » savent que sur de nombreux sujets, dans sa région, de l'argent a effectivement été « foutu en l'air » par pur intérêt électoral et ambition personnelle. Sauf à mal vous lire, je trouve vos deux commentaires contradictoires. A moins que vous ne pardonniez le gaspillage de l'état et moins celui des régions. Il me semble que ce débat sur RT est intéressant par les thèmes abordés (et ceux significativement qui ne le sont pas).

+4

- **jean-pierre.georges-pichot** // 01.06.2020 à 09h38

Régionalisme. 'Xavier Bertrand s'est saisi de la question industrielle'. Ségolène Royale aussi, je pense. Et du coup je suis tout à fait rassuré. C'est beau comme du Michel Onfray. A quand un Normand sur la planète Mars ? Il ne reste plus qu'à mettre dans le coup 'le philosophe Bernard-Henri Lévy', comme j'entends dire à la radio ce matin, et tant qu'à faire, le penseur au doigt sur la détente Luc Ferry et le charismatique quoique un peu gâteux Daniel Cohn-Bendit. Je suis sûr que Macron y pense.

jean-pierre.georges-pichot // 01.06.2020 à 10h01

S'agissant d'orienter la stratégie productive des entreprises, Nicolas Bouzou objecte au recours à des taxes mais ne voit pas de problème avec les subventions, alors que l'effet d'ensemble est exactement le même. Les taxes abondent les subventions et subventionner une entreprise, c'est la même chose que taxer sa concurrence. Soit on a la concurrence non faussée et le seul critère de la profitabilité, soit, quelle que soit la motivation, écologique, sociale ou stratégique, on planifie l'économie. On peut le faire de façon plus ou moins pesante, mais il n'y a pas de moyen terme :

hors des lois du marché, on n'est plus dans la loi du marché. Aujourd'hui, la bourgeoisie française hésite car avec la difficulté à suivre les mouvements de capitaux, elle n'arrive plus à calculer dans quelle configuration elle a des chances de sauver son bout de gras. Désarroi.

1.juin.2020 // Les Crises

Le drone sous-marin russe « Poséidon » se prépare à être testé

Fabrice // 01.06.2020 à 07h48

Quand quelques mois après la chute du mur de Berlin je visitais l'ex rda je m'étais dit qu'enfin on en avait terminé avec la guerre froide et avec la menace d'une guerre mondiale avec un gars plus ou moins tatillon avec le bouton rouge.

Je suis attristé de voir qu'en si peu de temps on a gâché cette chance d'un monde apaisé pour en revenir à une menace encore pire du fait de technologies de destruction toujours plus monstrueuses avec des dirigeants qui jouent aux pyromanes.

L'origine de vos faux espoirs et de votre désillusion : vous aviez été convaincu, comme l'essentiel des populations européennes, que dans la guerre froide, l'agresseur était l'Union soviétique. Grosse faillite de l'enseignement de l'histoire. Il faut reprendre les choses à l'origine : en 1917, les capitalistes occidentaux ont d'énormes intérêts dans l'empire des tsars. Depuis cette date, ils ont été exclus de l'extraction de plus-value sur le sixième des terres émergées. Ils ne s'y résigneront jamais. Or même 1989 n'est pas revenu sur cette situation après le hola mis au pillage de l'Europe de l'est et la liquidation du système Eltsine. C'est pourquoi l'antisoviétisme a survécu à l'Union soviétique elle-même. Le cadavre bouge encore et les Etats-Unis iront jusqu'à la guerre pour l'achever si la Russie ne se donne pas les moyens de la dissuasion. C'est pourquoi la production de toute arme nouvelle et sans réplique dans le camp anti-impérialiste est une bonne nouvelle. La Russie, elle, n'a jamais attaqué et n'attaquera jamais personne car son territoire et ses ressources excèdent largement les besoins de sa population.

José // 01.06.2020 à 08h09

Terminé avec la guerre froide? Elle a éclaté en 1945 et ne s'est hélas jamais arrêtée alors que L'URSS était gisante à terre. Même sur des radios « bien pensantes » comme France Culture, la petite musique de guerre est distillée à coup d'éditos ; je pense à des gens comme Brice Couturier quand il était sur la matinale. Alors que dire des autres chaînes que je n'écoute pas ... La guerre

froide est dans « nos » têtes avec ce langage guerrier incessant de nos journaux qui relaient fidèlement les politiques aux manettes . L'OTAN s'est étendu et nous protège: tout est dit ...

Oui, mais il faut aller plus loin, ou plus exactement plus haut dans le passé. Voyez ma réponse à Fabrice. La guerre froide commence peut-être en 1945, mais elle prolonge une guerre pas si froide que cela commencée en 1917, mais qui n'a jamais cessé. J'ai lu récemment les mémoires de l'ambassadeur soviétique à Londres pendant la seconde guerre mondiale, Ian Maïski. Une lecture essentielle. On y trouve confirmé que même à une époque où est affichée une solidarité contre le nazisme, et où des éléments de collaboration existent effectivement, les rapports Est-Ouest restent empreints de méfiance, de réticence et de duplicité, d'ailleurs réciproques. Alors imaginez après la disparition de l'ennemi et du danger commun!

Interdit d'interdire – Faut-il relocaliser ?

Frédéric Taddei reçoit Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, et Nicolas Bouzou, économiste

Dès les deux premières interventions, on distingue celui qui juge de haut , avec du recul et des concepts opératoires, de celui qui a le nez sur le guidon et agite des préoccupations vaines. Quand j'entends "gaspiller de l'argent", je reconnais le langage vernaculaire de la grande presse et des cabinets ministériels. Leur nullité conceptuelle.

Régionalisme. 'Xavier Bertrand s'est saisi de la question industrielle'. Ségolène Royale aussi, je pense. Et du coup je suis tout à fait rassuré. C'est beau comme du Michel Onfray. Il ne reste plus qu'à mettre dans le coup 'le philosophe Bernard-Henri Lévy', comme j'entends dire à la radio ce matin, et tant qu'à faire, le penseur au doigt sur la détente Luc Ferry et le charismatique quoique un peu gâteux Daniel Cohn-Bendit. Je suis sûr que Macron y pense.

S'agissant d'orienter la stratégie productive des entreprises, Nicolas Bouzou objecte au recours à des taxes mais ne voit pas de problème avec les subventions, alors que l'effet d'ensemble est exactement le même. Les taxes abondent les subventions et subventionner une entreprise, c'est la même chose que taxer sa concurrence. Soit on a la concurrence non faussée et le seul critère de la profitabilité, soit, quelle que soit la motivation, écologique, sociale ou stratégique, on planifie l'économie. On peut le faire de façon plus ou moins pesante, mais il n'y a pas de moyen terme : hors des lois du marché, on n'est plus dans la loi du marché. Aujourd'hui, la bourgeoisie française hésite car avec la difficulté à suivre les mouvements de

capitaux, elle n'arrive plus à calculer dans quelle configuration elle a des chances de sauver son bout de gras. Désarroi.

Hans-Uwe Rösner

Commenté en Allemagne le 11 janvier 2018

„Politische Romantik“ erschien im Jahre 1919. Sie offenbart Schmitts Überzeugung, dass alle Versuche nachmetaphysischen Denkens aussichtslos sind, denn „Metaphysik ist etwas Unvermeidliches und [...] man kann ihr nicht dadurch entgehen, dass man darauf verzichtet ihrer bewusst zu werden. Wohl aber kann das, was die Menschen als letzte, absolute Distanz betrachten, wechseln und Gott kann durch irdische und diesseitige Faktoren ersetzt werden. Das nenne ich Säkularisierung, und davon ist hier die Rede“. An die Stelle Gottes sind „irdische Faktoren getreten: die Menschheit, die Nation, das Individuum, die geschichtliche Entwicklung ...“

Bereits im Vorwort zur zweiten Auflage von 1925 deutet er den Umfang seiner Kritik an der Politischen Romantik an, insofern sie die „Hierarchie der geistigen Sphäre“ zerstört „und Gott – also das „objektiv Absolute“ von anderen Realitäten wie der Menschheit, der Nation, dem Individuum usw. verdrängt wird. Jeder Versuch, die theologische oder metaphysische Dimension, d.h. die Dimension des Absoluten, auf eine relative Instanz zu reduzieren, führt seines Erachtens dazu, dass die Form und Ansprüche dieser Dimension „Gott“ nur verwandelt werden.

Der Romantiker ist laut Schmitt unfähig zu anspruchsvollen moralischen Entscheidungen, weil er der „occasio“ unterliegt. Der Begriff erhält für Schmitt seine eigentliche Bedeutung dadurch, dass mit ihm der Begriff „causa“ verneint wird, der auf eine „berechenbare Ursächlichkeit“ und „Bindung an eine Norm“ verweist. Der Romantiker ist unfähig zu moralischen Entscheidungen, weil er Gott durch das geniale Ich ersetzt, das die Welt als Anlass und Gelegenheit seiner romantischen Produktivität behandelt.

„Die Romantik ist subjektiver Occasionalismus, weil ihr eine occasionelle Beziehung zur Welt wesentlich ist, statt Gottes aber nunmehr das romantische Subjekt die zentrale Stelle einnimmt und aus der Welt und allem, was in ihr geschieht, einen bloßen Anlass macht. Dadurch, dass die letzte Instanz sich von Gott weg in das geniale ‚Ich‘ verlegt, ändert sich der ganze Vordergrund und tritt das eigentlich Occasionalistische rein zutage. [...] Im privaten Priestertum liegt die letzte Wurzel der Romantik und der romantischen Phänomene.“

Schmitt fühlt sich den Gegnern der französischen Revolution nahe. Neben Friedrich von Gentz sind es auch Edmund Burke, Karl Ludwig von Haller, Joseph de Maistre und Louis-Gabriel-Ambroise de Bonald. Es sind nicht die mit der Revolution verbundenen „Greuel der Pöbelherrschaft und die Jakobinische Phrase“, die ihre Kritiken motivierte, sondern „die Ablehnung des Gedankens, Recht und Staat wären Dinge, die aus planmäßiger Tätigkeit der einzelnen Menschen entstehen.“

Schmitt zieht zahlreiche Querverbindungen zu Fichte, Kant und Hegel. Er sucht sich den politisch tätigen „Deutschen Adam Müller als bisher unbezweifeltes Beispiel eines politischen Romantikers“ aus, ebenso kommt er häufig auf Friedrich Schlegel zu sprechen. Die Abhandlung ist in drei sehr unterschiedlich gewichtete Kapitel „I. Die äußere Situation“, „II. Die Struktur des romantischen Geistes“ und „III. Politische Romantik“ und einen furiosen Schluss unterteilt.

Der Romantiker verabschiedet das ontologische Denken: „Was der mittelalterliche Mystiker in Gott gefunden hatte, suchte das romantische Subjekt selbst zu übernehmen, ohne aber die Möglichkeit aufzugeben, den beiden neuen Demiurgen, der Menschheit und der Geschichte, die Aufgabe einer solchen zuzuweisen.“ Ironisch entzieht sich der Romantiker „der beengenden Objektivität und schützt sich davor, auf irgendetwas festgelegt zu werden; in der Ironie liegt der Vorbehalt aller unendlichen Möglichkeiten.“

Die äußere Welt und die historische Wirklichkeit wird vom Romantiker "nicht in einem politischen, historischen, rechtlichen oder moralischen Zusammenhang sachlich betrachtet, sondern ist Gegenstand ästhetisch-gefühlsmäßigen Interesses, etwas, woran der romantische Enthusiasmus sich entzündet.“ Von dort aus gleitet dieses Interesse „in eine allgemeinere ‚höhere‘ und ‚wahre‘ Einheit. [...] Das, was die Kraft hat, den Gegensatz als Anlass seiner höheren, alleinigen Wirksamkeit zu benutzen, ist die wahre und höhere Realität.“

„Der Romantiker will nichts tun als erleben und sein Erlebnis stimmungsvoll umschreiben. Darum werden bei ihm Argumentationen und Schlüsse die tönenden Gestaltungen seiner bejahenden und verneinenden Affekte, die sich [...] in erhabenen Kreisen‘ um sich selber drehen.“ „Die Wurzel der romantischen Erhabenheit ist die Unfähigkeit, sich zu entscheiden, das ‚höhere Dritte‘, von dem sie immer sprechen, ist nicht ein höheres, sondern ein anderes Drittes, d.h. immer der Ausweg vor dem Entweder-Oder.“

Schmitts Affekt gegen öffentliche Deliberation zeigt sich in seiner Kritik, beim Romantiker würde alles im Gespräch enden und das immer ohne eignen Entschluss, eigne Verantwortung und eigne Gefahr. „Politische Aktivität ist so nicht möglich, wohl aber Kritik, die alles diskutieren und ideologisch auftreiben kann, die Revolution so gut wie die Restauration, Krieg und Frieden, Nationalismus und Internationalismus, den Imperialismus und den Verzicht darauf.“

Am Ende fragt man sich, ob Schmitt nicht eine Karikatur der Romantik malt. Lässt sich die Romantik tatsächlich auf einen subjektivierenden Okkasionalismus und die Unfähigkeit reduzieren, zwischen Recht und Unrecht unterscheiden zu können? Schmitt überspitzter Vorwurf an die Romantik, sie huldige einem Hang zum endlosen Gespräch, ist wohl hier bereits mit der politischen Absicht verbunden, theoretisch gegen eine pluralistische Gesellschaft zu argumentieren und stattdessen einen entscheidungsfähigen totalen Staat stark zu machen.

Les deux points que vous soulevez sont intéressants. Sur les rapports polono-russes, l'animosité qui persiste après 75 ans de paix est une tragédie pour les deux peuples, et aussi pour les autres pays d'Europe, car elle contribue à faire de la Pologne à nouveau l'étincelle dans la prochaine guerre qui en finirait à coup sûr avec notre civilisation commune. Si les Français peuvent aujourd'hui coexister pacifiquement et même collaborer un peu avec les Allemands, il me semble que les Polonais devraient pouvoir en faire autant avec les Russes, plutôt que de pousser les drôles de protecteurs américains dans le mauvais sens. D'ailleurs, sur ce qui s'est passé en 1939, une vision vraiment informée de l'histoire conduit à des conclusions de torts réciproques. Second point : la Russie, comme tous les autres pays, a une classe dominante critiquable. Mais certaines sont un minimum tenues, ou se tiennent, en deça

de la limite à partir de laquelle il faut parler de trahison. Les Etats-Unis n'ont pas réussi à installer en Russie la classe politique qui leur convient. Leur politique le démontre, et c'est une bonne nouvelle. En France, c'est une autre affaire...

(J'avais écrit) :

jean-pierre.georges-pichot // 01.06.2020 à 08h56

L'origine de vos faux espoirs et de votre désillusion : vous aviez été convaincu, comme l'essentiel des populations européennes, que dans la guerre froide, l'agresseur était l'Union soviétique. Grosse faillite de l'enseignement de l'histoire. Il faut reprendre les choses à l'origine : en 1917, les capitalistes occidentaux ont d'énormes intérêts dans l'empire des tsars. Depuis cette date, ils ont été exclus de l'extraction de plus-value sur le sixième des terres émergées. Ils ne s'y résigneront jamais. Or même 1989 n'est pas revenu sur cette situation après le hola mis au pillage de l'Europe de l'est et la liquidation du système Eltsine. C'est pourquoi l'antisoviétisme a survécu à l'Union soviétique elle-même. Le cadavre bouge encore et les Etats-Unis iront jusqu'à la guerre pour l'achever si la Russie ne se donne pas les moyens de la dissuasion. C'est pourquoi la production de toute arme nouvelle et sans réplique dans le camp anti-impérialiste est une bonne nouvelle. La Russie, elle, n'a jamais attaqué et n'attaquera jamais personne car son territoire et ses ressources excèdent largement les besoins de sa population.

(on me répond)

Fabrice // 01.06.2020 à 10h42

Bonjour je n'avais pas plus que cela d'hostilité ou d'apriori contre un camp ou l'autre c'était contre l'arme nucléaire que j'ai toujours un problème, avoir visité le musée d'Hiroshima n'avait fait que le confirmer ?.

Je respecte tout à fait l'idéal pacifiste, mais ceux qu'il inspire doivent se garder de quelques écueils qui se sont montrés fatals dans plusieurs conjonctures historiques. Il y a d'abord la tendance à renvoyer un agresseur dos à dos avec l'agressé, alors que les torts ne sont pas toujours partagés. Il y a des nations prédatrices et des nations proies, et comme cela découle souvent de réalités démographiques et géographiques lourdes, ce sont des situations durables et sur lesquelles la bonne parole pacifiste n'a aucune valeur opératoire. Il y a ensuite ce qui n'est qu'une version du technicisme, qui est de croire qu'on empêchera la guerre en prétendant contrôler la production des armements. Cela n'a malheureusement jamais marché. Les doux doivent rester armés et s'entendre pour faire peur aux violents.

'ou la banque est solvable, et elle n'a pas besoin de soutien ; ou elle n'est pas solvable, et il faut sans doute la sauver (car on n'a pas séparé l'activité bancaires), mais dans ce cas-là, il faut la nationaliser pour 0 euro, vu qu'elle ne vaut rien.' Oui. C'est ce qu'a expliqué Frédéric Lordon avec beaucoup de fougue il y a déjà un certain temps. Mais on vous répondra deux choses. Primo : "est-ce que vous croyez que les milieux dominants, bien représentés par l'Inspection des Finances, qui prend son savoir dans l'Etat mais son argent dans la banque privée, vont vous aider, et la police vous laisser faire ? Etes-vous prêt pour la baston ?" Secundo : "et que se passera-t-il après ? L'Etat ne sait pas gérer une banque." C'est l'argument par le Crédit Lyonnais. Pour les amateurs de grande histoire, le cas de référence est lorsque Lénine détruit le capitalisme et le tsarisme, mais se retrouve cul-nul parce que le marxisme n'a ni théorie de l'Etat ni projet communiste articulé. Il faudrait répondre de façon argumentée.

La fois la plus notable où un pays a sérieusement nationalisé du capital français, anglais, allemand ou même belge, ça s'appelait la révolution bolchévique et ça a ouvert une période de bientôt cent ans d'interventions, de conspirations et de guerres de la part des spoliés. La dernière fois qu'un petit pays a un peu embêté une seule compagnie américaine, c'était le Chili d'Allende qui est du coup devenu le Chili de Pinochet. Est-ce que je divague ou est-ce qu'il faut prendre en compte l'expérience historique ? Lorsque une banque française ouvre ne serait-ce qu'une seule agence aux Etats-Unis, le gouvernement américain l'oblige à faire signer à tous ses clients dans le monde un certificat en anglais comme quoi ils ne sont pas citoyens américains. Est-ce que cela ne relativise pas nos chances de nationaliser quoi que ce soit, ou même de vraiment piloter ce qui l'est déjà (Renault) ?

(On me répond encore) :

Sauf que Renault en France ce n'est pas une boîte à lettre! (Même si il est vrai que les directions de ces dernières années s'emploient consciencieusement à diminuer (détruire ?) l'implantation française du groupe) : Cléon, Sandouville, Flins, le Technocentre, Douai...

Par ailleurs, un bonne part des implantations proches (Tanger ou Turquie par exemple) dépendent directement de la France, pour l'ingénierie et l'expertise (délocalisation pour minimiser le coût de la main d'œuvre peu qualifiée...).

Pensez vous que l'usine Nissan anglaise qui produit certe un grand nombre de véhicules, est aussi importante pour un pays que l'implantation japonaise qui va du siège administratif et technique aux usines de production ?

D'accord, mais il faut être clair : on peut nationaliser ce que l'on peut défendre militairement. C'est bien pourquoi une entreprise qui est pour l'essentiel 'délocalisée' à l'étranger ne peut pas être considérée comme un avoir national. Quelle que soit la structure légale de son capital, elle échappera toujours à tout contrôle qui serait en contradiction avec les objectifs du pays où elle est

localisée. On ne peut compter sur elle pour rien dans une crise réelle. C'est ce que rappelle l'incident avec Sanofi et la priorité d'accès au vaccin. Cela ne fait que rappeler une évidence.

Bien sûr. Plus on connaît de personnes de cultures différentes, et plus on réalise que les hommes se ressemblent. Plus on connaît de langues, et plus on sait qu'elles se valent toutes comme outils de communication, même si l'on a le droit à ses préférences, à ses références, à ses traditions. L'impérialiste culturel actuel de l'anglais est surtout dommageable en cela qu'il coupe les autres peuples de leurs racines culturelles. Comme lorsque dans les écoles on préfère donner à lire des traductions de l'anglais parce que les auteurs classiques sont devenus incompréhensibles pour des enfants exposés au sabir des médias et de la publicité qui n'a plus grand rapport avec le français.

EugenieGrandet // 05.06.2020 à 19h29

Q5:

– la notion de conflits d'intérêt est très intéressante: – pour moi; il n'est pas forcément nécessaire de les interdire, il faut surtout qu'ils soient connus de tous (« d'où parlez vous? »). et que tout défaut de déclaration soit durement sanctionné.

(Moi)

Dans un pays où l'on trouve normal que des conjoints/conjointes de ministres soient aussi les présentateurs/présentatrices vedettes des chaînes télé ou radio qui commentent l'action des ministres et de leurs adversaires politiques, on a forcément les idées larges en matière de 'conflits d'intérêt', par ailleurs expression très hypocrite pour parler d'un système de captation de la décision politique et économique par une camarilla étroite qui se serre les coudes.

D'après ce que j'ai compris, l'effet 'mot interdit', que j'ai personnellement rencontré concernant l'usage du moyen thérapeutique découvert par Jenner à propos de la variole et qui s'est depuis montré vachement utile dans la lutte contre d'autres maladies, mais dont il semble que certains ne veulent pas que l'on parle et on aimerait savoir pourquoi, n'est pas une censure sur le fond opérée par le site "les crises", mais une sorte de bogue intentionnel présent par construction dans le logiciel de construction du site. OB pourrait donc sans doute donner des précisions sur ce point sans avoir le rouge au front.

[Home Médias](#)

[Médias](#)

Camélia Jordana : le débat sur les violences policières n'aura pas lieu

Source : [Acrimed – Frédéric Lemaire](#)

Il a suffi de deux phrases, prononcées par Camélia Jordana lors de l'émission « On n'est pas couché », le soir du 23 mai sur France 2, pour mettre le feu aux poudres. Deux phrases où la chanteuse et actrice évoque, avec des mots forts, la défiance et la crainte que suscite la police. L'occasion de poser la question des violences policières ? Non pas. Plutôt de multiplier les invitations des syndicats policiers et de responsables politiques les plus droitiers... Et de substituer au débat une véritable opération de maintien de l'ordre symbolique.

Sur l'hyperbole : oui ! Il est d'ailleurs amusant de voir ces journalistes épinglez le mot « massacrer », effectivement utilisé comme hyperbole assez courante pour « pénaliser », « gêner » ou « harceler », alors que les mêmes ne sont pas capables d'annoncer une interruption du trafic aérien sans dire que les avions sont « cloués au sol », une grève des dames-pipi sans dénoncer une « prise d'otage », la parution du dernier livre de François de Closet sans célébrer « un constat terrifiant mais génial sur l'état de nos finances publiques », et diraient sans doute que « Bercy va droit dans le mur en marchant sur la tête » si l'on s'avisait de réduire leur avantage fiscal spécifique.....

Pascal Praud : parmi les chiens de garde de l'oligarchie prédatrice, beaucoup sont plus bêtes que méchants. Anne-Elisabeth Lemoine et son aéropage de blondasses et de petits marquis sont un cas d'école. Pour eux, les privilèges vont de soi, et n'ayant jamais rien connu d'autre, ils ne les sentent même plus. Sous un air soigneusement cultivé de bêtise (les lunettes roses de Simplet !), Praud est en fait un des plus pernicioz. On voit qu'il veut se mettre à la portée du peuple, ce qui pour lui signifie se faire encore plus gros et bête qu'il n'est naturellement. Mais c'est difficile et tout le monde n'a pas le naturel d'Hanouna dans ce registre. Je n'ai pas vu les débats ici rapportés, car je ne séjourne jamais longtemps devant ce genre de pantalonnades : mais je suis triste pour Charlotte d'Ornellas et Ivan Rioufol qui me font l'effet d'être intellectuellement honnêtes s'ils ont pu se joindre au lynchage de la chanteuse sans apporter un minimum d'analyse intelligente et objective dans le débat.

"Ne mettez pas dans le même panier, svp, des GJ qui manifestent pour des droits civiques et davantage de reconnaissance; ou des bavures; que des délinquants qui ne respectent rien ni personne et qui feront tout pour se soustraire à un contrôle de police ou une arrestation." Le point à souligner, c'est qu'ils sont traités de la même façon. Parce que ce qui domine un corps, ce sont ses moeurs. Ce qu'il s'agit de décrire, parce que c'est ce qui a un effet politique, c'est la mécanique psycho-sociale : la question qui importe, ce n'est pas si l'on a envie de plaindre tel ou tel étranglé ou tel et tel éborgné, un peu beaucoup ou pas du tout. C'est où l'on en est collectivement lorsqu'on a constitué un corps militarisé, solidaire, muni de certaines techniques et d'un certain esprit. C'est une histoire d'apprenti-sorcier. De Gaulle lui-même a failli sauter lorsque les paras d'Algérie, qui venaient de réduire le FLN à quia par la torture et l'assassinat - et ça arrangeait bien tout le monde en métropole parce que l'on avait peur des fellaghas - ont trouvé que sa politique n'était plus la leur. Ce qui arrive à Castaner est la même chose en comédie, comme aurait dit Karl Marx. Mais ce qui est en jeu lorsque la police est travaillée par des courants fascisants et n'obéit plus à personne, c'est la république.

Violences policières : si le débat n'a pas lieu, c'est que la question semble réglée d'avance. Les violences policières n'existent pas : c'est une décision du ministre de l'Intérieur. En même temps elles sont légitimes. Vu de Sirius, le constat est différent et il faut faire un peu d'histoire et de philosophie politique. Lorsque en 1995, Nicolas Sarkozy s'est assis sur le vote populaire, il a inauguré une nouvelle séquence historique : un seuil était passé dans le mépris du principe démocratique. Gouverner contre le peuple signifie inéluctablement manipulation, censure et répression. Vals-Hollande ont prolongé la tendance : fin du droit de manifester pacifiquement. Agression systématique des cortèges ordonnée d'en haut. Avec Macron et les Gilets jaunes, le phénomène s'accuse : le pouvoir devient entièrement dépendant de sa police. Il a besoin de creuser un fossé entre police et population pour exclure le risque d'une fraternisation. La mise en avant des éléments fascisants et la valorisation des comportements brutaux (Lallement, Benalla, noyade de Nantes, affaire Legay etc.) en découlent inéluctablement.

Sur l'angle anti-raciste dans le débat sur les violences policières : il s'impose conjoncturellement par importation transatlantique. Retombée lointaine du 6 juin 44 et des accords Blum-Burns qui ont organisé notre colonisation culturelle et économique. Sur ce point, les 'contestataires' du sous-système de domination impérialiste blanc français bénéficient de son chapeutage par le système dominant nord-américain, et renforcent ce dernier en affaiblissant la résistance résiduelle représentée par l'État français et ses intérêts provinciaux. Ruse de l'histoire qui aurait ravi Hegel. On accuse la police de racisme. Elle l'est forcément, car le racisme est une donnée anthropologique de base, active universellement or l'immigration de masse a réalisé en France une situation néo-coloniale. Mais en l'occurrence, l'épisode Gilets jaunes a rappelé que le racisme n'était pas l'aiguillon nécessaire de la brutalité la plus extrême. On éborgne bien les Français de souche ! Insister sur la dimension

« crime raciste » représente donc un risque de rétrécissement de la base de propagande et d'action contre le fascisme qui monte.

CIA : le coup d'État oublié contre l'Australie, « l'allié le plus loyal »

Source : [Consortium News](#) – John Pilger

Traduit par l'équipe Les-Crises

John Pilger revient sur le coup d'État anglo-américain par lequel la CIA a renversé un allié démocratiquement élu en Australie ; un scandale dans lequel des pans de l'élite australienne étaient de connivence.

John Pilger est un journaliste et cinéaste australo-britannique basé à Londres. Le texte ci-dessous est un résumé du chapitre « The Coup », issu du livre de John Pilger, *A Secret Country* (Vintage Books, Londres). Voir aussi le film de Pilger, *Other People's Wars* <http://johnpilger.com/videos/the-last-dream-other-peoples-wars>

Un article très intéressant, et qui vient en contrepoint utile au débat que nous avons vu surgir à propos des idées de 'nationalisation' d'entreprises qui intéressent les Américains dans le contexte de la crise sanitaire actuelle. Pour tout pays qui se trouve inclus depuis 1945 dans la sphère d'intérêt américaine (c'est à dire en réalité la planète entière à l'exception des pays considérés de ce fait comme des ennemis par les Etats-Unis), il faut savoir que toute tentative de desserrement du collier étrangleur sera considérée comme un acte hostile et qu'il y sera répondu par des mesures de guerre : blocus, subversion, intervention directe au besoin.

8.juin.2020 // Les Crises

Choc économique : Perspectives alternatives ? Isabelle Delannoy – par Thinkerview

Sur la démographie, Isabelle Delannoy nous sert une esquivé polie mais peu convaincante : 'les jeunes sont créatifs et ils trouveront les solutions qui nous échappent. Les riches peu prolifiques pèsent plus que les pauvres qui le sont....' Voire ! En réalité, nous ne nous en tirerons pas, mais si nous avons dû nous en tirer (on peut estimer que cela s'est joué aux


alentours de 1950 avec les décolonisations et les grandes avancées de la médecine) il aurait fallu mettre un frein à la fois à la grande bouffe chez les riches et à la grande baise chez les pauvres. Aujourd'hui : déni et paralysie. Ce qu'Isabelle Delannoy nomme 'prise de conscience' n'est qu'un début de panique. Au niveau de l'action : refus de l'obstacle. Isabelle est trop gentille pour forcer le cheval à faire le saut.

vert-de-taire // 08.06.2020 à 08h57

En 2013 il s'est passé un peu la même chose. La gauche a passé au parlement et cela n'a tenu que quelques mois. La big industrie minière étant menacée par les réformes un peu écolo de la gauche elle a suffisamment grenouillé pour l'exclure très rapidement. Je qualifie ce changement de pseudo coup d'État. Il faut peut-être le requalifier mieux que cela .. Que les USA soient derrière aussi ne serait que normal. Big business toujours et partout. tout ce qui le dérange est détruit, et même un peu plus.

Je ne dis pas que vous avez tort, mais je ne dis pas non plus que vous avez raison... Il faut remonter à 1981, car ce que nous appelons 'gauche' est en fait du mitterrandisme. Or de quoi s'agit-il ? Mitterrand n'était pas un Salvador Allende, et encore moins un Fidel Castro, un Chavez ou un Lumumba. Je m'en prendrais par principe à l'usage du mot 'gauche' dans 'union de la gauche' : une supercherie depuis avérée et reconnue par ses instigateurs. Mitterrand était fondamentalement, comme le parti socialiste SFIO dont il avait repris la boutique, devenu un atlantiste pro-capitaliste après l'échec de la grande Europe aryenne sous égide allemande qui lui avait d'abord semblé une solution convenable pour la France. Avec lui, les Américains avaient d'autant plus la partie facile qu'il était tout prêt à collaborer. Il avait les meilleures relations du monde avec Reagan et Thatcher et en matière de relations internationales, trouvait surtout regrettable que 'les pacifistes soient à l'Ouest et les missiles à l'Est'. Dès 1981 l'exfiltration rapide des partis communistes était programmée à l'avance, et aurait eu lieu même si elle n'avait pas été, c'est vrai, la précondition pour que ses quatorze années de règne inutile se passent tranquillement. Hollande a recueilli cet héritage, Valls l'a trouvé encore trop gauchiste, et s'est positionné un peu à droite de Reagan et Thatcher : et personne n'a eu à les y pousser.

Comment la modernisation de l'arsenal nucléaire américain sape la stabilité stratégique

 [Armements](#), [Nucléaire](#), [USA](#)

Source : [Bulletin of the Atomic Scientists, Hans M. Kristensen, Matthew McKinzie & Theodore A. Postol](#)

J'ai scrupule à m'immiscer dans un débat aussi pointu dans un domaine qui m'est inconnu, mais n'y-a-t-il pas lieu d'intégrer le fait que les Etats-Unis bénéficient d'une position géographique asymétrique, puisqu'ils ont des bases tout autour de l'ex-URSS alors qu'ils ont réussi à lui interdire de prendre des positions comparables dans leurs parages ? Situation figée depuis la crise des missiles de Cuba, résolue par le chantage à la guerre, car de ce point de vue, la franchise règne : les Etats-Unis, contrairement à l'URSS, n'ont jamais prétendu repousser l'idée d'une initiative nucléaire.

chris68 // 08.06.2020 à 11h04

Deux petites remarques . Une pour défendre la police françaises : Ca fait longtemps que les français ne l'aime pas , cf Brassens et « Hécatombe » (Dès qu'il s'agit d'rosser les cognes Tout l'monde se réconcili' .) .Une autre pour l'accuser : en Allemagne on l'appelle « Dein Freund und Helfer » (Ton ami et ton aide) .Le mélange de ces deux conceptions ne peut que mal finir .

Votre argument 'en défense' donne à penser.... Et si la police en France était mal aimée depuis longtemps.... Pour des raisons à la fois anciennes et fondées ? Après tout, un corps social a une tradition, et elle est marquée dans ses méthodes et ses attitudes – et donc dans les sentiments qu'elle inspire - par son histoire, et par ses origines. Le policier français est inventé par Fouché comme un soutien de la dictature impériale. Il s'agit en réalité d'un service de renseignement intérieur. Sa méthode de base est le mouchardage, et la population, en particulier ouvrière, est la cible désignée. Notre police nationale actuelle est créée par Vichy et sa tâche première est la chasse aux résistants. La carte d'identité est également inventée par Vichy pour faciliter la traque des Juifs, des réfugiés antinazis et des résistants. Le contrôle d'identité de routine qui en découle et qui nous semble indispensable à l'ordre public est le descendant, à peine modifié dans sa technique, de la rafle des années quarante. Les violences dont même le gouvernement semble s'inquiéter désormais sont seulement le retour du 'passage à tabac' qui était systématique dans les commissariats. Si bien qu'en effet, la haine était intense et réciproque encore dans les années soixante entre policiers et milieux populaires. Pour de très bonnes raisons, qui semblent redevenues d'actualité.

birin // 07.06.2020 à 20h35

Je ne suis pas sûr que cet angle ne soit que « importation transatlantique », je pense que l'histoire française, européenne même, y joue aussi son rôle.

La notion de « capitalisme colonial » me semble très pertinente pour nos pays, et explique aussi l'évolution de ce débat.

<https://lvsl.fr/le-capitalisme-colonial-est-en-train-de-devenir-la-regle-internationale-entretien-avec-xavier-ricard-lanata>

Beaucoup de noirs, en France, ne sont pas immigrés, ils sont français « de souche » par le biais de la colonisation et des territoires français d'outremer (je ne connais pas la proportion).

La brutalité (bestialité souvent) d'état fut importée en métropole, mais appliquée d'abord aux minorités, aux « jeunes de banlieue » par exemple.

C'est bien « la peur de la police » dont parle Camélia Jordana qui a tué en 2005 les deux gamins, Zied et Bouna, et rien d'autre (ils ont fui la police sans autre raison).

La grande majorité des GJ ont découvert cette violence d'état, qu'ils ne savaient même pas nommer, qui s'applique maintenant de manière plus générale et méthodique à tous ceux qui ne dînent pas au Fouquet's les soirs d'élection.

Mais jusqu'à il y a quelques années, le niveau de bestialité qui vous mutile juste parce que vous manifestez, ou vous tue pour rien, était presque réservé aux minorités.

Que ce soit par racisme ou simple stratégie, le racisme était alors l'explication évidente.

Il est temps de comprendre que tous ceux qui, comme moi, ne dînent pas au Fouquet's, sommes tous les mêmes « bougnoules » aux yeux des « fouquets », peu importe la couleur.

Tout à fait d'accord. Le fait que les méthodes policières ultra-violentes se soient affûtées dans les banlieues avant le retour de flamme sur la France périphérique est une répétition de l'histoire. On cite beaucoup Hannah Arendt, peut-être sans vraiment la lire, car sinon on se souviendrait comment dans ses « Origines du totalitarisme » elle raconte la formation des méthodes, mentalités et personnels du génocide européen dans le champ d'expérience de la colonisation africaine. En Europe, la famille Goering en était à son second génocide après celui des Hereros de Namibie. C'est seulement 'conjuncturellement' que le problème français est mis sur la table en raison de notre mimétisme par rapport aux Etats-Unis, et cela soulève des problèmes spécifiques, puisque la position, l'identité, la mentalité, des immigrés en France a peu à voir avec ceux des Noirs américains. Beaucoup serait à dire.

(Lu sur 'causeur')

Je signerai des pétitions de soutien à la police lorsque la police se bougera le cul pour arriver sur les lieux quand on leur signale une agression par téléphone ! Je signerai des pétitions de soutien à la police lorsque la police enregistrera les plaintes qu'on souhaite déposer sans barguigner et lorsqu'on aura foutu à la porte toutes les vachettes obèses et connes qui vous expliquent sans broncher que vous devez aller aux greffes du TGI pour faire enregistrer votre

plainte. Je signerai des pétitions de soutien à la police lorsque ces braves gens se sortiront les doigts du cul pour karcheriser les banlieues au lieu de foutre des amendes arbitraires pour l'attestation du Covid ou d'éborgner impunément mes concitoyens Gilets Jaunes. Je signerai des pétitions de soutien à la police lorsque la police se mêlera d'expulser des imams antifrancsais, anti-juif et antichrétiens au lieu de jouer les gros bras dans les Églises en molestant des prêtres et des fidèles ! Ce sont des enflures: forts avec les faibles, faibles avec les forts. Fanfarons, minables de lâcheté et d'amateurisme, de je-m'en-foutisme même. Ils sont à l'image de ceux qui les emploient ! Dès lors qu'ils ont tiré dans la foule à coups de LBD, sur des citoyens français qui n'étaient ni islamistes, ni racistes antiblancs, ni hostiles mais partisans de la démocratie, et déjà même dès qu'ils ont eu l'indignité de gazer les enfants de la Manif pour Tous, ils étaient déjà à genoux. Ils peuvent faire leur simagrées racistes avec Castaner et Larem. Ou s'en indigner. Ils sont déjà à genoux.

- [1](#)

Je crois personnellement à l'effet de fondation. Tant qu'elle n'entre pas dans sa phase de décadence finale, une collectivité politique reste marquée par les traits qui lui ont été donnés initialement par ses fondateurs et par les conditions de son établissement. Les Etats-Unis naissent comme une confédération de communautés hétérogènes et ennemies. Le lien se fait par la religion, et en particulier un protestantisme sévère et moralisateur. L'homme est mauvais et ne se rachète que par l'effort individuel. Le champ libre est donné aux énergies individuelles par la fuite en avant coloniale aux dépens des natifs. D'où un pays fondamentalement violent dans lequel la notion de solidarité est suspecte, et la guerre de tous contre tous assumée comme la vérité sous-jacente de toutes les relations humaines. Aussi le syndicalisme peut-il bien exister, mais tourne irrésistiblement au gangstérisme en réponse à celui des employeurs. Le point de vue de Chomsky est rejeté par l'immense majorité de ses compatriotes comme étranger, et pour être tout à fait vulgaire, comme juif, intello, communiste, voire un peu français et révolutionnaire : ce qui vaut condamnation absolue. La fracture principale, qui peut conduire à un examen de conscience dans lequel le pays se partage n'est jamais la question sociale, mais seulement la question de l'esclavage. Les développements récents sont typiques. Il ne faut pas s'attendre à ce que les agenouillements en cours débouchent sur l'instauration de la sécu et des trente-cinq heures.

Chomsky : Armes nucléaires, Climat et Autoritarisme menacent notre Planète

 [Armements](#), [Noam Chomsky](#), [Nucléaire](#)

Jean-Pierre Georges-Pichot // 02.09.2019 à 10h23

Dans les situations de crise extrême, la réaction des groupes dominants (il faudrait cesser de les traiter d' « élites », car « élites » signifie « les meilleurs », et il arrive que les mécanismes sélectifs mettent au sommet la lie de la société), est toujours la même : sauver leur propre peau. Ils ne calculent pas au delà. Dans cette situation, si le gros des populations est sans solution d'organisation sociale alternative disponible et immédiatement fonctionnelle, faute de réflexion philosophique en amont, et c'est en général le cas, les peuples peuvent reculer devant la démarche consistant à liquider ses maîtres sans perspective au delà. C'est la peur du vide, si typique de la mentalité actuelle, qui a fait par exemple que les Allemands ont supporté Hitler jusqu'au bout, et qui signifie simplement que le peuple n'arrive pas au niveau d'irresponsabilité de ses maîtres. Le léninisme de 1917 consistait à dire, dans une situation analogue, que l'horreur du présent (en l'occurrence le tsarisme plus la guerre) rendait rationnel un saut dans le vide. Concluez comme vous voudrez.

AerosolKid // 04.09.2019 à 12h59

« Pacifiste convaincu » mais ça serait quand même pas mal de faire crever, tout ces capitalistes, du moins de trouille. L'incohérence de certains ne cessera jamais de m'étonner. Sans les hommes créateurs de richesse vous en seriez encore à vous casser les ongles en grattant la terre à la recherche de racine. Je suis un anarchiste capitaliste, évidemment, très très méchant puisque je permets à 12 743 personnes (et leur famille) de vivre décemment grâce aux fruits de leur travail et grâce à mes idées. Pas de bol pour eux ils se font piquer une très grosse partie de ces fruits par cet État redistributeur que vous admirez tellement. Évidemment comme c'est moi qui crée cette richesse je me gave au passage en cas de réussite, mais bon, les idées c'est moi qui les ais, les investissements c'est également t moi qui les fait et les pertes sont également pour moi quand il y en a, et cela arrive (et pas pour mes collaborateurs que j'aime). Ah oui je n'oblige personne à travailler pour une sale type comme moi, je ne braque aucun flingue sur aucune tempe, ils doivent être masochistes. Vous feriez mieux de lire Ludwig Von Mise (l'action humaine). Chomsky est Le maître en linguistique, mais sorti de son domaine de compétences, il est aussi bon que ma grand mère en philosophie politique.

jean-pierre.georges-pichot // 09.06.2020 à 08h50

Précisez votre pedigree, SVP, car c'est très intéressant. Vous dirigez une entreprise de 12743 personnes et vous perdez votre temps à lire et contribuer sur un site comme 'les Crises' ? J'aurais pas cru ça possible. Mais je suis content d'apprendre que si ça se trouve Bill Gates s'inspire de nos petits commentaires pour définir sa stratégie industrielle...

En réalité, c'est « von Mises », 'Ludwig' de son prénom, mais notre camarade-PDG a dû recourir à une des méthodes de lecture rapide inventées pour les décideurs pressés. Si vous voulez en savoir plus, faites comme moi : regardez Wikipedia. Vous y trouverez que le type n'est pas fondamentalement antipathique. Profil bien décrit par Hannah Arendt du 'Juif de Cour' autrichien, qui aurait bien voulu s'intégrer harmonieusement au capitalisme radical de l'Europe centrale, mais qui n'a pas pu en raison de l'ingratitude des nazis. Il s'est donc fait américain sans passer comme d'autres par la case culturisme. C'était encore l'endroit le plus confortable pour un anti-bolchévique résolu. Un faux-pas tout de même aux yeux de notre temps manichéen, mais bien logique : son éloge de Mussolini en 1927 : « Il est indéniable que le fascisme et toutes les aspirations semblables à la dictature sont pleins des meilleures intentions et que leur intervention a, pour le moment, sauvé la civilisation [*Gesittung*] européenne. Le mérite que le fascisme a acquis ainsi vivra pour toujours dans l'histoire. Mais il n'appartient pas à une telle politique, qui a apporté momentanément le salut, de garantir le succès si on la suivait durablement. Le fascisme était une solution d'urgence dans un moment particulier ; le voir comme quelque chose de plus serait une erreur fatale. » Requiescat in Pace.

christian gedeon // 05.09.2019 à 16h04

Epatant Chomsky. La fragilisation de la démocratie donc! Combien de pays peuvent se prévaloir de la qualité de » démocratie? pas beaucoup,n'est ce pas? Et dans les pays qui ont le label « démocratie »,combien le sont vraiment? On ne peut pas parler de fragilisation de démocratie alors qu'elle est quasiment inexistante pour un bon deux tiers des pays siégeant à l'ONU,dont le mastodonte chinois et affidés,l'Amérique centrale, les pays arabo-musulmans pour l'essentiel d'entre eux,sans parler de l'Afrique dite subsaharienne et centrale,en proie aux affres des guerres civiles et privées. Pour fragiliser quelque chose,encore faut il qu'il existe!

+2

Le mot de "démocratie" est un de ceux qui aujourd'hui empêchent de penser, et ça fait un moment que ça dure. Il ne s'agit pas de faire comme s'il devait entrer en désuétude, mais cela signifie qu'il faut en faire la critique et non pas le prendre comme désignant un concept clair. Retourner aux classiques. Se souvenir aussi que des débats ont déjà eu lieu autour de cette question entre républicains bourgeois et marxistes, et dans la jeune Union Soviétique au temps de l'empoignade entre Trotsky et Staline, puis continûment dans le processus de déstalinisation. Mais qui regarde du côté de l'Est européen où ces choses se sont jouées ? Lire par exemple un ouvrage dépaysant et d'une extrême largeur de vue : "la Société éclatée", de David Rousset.

lon // 11.06.2020 à 19h41

L'inénarrable Attali et son gouvernement mondial, capitale Jérusalem...comment voulez-vous qu'on ne verse pas dans le complotisme quand on l'écoute parler, lol

L'accélération permanente du système date non pas de Macron mais du début des années 80, Thatcher, Reagan , TINA, et de la mainmise idéologique du secteur marchand (le « business ») sur le reste de la société , une sorte de hold-up culturel dont on observe les effets aujourd'hui . Les businessmen d'ailleurs aiment tant la vitesse qu'ils préfèrent souvent monter n'importe quoi très vite que de prendre le temps de la réflexion , une fonction contraire à « l'élan vital » impérieux qui anime tout ce beau monde . A propos d'élan vital, Hitler et les nazis étaient des adorateurs de la vitesse , peut-être seul moyen selon eux, tout comme Macron, de surmonter les pesanteurs de la société allemande et de faire advenir l'homme nouveau national-socialiste . On sait ce qu'il en est advenu . On me pardonnera ce point Godwin mais c'est plus fort que moi . Une société ou des personnes obsédées par la fuite en avant se dirigent plein pot dans un mur ou l'autre .
[modéré]


(Moi)

Pour compléter l'analyse : le culte de la vitesse au vingtième siècle est à peu près universel. On peut arguer qu'il est consubstantiel au capitalisme, puisqu'il s'agit de maximiser le rendement du capital. Extension de la production dans le temps et l'espace et raccourcissement des cycles. Comme d'habitude, la réflexion vient d'abord des Italiens, avec le mouvement futuriste. Mais les Français ne sont pas en reste, ce qui conduit à des incidents divertissants. Pendant la campagne de France, le gouvernement et l'État-major deviennent itinérants, Weygand et les ministres s'installent sur la Loire, mais tous dans des châteaux différents, distants de plusieurs dizaines ou centaines de kilomètres. Daladier, Mendel, Lebrun, Reynaud passent l'essentiel de leur temps sur la route à rouler à fond de train. De Gaulle et Churchill font des allers et retours en avion. Puis le général Billotte, qui commande toutes les armées au nord sort de la route et se tue en pleine bataille. Un peu plus tard, à dérouté accomplie, Reynaud en fuite vers Vichy dérape lui aussi et tue sa maîtresse pro-nazie. De Gaulle commente : « elle est enfin crevée, cette chienne ». Une époque formidable et non close. Macron en s'est jamais autant baladé que pendant le grand confinement. Dans leur tête primitive, la vitesse est une métaphore de la puissance. A quand le dernier virage ?

[En 2015, les contribuables de Bristol payaient encore des dettes aux propriétaires d'esclaves de la ville](#)

"Les contribuables de Bristol en 2015 remboursaient encore la dette empruntée par le gouvernement pour payer des millions en "compensation" aux propriétaires d'esclaves, a admis le Trésor. Les 20 millions de livres sterling que le gouvernement a dépensés en 1833 pour rembourser les riches propriétaires d'esclaves étaient si importants qu'il a fallu 182 ans au contribuable pour les rembourser. L'information a été révélée par le Trésor dans le cadre d'une demande de liberté d'information - mais lorsque les fonctionnaires ont décidé de tweeter la révélation, la façon dont ils l'ont fait a déclenché une réaction si furieuse qu'ils ont rapidement supprimé le tweet."

Dans le même ordre d'idées, lorsque les Alliés se sont mis à bombarder l'industrie de guerre allemande pendant la seconde guerre mondiale, les investisseurs américains ont rappelé au gouvernement américain qu'ils avaient des billes dans les usines nazies, dont la plus célèbre est aujourd'hui Auschwitz, mais qui n'a justement pas été bombardée. Pour leur production de guerre ces usines utilisaient du travail esclave sous la haute autorité du remarquable technocrate Albert Speer qui devait bénéficier d'une indulgence étonnante à Nuremberg. Cela ne gênait nullement les investisseurs américains, mais cela les gênait de voir leur capital amoché, et ils ont réclamé des dédommagements de l'état américain. Je crois qu'ils en ont touché, et je ne sais pas où l'affaire en est. Moralité provisoire : la morale des affaires est à la morale ce que la violence policière est à la violence : quels qu'en soient les paradoxes et quelles que soient les apparences, elle est légitime.


13.juin.2020 // Les Crises

Bert de Vries, ancien ministre néerlandais : « L'Euro est un échec, il faut revenir au florin. »

Bert de Vries, professeur d'économie à l'Université Érasme de Rotterdam, a été président du parti-chrétien-démocrate (CDA) au début des années 1980, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi entre 1989 et 1994, puis ministre de l'Agriculture et des Pêches.

Tout cela est bien sympa et il y a peu à redire. C'est étonnant venant d'un hollandais, et cela rend la chose d'autant plus sympa. Mais, mais mais... Est-ce que cette parole juste n'est pas possible en raison seulement du fait que le type part à la retraite ? Un peu comme MacNamara vieilli expliquant que tout ce napalm sur le Viet-Nam, c'était mal ? C'est le syndrome de la prostituée hors d'âge qui se convertit à la religion.

VUES D'AILLEURS

[En 2015, les contribuables de Bristol payaient encore des dettes aux propriétaires d'esclaves de la ville](#)

"Les contribuables de Bristol en 2015 remboursaient encore la dette empruntée par le gouvernement pour payer des millions en "compensation" aux propriétaires d'esclaves, a admis le Trésor. Les 20 millions de livres sterling que le gouvernement a dépensés en 1833 pour rembourser les riches propriétaires d'esclaves étaient si importants qu'il a fallu 182 ans au contribuable pour les rembourser. L'information a été révélée par le Trésor dans le cadre d'une demande de liberté d'information - mais lorsque les fonctionnaires ont décidé de tweeter la révélation, la façon dont ils l'ont fait a déclenché une réaction si furieuse qu'ils ont rapidement supprimé le tweet."

Source : [Le Grand Soir](#)

jean-pierre.georges-pichot // 14.06.2020 à 09h05

« En 2015, les contribuables de Bristol payaient encore des dettes aux propriétaires d'esclaves de la ville. » Dans le même ordre d'idées, lorsque les Alliés se sont mis à bombarder l'industrie de guerre allemande pendant la seconde guerre mondiale, les investisseurs américains ont rappelé au gouvernement américain qu'ils avaient des billes dans les usines nazies, dont la plus célèbre est aujourd'hui Auschwitz, mais qui n'a justement pas été bombardée. Pour leur production de guerre ces usines utilisaient du travail esclave sous la haute autorité du remarquable technocrate Albert Speer qui devait bénéficier d'une indulgence étonnante à Nuremberg. Cela ne gênait nullement les investisseurs américains, mais cela les gênait de voir leur capital amoché, et ils ont réclamé des dédommagements de l'état américain. Je crois qu'ils en ont touché, et je ne sais pas où l'affaire en est. Moralité provisoire : la morale des affaires est à la morale ce que la violence policière est à la violence : quels qu'en soient les paradoxes et quelles que soient les apparences, elle est légitime.

douarn // 14.06.2020 à 11h15

Pardon, Jean Pierre,

je pense que la violence dont vous parlez est la violence LEGALE, celle permise par la loi, loi elle même définie par ceux là même qui en ont besoin pour faire valoir leurs intérêts (lobby de la finance, ceux pronant l'usage de LBD ou de gaz lacrymo à la composition douteuse *, ...). Autre exemple, M. Macron est élu légalement (au regard de la loi) même si sa légitimité, avec le suffrage 25% des inscrits, est plus que douteuse.

Par contre, sauver sa vie, par ex., en usant de violence est légitime, même si elle n'est pas légale.

* <https://www.20minutes.fr/societe/2495507-20190412-gilets-jaunes-intoxiques-cyanure-gaz-lacrymogenes-police>

+6

[Alerter](#)



Narm // 14.06.2020 à 11h49

il n'est pas élu légalement.

De plus la « république est inconstitutionnel depuis un moment et l'assemblée nationale de la Irem illégale. Si le sénat faisait son job, l'assemblée aurait déjà été dissoute.

j'attends de voir si micron va oeuvrer pour les municipals dans son discours

+10

[Alerter](#)



jean-pierre.georges-pichot // 15.06.2020 à 07h49

Je faisais de l'humour. La théorie de la 'violence légitime' est évidemment à mes yeux un contre-sens intéressé, répété ad nauseam, de l'oligarchie dominante et des journalistes à leur service, découlant lointainement de la théorie politique de Max Weber. Ce n'est pas mon jugement personnel. Personnellement, je ne crois ni à la moralité, concept creux, ni à la légalité, concept mystificateur. Je ne crois qu'à la guerre des classes, et à la nécessité de choisir son camp. C'est à cela d'ailleurs et à cela seulement que de leur côté croient les jocrisses qui nous parlent de légalité, de légitimité, de moralité parce qu'ils n'osent plus nous parler d'ordre divin.

•

[Politique](#)

18.juin.2020 // Les Crises

La Révolution n'est pas un Dîner de Gala – par Bertrand Rothé

40

Aa

Bertrand Rothé est agrégé d'économie et auteur de nombreux ouvrages (*Les Lois du Capital*, Seuil, 2019 ; *Avec un autre homme j'aurais eu peur de m'ennuyer*, Seuil, 2019 ; *Il n'y a pas d'alternative*, Seuil, 2011).

Jérôme // 18.06.2020 à 09h17

Le 14 juillet n'est pas une fête populaire, c'est une démonstration de force de l'armée, c'est une fête de ce régime de plus en plus insupportable depuis la fin de la grande guerre patriotique où nous, Français, impuissants et trahis, avons vu nos gouvernants capituler (pour préserver leurs intérêts) et avons bénéficié de l'écrasement complet du régime Allemand de l'époque par une armée russe venu venger la mort de millions d'enfants, de femmes et d'hommes innocents. Allons-nous attendre la venue d'un messie de type 'banquier au beau sourire'? Allons-nous attendre le vent de liberté venant d'ailleurs? Ou allons-nous nous réunir, rencontrer, parler à ceux qui pensent déjà que rien n'est possible, que nous serions tous surveillés (smartphones, drones, caméra de surveillance, etc.)? On peut s'organiser, imaginer, rêver encore? Imaginer un lendemain un peu plus joli? Le système industriel et économique n'est pas si résilient que l'on peut le croire. Préparons-nous pour des jours heureux sinon les prédateurs au pouvoir, eux, ont déjà prévu leurs plans pour nous.

(Moi)

On ne rappelle pas assez que le 14 juillet comme fête nationale commémore non pas la prise de la Bastille, mais la fête de la fédération du 14 juillet 1790, qui fut un monument d'unanimité mensonger, précédant immédiatement les premiers moments d'une guerre civile de dix ans débouchant sur une dictature. Macron est donc bien à sa place dans un truc pareil, et aussi sa police militarisée dont il appert que la seule fonction est de tirer sur le peuple français. Pour des souvenirs de victoire populaire et de promesse de liberté, on aura le choix, après la prochaine bataille, entre le 10 août 1792, le 21 janvier 1793, le 22 septembre 1793 et quelques autres grands moments qui ont impressionné et inspiré le monde.

Jérôme // 18.06.2020 à 08h45

J'ai lu qu'il existait au moins 2 types de révolutions, les pacifiques (façon Gandhi) et les violentes (France et Russie notamment). Il est vrai que nous avons tous peur de la violence car souvent nous avons plus que notre vie à perdre, la vie de nos enfants. Mais la résistance pacifique, la grève du zèle ne fonctionne plus. L'argent en centaines de milliards est injectée sans notre consentement. Le système tient car les prédateurs diffusent une monnaie et nous lui donnons sa légitimité en utilisant. Utilisons notre monnaie locale, arrêtons de légitimer leurs pseudos élections, et Oui, organisons des repas localement avec nos voisins avant le confinement à venir en septembre ou octobre dans le pire des cas. Les gens de la 'police' qui assurent notre désordre et font respecter leur ordre, sont là avec des armes automatiques, des armes de guerre dans nos rues pour nous rappeler que comme la mafia, ils sont là pour nous protéger au prix de notre soumission totale. Que la fête des voisins deviennent la fête des citoyens partout et le plus souvent possible. La peur doit changer de camps, nous sommes nombreux à ressentir cette oppression permanente, il serait temps de se réunir avant qu'ils nous l'interdisent (c'est déjà fait..).

(Moi)

Nous sommes tous victimes d'une terrible, ancienne et permanente campagne de désinformation de la part des propagandistes contre-révolutionnaires - c'est à dire l'essentiel du petit monde intellectuel français - sur le sujet de la violence révolutionnaire. La violence dans les révolutions n'est jamais un choix des révolutionnaires. Les révolutions commencent toujours comme des mouvements de résistance à des exagérations de l'oppression. Autrement dit, l'initiative de la violence vient toujours de la contre-révolution préventive des classes dominantes qui sentent les premières l'excès de leurs abus et l'impopularité qui monte. Relisez l'histoire avec cette grille. La révolution française ne commence pas en 89, ni la révolution russe en 17. De nos jours, et encore cette semaine, les pavés ne font que répondre aux matraques et aux gaz.

Pour une analyse intelligente, clairement exposée en français d'avant, voir plutôt du côté de Frédéric Lordon. <https://www.dailymotion.com/video/x3okfkh>

Revue de presse du 12/04/2020

[Arnaud Teyssier : « Il faut cesser de considérer l'État comme une charge ! »](#)

"Arnaud Teyssier est essayiste et historien. Spécialiste de Richelieu et du Général de Gaulle, ancien collaborateur de Philippe Séguin, il a notamment publié Philippe Séguin, le remords de la droite (Perrin, 2017, réédition poche 2020) et De Gaulle, 1969 : l'autre révolution (Perrin, 2019). Il accorde aujourd'hui un entretien à Critique de la Raison Européenne : partant de la crise du Coronavirus, il dresse une analyse historique et philosophique du rôle de l'État, et s'interroge sur les perspectives de la France après la crise, ainsi que sur l'avenir de l'Union européenne."

Source : [Critique de la raison européenne](#)

Gévaudan // 12.04.2020 à 08h47

Remarquable, la contribution de l'essayiste et historien Arnaud Teyssier, ancien collaborateur de Philippe Séguin.

A lire par ceux qui veulent comprendre l'essence du gaullisme, au-delà de son accaparement, la plupart du temps frauduleux, par la quasi totalité des politiciens, à commencer par Chirac.

L'État et la nation ont été perfectionnés par l'intelligence des hommes, en réponse au tragique de l'histoire. Ce que résume M.Teyssier en une phrase qu'il faut retenir:

« L'ordinaire n'est jamais qu'une forme atténuée de l'extraordinaire. Le bonheur et la quiétude des peuples sont des états passagers. La démocratie doit toujours être armée contre les crises. Et cette arme, c'est un État fort et respecté.»

[Alerter](#)

•

jean-pierre Georges-pichot // 12.04.2020 à 09h57

Je ne suis pas contre de Gaulle ni contre ce que vous dites, mais si l'on regarde l'histoire de près, on est obligé de faire un bilan plus nuancé du gaullisme, car on y trouve la racine de nos maux. D'ailleurs de Gaulle sait que l'aventure commencée le 18 juin 1940 est globalement un échec, et il part désespéré. Pour faire simple : le gaullisme, sociologiquement et politiquement ne repose sur rien. La bourgeoisie est dans l'âme vendue au capitalisme dominant, qui est étranger. Le peuple regarde vers d'autres solutions et la façon dont les élites le traitent le rend sécessionniste. Toujours, de Gaulle a dû louvoyer, homme seul, en vendant aux uns sa capacité de tenir les autres en respect et réciproquement. C'est l'essence de la politique gaulliste, dont la contrepartie est qu'en pratique de Gaulle passe son temps à donner des places, du pouvoir, et des arbitrages à des arrivistes antinationaux, mais sociologiquement enracinés, eux. Il nous donne Papon, Pompidou, Couve de Murville, Delors, et renvoie les résistants à la maison. D'où le résultat aujourd'hui : américanisme, européisme, néo-pétainisme en réalité.

•

Jean-pierre.georges-pichot // 31.05.2020 à 09h59

Pourquoi emprunter ? C'est pourtant simple. L'opération de prêt n'est pas à avantages réciproques. Elle est avant tout dans l'intérêt du prêteur. La chose est inaperçue car c'est apparemment l'emprunteur qui sollicite la passation du marché : mais dans une situation où il est préalablement acculé. Dans le cas des emprunts publics, ils sont consenti par un tiers corrompu pour le compte d'une population qui n'a pas son mot à dire. L'objectif du prêteur n'est pas le gain monétaire. Le prêteur compte bien que l'emprunteur ne pourra pas rembourser, et que l'emprunt débouchera sur un endettement définitif qui sera une dépendance politique. De l'argent est transformé en pouvoir. Dans les situations historiques où les rapports de domination sont moins hypocritement dissimulés, le débiteur défaillant devient légalement l'esclave de son prêteur. Ce n'est pas par hasard que les traditions condamnent le prêt à intérêt, destructeur des sociétés. Ce n'est pas par hasard non plus que les oligarchies mondialisées en font le mécanisme de base des finances publiques. Bismarck a fait l'Allemagne par le Zollverein, et l'Euro ne fait que reproduire ce schéma de construction d'une domination par la dépendance économique. L'euro ne disparaîtra pas car il marche très bien vers son objectif qui n'est pas de nous rendre libres et prospères.

A quand un éditorial dans "le Monde" ou sur une grande chaîne télé pour fustiger avec le sourire les Français qui défilent dans la rue parce que "black lives matter" à Minneapolis, alors que pour les mêmes la mort d'un livreur de pizzas étranglé par la police à Paris les laisse tout à fait inertes et ne les dissuadera même pas, si l'on en croit les sondages, de revoter Macron aux prochaines présidentielles ?

Hiro Masamune // 22.06.2020 à 20h56

Comparons ce qui est comparable, je ne pense pas qu'en France il y ait des tentatives d'homicides volontaires de la part des forces de l'ordre. On est plus dans l'accidentel et l'homicide involontaire où la non-assistance à personne en danger.

Aux US ... no comment. /r/bad_cop_no_donuts.

Si vous voyez des différences, c'est que vous avez de meilleurs yeux que moi. Félicitations. Mais dans la vraie vie, dans l'intérêt de votre santé, je vous conseille tout de même, de rentrer tôt si vous fréquentez les bals populaires en bordure de fleuve, de ne pas porter de sac à dos si vous occupez un champ pour défendre les grenouilles, de ne pas vous mettre à la fenêtre pour regarder passer les manifs, et bien entendu de façon générale de ne participer à aucune action politique ou syndicale. Et surtout, d'être très poli avec la maréchaussée en toutes circonstances, même et surtout si vous avez l'air inoffensif et n'avez rien à vous reprocher. Parce que jusqu'à plus ample informé, il me semble que cela crève les yeux, il est beaucoup moins dangereux de manifester contre Trump devant la Maison Blanche que d'occuper un rond-point à Romorantin.

Il m'a toujours semblé évident que le Parquet National Financier était un outil de lutte contre l'opposition politique. L'astuce est grosse et ancienne : dans une situation de corruption généralisée, on détruit ses adversaires politiques sous un prétexte de prévarication, d'autant plus facile à démontrer que l'ensemble de la vie politique est asservie aux intérêts financiers. Rappel historique : lorsque César franchit le Rubicon et entame sa guerre civile contre parti sénatorial, c'est parce qu'après ses victoires et ses conquêtes coloniales il s'est dédommagé et enrichi par le pillage. C'était l'usage tout en étant théoriquement illégal, mais ses ennemis politiques, autant et davantage corrompus que lui, avaient saisi ce prétexte pour engager une procédure et l'abattre. L'utilisation du PNF contre Mélenchon et Bayrou au début du septennat par Macron, qui n'avait lui-même accédé au pouvoir que par l'argent et l'intrigue, aurait dû suffire pour qu'on sache quoi penser du PNF.

Le fascisme est-il français ? – avec l'historien Zeev Sternhell

132

Aa

Source : [Interdit d'Interdire](#)

Disparu dimanche dernier à 85 ans, l'historien israélien Zeev Sternhell était devenu la bête noire des études historiques officielles françaises, après la parution, en 1983, de son *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*.

Le livre de Zeev Sternhell 'Ni gauche ni droite' est d'une lecture intéressante. Le point problématique est l'utilisation du terme 'fascisme', qui est tellement chargé d'utilisation. Zeev oppose le 'fascisme' à l' 'esprit des lumières'. C'est une façon de le définir. Une définition du 'fascisme' est ce qui manque le plus dès que l'on sort de l'usage indiscutable : 'mouvement politique italien créé par Mussolini', pour en faire un usage conceptuel beaucoup plus large. Avec la définition de Zeev Sternhell, tout ce qui s'oppose à l'esprit des Lumières, débouchant sur la révolution française et la fondation des systèmes qui se réclament de la 'démocratie' est donc fasciste. La libéralité avec laquelle Sternhell décerne le label 'fasciste' découle directement de la définition qu'il en donne. Mais il y a quelque inconvénient à ressembler en un bloc solidaire toute la critique de la révolution française, qui va de Burke en Angleterre au 18ème siècle à François Furet en France au vingtième en passant par Adolf Hitler. Sternhell appelle 'fascisme' ce qu'à gauche on appelait avant lui 'réactionnaire', avec quoi on avait accepté de s'allier contre le vrai fascisme quand on était par exemple, communiste. C'est une distorsion du vocabulaire, qui provoque de la confusion.

« **Alfred** // 24.06.2020 à 11h37 Le fascisme est caractérisé de façon plus robuste par trois caractéristiques nécessairement concomitantes: 1 par l'appropriation des moyens de l'état au service d'une caste capitaliste dominante, 2 par l'exclusion violente de toute forme de contradiction et 3 par la désignation d'un ennemi bouc émissaire qui sert à évacuer la pression de la colère de ceux qu'il opprime (sans ennemis il ne survit pas). Il est évidemment totalitaire dans le sens où il s'impose par la force dans absolument tous les champs de la vie sociale, économique et politique et n'accepte aucune contradiction. Il est exclusif. »

(Moi)

On peut essayer de définir un concept comme celui 'fascisme' comme vous le faites par l'addition de plusieurs traits historiquement observés, mais on est alors plutôt en face d'une description empirique. Le point faible de cette méthode réside dans le fait que des circonstances spécifiques à un pays donné peuvent rendre la liste des traits distinctifs soit incomplète, soit excessive. Par exemple : vous trouverez difficilement un bouc émissaire dans les fascismes britannique ou japonais parce que l'insularité et l'homogénéité de la population font de l'opposition nous-contre-le-monde-entier une donnée psychologique absolument généralisée et en tous temps qui dispense de

la constitution d'un bouc-émissaire interne à exclure. A l'inverse, votre critère de répression de toute contestation interne est inopérant parce qu'il est satisfait par à peu près tous les systèmes de gouvernance, l'inverse étant plutôt l'exception. Enfin, le critère qui fait du fascisme une forme adaptative du capitalisme en période de tension me semble infiniment juste, mais à ce moment là, ne suffit-il pas ? Un critère unique couvrira plus facilement tous les cas, et celui-là me semble les couvrir tous. Mais comme il faut pouvoir définir un 'esprit fasciste', pour pouvoir dire que Montgomery ou le préfet Lallement sont des fascistes même dans des situations de non-fascisme, je préfère une autre définition plus abstraite, qui est la théorisation de la gestion de la société par la violence.

(Moi)

« L'historien israélien Zeev Sternhell était devenu la bête noire des études historiques officielles françaises, après la parution, en 1983, de son *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*. » ici, le mot essentiel est 'officielles'. Le grand Zeev Sternhell n'était pas la bête noire de tous les historiens, et il n'était pas la seule bête noire des historiens ou pseudo-historiens officiels. Sur un point au moins son analyse consonne puissamment avec celle d'Annie Lacroix-Riz : la profonde continuité de l'histoire et des milieux dirigeants de la Troisième république et de sa métamorphose d'abord vichyste, puis américaine et européiste. Une seule citation (de mémoire) d'Annie Lacroix-Riz : « les gouvernements Daladier et Reynaud de 1938-1939, c'est le bottin mondain de Vichy ».

États-Unis : Surmonter la violence d'État pour rétablir le contrat social

 [USA, Violences Policières](#)

23

Aa

Source : [Consortium News, Jonathan Cook](#)

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Pour qui et pourquoi l'État garde-t-il son territoire en sûreté ? La réponse est devenue difficile à dissimuler au fil du temps, écrit Jonathan Cook

Ivanka // 26.06.2020 à 11h13

@Anouchka

– Lu dans un post sur l'émission avec Z.Sternell: la violence peut être une vertu

Pouvez-vous SVP citer ce post? Je ne l'ai pas trouvé.

[Répondre Alerter](#)

- **Anouchka** // 26.06.2020 à 11h40
Voir la discussion entre @Madudu et @Grouchay

[Répondre Alerter](#)

•

Ivanka // 26.06.2020 à 11h56

Je les ai lus et je n'ai pas trouvé trace de ce que vous avancez. J'ai même cru comprendre qu'ils s'accordaient sur exactement l'inverse...
Pouvez-vous SVP faire un copier-coller du passage?
Merci d'avance

[Répondre Alerter](#)

•

Anouchka // 26.06.2020 à 12h15

Ben non, Ivanka, parce qu'il s'agit d'une discussion et non pas d'une citation de trois mots. Faites un petit effort de relecture et activez vos neurones et vous verrez peut-être mieux ce que je veux dire.
D'ailleurs Sternell ne dit pas explicitement que la « violence est une valeur pour le fascisme »; c'est Taddei qui dit ça et Sternell ne relève pas. Sans doute parce ce n'est pas l'essentiel pour lui (L'essentiel pour Sternell dans le fascisme, c'est le caractère ethno-nationaliste et l'opposition au libéralisme)

[Répondre Alerter](#)

•

jean-pierre.georges-pichot // 26.06.2020 à 16h08

Oui, il me semble que, même si vous pourriez l'exprimer plus convivialement entre participants au site 'Les Crises', vous touchez juste. Comme je le signale dans mon propre commentaire à la vidéo de Sternhell, le débat est entre deux définitions du fascisme, et celle de Sternhell (fascisme=anti-Lumières) n'est pas ma préférée car elle est bien trop englobante, en mettant Hitler dans le même sac que Châteaubriand. En revanche, on comprend qu'elle plaise à certains parce qu'elle exclut pratiquement que les pays anglo-saxons puissent être concernés. La définition fascisme=assomption de la violence comme méthode normale de la politique permet au contraire de

distinguer le fascisme du simple esprit réactionnaire et de parler du fascisme anglais ou états-unien.

[Livres](#)

2.novembre.2019 // Les Crises

La « Non Épuration » à la Libération. Par Jacques-Marie Bourget

 [Annie Lacroix-Riz](#)

bresand // 02.11.2019 à 09h52

Il faudrait replacer tout ça dans son contexte et rappeler que les communistes ne sont entrés en résistance que quand l'union soviétique est entrée en guerre, il est donc légitime se s'interroger sur leurs véritable motivations.

Comme la déjà montré Annie Lacroix-Riz les élites française ont préparé la défaite par crainte du communisme, leur collaboration s'inscrivait dans cette logique et à la libération les américains n'avaient pas de meilleurs intentions, ils envisageaient de placer la France sous tutelle comme l'Allemagne, la voie était donc étroite.

+9

[Alerter](#)

- **Jean-Pierre Georges-Pichot // 02.11.2019 à 11h21**

La voie était étroite pour de Gaulle, qui s'appuyait sur les Américains pour tenir les communistes en respect, et se rendait tolérable aux Américains en leur montrant qu'il était le seul à pouvoir tenir les communistes en respect. Il est certain que le poids des communistes dans la résistance était une considération majeure pour un pouvoir bourgeois et que l'occupation américaine était le tuteur de remplacement des Allemands après 1945. Or les collaborateurs s'étaient placés auprès des Américains et avaient fait de l'entrisme à Londres. C'est ce qui explique la non-épuration. Attention tout de même à ne pas donner dans la vieille supercherie de la résistance communiste qui n'aurait commencé qu'en 1941. La lutte Komintern-Fascintern commence en réalité dès 1936 en Espagne, et c'est tout du long une lutte à mort. Le thème d'un PC collabo est une supercherie d'extrême-droite.

Jean-Pierre Georges-Pichot // 02.11.2019 à 12h00

Le mot 'épuration' recouvre des réalités diverses. Il y a les grandes machines, comme les procès Pétain et Laval, qui répondent à des préoccupations gouvernementales, et qui sont des procès politiques à froid, avec toutes les caractéristiques du genre. Il y a les lynchages urbains des délateurs et des bourreaux lors des journées de style révolutionnaire en continuité avec les combats pour expulser la Wehrmacht, au moment où la situation se retourne. Il y a les exécutions sommaires de prisonniers auxquelles s'adonne la troupe FFI comme cela arrive à toutes les troupes en campagne lorsqu'elles ont eu des pertes cruelles. Et puis il y a une épuration villageoise, après le départ des Allemands, qui est une cérémonie lustrale collective, à examiner dans les catégories de l'anthropologie du politico-religieux primitif. Un témoin dit : « la libération, c'est le jour où l'on a tondu les femmes. » Il s'agissait de régénérer la société. René Girard parle du sacrifice du bouc émissaire.

+4

Jean-Pierre Georges-Pichot // 02.11.2019 à 12h03

On a pu voir, dans l'exposition sur la Collaboration des Archives nationales, le film d'une de ces cérémonies d'épuration villageoise dans une petite ville : cérémonie très ordonnée, encadrée par les autorités locales et la gendarmerie, avec défilé des coupables, tonte sur une estrade devant la population réunie, hommes, femmes et enfant, tous très calmes et unanimes dans leur bonne conscience. On ne voit pas le curé, mais il ne doit pas être très loin. Et l'on comprend qu'il s'agit de la réhabilitation globale des structures et des acteurs sociaux, non tondu et donc responsables de rien. La caméra saisit un instant le regard d'un gendarme dont on voit le soulagement et l'incrédulité : car lui a dû participer activement à la chasse aux résistants, et il devait jusque là douter de se retrouver du bon côté de la barrière. Mais voilà, c'est fait ! L'épuration est purement symbolique : mais que demander de plus ? Le procès Pétain aussi était surtout le moment où le procureur Mornet a compris qu'il pourrait rester procureur...

+15

[Alerter](#)

- **Fritz** // 02.11.2019 à 16h20

Mornet, pas Morny. Sa tombe dans l'Indre est à l'abandon.

<https://www.landrucimetieres.fr/spip/spip.php?article4081>

André Mornet avait depuis sa jeunesse une réputation de fayot, qualité éminente pour un futur procureur de la République :

<https://www.lanouvellerepublique.fr/indre/l-impitoyable-procureur-mornet>

Le matin où Laval devait être exécuté, et où il s'est empoisonné au cyanure, Mornet avait proposé de le fusiller sur son brancard (Roger Maudhuy, Les grands procès de la collaboration, Lucien Souny, 2009).

Un Tigre de papier cause dans le poste – par Guillaume Berlat

 [Allocution, Emmanuel Macron](#)

23

Aa

« *Ce n'est pas la comédie du pouvoir* » (Françoise Giroud) ... *c'est le pouvoir de jouer la comédie* »¹. Après un mois de déconfinement, la parole divine, une fois encore, était attendue telle celle du messie alors que l'exécutif semble débordé par une crise de confiance qu'il ne parvient pas à surmonter.

Il semble qu'aux yeux de notre Juvénal électronique la seule chose qui semble tenir bon sur les principes républicains, à part lui-même évidemment, cela soit 'nos forces de l'ordre', que le pouvoir ait bien tort de 'lâcher' lorsqu'il fait mine de froncer le sourcil devant l'accumulation des morts par étranglement qui finit par devenir politiquement problématique, surtout en conjonction avec l'absolue inefficacité des mêmes en matière d'ordre public. Il faut donc comprendre que des manifestations, par principe illégales, de policiers en armes et avec leurs véhicules de service ne posent aucun problème en matière de principes républicains. C'est donc qu'on a dû les changer depuis que je suis allé me coucher hier soir. Bienvenue à tous dans la nouvelle république.

« On ne déplorera jamais assez l'achèvement du processus de domestication subi par cette ville jadis frondeuse et révoltée. Paris s'est finalement rangée du côté du pouvoir en place. »

Il est vrai qu'à suivre les défilés de gilets jaunes, brandissant leurs drapeaux tricolores avec ceux de leurs provinces respectives, souvent entre deux falaises d'immeubles hausmanniens silencieux et aux fenêtres fermées, on se prenait à regretter que la main de Von Choltitz ait tremblé. Paris n'a plus rien à dire au monde.

[110 km/h sur autoroute : pourquoi tant de haine ?](#)

Si j'avais été contacté par un cercle de climatosceptiques, chasseurs de petits oiseaux, fumeurs de clopes, suprématistes blancs, défricheurs d'Amazonie et assassins de bébés-phoques pour imaginer un bobard susceptible de ruiner dix ans de conférences hyper-intelligentes et hyper-convaincantes de Jean-Marc Jancovici, j'aurais sans doute proposé de lancer une rumeur selon laquelle pour

sauver le climat il fallait renforcer la répression attenante à la circulation automobile. Ils l'ont rêvé, la convention citoyenne l'a fait. Bravo les artistes ! Avec les 110 km/h sur autoroute, vous pouvez être assurés primo que l'on ne parlera que de cela, et donc ce n'était même pas la peine de se fatiguer à faire d'autres propositions, secondo, que vous mettez contre tout le processus un tas de gens qui se soucient d'environnement mais qui en ont marre d'être marqués à la culotte par un Etat hyperrépressif avec les honnêtes gens et totalement à plat ventre devant les canailles de toutes sortes, y compris bien sûr ceux qui sont responsables des pires atteintes à l'environnement, et qui sera très content de faire semblant d'agir, tout en ne s'en prenant qu'à des cibles faciles et rentables. Je suis furieux !

Je dirais même plus, car on peut dire plus. Ayant eu l'occasion de circuler en Angleterre, je peux témoigner qu'il est tout à fait faux de dire qu'on y roule moins vite qu'en France. La limitation de base sur route est de 60 mph=98,4 km/h. Ceci sur des routes plus sinueuses et plus étroites en général que les nôtres, et souvent bordées de haies qui interdisent toute vision latérale. La limitation sur autoroute est certes de 70mph=114,8 km/h, mais les autoroutes anglaises ne sont pas du tout aux standards de sécurité des nôtres. Par ailleurs, le trafic est beaucoup plus dense, ce qui n'empêche pas qu'en pratique les Anglais, tout en étant assez raisonnables pour avoir moins d'accidents que nous, prennent pas mal de libertés avec ces limitations, et l'on roule communément et sans problèmes avec la police aux alentours de 130/140 sur autoroute, car la répression y est beaucoup moins sournoise. Tous les radars fixes sont annoncés et concernant les contrôles mobiles il n'y a pas de pénalisation des excès de moins de 10 mph.

Olivier Beaud : Peut-il y avoir encore un pouvoir souverain ?

Source : [Académie des sciences morales et politiques](#)

Séance du lundi 24 février 2020 – par [Olivier Beaud](#) – Professeur à l'université Paris II Panthéon-Assas

« D'abord il y a la France, ensuite il y a l'État. Enfin, dans la mesure du possible, il y a la Justice », disait de Gaulle. Les réflexions sur le « droit international », qui est une expression oxymorique, car s'il y a un droit au-dessus d'une nation c'est que ce n'est plus une nation, et s'il y avait un droit international il n'y aurait plus de nations, tendent habituellement au long, au verbeux, et au confus. C'est ici le cas comme d'habitude. Il s'y ajoute l'habituelle indifférence aux faits qui est le propre du monde éthéré des juristes. Par exemple sur le caractère délétère pour la souveraineté des incidents survenus dans l'année des Gilets jaunes. Car on ne voit pas qu'une répression étatique féroce puisse affaiblir un Etat. Simplement cet Etat devient un Etat policier. Pour mémoire : les Gilets jaunes n'ont pas affaibli l'État en « vandalisant l'Arc de Triomphe », car, comme l'a utilement rappelé François Sureau, ils ont seulement vandalisé la boutique-souvenirs prévue pour

les touristes sous l'Arc de Triomphe. Quant à l'attaque de la préfecture du Puy-en-Velay, elle a de nombreux précédents du même genre, qui n'ont pas fait vaciller l'État. Ce qui fait vaciller l'État et la nation, c'est Maastricht, le traité de Lisbonne, le CETA, toutes les opérations oligarchiques du même ordre, ainsi que la tolérance des pratiques d'espionnage et de prise de contrôle juridique et économique de la part de puissances étatiques étrangères, parfaitement souveraines et fières de l'être.

Le plan de licenciements Airbus est « excessif », juge le ministre. Autrefois, mais c'était très mal, l'Etat était chef d'orchestre de l'économie. Aujourd'hui, il fait de la critique musicale. Mais comme on dit dans les conseils d'administration, le chien aboie, la caravane passe....

'Le fascisme est l'enfant naturel du libéralisme économique !

Hitler, n'a pas été élu en 1933, l'accès au pouvoir lui a été ouvert par Von Papen, alors que Hindenburg était déjà sénile. L'aristocratie, et la bourgeoisie allemande ayant cru pouvoir le manipuler, voyant en lui un ultime rempart contre les bolchéviques. L'on sait ce qu'il advint...'

Moi :

Très juste. Et Goering était à la tête d'un clan financier et industriel majeur. En Espagne, Franco est recruté comme dictateur par l'Eglise catholique qui est la plus grande puissance financière du pays. Le fascisme n'est que le système capitaliste en tenue de guerre. Sur ces sujets, il y a quelques bons auteurs, comme Bolloten sur l'Espagne, Annie Lacroix-Riz sur la finance et le Vatican. Aujourd'hui comme hier, sauf dictature populaire armée, ou au moins sa menace, comme en 1945 avec les FTP, aucune autonomie de la politique par rapport au capital.

Interdit d'interdire – La police en accusation ?

Pierre Darras // 02.07.2020 à 07h44

Une heure.... Une heure à regarder des gens lancer peut être moins de 4 mn d'info ou d'analyse hyper intéressante.

SVP, y aurait-il une bonne âme décidée à regarder en entier et nous minuter les moments forts de l'émission?

Parce que Bauer, on a le droit de pas aimer mais ses infos et analyses sont souvent décoiffantes. Merci d'avance au bienfaiteur.

Allez voir aux alentours de 34 mn la généalogie faite par Alain Bauer de la police nationale en France. Une police vouée à la défense de l'Etat et non pas des populations, unifiée par Vichy et soumise au seul ministre de l'Intérieur, situation laissée inchangée en 1945 en raison de la peur du communisme. Par ailleurs, Bauer se fait bien entendu l'avocat des policiers et plaide l'incompétence civique générale et les sous-effectifs comme cause des nombreuses blessures dans les manifestations des Gilets jaunes. Enfin, il décrit l'exceptionnalité et l'inutilité du contrôle d'identité à la française, dont il préconise la suppression pure et simple. En face, Paul Rocher remet les pendules à l'heure en rappelant la grande nouveauté que représente l'usage massif d'armes de tir contre des manifestants pacifiques. Bauer semble ne pas voir le problème car il conteste les chiffres, mais décrit honnêtement le fait que les instances d'inspection, sévères envers les policiers qui manquent à la discipline intérieure, refusent systématiquement de sanctionner leurs excès envers la population. "Tout se passe comme s'il y avait une sorte d'esprit de corps", dit-il avec son humour inimitable (à partir de 48 mn). "Il faudrait un système d'inspection indépendante", préconise-t-il. Fume, c'est du belge.

Santerre // 02.07.2020 à 12h11

Merci beaucoup. Effectivement, Bauer, faut être capable, mais il m'a déjà sidéré en lâchant de vraies bombes... passées totalement inaperçues.

Quant à Rocher, il semble oublier que CONTRE la volonté ET du législateur ET de l'exécutif, quelqu'il soit depuis 20 ans, la CEDH à Soros validée par la collaboration infaillible de la cour de cassation a quasiment interdit l'usage des armes létales aux forces de l'ordre. Si le flic ne peut plus tirer, ne peut plus frapper avec sa matraque, et maintenant ne peut plus pratiquer les clés d'immobilisation, il lui reste quoi, donner des bons points? Pathétique.

Car le vrai problème part de là, la soumission à une CEDH à l'agenda militant sans rapport avec les vœux et intérêts de la nation et une magistrature tout aussi militante qui'pretrnd faire la loi plutôt que l'appliquer.

Au beau temps passé de la république, les armes dont étaient munis les policiers (à la différence des gendarmes, qui sont des militaires) étaient exclusivement des armes de défense dont ils pouvaient faire usage lorsqu'ils étaient personnellement menacés. Elles ne furent pas conçues comme des outils prévus pour l'accomplissement de leurs missions. Il est certain que du coup quelques voleurs à la tire ont pu dans le passé s'échapper qui auraient facilement pu être abattus d'une balle dans le dos. C'est à cela que l'on reconnaît une république. Mais tout s'arrange, puisque nos flics se sont

américanisés au même rythme que le reste de la société. Bizarrement, le 'D' du trop célèbre acronyme 'LBD' veut bien toujours dire 'de défense'. Mais dans l'usage qui est devenu banal depuis des années, et spectaculaire avec les 'Gilets jaunes', on ne voit pas trop où est la 'défense'. Il y a sans contestation possible quelque chose de changé. Désormais, les voleurs à la tire courent les mêmes risques que les voleurs de poules... et vous aussi du même coup. Si ça vous rassure....

Une réflexion intéressante. Un point de départ clair : tout ce qui a pu être déclaré 'fasciste' par les 'antifascistes' forme un ensemble très divers à certains égards. Cela fait qu'on peut avoir une image simple des seconds, et pas des premiers. Et des évaluations différenciées. Mais ceci est surtout vrai si l'on considère les théories politiques qui ont sous-tendu les pratiques. En revanche, si l'on considère l'histoire et les pratiques, il y a une solidarité de fait, politique, diplomatique et militaire, dans une période bien définie : 1923-1945 qui donne l'enveloppe d'un objet assez homogène. Traits communs dont vous aurez du mal à exempter même Vichy et le franquisme, et qui couvre aussi le cas japonais : une société traditionnelle revenant sur toutes les nouveautés issues de la révolution française (pour le Japon, ce n'était pas nécessaire). Une économie capitaliste dans laquelle l'autorité patronale est sans partage. Un pouvoir politique dictatorial ne pratiquant aucune concertation et ne tolérant aucune contestation. Pour moi, Pétain et Franco sont bel et bien fascistes au sens historique. La violence n'est pas définitoire du fascisme, mais elle en est une dimension constante, même si elle n'est pas son exclusivité. Elle est la conséquence des trois traits définitoires. Du coup, il faut distinguer entre le 'fascisme' comme phénomène collectif et institutionnel et l'esprit fasciste des individus qui aiment la violence, qui fonctionnent aussi dans les situations où le pouvoir n'est pas fasciste, et qui ne savent éventuellement pas qu'ils font de la politique.

Plaignons 'Le Parisien' qui n'a pas eu l'idée de prendre le conseil d'un bon publicitaire. Il aurait appris que pour la défense et illustration du métier il ne ferait de toutes façons jamais aussi bien que la télé et ses innombrables feuilletons et reportages, cause probable de l'afflux des candidatures... et du choc des recrues quand elles entrent dans la réalité. Par ailleurs, s'il s'agissait de 'boster les ventes', comme on dit dans les médias, n'importe quel 'marqueteur' les aurait avertis que la corporation des chaussettes à clous est peu liseuse. Un 'flope' inévitable.


Géopolitique - Trois textes particulièrement intéressants

Turquie, Ukraine, Proche-Orient, dont les deux derniers par Gabriel Galice - Président de l'Institut de recherche pour la paix de Gèneve.

(Moi)

Il faut se faire à cette idée : si les bourgeoisies française et anglaise se sont détournées d'Hitler et se sont jetées dans les bras des Américains, ce n'est pas parce qu'il était méchant avec son opposition et avec les boucs-émissaires qu'il s'était choisis. C'est parce qu'il avait raté son coup avec sa guerre à l'Est. Quand les Américains sont arrivés en Europe, ils ont logiquement fait ce pour quoi ils étaient venus : Hitler une fois écarté, reprendre sa boutique, son personnel, sa politique : détruire le bolchévisme et réinstaller le capitalisme jusqu'à l'Oural. C'est ce que nous les voyons faire, au risque d'une nouvelle guerre en Europe.

Sanctions et Censure : une politique étrangère américaine vulnérable

 [Iran](#), [USA](#)

6

Source : [Consortium News](#)

Fabrice // 08.07.2020 à 07h25

Tant que les pays ne feront pas passer toute mesure de sanction par l'ONU, elle seront rançonnées par les USA qui auraient bien tord de se priver, ils se comportent comme des mafieux et une mafieux ne s'arrête que de deux manière :

- quand un gang rival prend sa place,
- la police neutralise le démantèle.

les deux ne sont pas prêt d'arriver en tout cas je pense de mon vivant, les pays et entreprises seront à la merci de ce racket.

(Moi)

"Cela n'arrivera pas de mon vivant" : c'est ce que chacun se disait dans les années 80, lorsque Hélène Carrère d'Encausse puis Emmanuel Todd prédisaient l'éclatement de l'Union soviétique. La question à se poser : par quoi la suprématie américaine sera-t-elle remplacée? Je vois deux familles d'hypothèses : soit un effroyable chaos, soit une suprématie encore plus atroce.

[Géopolitique](#)

11.juillet.2020 // Les Crises

New York : Pendant que les Américains manifestent, l'ONU se contente de tweeter...

 [Manifestations](#), [ONU](#), [USA](#)

7

Aa

Source : [Consortium News](#), [Dulcie Leimbach](#)

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Dulcie Leimbach fait état de la réponse feutrée de la plupart des dirigeants de l'ONU face au meurtre de George Floyd, à la discrimination raciale aux États-Unis, aux manifestations ou à la réponse autoritaire de Trump.

Alfred // 11.07.2020 à 08h41

« New York : Pendant que les Américains manifestent, l'ONU se contente de tweeter... »

Cet article est véritablement une insulte à tous les autres peuples du monde. Cet ethnocentrisme est complètement obscène. C'est bête et moche de la part d'américains mais de « notre » part c'est même incroyable.

Faut il à ce point remettre les choses en perspective sur la situation des droits de l'homme dans le monde? Toute grosse machine impotente et corrompue que puisse être l'ONU les gens qui y travaillent gardent visiblement le sens des proportions. Il y a des centaines de Georges Floyd chaque JOUR dans le monde. Des dizaines d'émeutes de la faim ou inter communautaires avec leur lot de lynchés. Leur vague écho n'arrive pas jusqu'aux médias ethnocentres mais le personnel de terrain de l'ONU ne le sais que trop bien.

Ajoutez à cela une certaine expérience des manœuvres politiques et instrumentalisations diverses (missiles chimiques de Sadam, Guernica sur Syrte de Kadhafi, casques blancs en syrie,..etc) et l'ONU a toutes les raisons de faire ce qu'elle sait très bien faire: rester immobile. Prendre parti de façon visible dans une guéguerre interne entre neocons de l'ancienne génération et la pseudo élite trumpiste ? Ce n'est pas très prudent et est ce bien utile?

(moi)

Sur les organisations internationales : il faut y voir des lieux de parole. Ce n'est pas si mal. Ne pas en attendre autre chose, et surtout pas des instances ni de justice internationale (en finir avec les systèmes de condamnation qui condamnent toujours les mêmes et pire encore la bénédiction donnée à des expéditions punitives contre les régimes trouvés mauvais, toujours les mêmes), ni comme un embryon de gouvernement mondial, qui serait une horreur, car forcément la domination d'un impérialisme, forcément le plus tyrannique et le plus brutal. Un précédent intéressant, donné par Annie Lacroix-Riz dans une de ses conférences, sur ce qu'il faut attendre de ce genre d'instance en matière d'impartialité et de courage : la SDN de Genève dans les années trente n'est jamais parvenue à la conclusion que Mussolini avait agressé l'Ethiopie ou avait eu tort d'employer des méthodes de guerre interdites comme les gaz. En revanche, elle a dans la semaine exclu l'URSS lorsqu'elle a voulu par la force rectifier sa frontière avec la Finlande en vue de défendre Leningrad après une offre d'échange de territoire.

(Un article de Frédéric Lordon, qui, bizarrement, sent des craquements dans l'édifice)

Lordon est un optimisme. Il voit la révolution au bout d'une gestion inepte et barbare du réel. Cela serait logique, mais le réel n'est pas logique. Ce à quoi ressemble le plus la gestion macronique, c'est à celle de Staline : gâchis, erreurs, imprévoyance, brutalité, puis mensonges, propagande, déni,

censure pour couvrir gâchis, erreurs, imprévoyance et brutalité. Staline meurt donc dans son lit, immensément populaire, toute l'Union soviétique pleure, et le monde entier s'inquiète devant ce vide effrayant du pouvoir. Pareil à la mort de Mao. Au bout de la crise, la police sera encore un peu plus brutale et incontestée, et Macron, s'il se sent obligé de tenir une élection, sera réélu. Ohé, Lordon : tu es très intelligent et très éloquent, mais Hegel et Machiavel sont meilleurs analystes de la politique que Spinoza. Désolé!

Politique

13.juillet.2020 // Les Crises

Emmanuel Todd: Le souverainisme, grand gagnant de la crise?

Aa

Source : [France Culture](#)

Emmanuel Todd : toujours divertissant à entendre. Critique systématique des gouvernants successifs, et avec beaucoup de verve. Dans mon panthéon personnel de baby-boomer à la mémoire longue, il vient stylistiquement se placer à côté de Jean-François Revel, ce qui sonne plutôt comme un signal d'alarme, puisqu'en étant toujours brillant, la trajectoire de Revel a consisté à passer d'un anti-gaullisme systématique à un pro-américanisme problématique. Alors, bilan de la pensée EM sur le fond ? Un versant critique sur lequel il n'y a rien à redire, mais ça c'est facile. Traiter Sarkozy, Hollande et Macron d'ineptes et dangereuses canailles, c'est enfoncer des portes ouvertes, tout en donnant un frisson d'irrévérence qui garantit le succès public non incompatible avec l'exclusion médiatique sur beaucoup d'écrans. Il n'est pas besoin pour cela de se fonder sur les percées majeures en termes d'anthropologie dont EM se targue et que bizarrement personne dans le petit personnel médiatique ne se risque à lui contester, sans doute par peur des morsures... Sur le fond, donc : l'homme est quand même au fond du trou en raison de ses contradictions et il le sait. Il le sait et cela se sent dans son désarroi lorsqu'il constate que toute réaction anti-autoritaire et anti-ploutocratique est empêchée par la coupure entre banlieues islamisées et France périphérique. Mais il devrait être le dernier à s'en étonner, après avoir construit sa carrière sur la thèse de la permanence et de la prégnance des structures mentales ancestrales, tout en s'aveuglant avec son compère Hervé Le Bras sur la réalité de l'immigration qui a profondément et irréversiblement transformé la psychologie collective du pays. Quel peut être le sens du mot « souverainisme » quand une proportion considérable des milieux populaires a pour référence d'appartenance une identité religieuse universaliste et mondialisée ?

(Version brève)

Emmanuel Todd : toujours divertissant. Critique des gouvernants successifs, et avec beaucoup de verve. Dans mon panthéon personnel, placé à côté de Jean-François Revel, brillant dans le passage d'un anti-gaullisme systématique à un pro-américanisme problématique : ce qui sonne comme un signal d'alarme. EM, ou Revel, c'est comme Voltaire qui fait rire de Rousseau, assis sur ses rentes. Bilan de la pensée E. Todd sur le fond ? La critique est plaisante mais facile. Traiter Sarkozy, Hollande et Macron d'ineptes et dangereuses canailles, c'est enfoncer des portes ouvertes avec un frisson d'irrévérence. Succès public garanti, en dépit des exclusions médiatiques. Par ailleurs, référence insistante à des percées en anthropologie que le petit personnel médiatique ne se risque pas à contester, par peur des morsures... Mais la contradiction est massive : d'où son désarroi lorsqu'il constate que toute réaction anti-autoritaire et anti-ploutocratique est empêchée par la coupure entre banlieues islamisées et France périphérique. Il devrait être le dernier à s'en étonner, après avoir construit sa carrière sur la thèse de la permanence et de la prégnance des structures mentales ancestrales, tout en s'aveuglant avec son compère Hervé Le Bras sur la réalité de l'immigration qui a profondément et irréversiblement transformé la psychologie collective du pays. Quel peut être le sens du mot « souverainisme » quand une proportion considérable des milieux populaires a pour référence une identité religieuse universaliste et mondialisée ?

Anouchka // 13.07.2020 à 14h46

Comment définissez -vous la « psychologie collective du pays »?

(Moi)

« psychologie collective du pays » : je veux juste renvoyer à l'objet central de l'anthropologie d'Emmanuel Todd. Pour mémoire : il vous explique que la France, comme d'ailleurs tous les pays, a le genre de rapport qu'elle a aux libertés, à la politique, en raison de structures mentales stables et permanentes autant que souterraines qui découlent elles-mêmes des structures familiales, des règles qui président au mariage, à l'héritage, etc. Je ne vous refais pas le film, il répète ça sans arrêt, et ici à nouveau. Par rapport à l'immigration arabo-musulmane, il rappelle que son optimisme reposait sur la constatation que les mariages mixtes étaient exceptionnellement nombreux. Puis il y eut « Charlie », et un livre pessimiste où Todd fait remonter la fracture à l'existence des « catholiques zombies ». Puis les « Gilets jaunes » et une phase optimiste puisque la France était toujours le pays des révolutions, puisque terre de structure familiale soit autoritaire-égalitaire soit libérale-égalitaire, en tous cas pas favorable à une ploutocratie autoritaire à l'allemande dont l'Europe de Maastricht est porteuse. Je notais simplement qu'ici le cyclothymique Emmanuel Todd était pessimiste à nouveau en constatant les progrès des identitaires arabo-africains : chose que sa théorie prédisait, mais qu'il avait refusé de voir. Car il suffit de lire Hannah Arendt pour savoir que la race est le concept politique africain ancestral, seulement contrebattu par l'Islam qui ne le dépasse que par l'universalisme de l'Oumma, qui enjambe le concept intermédiaire de « nation », fondateur chez nous de la liberté collective.

11.mai.2020 // Les Crises

Coronavirus : l'essai Discovery est un fiasco européen, ses résultats sont incertains

Jean-Pierre Georges-Pichot // 11.05.2020 à 12h00

Discovery ? pour moi, c'était le nom de la navette spatiale américaine. Etant donné le poids démographique des deux pays de langue anglaise de l'Union européenne, l'Irlande et Malte, je m'étonne qu'un programme écrit à Bruxelles, ville si sensible à l'importance qu'il y a à respecter les identités culturelles, soit intitulé dans cette langue. Est-ce que cela serait le signe de la domination d'un grand protecteur étranger ? La seule langue pan-européenne qui ne vexerait personne, sauf les Grecs, c'est le latin. Etant donné le succès de l'opération, je suggère donc 'ABORTUS', qui signifie 'avorton' ou 'avortement'. Sinon, on pourrait choisir désormais pour langue commune européenne celle du groupe le plus nombreux et le plus puissant. Vous savez lequel. Je suis sûr que pour mettre la signalisation au nouveau goût du jour, le préfet Lallement saura retrouver des panneaux tout faits dans les souterrains de la préfecture. Cela nous changera du globish.

Jean-Pierre Georges-Pichot // 12.05.2020 à 09h06

Je ne publie pas du tout, mais je lis pas mal, et pour moi comme pour beaucoup de ma génération, l'anglais est encore le plus commode, quoique le globiche, en revanche, me donne des boutons. Cela découle des accords Blum-Burns qui ont organisé la domination culturelle américaine en Europe. Un baby-boomer a été biberonné à Bamby et Mickey Mouse, mais est venu à la conscience politique avec la guerre du Viet-Nam. Ce que je voulais souligner, avec tentative d'humour, c'était que l'Union européenne, avec sa servilité atlantiste indéfectible au moment même du déclin de l'empire américain, nous a fait monter sur un rafiot pourri. Je vous conseille une vidéo récemment sortie sur Sputnik avec Jacques Sapir et Sophie Wahnich. Sapir explique pourquoi le monde éditorial anglo-exclusif est d'ores et déjà provincial, et risque de sombrer dans l'insignifiance. Bonne vision.... en français, langue universelle.

+2

Wakizashi // 24.11.2019 à 07h53

Il ne faut jamais croire ce que disent les médias mainstream et les hommes politiques, sauf quand ils parlent du réchauffement climatique...

On prête souvent aux gens atteints de la pathologie du « climatoscepticisme » des intentions inavouables, voire nauséabondes (l'olfactif est à la mode quand il s'agit de désigner le Mal) : ils

rouleraient pour l'industrie pétrolière, ils seraient en fait soit menteurs ou de mauvaise foi, soit idiots.

Pourtant, beaucoup de climatosceptiques pensent que l'écologie est primordiale, que la planète est de plus en plus dégueulasse par la faute de l'homme, et que le taux croissant de la disparition des espèces afférent constitue un crime contre la Vie de la part de l'humanité dans son ensemble.

Sauf que sauf que, ces climatosceptiques menteurs-nauséabonds pensent que cela est essentiellement dû à d'autres facteurs que le climat, des facteurs indiscutables en l'occurrence : surpopulation humaine ; déforestation, bétonnage et disparition des habitats naturels des animaux ; déversements de produits chimiques industriels dans les eaux, la terre et l'atmosphère ; décharges sauvages ; OGM, etc. etc. Sans parler du mal fait aux animaux dans les élevages industriels principalement.

Ces climatosceptiques mentalement instables sont aussi complotistes : ils pensent le réchauffement est un cheval de Troie parfait pour éviter d'avoir à emmerder les industriels de l'agroalimentaire, de la pétrochimie ou de l'huile de palme par exemple qui, eux, sont directement responsables des maux cités plus haut. Heureusement qu'ils ont tort !

+100

Jean-Pierre Georges-Pichot // 24.11.2019 à 09h58

Les dimensions de la crise écologique peut-être terminale devant laquelle nous nous trouvons sont multiples mais il est faux de dire que les savants qui alertent sur la question du carbone dissimulent les unes derrière les autres. La démographie, l'artificialisation des sols, les pénuries à venir de sources d'énergie et de matières premières, les limites intellectuelles et morales des élites dirigeantes sont toutes prises en considération, par exemple, par quelqu'un comme JM Jancovici.

+22

[Alerter](#)

- **Wakizashi** // 24.11.2019 à 11h41
@ Jean-Pierre Georges-Pichot

Je ne parle pas des « savants », mais du système politico-médiatique, et des industries qui sont derrière. Un fait indiquant que le réchauffement est un cheval de Troie idéal pour esquiver le reste, qui est bien plus important à mon humble avis : pour un congrès international sur le climat rassemblant les plus hautes autorités politiques mondiales, combien avez-vous vu de congrès analogues sur la déforestation ou les fongicides ?

Sans parler de cette diabolisation absurde du carbone, qui est l'atome de la vie par excellence, et dont l'histoire de la formation (à partir de l'hydrogène via la chaîne proton-proton et la réaction triple alpha) confine au miracle, mais ceci est un autre sujet...

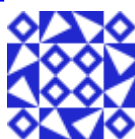
•

Anatole27 // 05.06.2020 à 10h41

Ma remarque va peut être paraître stupide et ringarde , mais il me paraîtrait souhaitable que les chercheurs, qu'ils soient de Marseille de Paris ou de Rennes publient d'abord en Français avant de traduire en Anglais. Ce qui se conçoit dans sa propre LANGUE est plus INTELLIGIBLE et INTELLIGENT que le verbiage issu d'un Globish INCERTAIN. Pardonnez leur , ils ne savent pas ce qu'ils disent.

Certains objecteront que la traduction coûte cher, mais le boulot d'un chercheur est de CHERCHER pas de TRADUIRE et peut être que cela permettrait au grand public de comprendre de QUOI CA CAUSE.

[Alerter](#)



•

Fritz // 05.06.2020 à 11h07

Entièrement d'accord avec vous. J'irai même plus loin : laissons les anglophones traduire dans leur patois les acquis de la recherche française.

Exaspérante, cette manie française de se précipiter pour baragouiner anglais et montrer fièrement sa soumission aux maîtres du monde (hum hum).

Nos cousins du Québec défendent la langue française, eux. Et ils parlent anglais bien mieux que nous.

[Alerter](#)



•

jean-pierre.georges-pichot // 05.06.2020 à 11h28

Bien sûr. Plus on connaît de personnes de cultures différentes, et plus on réalise que les hommes se ressemblent. Plus on connaît de langues, et plus on sait qu'elles se valent toutes comme outils de communication, même si l'on a le droit à ses préférences, à ses références, à ses traditions. L'impérialiste culturel actuel de l'anglais est surtout dommageable en cela qu'il coupe les autres peuples de leurs racines culturelles. Comme lorsque dans les écoles on préfère donner à lire des traductions de l'anglais parce que les auteurs classiques sont devenus incompréhensibles pour des enfants exposés au sabir des médias et de la publicité qui n'a plus grand rapport avec le français.

[Alerter](#)



•

red2 // 05.06.2020 à 12h00

« Plus on connaît de langues, et plus on sait qu'elles se valent toutes comme outils de communication »

Oui mais écrire une publication dans sa langue maternelle est bien plus facile et efficace. C'est aussi valable pour la lecture de la publication, même si on a un très bon niveau d'anglais.

[Alerter](#)



jean-pierre.georges-pichot // 05.06.2020 à 12h33

Bien sûr, c'est à cette conclusion que je tendais. Je suis un peu spécialiste de la langue anglaise, mais si j'avais la lourde responsabilité de défendre les intérêts de mon pays dans une instance internationale, je n'accepterais jamais comme tant de nos dirigeants actuels, de le faire autrement qu'en français. Ce n'est même pas seulement une question de principe et d'affirmation de la dignité nationale : c'est une question de résultat ! macron est tout fier de son anglais parce qu'il a appris un peu d'anglais, mais moi son anglais me fait rire, et je sais d'expérience que tous les anglophones rient derrière leur dos des pauvres colonisés qui s'humilient comme cela devant eux.

jean-pierre.georges-pichot // 05.06.2020 à 08h56

' il ne faut sombrer ni dans la naïveté, cela existe, ni dans le machiavélisme. Nous ne vivons pas non plus dans un monde mafieux où tout est tromperie en permanence. Ce qui est certain, c'est qu'il y a de sérieux axes d'amélioration pour lesquelles il faut se mobiliser afin de redonner confiance dans toutes ces institutions.' Rien n'est plus naïf que de ne pas vouloir avoir l'air naïf. Ou d'ailleurs méfiant. C'est sur ce ressort psychologique que jouent tous les escrocs. Jouer la comédie de la complicité intellectuelle pour piéger les braves pigeons qui se disent : « non, tout de même, c'est pas possible que ce type mente aussi effrontément, et me prenne aussi clairement pour un con! » Mais si, mais si : ils nous prennent effrontément pour des cons.... et ça marche ! Et je ne crains rien tant que de voir des institutions médiatico-experto-gouvernementalo-industrielles comme « The lancet », le « comité scientifique » ou l'OMS retrouver de la crédibilité.

jean-pierre.georges-pichot // 05.06.2020 à 09h09

Q5 : Nationaliser Sanofi ? ou Renault ? ou LVMH ? Mais c'est comme si Jersey voulait nationaliser IBM. Physiquement, nous ne détenons plus que les boîtes aux lettres ! OB a-t-il bien compris ce qu'est concrètement la mondialisation ?

- **Les-crisis** // 05.06.2020 à 11h13

Oui, un peu. Quand la boîte est française, vous pouvez la nationaliser, et vous obtenez du coup la propriété des boîtes aux lettres ET des filiales étrangères. Elles emploient encore quelques personnes, n'ayez crainte, et décident des orientations des sous-traitants...

- **jean-pierre.georges-pichot** // 05.06.2020 à 12h09

La fois la plus notable où un pays a sérieusement nationalisé du capital français, anglais, allemand ou même belge, ça s'appelait la révolution bolchévique et ça a ouvert une période de bientôt cent ans d'interventions, de conspirations et de guerres de la part des spoliés. La dernière fois qu'un petit pays a un peu embêté une seule compagnie américaine, c'était le Chili d'Allende qui est du coup devenu le Chili de Pinochet. Est-ce que je divague ou est-ce qu'il faut prendre en compte l'expérience historique ? Lorsque une banque française ouvre ne serait-ce qu'une seule agence aux Etats-Unis, le gouvernement américain l'oblige à faire signer à tous ses clients dans le monde un certificat en anglais comme quoi ils ne sont pas citoyens américains. Est-ce que cela ne relativise pas nos chances de nationaliser quoi que ce soit, ou même de vraiment piloter ce qui l'est déjà (Renault) ?

- **LibEgaFra** // 05.06.2020 à 20h47

» Est-ce que je divague ou est-ce qu'il faut prendre en compte l'expérience historique ? » Bravo! Donc selon vous il ne reste plus qu'à se coucher devant l'impérialisme yankee... Comme vous vous êtes couché devant Raoult et Sanofi.

jean-pierre.georges-pichot // 06.06.2020 à 08h30

Non! Ce n'est pas du tout ma conclusion. Je dis seulement qu'il faudrait pour une fois, et contrairement à ce que font nos dirigeants habituels, envisager une situation dans son contexte large et dans toutes ses dimensions. L'économie, le droit, sont des réalités subsidiaires. De Gaulle disait : « l'épée est l'axe du monde ». Et Monroe : »speak softly, but with a big stick ». Si l'on tire les moustaches du tigre, il faut avoir une idée juste de ses réactions possibles.

red2 // 05.06.2020 à 11h57

Sauf que Renault en France ce n'est pas une boîte aux lettres! (Même si il est vrai que les directions de ces dernières années s'emploient consciencieusement à diminuer (détruire ?) l'implantation française du groupe) : Cléon, Sandouville, Flins, le Technocentre, Douai... Par ailleurs, une bonne part des implantations proches (Tanger ou Turquie par exemple) dépendent directement de la France, pour l'ingénierie et l'expertise (délocalisation pour minimiser le coût de la main d'œuvre peu qualifiée...). Pensez vous que l'usine Nissan anglaise qui produit certes un grand nombre de

véhicules, est aussi importante pour un pays que l'implantation japonaise qui va du siège administratif et technique aux usines de production ?

jean-pierre.georges-pichot // 05.06.2020 à 12h23

D'accord, mais il faut être clair : on peut nationaliser ce que l'on peut défendre militairement. C'est bien pourquoi une entreprise qui est pour l'essentiel 'délocalisée' à l'étranger ne peut pas être considérée comme un avoir national. Quelle que soit la structure légale de son capital, elle échappera toujours à tout contrôle qui serait en contradiction avec les objectifs du pays où elle est localisée. On ne peut compter sur elle pour rien dans une crise réelle. C'est ce que rappelle l'incident avec Sanofi et la priorité d'accès aux produits anti-coronavirus à venir. Cela ne fait que rappeler une évidence.

14.avril.2020 // Les Crises

Le confinement réduirait chaque jour les rejets de CO2 de 58 % en Europe

Marire // 14.04.2020 à 09h20

Nous avons donc possibilité d'utiliser ce test grandeur nature: Quelle baisse de température entrainera cette baisse du CO2? Il faut demander Giec de plancher là-dessus de toute urgence.

jean-pierre Georges-pichot // 14.04.2020 à 10h32

Si le sujet vous intéresse vraiment, regardez n'importe laquelle des vidéos de Jean-marc Jancovici. Vous tomberez vite sur une proposition scientifique de base qui répond à votre question, et qu'il rappelle souvent : les +2 degrés sont déjà embarqués. Un + 5 degrés est probable sur la trajectoire actuelle à échéance de quelques décennies. Et une diminution des émissions à partir d'aujourd'hui n'y changera rien ou pas grand chose. L'inertie du système carbone-climat est telle que toute évolution à partir d'aujourd'hui ne peut influencer, et seulement très peu et très lentement, que sur le climat qui prévaudra dans plusieurs siècles. Et nous, notre avenir pour le siècle à venir découle irrévérablement des fantaisies auxquelles se sont livrés nos pères à partir des années 1850. Désolé.

10.avril.2020 // Les Crises

En pleine crise sanitaire, le géant américain Palantir lorgne les données des hôpitaux français

Source : [BFM TV, Elsa Trujillo](#)

Des discussions ont été lancées entre le mastodonte américain de l'analyse de données Palantir et l'AP-HP, pour concevoir un outil technologique de lutte contre le coronavirus. S'il s'avère concluant, le dispositif pourrait être étendu à l'ensemble des hôpitaux français.

fanfan // 10.04.2020 à 19h05

Le plan de l'Armée pour éviter un nouveau scandale Palantir. Le ComCyber (commandement de la cyberdéfense) s'appuie désormais sur des start-up pour répondre aux besoins cybers de l'Armée. Début octobre, il a inauguré sa Cyberdéfense Factory à Rennes, où doivent se retrouver start-up, PME et chercheurs. Publié le 15 oct. 2019

<https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/le-plan-de-larmee-pour-eviter-un-nouveau-scandale-palantir-1140013>

<https://twitter.com/comcyberfr?lang=fr>

+1

jean-pierre Georges-pichot // 11.04.2020 à 11h28

Ne nous faites pas rire. L'armée française n'est qu'une dépendance de l'armée américaine. Et le plus grave, c'est que cela ne résulte pas seulement des options gouvernementales, mais de la mentalité collective des militaires, qui est une mentalité de guerre froide. Pour eux, l'ennemi sera toujours 'les Rouges venus de l'est'. D'ailleurs, dans les hautes sphères militaires on ne monte pas en grade si l'on ne possède pas l'anglais et si l'on n'a pas fait son stage de l'autre côté de l'Atlantique. L'armée française actuelle est plus indéfectiblement et servilement américaine que l'armée d'armistice de Pétain et Laval n'était allemande.

+5

Les États-Unis impriment des dollars américains pour acheter des produits du monde entier, et le monde entier travaille pour les États-Unis. Tout cela est très bien. Mais en cas d'épidémie ou de guerre, un pays sans industrie manufacturière peut-il être considéré comme un pays puissant ? Même si les États-Unis continuent à disposer de la haute technologie, à avoir des dollars et à avoir des troupes américaines, tous ces éléments ont besoin d'un soutien manufacturier. Sans industrie manufacturière, qui soutient votre haute technologie ? Qui soutient votre dollar ? Qui soutient votre armée américaine ? ... Si cette épidémie s'était produite dans les années 1950 et 1960, penserait-on vraiment qu'elle aurait mis les États-Unis dans un tel embarras, et l'Europe dans un tel embarras ? Pourquoi l'épidémie qui se produit aujourd'hui embarrasse autant l'ensemble du monde occidental ? L'essentiel n'est pas de savoir à quel point l'épidémie est terrible, mais de réaliser que les États-Unis et l'Occident ont tous deux connu leur heure de gloire, et qu'ils sont confrontés aujourd'hui à cette épidémie alors qu'ils déclinent. L'épidémie arrive à ce moment, et même si ce n'est qu'une brindille, elle peut faire briser le dos du chameau qui a déjà du mal à marcher. C'est la raison la plus profonde. ... Pourquoi les pays occidentaux ont-ils franchi ce

pas ? Nous pouvons y réfléchir. Au cours du dernier demi-siècle, les États-Unis ont ouvert la voie, puis l'Europe et les pays occidentaux ont suivi, ils se sont engagés dans une voie économique virtuelle et ont progressivement abandonné l'économie réelle. Pour ces pays, cette tendance peut sembler être un avantage que les pays développés obtiennent pour rien, mais en fait, elle a entamé leurs forces vives. C'est en fait la même raison pour laquelle la Rome antique s'est progressivement effondrée en raison de son arrogance et de son extravagance, qui a finalement conduit à l'effondrement de l'empire.

'Le Chinois', comme on dit au Quai d'Orsay, a tort de se soucier du comportement de la presse française. Dans son pays, la presse je le suppose est soumise au gouvernement. Dans le nôtre, c'est très différent. C'est le gouvernement qui est soumis aux patrons de la presse. Aussi les ministres sont-ils les derniers à la lire !

Je dénonce l'existence du piston sur 'Les Crises' : jamais la modération n'aurait laissé passer une intervention aussi longue si c'était moi qui l'avais proposée ! Sinon, sur le fond : en anglophonie, l'insertion dans la haute société s'achète, comme s'achetaient les charges dans l'ancien régime. Elle s'achète à travers les frais d'études universitaires exorbitants. Un point de vocabulaire : la phrase "I was educated at..." suivi forcément du nom d'une université traduit "J'ai fait mes études à". Mais à noter : sans études supérieures, on n'est pas considéré comme 'éduqué' du tout. La coupure est radicale. Pour l'Angleterre, brève parenthèse entre 1945 et le blairisme, qui fut en effet une tentative méritocratique. Désormais, retour à la normale. Pour la France, comme pour le reste, alignement progressif sur l'anglophonie.

Lois-economiques // 27.07.2020 à 21h23

La Noblesse justifiait sa domination par des ancêtres glorieux issus de l'époque féodale, la bourgeoisie a inventé la méritocratie.

+2

jean-pierre.georges-pichot // 28.07.2020 à 07h30

Non. La charge contre la supposée 'méritocratie', qui n'a jamais vraiment existé en Anglophonie, sinon à titre d'embryon dans l'Angleterre d'après-guerre parce que l'inamovible aristocratie, incontestée dans sa fortune et son pouvoir depuis Guillaume le Conquérant, avait eu chaud aux fesses devant Adolf Hitler, et n'avait été sauvée que par ses serviteurs coloniaux et sa classe ouvrière, semble bien hors de saison. Je répète : l'entrée dans la classe dirigeante s'y achète, comme dans notre ancien régime on devenait noble en achetant une charge qui faisait entrer dans la 'noblesse de robe', ou une terre à laquelle s'attachaient des droits seigneuriaux. En France, la révolution avait balayé cela. D'où un effet méritocratique réel et incontestable dont l'instrument était la gratuité d'un enseignement d'État et le système des concours et examens anonymes. Tout ceci sapé par la propagande dénonçant le caractère illusoire de ces dispositifs, dont le porte-drapeau le plus célèbre aujourd'hui fut le désastreux Bourdieu. L'alignement sur l'Anglophonie qui résulte de leur

victoire d'opinion se traduit par la montée des écoles de commerce payantes. Normale Sup tombe bien en dessous de HEC, et aussi les écoles d'ingénieurs. Ceci explique l'effondrement industriel, la ruine du niveau d'éducation, et jusqu'aux déraillements dans les chemins de fer. C'est aussi un refoulement, applaudi par les milieux bourgeois et mondialistes, de la république honnie. Retour, avec les dénationalisations, des grandes fortunes, du mécénat, des polices privées. Bon appétit, messieurs.

(Intervention placée deux fois, deux fois rejetée. Je comprends mal pourquoi.)

Non. La charge contre la supposée 'méritocratie', qui n'a jamais vraiment existé en Anglophonie, sinon à titre d'embryon après la guerre parce que les bourgeoisies se sentaient en dette de reconnaissance par rapport à leurs classes ouvrières, semble bien hors de saison. En temps ordinaire l'entrée dans la classe dirigeante s'y achète, comme dans notre ancien régime on devenait noble en achetant une charge qui faisait entrer dans la 'noblesse de robe', ou une terre à laquelle s'attachaient des droits seigneuriaux. En France, la révolution avait balayé cela. D'où un effet méritocratique bien réel dont l'instrument était la gratuité d'un enseignement d'État et le système des concours et examens anonymes. Tout ceci sapé par une propagande dénonçant le caractère censément illusoire de ces dispositifs, dont le porte-drapeau fut le désastreux Bourdieu. L'alignement sur l'Anglophonie se traduit par la montée des écoles de commerce payantes, qui explique l'effondrement industriel, la ruine du niveau d'éducation, et jusqu'aux déraillements dans les chemins de fer. C'est aussi un refoulement de la république. Retour des grandes fortunes, du mécénat, des polices privées. Bon appétit, messieurs.

Anfer // 27.07.2020 à 19h50

On peut remonter aux examens impériaux de la Chine antique pour voir les effets de la « méritocratie ». Ces examens étaient ouverts à tous, et permettaient en théorie à n'importe qui de suffisamment talentueux d'accéder à une charge publique. Évidemment, les fils de familles fortunés avaient plus de temps pour étudier et se préparer. Ça aboutissait à terme à un groupe fermé qui auto-entretient ses privilèges. La captation de ressources et la fraude fiscale généralisée qui accompagnait la création de ce groupe, composé généralement de propriétaires terriens étaient une cause majeure de fin des dynasties.

+1

jean-pierre.georges-pichot // 28.07.2020 à 07h50

Le fils de riche réussit mieux ses études que le fils de pauvre. Soit. Du Bourdieu pur sucre. Donc, est-ce que l'on supprime l'examen ou est-ce que l'on limite les inégalités de fortune ? Pour l'instant on a choisi de supprimer l'examen. Du coup, le fils de riche sera riche et puissant et le fils de pauvre sera pauvre et soumis. A cent pour cent. Merci Bourdieu.

Non. Il ne s'agit pas des 'trente glorieuses'. Même si factuellement la grande ouverture du secondaire long coïncide avec l'après-guerre, la césure importante est la Révolution française, et rien moins que cela, qui en finit avec la vénalité des charges. C'est le principe qui est important et non pas les statistiques, comme le voudraient les sociologues en général et l'école bourdieusienne en particulier. Après 89, on PEUT devenir officier, ingénieur, fonctionnaire sans provenir d'une caste par la naissance ni acquitter un droit d'entrée considérable, et cela change tout, même si les pesanteurs sociologiques limitent la rapidité des ascensions sociales. C'est sur cela que reviennent les tendances actuelles, qui se présentent comme modernes parce qu'elles consistent à imiter le monde anglo-saxon, supposé à la pointe de la modernité, alors qu'il est sur ce point tout simplement un monde de ce que nous appelons l'ANCIEN REGIME.

27.juillet.2020 // Les Crises

La Source – La Turquie et la stratégie de la ligne rouge

📌 [Recep Tayyip Erdogan, Turquie](#)

Source : [Russia Today France, La Source](#)

Dans cet épisode de La Source, Alain Juillet se penche sur la Turquie et la stratégie géopolitique de son président, Recep Tayyip Erdogan.

- **antoniob** // 27.07.2020 à 22h45

juste au sujet de ce Alain Juillet: « l'ancien haut responsable à l'Intelligence économique »:

1) le terme « intelligence » est il me semble un anglicisme ou américanisme. Il désigne le renseignement. Les français font bien ce qu'ils veulent, mais s'ils refusent d'utiliser leur propre vocabulaire pour recourir à des termes étrangers, à quoi bon que la langue française continue à exister? En tout cas dans ce cas-ci, ce gars là est donc un ancien chef du renseignement/espionnage économique

•

jean-pierre.georges-pichot // 28.07.2020 à 09h04

La nature a horreur du vide. Il faut bien que le mot 'intelligence' puisqu'il existe, serve à quelque chose. Or nous manquons terriblement d'occasions de l'employer dans le sens où il existerait des intelligences à la tête du pays. Des espions, en revanche, on peut encore, même s'ils oublient d'enlever les palmes avant de monter dans l'avion.... Faut-il parler d'intelligence inintelligente ?

21.avril.2020 // Les Crises

668 marins positifs : le « Charles de Gaulle », nouveau foyer du Covid-19

Source : [Midi Libre, Jennifer Franco](#)

Le navire n'a pas été en contact avec l'extérieur depuis le 15 mars et pourtant dimanche 12 avril, on apprenait que cinquante membres de l'équipage du Charles-de-Gaulles avaient été testés positifs au coronavirus. Un chiffre finalement bien en deçà de la réalité comme l'a annoncé le ministère des Armées.

[Depuis dimanche 12 avril, le porte-avions Charles-de-Gaulle](#) a regagné son port d'attache à Toulon. Alors que le navire n'a eu aucun contact avec l'extérieur depuis la mi-mars, on apprenait que 50 marins étaient contaminés par le Covid-19.

668 marins contaminés

Renard // 21.04.2020 à 08h23

1°) L'article omet de dire que les grandes manœuvres prévues « pour la défense des pays baltes » ont avorté justement pour cause de corona.

2°) Il a été dit dans la presse que quatre officiers états-uniens qui étaient à bord du porte-avion ont été également contaminés. Quel était leur rôle à bord ? Commissaires politiques ? Et à quelle date sont ils montés ?

+15

SanG // 21.04.2020 à 09h15

Pour le cas où vous l'ignorerez, il existe à bord un quartier étasunien complet, qui est affecté au système d'arrêt des avions en atterrissage. (la porte de leur cabine comporte même une interdiction d'entrer !).

Ce système d'accroche est sous brevet étasunien et les États-Unis ont en permanence une escouade de techniciens à bord pour en assurer l'opération et la maintenance.

Voilà le prix à payer pour notre appartenance à L'UE et à l'otan.

Notre prestigieux porte-avions, payé et équipé par les impôts français, se réduit à une vulgaire coquille de noix sur simple injonction des États-Unis. Car que vaut un porte-avions sans système d'arrêt des avions au retour ?

pseudo // 26.04.2020 à 12h44

<https://sciencepost.fr/la-france-fait-deja-face-a-des-niveaux-de-secheresse-inquietants/>

Ce virus est perçu comme moins mortel que le système économique capitaliste, du coup, les gens trépignent chez eux pour demander le redémarrage de l'activité et le retour à une normale tant aimée. Fut un temps on parlait de convention citoyenne pour le climat, j'ai bien vu qu'elle s'était terminée, j'ai pas vu de réponse citoyenne et gouvernementale car normalement nous aurions dû avoir de houleux débats... ou pas, ou alors, on choisit de crever du capitalisme dans une fin civilisationnelle laborieuse et magnanime dans son achèvement. Ce sera long, on le fera durer, ce sera d'autant plus catastrophique, une contre histoire universelle de la vie, tel un mythe grec, une fable de la fontaine.

Jean-Pierre Georges-Pichot // 27.04.2020 à 10h22

Bien sûr. Avec la conjonction de l'arrêt du tourisme, de la chute des ventes de pétrole, de la sécheresse un peu partout, des entraves à toutes sortes d'échanges, je ne vois pas comment le monde pourrait échapper à des convulsions sociales majeures cet été, en particulier en Afrique du Nord, c'est à dire chez nous.

5.mai.2020

Le Sénat vient de voter l'amnistie des élus, des employeurs et des fonctionnaires !

Un véritable scandale politique se déroule sous nos yeux : **le Sénat vient de voter une amnistie partielle pour tous les élus (y compris ministres), les employeurs et des fonctionnaires quand ils auront pris certaines décisions ayant conduit à la contamination de personnes !**

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les DILIGENCES NORMALES compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une FAUTE CARACTÉRISÉE et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer. »

Ce texte, fruit d'une élaboration particulière dans les années 90 à laquelle l'auteur de ces lignes a participé, avait évidemment un caractère général applicable à tous les citoyens, mais c'est bien la nécessité de préciser le périmètre de la responsabilité personnelle des maires en matière d'homicide et de coups et blessures involontaires, qui en était l'objectif premier. Retenons bien les deux

nouvelles conditions exigées pour que l'auteur indirect du dommage puisse être condamné : d'abord n'avoir pas accompli les diligences normales en fonction des moyens dont on disposait, et ensuite commis une faute caractérisée exposant autrui à un risque grave qu'on ne pouvait ignorer.

Moi :

Monsieur de Castelnau semble très satisfait de la loi qu'il a contribué à introduire. Je pense personnellement qu'elle est catastrophique. On connaît l'effet papillon : le battement d'aile d'un papillon en Chine peut très bien ne pas être sans rapport causal, fût-il infime, avec un tremblement de terre en Patagonie. La science met effectivement en évidence des chaînes causales de plus en plus longues. Avec la loi pénale de M. de Castelnau, le promeneur qui oublie ou falsifie son attestation pour aller prendre l'air à Gramat, zéro cas, est passible de trois ans de prison car il a mis en danger la vie d'un malade covid à Mulhouse. Génial. Mais avec des lois comme cela, il n'est pas étonnant qu'un pays soit à la fois figé dans la peur de la maladie, du juge, de la vie, et tout à fait ingouvernable. Nos gouvernants sont très mauvais, mais les juges n'y sont pas pour rien !

Jean-Pierre Georges-Pichot // 05.05.2020 à 09h44

Premier temps : une loi draconienne, liberticide, élargissant la notion d'homicide par imprudence dans des proportions démentielles. Deuxième temps : chacun protège son cul, tout s'arrête.

Troisième temps : le gouvernement sape la loi sournoisement pour que les choses repartent.

Quatrième temps : on proteste contre le bricolage gouvernemental ou contre la loi imbécile ? Avec la loi pénale actuelle, le promeneur qui oublie ou falsifie son attestation pour aller prendre l'air à Gramat, zéro cas, est passible de trois ans de prison car il a mis en danger la vie d'un malade covid à Mulhouse. Génial. On connaît l'effet papillon : le battement d'aile d'un papillon en Chine peut très bien ne pas être sans rapport causal, fût-il infime, avec un tremblement de terre en Patagonie. La science met effectivement en évidence des chaînes causales de plus en plus longues. Mais avec des lois comme cela, il n'est pas étonnant qu'un pays soit à la fois figé dans la peur de la maladie, du juge, de la vie, et tout à fait ingouvernable.

Renaud Garcia, sur la collapsologie :

[https://peertube.iriseden.eu/videos/watch/d5c51f40-40ff-4577-a334-e440b7663348?](https://peertube.iriseden.eu/videos/watch/d5c51f40-40ff-4577-a334-e440b7663348?fbclid=IwAR0Boe-zWtdCgm0dG9q1DJQuFZ571dQP6s07Z1K1aplE5fVkJMHPO4KYbu60)

[fbclid=IwAR0Boe-zWtdCgm0dG9q1DJQuFZ571dQP6s07Z1K1aplE5fVkJMHPO4KYbu60](https://peertube.iriseden.eu/videos/watch/d5c51f40-40ff-4577-a334-e440b7663348?fbclid=IwAR0Boe-zWtdCgm0dG9q1DJQuFZ571dQP6s07Z1K1aplE5fVkJMHPO4KYbu60)

bruno49 // 17.05.2020 à 18h10

Vichy,Pétain,Laval,toussa toussa.....Comparaison n'est pas raison ,parlons de dérive autoritaire maastrichtienne. Tous ces gens au pouvoir n'ont plus que la violence ,le contrôle massif , voire la prison pour étouffer toute contestation.Le confinement de presque toute la population pendant 2

mois est la conséquence de leur impéritie générale qu'ils ont essayer de « masquer » par des mensonges successifs aberrants . Et la menace de 2eme vague évoquée un temps,, permet de menacer de reconfiner si besoin et empêche tout rassemblement. Selon leur catéchisme maastrichien les mesures de fermetures des frontières,par exemple, étaient des mesures d'extrême droite (?) donc inenvisageable,par pure idéologie....Ben oui, nous sommes dirigés par des cons.

+5

Jean-Pierre Georges-Pichot // 17.05.2020 à 19h56

Non, je ne suis pas sûr que la référence au pétainisme soit seulement une facilité polémique. Plus on se plonge dans l'histoire de la période, et plus on trouve des analogies intéressantes. Mais il faut préciser : en réalité le pétainisme n'est lui même qu'une adaptation conjoncturelle des tendances séculaires de la gouvernance en France. Je pourrais vous en raconter des volumes sur le sujet mais ce n'est pas le lieu. Je me contenterai donc de faire appel à l'argument d'autorité, et de citer Alain Badiou, qui dit que 'le pétainisme est le transcendantal de la France'. Comprenne qui pourra...

bruno49 // 18.05.2020 à 10h47

Alain Badiou n'est pas une référence .Il a des tenu des propos problématiques (euphémisme) dans le passé légitimant certaines dérives totalitaires ...

[J'aurais pu répondre que le concept de 'totalitarisme' est lui-même problématique]

Jean // 17.05.2020 à 08h02

Le ministère de l'Education nationale a publié le 4 mai sur son site des recommandations destinées à aider les professeurs à préparer cette rentrée post-confinement. Plusieurs d'entre elles ont provoqué un tollé, particulièrement celles demandant aux enseignants de ficher «les enfants qui tiennent des propos inacceptables». A tel point que le gouvernement a depuis fait machine arrière, modifiant les paragraphes les plus contestés. Avant un tel revirement, dans l'une de ces fiches Eduscol, intitulée «Ecouter la parole des élèves en retour de confinement Covid-19», massivement relayée sur internet, il était ainsi énoncé : «Des enfants peuvent tenir des propos manifestement inacceptables. La référence à l'autorité de l'Etat pour permettre la protection de chaque citoyen doit alors être évoquée, sans entrer en discussion polémique. Les parents seront alertés et reçus par l'enseignant, le cas échéant accompagné d'un collègue, et la situation rapportée aux autorités de l'école.»

Source : <https://français.rt.com/france/75138-covid-19-enseignants-eleves-sont-ils-tenus-pas-critiquer-gouvernement-classe>

Jean-Pierre Georges-Pichot // 17.05.2020 à 08h39

En grammairien, je voudrais attirer l'attention du public sur l'usage de la forme passive, qui sert à faire disparaître l'agent de l'action. A la formule « propos inacceptables » il faut réagir par la question : inacceptables pour qui ? Et selon quels critères ? Autrement dit, dans la police du langage, le problème, c'est toujours la personne du censeur, et ce qui fonde son autorité. Dans ce cas particulier, en effet étonnant et qui en dit long sur notre dérive pétainiste, on se demande vraiment quel genre de propos les policiers et censeurs ont en tête. On voudrait des exemples. Seraient-ils du genre « mon papa il dit que Macron s'y est pris comme un manche, que Buzyn est une buse, que Salomon nous enfume avec ses statistiques, que les flics déconnent avec leurs amendes, que Philippe est complètement dépassé, et qu'il va falloir se débarrasser de cette bande de crétins dangereux » ?

+57

29.mai.2020 // Les Crises

Coronavirus : La pandémie met gravement en danger l'économie informelle

(je réagis à un commentaire qui loue le New Deal rooseveltien)

'La Grande Dépression a déclenché le New Deal, qui a jeté les bases d'un nouveau contrat social qui s'est encore renforcé dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Le New Deal a mis en place des filets de sécurité sociale et a jeté les bases d'un plus grand nombre de négociations collectives, facilitant la croissance de la classe moyenne, élargissant les protections sociales et juridiques des travailleurs et formalisant la sécurité économique pour la plupart des travailleurs.' Le mythe du New Deal.... Je sais bien que les Roosevelt, et surtout Eleanor, se sont attiré l'honneur de se faire traiter de communistes par les milliardaires qui règnent sans partage sur la nation américaine. Mais c'est la guerre et elle seule, comme habituellement en cas de crise de surproduction du système capitaliste, qui a rendu de l'emploi et une lucarne de survie à l'Américain moyen. Depuis, le maccarthisme a montré le caractère temporaire et erratique de cette passade vaguement social-démocrate. Aujourd'hui, tout est rentré dans l'ordre et les larmes de Foreign Affairs signifient seulement ceci : se pourrait-il que les ploutocrates américains, pour la première fois de leur histoire, connaissent la peur ?

jean-pierre.georges-pichot // 29.05.2020 à 08h23

‘Il semble que les décideurs et la population aient eu un plus grand sentiment d’urgence en Extrême-Orient qu’en Occident grâce à une meilleure compréhension de la dynamique d’une épidémie fondée sur des mathématiques de base : la notion de proportionnalité (ce que l’on appelait autrefois la « règle de trois »)..... Les mathématiques qui sont (ou devraient) être enseignées au collège et au lycée ne sont pas seulement ni d’abord un moyen d’obtenir de bonnes notes. Elles permettent d’analyser des aspects essentiels de la réalité et peuvent par exemple sauver d’innombrables vies en situation d’épidémie..... Le constat qu’en Occident les décideurs et les faiseurs d’opinion n’ont manifestement pas fait ces estimations élémentaires, ou ne les ont pas assez prises au sérieux, en dit long sur les déficiences de l’enseignement de base, particulièrement de celui des mathématiques, en France et dans les autres pays occidentaux depuis des décennies. Tout à fait d’accord sur le constat : mais il faut préciser deux points. Primo : l’enseignement des maths est fait de façon trop académique, an-historique et anti-pratique, sans aucun effort pour montrer comment les questions et notions mathématiques ont émergé, ni comment elles ont changé la vie. Secondo : les maths ont servi d’instrument de sélection sociale en remplacement du grec et du latin, ce qui a conduit paradoxalement à leur affaiblissement. Cinq terminales sur sept dans mon lycée étaient de section S. Alors, il ne pouvait pas y avoir que des vocations sincères. Donc discipline ressentie comme une purge. Et aucune remise en question des méthodes pour des enseignants considérés comme d’essence supérieure. Cela n’explique pas l’effondrement en calcul élémentaire : règle de trois, calcul mental... Voir du côté de l’école élémentaire : obscurantisme en matière de calcul comme d’orthographe.

21.mai.2020 // Les Crises

Audition de Gaël Giraud sur la relance verte au Sénat

Source : [Public Sénat](#)

Le 13 mai, l’économiste Gaël Giraud, directeur de recherche au CNRS, était auditionné par la commission de l’aménagement du territoire et du développement durable. Il est revenu sur les stratégies envisageables pour relancer l’économie par la transition écologique, qui passeraient par la rénovation thermique des bâtiments, les mobilités vertes ou encore la relocalisation de l’industrie. Interrogé par les sénateurs sur le coût de cette relance, l’économiste évoque un financement à hauteur de 50 milliards d’euros par an, notamment par l’annulation des titres de créances publiques possédés par la Banque Centrale européenne ou par des politiques dites “d’hélicoptère monétaire”.

Source : [Public Sénat](#)

jean-pierre georges-pichot // 22.05.2020 à 10h47

Pensée social-démocrate. Keynes etc... Sauver la propriété individuelle des moyens de production sans subir les effets de sa tendance irrésistible à la cartellisation, et à la prise de pouvoir politique

par les grands groupes monopolistes. Cela finit par être lassant. L'argent hélicoptère : on sait qu'il tombera toujours dans la même cour mais on persiste à l'invoquer. L'hôpital et l'école réduits à la misère : suffit-il de préconiser un 'changement de politique' alors que cette politique a un but : y mettre au pouvoir les hommes (et en l'occurrence les femmes) des sponsors privés, qui feront la politique sanitaire de leurs vrais patrons. Tous les points clés restent inaperçus.

jean-pierre georges-pichot // 22.05.2020 à 06h59

Je trouve sur Wikipedia que Gael Giraud, dont j'ignorais l'existence, enseigne à Paris, Strasbourg et... Hanoi. Comme je vois qu'il est aussi participant au Shift Project, je crois deviner à qui JM Jancovici pensait lorsqu'il décrivait 'certains de ses excellents camarades, écologistes engagés et sincères, mais qui ne voyaient pas de problème dans le fait de prendre l'avion plusieurs dizaines de fois par an'. Alors, je vais écouter ce qu'il a à dire, mais il est impossible de ne pas avoir une certaine prévention contre lui. René Dumont, lui, avait fait scandale dans les années soixante-dix en se levant de table au milieu d'un banquet officiel parce qu'on venait d'y servir un troisième plat de protéines animales.... Vous me direz : si ça se trouve, Gael Giraud a peur en avion, comme de Ruggy est allergique au homard, et on doit donc le considérer comme un saint, qui se mortifie pour le bien de l'humanité. Mais Giraud est-il davantage René Dumont ou davantage François de Ruggy, allergique mais complice ?

+1

Brigitte // 22.05.2020 à 07h57

L'écologie politique est le nouveau socialisme, avec son internationale, le GIEC et son idéologie, la croyance à un nouveau progrès social, de partage de richesses, où les humains seraient bons envers la nature, adopteraient de bonnes règles de conduite, sans changer de paradigme économique. La croyance où il suffirait de tout repeindre en vert pour que la croissance revienne et devienne vertueuse. De vert à vertueux, le chemin est tout tracé, par les grands de ce monde, qui eux ont tout compris! On ne parle plus de révolution, comme du temps de Dumont, mais de transition. Tout en douceur. Les Hamon, de Ruggy, Glucksmann sont de gentils politiciens qui promettent de faire le mélange des couleurs, des valeurs, dans une union sacrée entre les peuples. Pour eux, l'union européenne est forcément la bonne échelle pour construire le monde de demain, avec du vent, du soleil et de la terre rare....mais sans démocratie. Soleil vert.

+9

jean-pierre georges-pichot // 22.05.2020 à 08h58

Message bien reçu. Ma méfiance naturelle s'en trouve acérée. Mais ne s'étend pas encore jusqu'à JM Jancovici qui me semble ne pas être de ceux qui promettent une transition gentille. C'était mon idée au départ : il y a vraiment diverses espèces d'écologistes, et au fond une divergence radicale des visions. Quelque chose comme l'opposition entre Lénine et Léon Blum. Entre le 'socialisme à

visage humain', qui ne fut jamais qu'une arnaque, et la radicalité révolutionnaire, qui ne promet que de la sueur et des larmes. En face : les privilégiés et leurs polices. Soleil vert en effet.

+1

jean-pierre georges-pichot // 22.05.2020 à 09h24

Sur la généralisation de la voiture électrique, giraud montre le bout de son oreille élitiste : on voit bien qu'il doit passer davantage de temps dans des aéroports que dans des embouteillages. Car le tarif des voitures électriques ne les met pas à la portée des gilets jaunes. Il n'est pas sur ce point en accord avec JM Jancovici, qui plaide plutôt pour la 'deux-chevaux du vingt-et-unième siècle', voiture thermique de trente chevaux consommant deux litres aux cent kilomètres. Jancovici explique aussi par plusieurs arguments pourquoi la généralisation de l'électrique est une utopie : et d'abord la non-disponibilité d'un branchement adéquat pour la majorité, ainsi que l'incapacité des réseaux actuels à supporter la charge.

+2

Brigitte // 22.05.2020 à 18h35

Oui le tout électrique est une utopie. Bien sur on peut imaginer pour les batteries des avancées technologiques similaires à celles des ordinateurs, miniaturisation et montée en puissance mais pas sur que l'on puisse vraiment comparer. L'avenir est aussi de tirer parti des énergies biologiques, la photosynthèse par exemple, pour générer du courant (biopile à glucose), des matériaux chauffants et remettre en valeur le bon vieux muscle. Je crois plus au vélo électrique qu'à la voiture. C'est compatible avec une vie recentrée sur le local, sur l'environnement, donc beaucoup moins énergivore. Nous ne pourrons pas sauver la nature mais la nature nous sauvera!

jean-pierre.georges-pichot // 24.05.2020 à 19h21

Donc nous sommes bien d'accord : la voiture de l'avenir, c'est pas de voiture du tout. Mais avec le jarret humain, ou tout au plus la traction animale, le périmètre de nos vies se trouve ramené à la petite dizaine de kilomètres traditionnelle et il ne reste à peu près rien de notre organisation sociale actuelle. Pas que cela m'inquiète : mais avec des types comme Luc Ferry, Bill Gates et le Chinois suprême dans le circuit, je ne vois pas la transition se faire en douceur.

Covid-19 : le fiasco de l'application de traçage britannique

Source : [Bythelines](#)

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

David Hencke explique comment près de 10 millions de livres sterling ont été gaspillés pour l'application de traçage NHSX du gouvernement, qui a finalement été abandonnée pour une application utilisée par d'autres pays depuis un certain temps.

jean-pierre.georges-pichot // 27.06.2020 à 10h21

« Les données étaient effacées après ». Si vous lisez les mémoires d'Edgar SNOWDEN, vous serez peut-être moins confiant par rapport à la notion d'effacement de données numériques. En réalité, il n'existe, par construction, aucune procédure de ce genre dans un ordinateur. C'est vrai dans votre ordinateur personnel, même non connecté. N'importe quel enquêteur français merdique travaillant pour le PNF sait cela et c'est pour cela que la première chose qu'il fera en entrant chez vous, c'est de voler votre ordinateur. C'est encore plus vrai dans le système informatique mondialisé. Tout ce qui passe par un circuit télématique est éternel. En l'an 2050, la NSA pourra encore vous rappeler quel match de foot vous avez regardé à la télé hier soir. Si vous avez un frigidaire connecté, ils vous diront aussi à quelle heure vous vous êtes levé pour boire une bière et quel était le score, plus la marque de la bière si vous l'avez achetée avec une carte bancaire. Et si vous avez une montre connectée ils vous diront aussi quelle équipe avait vos faveurs. Alors, pour l'effacement de vos données COVID n'y croyez pas trop. Sauf peut-être si vous êtes nord-coréen, mais au sud, sûrement pas !

Karine // 27.06.2020 à 10h24

si vous voulez du réel, pourquoi pas? dans notre entreprise dite de haute technologie, la réponse à appel d'offre de plusieurs millions d'euros a été compromise parce que le responsable a été fortement malade du covid. Même sans décès, il y a des conséquences, aussi économiques. Nos entreprises devraient en tenir compte.

+6

herve_02 // 27.06.2020 à 11h20

Sans vouloir venir troller... Si dans votre entreprise une réponse à un appel d'offre de plusieurs millions d'euros a été compromise à cause de la maladie d'une seule personne, c'est un problème de fond, qui n'est pas du au covid, mais aux choix que vous avez faits.

(Moi)

Tout à fait d'accord. La chose a d'ailleurs été exprimée sous la forme d'un quasi-théorème de théorie des organisations : zéro stock+ zéro redondance = zéro résilience. Nombre de nos dirigeants macronistes sont d'anciens cadres administratifs recrutés sur la capacité qu'ils ont démontrée à extirper de tous les services les plus essentiels tout ce qu'il pouvait y avoir de réserve ou de précaution 'au cas où'. Ils se sont par cette méthode livrés à une grande course à la réduction des déficits qui leur a valu d'être distingués par Jupiter et ils en étaient, jusqu'à il y a environ deux mois, très fiers. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il y a des économies qui coûtent cher : mais ce ne sont pas eux qui règlent la facture.

1.juillet.2020 // Les Crises

Comment les États-Unis ont perdu la bataille face au SARS-CoV-2

Mondran // 01.07.2020 à 11h24

Bonjour

Je ne suis pas sûr que vous ayez lu les ouvrages de N. Taleb portant sur le risques (notamment les Cygnes noirs) et sur la réponse la plus appropriée des sociétés (l'Antifragilité). Les thèses de N. Taleb sont plus complexes que le résumé que vous en faites. Si on considère le cas de la réponse française au covid, la mise en confinement de façon uniforme de tout le territoire n'était pas l'action la plus efficace ni la plus pertinente. Les villages de la Corrèze ou de la Creuse par exemple n'ayant pas les mêmes caractéristiques que les villes de la région parisienne. La décentralisation évoquée par N. Taleb consistait seulement à dire que les réponses apportées doivent être conformes aux caractéristiques locales. La Chine, pays centralisé, a par exemple exactement fait cela en confinement localement là où cela été nécessaire et non de façon uniforme sur tous le pays. Je conseille vivement à tous de lire ses livres qui sont intellectuellement stimulants, bien loin de ceux des auteurs que vous mentionnez dans votre commentaire.

Votre note fait avancer le débat. Il semble que l'on ait confondu 'centralisation' et 'uniformité'. Mais on peut à Paris savoir que la Corrèze ne ressemble pas à la Guadeloupe, et en tenir compte. La question n'est pas le lieu où se conduit la réflexion et où se prend la décision. C'est l'intelligence et la qualité d'information de ceux qui la conduisent. Si l'on appelle 'décentralisation' faire prendre localement des décisions qui supposent de l'expertise de haut niveau, ce que l'on gagne en accès aux données d'expérience est perdu en compétence pour les traiter. Il faut en réalité que les décideurs soient à la fois entourés de ce qu'il y a de plus pointu dans les domaines d'expertise et renseignés en détail sur les réalités locales dans leur diversité. Cela ne devrait pas être impossible à arranger. Louis XIV gouvernait la France depuis Versailles, sans téléphone et sans voyager.

Je tiens que devant toute question il faut garder à l'esprit à la fois la dimension qualitative et la question quantitative. Devant toute mesure, la valeur absolue et la proportion. Dans le cas des maladies infectieuses modernes, la rapidité et la massivité des échanges sont clairement des données à la fois nouvelles et déterminantes. D'ailleurs que voit-on ? Le refus de mettre en place des

mesures de ralentissement à un certain niveau, par exemple les frontières nationales, se traduit immédiatement par l'imposition de mesures de même nature à un niveau local. Exactement comme à la fin de l'Antiquité l'incapacité des empereurs romains à tenir le 'limes' qui arrêtait les peuples non romanisés a produit le moyen âge, c'est à dire la segmentation en unités militaires locales, symbolisées par les villes fortes et les donjons. Idem aujourd'hui : à ne pas vouloir fermer les aéroports, nous nous retrouvons retranchés derrière nos masques, assiégés au plus près de notre intimité.

\$1,1 million et 181 pages : la facture d'un survivant américain du Covid-19

Source : [The Seattle Times](#)

Le miraculé américain sent bien que quelque-chose ne va pas, mais ni lui ni personne apparemment ne pose la question de fond, qui est celle-ci : que doit faire l'humanité de ses ressources, dont on s'aperçoit de plus en plus qu'elles sont en quantité limitée. La remise en question de nos pratiques de consommation ne peut pas mettre hors questionnement nos dépenses de santé, qui correspondent aussi à une consommation de travail humain, d'efforts de formation, de ressources naturelles, qui pourraient être utilisés autrement, et, on a le droit de le dire, peut-être plus utilement. La médecine ne consiste plus à donner des conseils, et chaque avancée technique à retombée médicale qui se traduit par un déploiement d'appareillages et d'équipes nombreuses et spécialement équipées pousse un peu plus loin le paradoxe : on sauve ici des gens en sacrifiant d'autres ailleurs parce qu'il y a en réalité une concurrence pour les ressources. Dans ce cas précis, il y aurait lieu au moins de se demander où se trouve la 'vérité des prix' entre le million de dollars demandé au septuagénaire américain et les zéro francs zéro centimes qui seraient facturés pour le même service dans un système de communisme intégral. Quel est le coût social réel de ces soins ? Quelle est, éventuellement, la part du profit odieux de quelques acteurs bien placés du système, mais quelle est aussi, d'autre part, la légitimité de prélever des taxes ou du travail gratuit sur des pauvres pour guérir gratuitement des moins pauvres ? Car n'est-ce pas cela que nous faisons quand nous sous-rémunérons les soignants ou importons des produits médicaux de certains pays esclavagistes ?

11.juin.2020 // Les Crises

La Crise du Covid-19, une crise de l'accélération – par Michael Paraire

Source : [Le Blog du Penseur](#)

[Michael Paraire](#) est philosophe et éditeur [matérialiste](#) français

Tout s'accélère. L'accélération de la vitesse, – vitesse de production, vitesse de communication, vitesse des échanges – est devenue le leitmotiv, le totem, la clé de la modernité. Avec l'avènement de la mondialisation et des nouvelles technologies, nous sommes entrés dans un monde régi par un principe d'accroissement permanent de la vitesse.

jean-pierre.georges-pichot // 11.06.2020 à 09h52

Décélérer dans un virage est une très mauvaise idée. Mais ce n'est rien à côté de ce que font nos gouvernants, qui donnent des coups de volant tout en freinant sur les gravillons... Un certain nombre d'entre eux risquent de finir par passer la tête à travers le pare-brise.

+2

jc // 11.06.2020 à 09h55

René Thom, philosophe-mathématicien père de la théorie des catastrophes, a écrit dans les années 1980 un article sur l'innovation. Il le termine par un paragraphe intitulé « Il faut décourager l'innovation » dont voici les dernières lignes: « Toute innovation, dans la mesure où elle a un impact social, est par essence déstabilisatrice. En pareil cas, progrès équivaut à déséquilibre. Dans une société en croissance, un tel déséquilibre peut facilement être compensé par une innovation meilleure qui supprime l'ancienne. On voit donc que notre société, si elle avait la lucidité qu'exige sa propre situation, devrait décourager l'innovation. Au lieu d'offrir aux innovateurs une « rente » que justifierait le progrès apporté par la découverte, notre économie devrait tendre à décourager l'innovation ou, en tout cas, ne la tolérer que si elle peut à long terme être sans impact sur la société (disons, par exemple, comme une création artistique qui n'apporterait qu'une satisfaction esthétique éphémère –à l'inverse des innovations technologiques, qui, elles, accroissent durablement l'emprise de l'homme sur l'environnement). Peut-être une nouvelle forme de sensibilité apparaîtra-t-elle qui favorisera cette nouvelle direction. Sinon, si nous continuons à priser par-dessus tout l'efficacité technologique, les inévitables corrections à l'équilibre entre l'homme et la Terre ne pourront être –au sens strict et usuel du terme- que catastrophiques.

jean-pierre.georges-pichot // 11.06.2020 à 10h29

Le film 'Le Fanfaron' de Dino Risi en italien s'intitule 'Il sorpasso' : 'le dépassement'. C'est l'histoire d'un franchissement de ligne jaune en haut d'une côte. La question est donc bien celle de la concurrence. Ni la vitesse ni l'accélération ne sont les éléments primaires à considérer. Elles ne sont que le sous-produit subi de l'état de guerre entre humains que décrit Hobbes. C'est cet état de guerre, qui engendre le besoin de vitesse : poursuivre ou s'échapper, être là où l'on n'est pas attendu et tendre une embuscade, etc. (lire Clausewitz sur la bataille d'Austerlitz, qui est décidée par une marche forcée des troupes françaises que les Autrichiens ou les Russes n'avaient pas anticipée). En soi la vitesse est bien innocente. D'ailleurs elle n'existe pas, sauf à prendre un point de référence

arbitraire. Si l'on prend le soleil pour point de référence nous circulons tous dans l'espace à une vitesse hallucinante, et nous ne sentons rien. Nous avons en revanche un organe pour ressentir l'accélération, qui peut être déplaisante ou jouissive, subjectivement. On paye pour sauter à l'élastique. Pour dévaler des pentes à skis, etc. Ceci est bien innocent aussi. Mais dès qu'un type invente le ski, un autre qui ne skie pas invente le slalom olympique... Fanfaronnades, chauvinisme, hymnes nationaux, spectacle, entraîneurs, sponsors, salaires, médias, corruption, protection, assassinats, dopage, douaniers, police, espionnage, Etats, coups d'état... Toute notre humanité malheureuse d'elle même.

Ion // 11.06.2020 à 19h41

L'inénarrable Attali et son gouvernement mondial, capitale Jérusalem...comment voulez-vous qu'on ne verse pas dans le complotisme quand on l'écoute parler, lol

L'accélération permanente du système date non pas de Macron mais du début des années 80, Thatcher, Reagan, TINA, et de la mainmise idéologique du secteur marchand (le « business ») sur le reste de la société, une sorte de hold-up culturel dont on observe les effets aujourd'hui. Les businessmen d'ailleurs aiment tant la vitesse qu'ils préfèrent souvent monter n'importe quoi très vite que de prendre le temps de la réflexion, une fonction contraire à « l'élan vital » impérieux qui anime tout ce beau monde. A propos d'élan vital, Hitler et les nazis étaient des adorateurs de la vitesse, peut-être seul moyen selon eux, tout comme Macron, de surmonter les pesanteurs de la société allemande et de faire advenir l'homme nouveau national-socialiste. On sait ce qu'il en est advenu. On me pardonnera ce point Godwin mais c'est plus fort que moi.

Une société ou des personnes obsédées par la fuite en avant se dirigent plein pot dans un mur ou l'autre.

[modéré]

+3

jean-pierre.georges-pichot // 12.06.2020 à 09h36

Pour compléter l'analyse : le culte de la vitesse au vingtième siècle est à peu près universel. On peut arguer qu'il est consubstantiel au capitalisme, puisqu'il s'agit de maximiser le rendement du capital. Extension de la production dans le temps et l'espace et raccourcissement des cycles. Comme d'habitude, la réflexion vient d'abord des Italiens, avec le mouvement futuriste. Mais les Français ne sont pas en reste, ce qui conduit à des incidents divertissants. Pendant la campagne de France, le gouvernement et l'État-major deviennent itinérants, Weygand et les ministres s'installent sur la Loire, mais tous dans des châteaux différents, distants de plusieurs dizaines ou centaines de kilomètres. Daladier, Mendel, Lebrun, Reynaud passent l'essentiel de leur temps sur la route à rouler à fond de train. De Gaulle et Churchill font des allers et retours en avion. Puis le général Billotte, qui commande toutes les armées au nord sort de la route et se tue en pleine bataille. Un peu plus tard, à déroute accomplie, Reynaud en fuite vers Vichy dérape lui aussi et tue sa maîtresse pro-nazie. De Gaulle commente : « elle est enfin crevée, cette chienne ». Une époque formidable et non close. Macron ne s'est jamais autant baladé que pendant le grand confinement. Dans leur tête primitive, la vitesse est une métaphore de la puissance. A quand le dernier virage ?

+3

Brigitte // 11.06.2020 à 21h36

La critique de l'accélération n'est pas nouvelle mais aujourd'hui on a l'impression que l'accélération s'accélère. Une sorte de dérivée seconde de la vitesse. Comment inverser une tendance qui est la loi du progrès, socle de notre civilisation? La technique a toujours eu pour but d'améliorer un travail, et le temps est la variable de choix.

Il faudrait avoir atteint un point limite mais ce n'est pas le cas. La machine remplace l'humain pour gagner du temps et l'avenir est déjà tracé, avec la robotique et l'IA, pour le grand remplacement. Croire que c'est du temps libéré pour l'humain est faux. Nous savons très bien, avec l'exemple de la voiture, que l'humain en veut toujours plus car l'humain est chronophage. Seuls des événements extérieurs pourront nous freiner. Nous ne sommes pas capables de le faire volontairement.

+2

11.mai.2020 // Les Crises

Coronavirus : l'essai Discovery est un fiasco européen, ses résultats sont incertains

Jean-Pierre Georges-Pichot // 11.05.2020 à 12h00

Discovery ? pour moi, c'était le nom de la navette spatiale américaine. Etant donné le poids démographique des deux pays de langue anglaise de l'Union européenne, l'Irlande et Malte, je m'étonne qu'un programme écrit à Bruxelles, ville si sensible à l'importance qu'il y a à respecter les identités culturelles, soit intitulé dans cette langue. Est-ce que cela serait le signe de la domination d'un grand protecteur étranger ? La seule langue pan-européenne qui ne vexé personne, sauf les Grecs, c'est le latin. Etant donné le succès de l'opération, je suggère donc 'ABORTUS', qui signifie 'avorton' ou 'avortement'. Sinon, on pourrait choisir désormais pour langue commune européenne celle du groupe le plus nombreux et le plus puissant. Vous savez lequel. Je suis sûr que pour mettre la signalisation au nouveau goût du jour, le préfet Lallement saura retrouver des panneaux tout faits dans les souterrains de la préfecture. Cela nous changera du globish.